



REPUBLIQUE DU BENIN

**MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET
DE LA GOUVERNANCE LOCALE**

DEPARTEMENT DE L'ATACORA

COMMUNE DE NATITINGOU



**PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL
4^{ème} GENERATION (PDC 4) 2024 – 2028**

Version Provisoire



©Décembre 2023

Avec le soutien technique et financier de :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES FIGURES	7
SIGLES ET ACRONYMES	8
AVANT-PROPOS DU MAIRE.....	9
RESUME EXECUTIF	10
INTRODUCTION	12
I. CONTEXTE D'ELABORATION DU PDC 4 DE NATITINGOU	14
1.1. Présentation de la commune	14
1.1.1. Situation géographique et organisation administrative de la commune	14
1.1.2. Grands traits physiques de la commune.....	18
1.1.2.1. Relief, climat et hydrographie	18
1.1.2.2. Végétation.....	20
1.1.2.3. Nature des sols.....	21
1.1.3. Données démographiques et sociales.....	23
1.1.3.1. Répartition et densité de la population.....	23
1.1.3.2. Traits caractéristiques de la population	23
1.1.3.2.1. Population agricole.....	23
1.1.3.2.2. Population active	23
1.1.3.2.3. Tranches d'âges caractéristiques de la population	23
1.1.3.2.4. Indices de pauvreté	25
1.1.3.3. Principaux groupes socio-culturels	25
1.1.3.4. Dynamique de la population	26
1.1.3.4.1. Evolution de la population par arrondissement.....	26
1.1.3.4.2. Migration	27
1.1.3.5. Activités économiques	27
1.1.3.6. Populations vulnérables.....	28
1.1.3.6.1. Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV).....	29
1.1.3.6.2. Personnes du 3 ^{ème} âge	29
II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE D'ELABORATION DU PDC 4	31
III. PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE NATITINGOU	33
IV. DIAGNOSTIC DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE	36
4.1. Résultats de l'évaluation du PDC 3	36
4.2. Activités du secteur primaire	37
4.2.1. Potentialités agricoles.....	37
4.2.2. Ressources en Eau	38
4.2.3. Infrastructures agricoles	39
4.2.4. Aménagements agropastoraux et hydro-agricoles.....	39
4.2.5. Intrants et équipements agricoles.....	42
4.2.6. Performance de la production agricole	44
4.2.6.1. Production végétale.....	44
4.2.6.2. Production animale.....	47
4.2.6.3. Production halieutique	49
4.2.6.4. Production sylvicole.....	50
4.2.6.5. Mobilisation des ressources financières communales au profit de l'agriculture	51
4.2.6.6. Filières porteuses et CVA prioritaires de la commune	51
4.2.6.7. Mines et carrières	51
4.3. Activités du secteur secondaire	52
4.3.1. Transformation agro-alimentaire	52
4.3.2. Artisanat	53
4.3.3. Contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	56
4.4. Activités du secteur tertiaire	57
4.4.1. Commerce et activités tertiaires.....	57
4.4.2. Tourisme, restauration et hôtellerie	59
4.5. Institutions financières.....	62
4.6. Finances locales.....	62

4.6.1.	Evolution du budget communal	62
4.6.2.	Mobilisation des ressources propres.....	63
4.6.3.	Capacité autonome de financement de la commune.....	63
4.6.4.	Capacité d'investissement de la commune	64
4.6.5.	Limites de la mobilisation des ressources communales.....	64
4.7.	Voirie urbaine et pistes rurales.....	65
4.7.1.	Voirie urbaine	65
4.7.2.	Pistes de desserte rurale.....	67
4.8.	Hygiène et assainissement du cadre de vie	70
4.8.1.	Gestion des eaux usées et excréta.....	70
4.8.2.	Gestion des déchets solides.....	71
4.8.3.	Gestion des déchets biomédicaux.....	71
4.9.	Entrepreneuriat et insertion socioprofessionnelle	73
4.10.	Accès à l'eau potable.....	74
4.11.	Accès à l'éducation	78
4.11.1.	Enseignement maternel.....	78
4.11.2.	Enseignement primaire.....	79
4.11.3.	Enseignements secondaire technique et professionnel	80
4.11.4.	Alphabétisation.....	83
4.12.	Accès aux services et soins de santé	83
4.13.	Culture, sports et loisirs.....	87
4.14.	Accès à l'énergie électrique	87
4.15.	Télécommunication et accès aux médias	88
4.16.	Services sécuritaires	89
4.17.	Gouvernance locale et ressources humaines de l'administration locale	91
4.17.1.	Dispositif institutionnel	91
4.17.1.1.	<i>Fonctionnement des organes communaux et infracommunaux.....</i>	<i>91</i>
4.17.1.2.	<i>Organisation et fonctionnement de l'administration communale</i>	<i>99</i>
4.17.1.3.	<i>Coopération décentralisée et intercommunale</i>	<i>103</i>
4.17.1.4.	<i>Transformation digitale de l'administration communale.....</i>	<i>103</i>
4.17.1.5.	<i>Participation des citoyens à la gestion des affaires communales</i>	<i>107</i>
4.17.1.6.	<i>Planification/Programmation du développement communal.....</i>	<i>107</i>
4.17.1.7.	<i>Projets, ONGs et Associations</i>	<i>108</i>
4.18.	Risques environnementaux et changement climatique.....	117
V.	PROBLEMES MAJEURS, DEFIS ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE ...	120
5.1.	Problèmes majeurs.....	120
5.2.	Défis et enjeux de développement de la commune de Natitingou	121
VI.	CADRE STRATEGIQUE	122
6.1.	Fondements, principes et valeurs du PDC 4.....	122
6.2.	Raison d'être et énoncée de la vision du PDC 4	122
6.2.1.	Raison d'être du PDC 4.....	122
6.2.2.	Rappel de la vision et des orientations nationales de développement	122
6.2.3.	Vision du PDC 4 de la commune de Natitingou	123
6.3.	Théorie de changement du PDC 4 de Natitingou	123
6.3.1.	Descriptif narratif de la théorie de changement	123
6.3.2.	Schéma de la théorie de changement du PDC 4 de Natitingou.....	124
6.4.	Formulation des orientations, objectifs, axes stratégiques et programmes	129
6.4.1.	Orientations stratégiques nationales	129
6.4.2.	Axes et priorités de la stratégie nationale du Bénin dans le PAG 2021 - 2026	129
6.4.3.	Cohérence des orientations du PDC 4 avec Bénin Alafia, le PND, le PAG 2	131
6.4.4.	Arrimage des orientations et objectifs stratégiques du PDC 4 et des ODD.....	132
6.4.5.	Matrice du cadre stratégique	135
VII.	CADRE PROGRAMMATIQUE	137
7.1.	Matrice du cadre programmatique.....	137
7.2.	Cadre logique du PDC 4 de la commune de Natitingou.....	140
7.3.	Cadre de Mesure du Rendement (CMR).....	160

7.4.	Cadre de performance et de suivi des cibles spatialisées des ODD	181
7.5.	Plan quinquennal de développement de la commune de Natitingou	187
7.6.	Plan de financement du PDC 4	216
VIII.	DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE DU PDC 4	224
8.1.	Mécanisme de financement du PDC 4.....	224
8.2.	Cadre légal de la mise en œuvre du PDC 4.....	224
8.3.	Financement du PDC 4	225
8.4.	Mécanisme de suivi-évaluation du PDC 4.....	225
8.4.1.	Cadre institutionnel de mise en œuvre	225
8.4.2.	Suivi-évaluation du PDC 4	226
8.4.2.1.	<i>Organisation du suivi-évaluation du PDC 4.....</i>	226
8.4.2.2.	<i>Evaluation du PDC 4.....</i>	227
8.4.2.3.	<i>Reddition de compte</i>	228
8.4.2.4.	<i>Outils du suivi et d'évaluation du PDC 4.....</i>	228
8.5.	Gestion des risques et conditions de succès du PDC 4.....	230
8.5.1.	Matrice des risques du PDC 4	230
8.5.2.	Conditions de succès du PDC 4.....	231
	CONCLUSION	232
	BIBLIOGRAPHIE	234
	ANNEXES	235

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de la population de Natitingou par arrondissement.....	23
Tableau 2 : Tranches d'âges de la population.....	24
Tableau 3 : Indices de pauvreté dans trois (03) communes de l'Atacora.....	25
Tableau 4 : Projections démographiques à moyen terme 2028.....	26
Tableau 5 : Orphelins et enfants vulnérables.....	29
Tableau 6 : Appuis aux personnes vulnérables.....	30
Tableau 7 : Ressources en eau disponibles.....	38
Tableau 8 : Point des infrastructures agricoles de la commune.....	39
Tableau 9 : Potentiel en bas-fonds de la commune de Natitingou.....	40
Tableau 10 : Mise en place des semences au cours de la campagne 2022-2023.....	42
Tableau 11 : Point des équipements agricoles.....	43
Tableau 12 : Point des matériels et équipements de transformation.....	44
Tableau 13 : Evolution de la production végétale.....	45
Tableau 14 : Situation des OPA dans la commune.....	45
Tableau 15 : Production de l'élevage de la commune en 2022.....	47
Tableau 16 : Effectif cheptel conventionnel selon le sexe des éleveurs.....	47
Tableau 17 : Production du miel du 2 ^{ème} trimestre de 2022.....	48
Tableau 18 : Production aquacole de la commune en 2022.....	49
Tableau 19 : CVA prioritaires retenues pour la commune de Natitingou.....	51
Tableau 20 : Point des unités de transformation de mangue.....	52
Tableau 21 : Unités de transformations existantes dans la commune de Natitingou.....	53
Tableau 22 : Associations des artisans affiliées au CAN de la commune Natitingou.....	54
Tableau 23 : Évolution des budgets communaux de 2019 à 2021.....	62
Tableau 24 : Évolution des ressources propres de la commune de 2019 à 2021.....	63
Tableau 25 : Évolution de l'autonomie financière de la commune de 2019 à 2021.....	63
Tableau 26 : Capacité d'investissement de la commune de 2019 à 2021.....	64
Tableau 27 : Voies urbaines aménagées avec caniveaux avant le projet asphaltage.....	65
Tableau 28 : Rues asphaltées dans la ville de Natitingou.....	66
Tableau 29 : Situation des principales pistes rurales de la commune.....	68
Tableau 30 : Pistes sélectionnées pour entretien en 2022-2023.....	69
Tableau 31 : Couverture des formations sanitaires en incinérateurs en 2021.....	72
Tableau 32 : Point EPE par arrondissement en 2021.....	74
Tableau 33 : Effectifs des écoliers à la maternelle.....	78
Tableau 34 : Nature et nombre de salle de classe.....	78
Tableau 35 : Mobiliers des écoles maternelles de la commune.....	78
Tableau 36 : Équipements des écoles maternelles.....	79
Tableau 37 : Répartition des APE et ACE selon le genre.....	79
Tableau 38 : Nature, état et répartition des salles de classe utilisées.....	80
Tableau 39 : Répartition des tables et bancs pour élèves.....	80
Tableau 40 : Ratios élèves par maître, élève par salle de classe et élèves.....	80
Tableau 41 : Équipements scolaires.....	81
Tableau 42 : Indicateurs de performance.....	81
Tableau 43 : Ratios élèves groupe pédagogique et places assises.....	81
Tableau 44 : Situation de l'alphabétisation dans la commune de Natitingou.....	83
Tableau 45 : Couverture des arrondissements en centre de santé en 2021.....	84
Tableau 46 : Principaux ratios du personnel soignant par corps et par zone sanitaire en 2021.....	86
Tableau 47 : Prévalence de l'infection par le VIH en 2017* par département au Bénin.....	86
Tableau 48 : Performance de la gouvernance locale.....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 49 : Personnel de la mairie par catégorie et par sexe.....	102
Tableau 50 : Transformation digitale.....	104
Tableau 51 : Analyse FFOM de la digitalisation.....	106
Tableau 52 : Synthèse de l'analyse SWOT.....	110
Tableau 53 : Risques climatiques majeurs dans la commune.....	117

Tableau 54 : Impacts des risques climatiques sur les secteurs de développement de la commune de Natitingou	119
Tableau 55 : Problèmes majeurs	120
Tableau 56 : Récapitulatif des changements attendus	124
Tableau 57 : Piliers et axes stratégiques du PAG 2021 - 2026.....	129
Tableau 58 : Cohérence des orientations du PDC 4 avec les instruments nationaux	131
Tableau 59 : Arrimage des orientations et objectifs stratégiques et programmes du PDC 4 avec cibles spatialisées des ODD.....	132
Tableau 60 : Matrice du cadre stratégique	135
Tableau 61 : Matrice programmatique du PDC 4 de Natitingou	137
Tableau 62 : Cadre logique du PDC 4.....	140
Tableau 63 : Cadre de Mesure du Rendement (CMR)	160
Tableau 64 : Matrice de performance et suivi des indicateurs des cibles spatialisées des ODD (Ce tableau est celui d'une autre commune, veuillez réaliser celui de Natitingou à son image)	181
Tableau 65 : Plan quinquennal et opérationnel du PDC 4.....	187
Tableau 66 : Récapitulatif du plan quinquennal	215
Tableau 67 : Affectation des ressources financières	216
Tableau 68 : Plan de financement du PDC 4 de Natitingou.....	218
Tableau 69 : Matrice des risques	230

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Situation géographique de la commune de Natitingou	15
Figure 2 : Découpage administratif de la commune de Natitingou	16
Figure 3 : Variation mensuelle de la pluviométrie à Natitingou 2012-2021	18
Figure 4 : Relief et hydrographie de la commune de Natitingou.....	19
Figure 5 : Occupation des sols de la commune de Natitingou en 2013 et 2023	20
Figure 6 : Nature des sols.....	22
Figure 7 : Répartition de la population en 2022 par tranche d'âge	24
Figure 8 : Présentation synthétique du processus d'élaboration du PDC 4.....	32
Figure 9 : Potentiel en bas-fonds de la commune	41
Figure 10 : Infrastructures et équipements marchands.....	59
Figure 11 : Sites touristiques de la commune	61
Figure 12 : Ouvrages AEP de la commune de Natitingou.....	77
Figure 13 : Infrastructures scolaires de la commune de Natitingou	82
Figure 14 : Formations sanitaires de la commune de Natitingou	85
Figure 15 : Organigramme actuel de la mairie	101
Figure 16 : Personnel de la mairie par catégorie et par sexe.....	102
Figure 17 : Théorie de changement du PDC 4 de Natitingou	127

SIGLES ET ACRONYMES

ABERME	: théorie Béninoise d'Electrification Rurale et de Maîtrise d'Energie
ACAD	: Association des Communes de l'Atacora et de la Donga
ASECNA	: Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar
ASF	: Association des Services Financiers
ATDA	: Agence Territoriale pour le Développement Agricole
CA	: Chef d'Arrondissement
CAN	: Collectif des Artisans de Natitingou
CLCAM	: Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel
CPS	: Centre de Promotion Sociale
CQ	: Chef de Quartier
CV	: Chef de Village
DDAEP	: Direction Départementale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
DGPD	: Direction Générale des Politiques de Développement
FADeC	: Fonds d'Appui au Développement des Communes
FFOM	: Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
FNDA	: Fonds National pour le Développement Agricole
GIZ	: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IF	: Inspection Forestière
InsTAD	: Institut National de Statistique et d'Analyse Démographique
MAEP	: Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MAEP	: Mécanisme d'Evaluation par les Pairs
MSP	: Ministère de la Santé Publique
ODD	: Objectifs de Développement Durable
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PADME	: Programme d'Appui au Développement des Moyennes Entreprises
PANA	: Programme d'Adaptation Nationale aux changements climatiques
PAPME	: Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises
PDC	: Plan de Développement Communal
PDU	: Plan de Développement Urbain
PHAC	: Plan d'Hygiène et d'Assainissement
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PTFs	: Partenaires Techniques et Financiers
RAT	: Réforme de l'Administration Territoriale
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAF	: Service des Affaires Financières
SBEE	: Société Béninoise d'Energie Electrique
SBIN	: Société Béninoise d'Infrastructure Numérique
SCDA	: Secteur Communal de Développement Agricole
SDAC	: Schéma Directeur d'Amménagement de la Commune
SONEB	: Société Nationale des Eaux du Bénin
TDL	: Taxe de Développement Local
UCPC	: Union Communale des Producteurs de Coton
UNICEF	: United Nations International Children's Emergency Fund

AVANT-PROPOS DU MAIRE

Chers(ères) concitoyens (ennes),

C'est avec une grande fierté et un engagement élevé que je m'adresse à vous mes chères populations de la commune de Natitingou à l'issue du processus d'élaboration du Plan de Développement Communal 4^{ème} génération (PDC 4) de notre commune. Ce processus a été conduit durant plus de onze (11) mois avec une approche participative et inclusive. Il a permis de recueillir les problèmes majeurs, les défis, les besoins prioritaires et les aspirations profondes de toutes les couches socio-professionnelles qui sont traduits en orientations stratégiques et axes d'interventions pour le développement socio-économiques, environnemental de notre commune les cinq (05) prochaines années. Ce document est un important outil de négociation, de dialogue et de politique de développement ambitieux mais réaliste pour notre commune. Le PDC 4 est de type nouveau visant à assurer la résilience de notre commune face aux défis du moment et du futur. Sa raison d'être est **le développement intégral et durable de la commune de Natitingou.**

Pour la mise en œuvre du plan avec succès personne ne sera du reste car c'est ensemble qu'on arrive à accomplir les grandes œuvres historiques. Je vous invite donc à vous approprier ce document qui est le vôtre, à s'impliquer et s'investir individuellement et collectivement dans toutes les actions planifiées à travers vos contributions et engagements civiques à l'effort de mobilisation des ressources propres pour des investissements structurants au bénéfice de nous tous.

Pour terminer, j'exprimer mes sincères remerciements et profonde gratitude à l'Association des Communes de l'Atacora et de la Donga (ACAD) ainsi qu'à la Coopération Suisse au Bénin pour leur appui technique et financier tout au long du processus d'élaboration de ce plan sans oublier les services déconcentrés de l'Etat pour leur accompagnement technique fort louable la qualité et la pertinence du document.

J'envoie également mes remerciements aux OSC, personnes ressources et tous les acteurs communaux qui ont contribué énormément sans désespérer aux travaux à chaque étape de l'élaboration de l'outil. Je voudrais compter sur votre mobilisation et engagement sans faille pour sa mise en œuvre avec des réalisations probantes.

Ensemble, nous allons faire de Natitingou, une commune modèle en matière de développement local, où il fait bon vivre pour chacun et pour tous.

Le Maire,

Taté OUINDEYAMA

RESUME EXECUTIF

Conformément à la loi N°2021-14 du 21 décembre 2021 portant Code de l'Administration Communale en République du Bénin, les Communes sont tenues d'élaborer et d'adopter leur Plan de Développement Communal (PDC).

A l'instar des autres Communes du Bénin, celle de Natitingou, suivant cet impératif législatif, a lancé le processus d'élaboration de la quatrième génération de son PDC, portée par la volonté politique de ses élus communaux.

En effet, la mise en œuvre de la troisième génération du PDC de Natitingou échu en 2022, a eu un impact positif notable sur la vie socio-économique et la performance de l'administration communale. Elle a entraîné une amélioration tangible de la gouvernance locale, une expansion des services sociaux, une augmentation significative de l'emploi des jeunes, et a stimulé l'économie locale, avec un taux global d'exécution physique de 86,70%.

Dans cette optique, le PDC 4 de Natitingou émerge comme une nouvelle feuille de route ambitieuse constituant ainsi un guide stratégique pour l'essor et le progrès développement de la commune. La vision définie dans ce plan se libelle comme suit : « D'ici 2028, dans l'unité, la Commune de Natitingou, caractérisée par une gouvernance inclusive, assure le bien-être socio-économique de tous dans un environnement sain, compétitif, résilient et sécurisé ».

Élaboré de manière participative, ce plan inclut un diagnostic réalisé à travers des consultations au niveau village, arrondissement et commune et révèle que malgré la disponibilité de nombreux atouts naturels, la Commune de Natitingou est confronté à certains problèmes persistants qui se posent à son décollage socioéconomique notamment par le faible niveau des offres de services sociaux de base ainsi que l'insuffisance d'équipements et des services communaux, les impacts des changements climatiques menaçant tous les secteurs d'activités, son relief et la nature de ces sols, la dégradation du couvert végétal et l'appauvrissement des sols très prononcés avec pour conséquences, la baisse du rendement agricole, l'amenuisement des ressources halieutiques et la disparition des pâturages, etc...

Pour faire face à ces problèmes de développement et atteindre cette vision, le PDC 4 s'appuie sur quatre orientations stratégiques qui découlent de l'analyse des facteurs de développement (forces, faiblesses, opportunités et menaces) que sont :

Orientation Stratégique (OS) 1 : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente ;

Orientation Stratégique (OS) 2 : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité ;

Orientation Stratégique (OS) 3 : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques ;

Orientation Stratégique (OS) 4 : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources.

Pour chacune de ces orientations stratégiques, des objectifs spécifiques ont été définis, totalisant 24 objectifs de développement répartis de manière équilibrée. Ces objectifs sont la base de la programmation et de la planification des actions du PDC 4.

Le coût global du PDC4 de Natitingou s'élève à Quatorze milliards cent quinze millions cinq cent mille (14 115 500) FCFA TTC, répartis sur quatre programmes et 24 projets de développement. De ce montant, la contribution attendue du Budget communal à travers les ressources propres est de : deux milliards cinq cent soixante-sept millions vingt-cinq mille (2 567 025) francs CFA soit 18,19% ; celui de l'Etat à travers les fonds d'Appui aux Développement des Communes (Affecté et non affecté) ou le Fond d'Investissement Communal (FIC) est de huit milliards sept cent cinquante-neuf millions neuf cent cinquante mille (8 759 950) francs CFA soit 62,06%, tandis que les fonds attendus des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), du Secteur privé s'élève à deux milliards sept cent quatre-vingt-huit millions cinq cent vingt-cinq mille (2 788 525) francs CFA soit 19,75%. Le plan propose également une stratégie de mobilisation des ressources et de suivi-évaluation pour assurer la mise en œuvre efficace du plan.

Afin de concrétiser la vision établie dans le Plan de Développement Communal (PDC4) pour l'horizon 2028 axée sur la gouvernance concertée et inclusive ainsi que le développement durable, il est impératif que l'administration communale démontre une efficacité dans la mise en œuvre des orientations et des axes stratégiques définis. Cette efficacité repose essentiellement sur sa capacité à instaurer un environnement favorable à la participation active de toutes les parties prenantes dans la gestion des affaires locales, à mobiliser les ressources nécessaires, et à coordonner les actions pour atteindre les objectifs fixés. Ce faisant, elle garantira la qualité et la performance des services sociaux de base, tout en assurant l'accès aux services publics pour l'ensemble de ses citoyens, contribuant ainsi à créer un avenir prospère pour tous les habitants de Natitingou.

INTRODUCTION

L'avènement de la décentralisation au Bénin en 2002, marqué par les élections communales et municipales, a établi les communes en tant qu'entités autonomes gérées par des élus. Elle est l'expression même de la décentralisation et le lieu privilégié de l'exercice de la démocratie à la base et de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques locales.

Après quelques années de la mise en œuvre de la décentralisation, le gouvernement de la République du Bénin a engagé une Réforme de l'Administration Territoriale (RAT) dans le respect des dispositions constitutionnelles, dont l'objectif est de renforcer la gouvernance locale et de promouvoir une administration déconcentrée capable d'accompagner efficacement les communes.

La loi N° 2021-14 du 21 décembre 2021 portant Code de l'Administration Territoriale du Bénin affiche très clairement la volonté du Gouvernement de poursuivre le processus de décentralisation. A travers cette politique, il entend faire de la décentralisation et de la déconcentration, les éléments moteurs de la modernisation de l'Etat à travers un développement territorial équilibré, comme un levier de développement du pays.

Une autre réforme majeure intervenue dans la décentralisation conformément au code de l'administration territoriale, est celle touchant l'organigramme des mairies, la révision des textes de la décentralisation et les agents techniques des mairies et le mode de leur recrutement se basant sur un fichier national. Désormais, un seul code régit les collectivités territoriales au Bénin et un personnel de type nouveau est directement recruté par l'Etat et mis à la disposition des mairies avec des contrats d'objectifs et des attributions bien précis.

Ainsi, une des obligations légales des communes dans le cadre de la décentralisation est de se doter d'un Plan de Développement Communal (PDC) conformément à l'article 30 de la loi n° 2021-14 du 21 décembre 2021 portant code de l'administration territoriale en République du Bénin. Il importe de mentionner que les communes du Bénin sont à la 4^{ème} génération de l'élaboration de leur PDC. Ce dernier qui doit être élaboré conformément au code de l'administration et au guide d'élaboration en vigueur, est un outil de gestion à la fois ambitieux et réaliste pour les élus communaux et l'administration communale. Il constitue la boussole des actions de développement local et permet aux autorités communales d'assumer de façon structurée, objective, inclusive et concertée le développement de la commune dans la transparence.

L'horizon de mise en œuvre du PDC 3 de la commune de Natitingou étant venu à son terme, sa phase de mise en œuvre a principalement ciblé les projets socio-éducatifs et les infrastructures hydrauliques. Malgré les efforts engagés pour mobiliser des ressources internes, une gestion plus efficiente des transferts financiers s'avère indispensable. Les résultats de cette initiative se sont matérialisés par une amélioration notable de la gouvernance locale, un accès élargi aux services sociaux,

le renforcement de l'emploi des jeunes et une impulsion bénéfique à l'économie locale.

Afin de consolider ces avancées, il est impératif d'instaurer des mesures telles qu'un plan d'entretien rigoureux, la constitution d'un fonds spécifique, la mise en place de comités dédiés à la gestion et au suivi, ainsi que des programmes de sensibilisation adaptés. La conception d'un nouveau PDC s'avère donc cruciale pour éviter à la commune d'opérer dans l'incertitude et d'éviter tout vide juridique.

Dans cette optique, le lancement du processus d'élaboration du PDC 4 bénéficie du soutien financier et technique de la Coopération Suisse, de Plan International Bénin et de l'ACAD, en complément des ressources propres de la commune.

Ce plan intègre de manière exhaustive les thématiques transversales telles que les dimensions de genre en garantissant une participation équitable des femmes et des hommes à toutes les étapes, de la prise de décision à la mise en œuvre des actions de développement. Il reconnaît pleinement l'importance de la dimension du dividende démographique en prenant en compte l'impact de la structure démographique sur les besoins en services, en infrastructures et en emploi au niveau local.

En réponse aux défis posés par le changement climatique, le PDC 4 adopte des stratégies de développement durable et de résilience face aux risques climatiques. Son objectif est également de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations locales. De plus, il intègre les problématiques liées à l'emploi en identifiant les opportunités économiques locales et en favorisant l'accès des jeunes et des femmes au marché du travail. Ainsi, ce plan contribue de manière significative à la création d'emplois décents et à la réduction de la pauvreté.

En somme, le processus d'élaboration du PDC 4 de Natitingou a suivi les différentes étapes prévues dans le Guide d'élaboration des PDC actualisé en 2022 par le Ministère du Développement. Ces principales étapes méthodologiques sont : i) Préparation ; ii) Diagnostic de la commune ; iii) Formulation de la vision et des orientations stratégiques ; iv) Programmation des actions ; v) Validation ; vi) Adoption par le Conseil Communal ; vii) Approbation par la Tutelle.

Le présent document s'articule autour des principaux points suivants :

- Méthodologie de réalisation du PDC 4 ;
- Présentation générale de la commune ;
- Analyse diagnostique et problématique de développement de la commune ;
- Cadre stratégique du PDC 4 (Vision, orientations stratégiques et objectifs de développement, mise en cohérence du PDC 4 avec les orientations nationales et internationales et théorie de changement) ;
- Cadre programmatique (Cadre logique, Cadre de résultats, Plan quinquennal, Financement du PDC 4 assorti du schéma de financement) ;
- Gestion des risques/hypothèses et conditions de succès ;
- Dispositif de mise en œuvre du PDC 4.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DU PDC 4 DE NATITINGOU

1.1. Présentation de la commune

1.1.1. Situation géographique et organisation administrative de la commune

Située au Nord-Ouest du Bénin et au Centre du département de l'Atacora, la commune de Natitingou est limitée au Nord par la commune de Toucountouna, à l'Est et au Sud-Est par la commune de Kouandé, au Sud-Ouest par le Togo et la commune de Copargo et à l'Ouest par la commune de Boukombé. Elle s'étend sur une superficie de 3 045 km², soit 12,8% de la superficie totale du département.

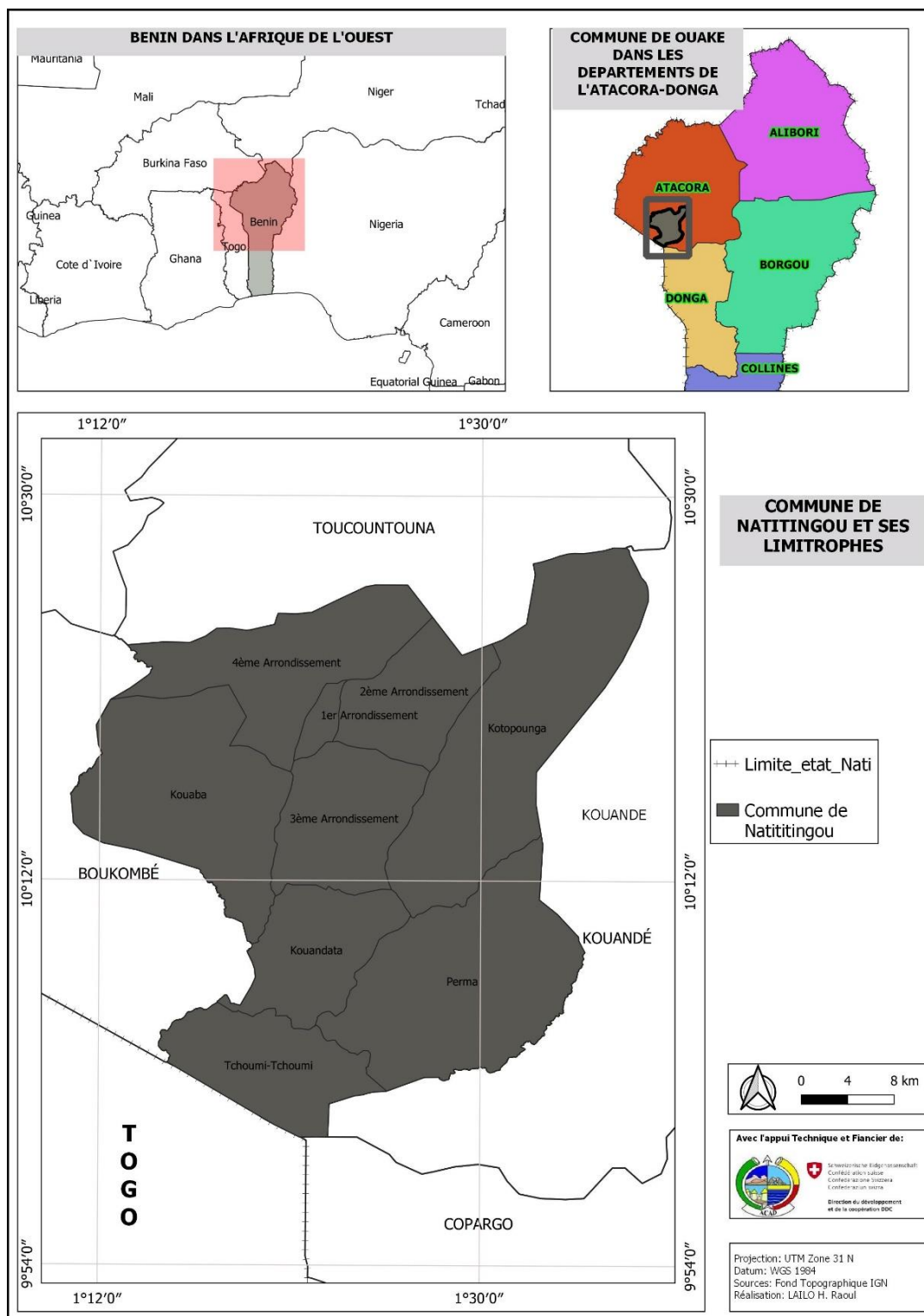


Figure 1 : Situation géographique de la commune de Natitingou

La commune est subdivisée en neuf (09) arrondissements dont trois (03) urbains (Natitingou 1, Natitingou 2, Natitingou 3) et 6 périphériques ou ruraux, (Perma, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Kotopounga, Péporiyakou et Kouaba). Selon la loi sur les unités administratives, la commune est découpée en 76 villages et quartiers de ville administratifs répartis dans les neuf arrondissements.

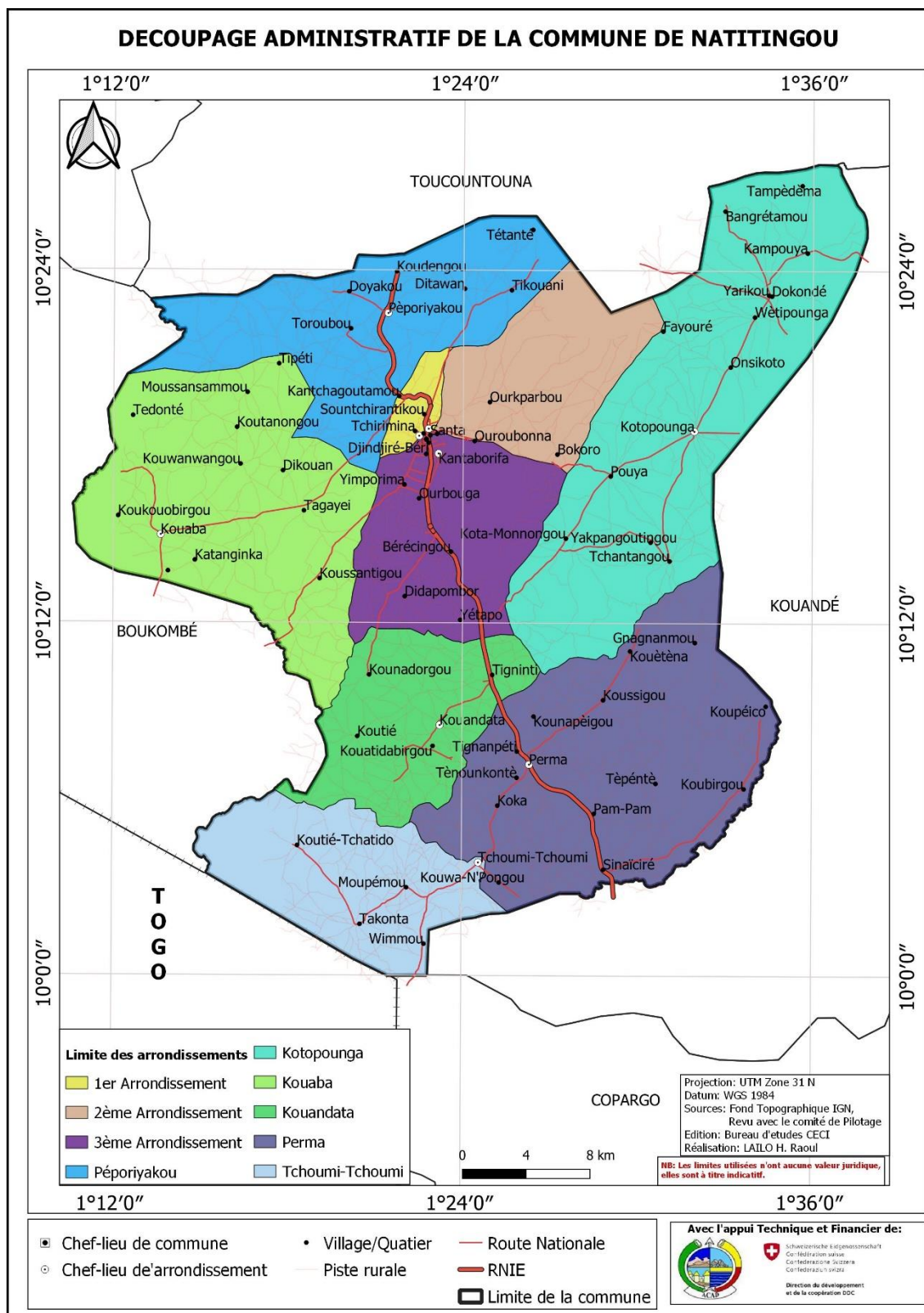


Figure 2 : Découpage administratif de la commune de Natitingou

En ce qui concerne l'organisation administrative, la loi 2021-14 du 20 décembre 2021 portant Code de l'Administration Territoriale en République du Bénin a mis en place un dispositif institutionnel né d'un réaménagement des organes politiques, administratifs et techniques, d'une redistribution des pouvoirs et des attributions.

Ainsi, Natitingou à l'instar des autres communes du Bénin est administrée par des **organes politiques** et des **organes techniques et administratifs**.

✓ **Organes politiques**

Le **Conseil Communal** : Il définit les orientations politiques de développement de la commune. Il est l'organe délibérant de la commune.

Le **Conseil de Supervision** : Entre autres attributions, il :

- adopte le plan de travail annuel proposé par le secrétaire exécutif ;
- assure le contrôle de la gestion du secrétaire exécutif ;
- examine les rapports d'activité du secrétaire exécutif ainsi que les rapports annuels de performance ;
- soumet au conseil communal un rapport trimestriel d'activité auquel sont annexés les rapports mensuels du secrétaire exécutif de la commune.

Le **Maire** : Il est la première autorité politico-administrative de la commune, exerce dans les cas prévus par les lois et règlements, le pouvoir réglementaire dans les domaines de compétences de la commune. Il veille à la bonne gestion de l'administration de la commune par la secrétaire exécutive et concourt à l'exécution des décisions de justice. Dans le cadre de la coopération décentralisée, sous réserve des attributions propres du secrétaire exécutif, le maire représente la commune devant les autorités centrales et départementales. Il veille à la préparation du budget de la commune par la Secrétaire Exécutive, sur la base des orientations du conseil de supervision et des documents de planification de la commune. Il est le supérieur hiérarchique du chef d'arrondissement qui préside le Conseil d'arrondissement et du chef de village qui pilote le Conseil de village.

✓ **Organes techniques et administratifs**

La **Secrétaire Exécutive** de la mairie (SE) : La fonction de secrétaire exécutive est la plus haute fonction administrative et technique au sein des mairies. L'administration de la commune s'entend de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles affectées à l'exécution des activités relevant des projets et programmes de la commune ainsi que celles de gestion courante. Ces activités incluent la communication au nom de la commune. La Secrétaire Exécutive, responsable de l'administration de la commune, est le principal animateur des services administratifs et techniques communaux dont elle veille au bon fonctionnement. Elle signe avec le maire un contrat de travail d'une durée de cinq (05) ans avant sa prise de fonction ; ce contrat est renouvelable une seule fois pour la même commune. Elle a sous son autorité :

- le Directeur des Affaires Administratives et Financières (DAAF) ;
- le Directeur du Développement Local et de la Planification (DDLDP) ;
- la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) ;
- le Directeur des Affaires Domaniales et Environnementales (DADE) ;
- le Directeur des Systèmes d'Information (DSI) ;
- le Directeur des Services Techniques (DST) ;
- le Secrétaire Administratif d'Arrondissement (SAA) ;

- le Secrétariat Administratif ;
- le Directeur de la Cellule Juridique (DCJ) ;
- la Directrice de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics (DCCMP) ;
- le Chef Service de la Radio Transmission (CS/RT).

Conformément au Décret N° 2022-320 du 1er juin 2022 portant catégorisation des communes en République du Bénin, la commune de Natitingou a le statut de commune intermédiaire.

1.1.2. Grands traits physiques de la commune

1.1.2.1. Relief, climat et hydrographie

La commune de Natitingou est caractérisée par un relief aux formes variées, allant des zones de montagne, aux plateaux et aux pénéplaines des villages environnants. Son relief très accidenté est constitué de la chaîne dite de l'Atacora inclinée vers le Nord Togo d'une part et de plateaux et de collines dont les vallées présentent souvent de fortes pentes d'autre part.

Son climat est de type soudano-guinéen caractérisé par deux saisons : une saison pluvieuse qui dure six mois (mai à octobre), et une saison sèche de novembre à avril. La pluviométrie moyenne annuelle calculée sur période de 10 ans (2012-2021) est de 1094,82 mm (Station de Natitingou, ASECNA, année). La moyenne mensuelle est de 91,24 mm pour toute l'année et 152,06 mm pendant la saison pluvieuse. La température moyenne est d'environ 27°C avec des variations allant jusqu'à 17°C pendant l'harmattan et 35°C pendant la période de chaleur.

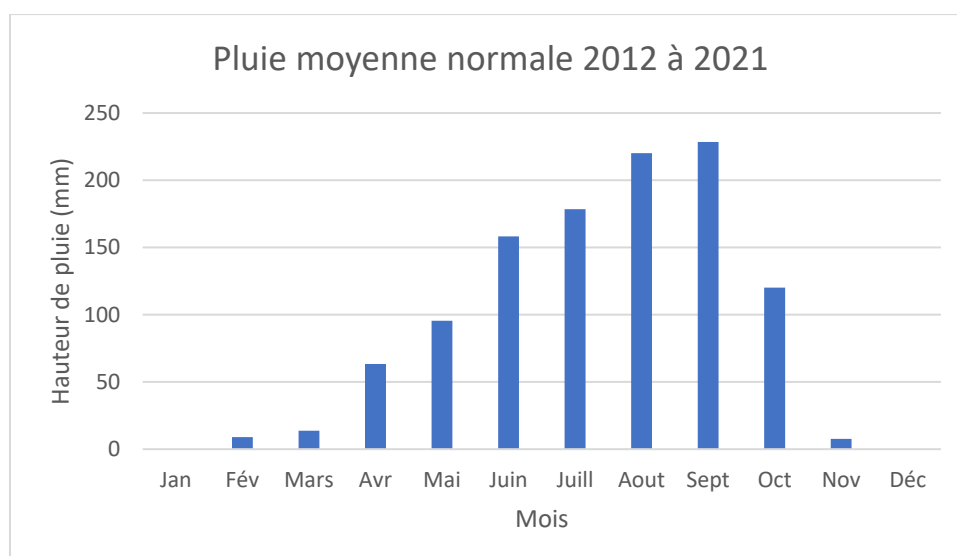


Figure 3 : Variation mensuelle de la pluviométrie à Natitingou 2012-2021

Source : Données Météo Bénin, 2022

Le réseau hydrographique est réduit aux marigots, rivières et ruisseaux dont la plupart tarissent en saison sèche. Les cours d'eau les plus importants sont : Yarpao, Koumagou, Perma, Sinaïssiré, Tchakito et Winmou. Il favorise cependant la pratique d'une pêche traditionnelle peu développée, en particulier la pêche au filet, à la ligne, par assèchement et par empoisonnement. Le relief et l'hydrographie de la Commune est illustrée par la figure ci-après :

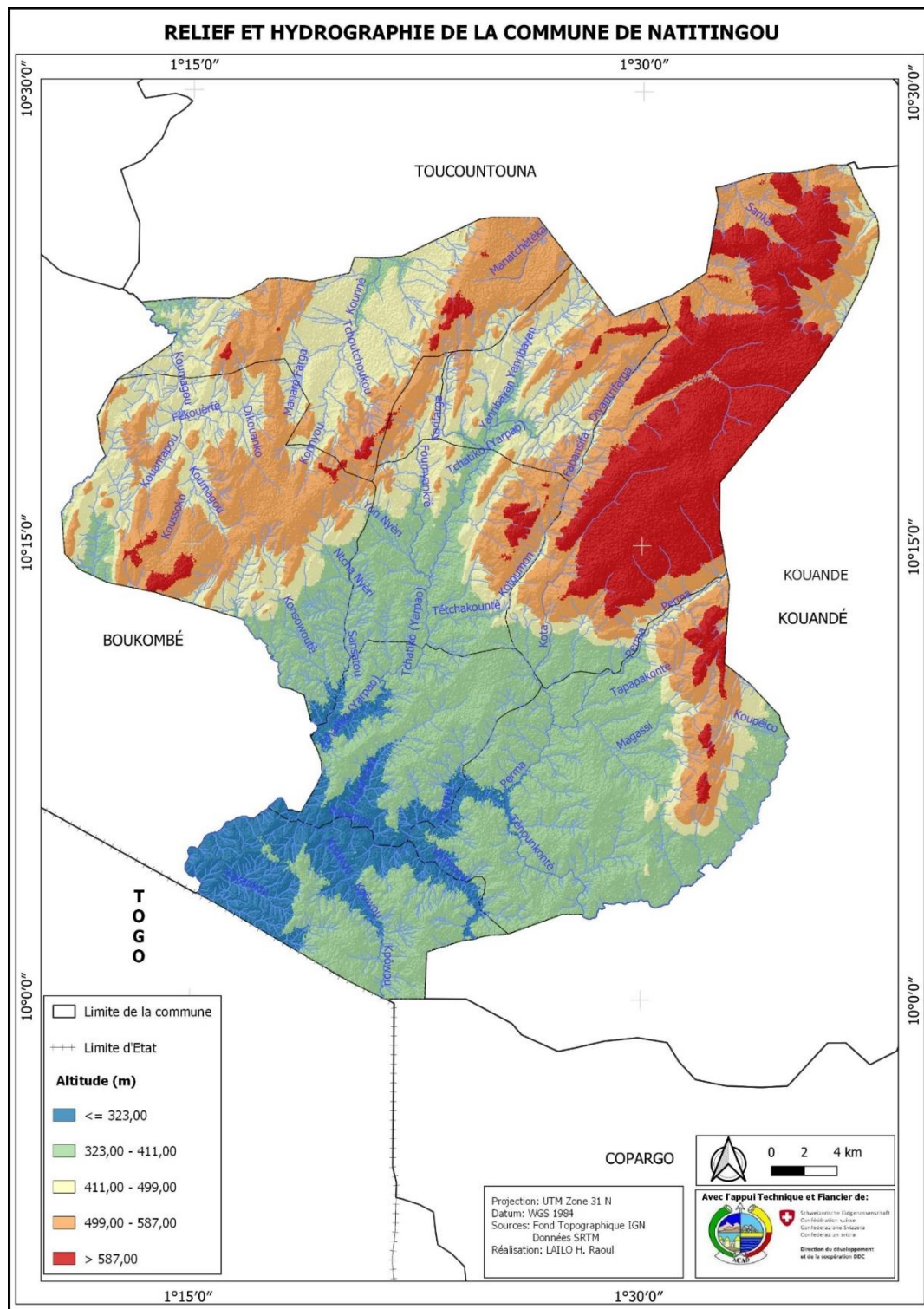


Figure 4 : Relief et hydrographie de la commune de Natitingou

1.1.2.2. Végétation

La végétation est caractéristique de la savane arborée, arbustive et herbacée dominée par les espèces ligneuses comme le néré, le karité, le baobab, le faux acajou, le tamarinier, le kapokier, le caïlcédrat et le rônier. Les forêts tropicales qui existaient ont été détruites. Il n'en reste que quelques bosquets qui abritent des fétiches et tiennent parfois lieu de sanctuaires conservés et des forêts galeries en voie de disparition.

Le patrimoine faunique de la commune reste très pauvre. On y recense quelques antilopes, des singes, des reptiles, de petits rongeurs et une diversité d'oiseaux. Les gros animaux tels que les lions, les éléphants, les buffles, etc., typiques de l'Afrique tropicale ont disparu. Cela s'explique par la pression anthropique. En effet, la chasse anarchique des animaux et l'utilisation permanente des feux de brousse ont un impact négatif sur la flore et la faune de la commune. Actuellement, c'est la chasse à la battue, aux fusils artisanaux et modernes, aux pièges et à la lance qui est la plus pratiquée par les populations. Le cadre physique et l'occupation de sol de la commune de Natitingou est mis en relief sur la figure n°6 ci-après. Sur cette carte, il est loisible de remarquer une couverture plus ou moins appréciable de l'espace terrestre aussi bien en agglomérations qu'en ressources naturelles. La figure n°6 présente les aptitudes culturales des sols de la commune par rapport aux différentes spéculations.

Le couvert végétal de la commune a connu une transformation significative les dix dernières années. La carte suivante montre l'évolution subie par la végétation de la commune de Natitingou au fil des années.

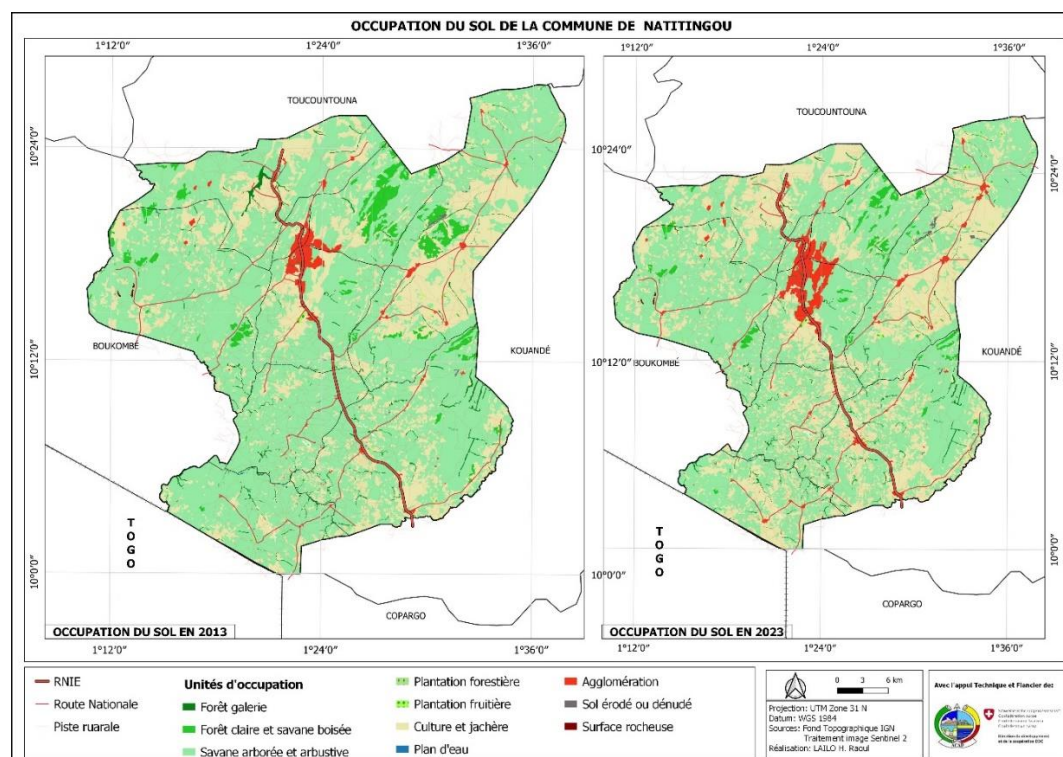


Figure 5 : Occupation des sols de la commune de Natitingou en 2013 et 2023

1.1.2.3. *Nature des sols*

Les sols sont généralement latéritiques, gravillonnaires, caillouteux, sablonneux et argileux. Ils sont pour la plupart lessivés, avec pour conséquence une baisse considérable de leur fertilité en raison de leur forte dégradation. Les techniques culturales inadéquates et la faible capacité de gestion des eaux ont contribué à cette dégradation avancée des sols. Les conflits fonciers existent et sont généralement réglés à l'amiable. La rotation des cultures et la jachère sont des techniques de régénérescence des sols connues et pratiquées par les populations. La nature des sols est présentée ci-dessous.

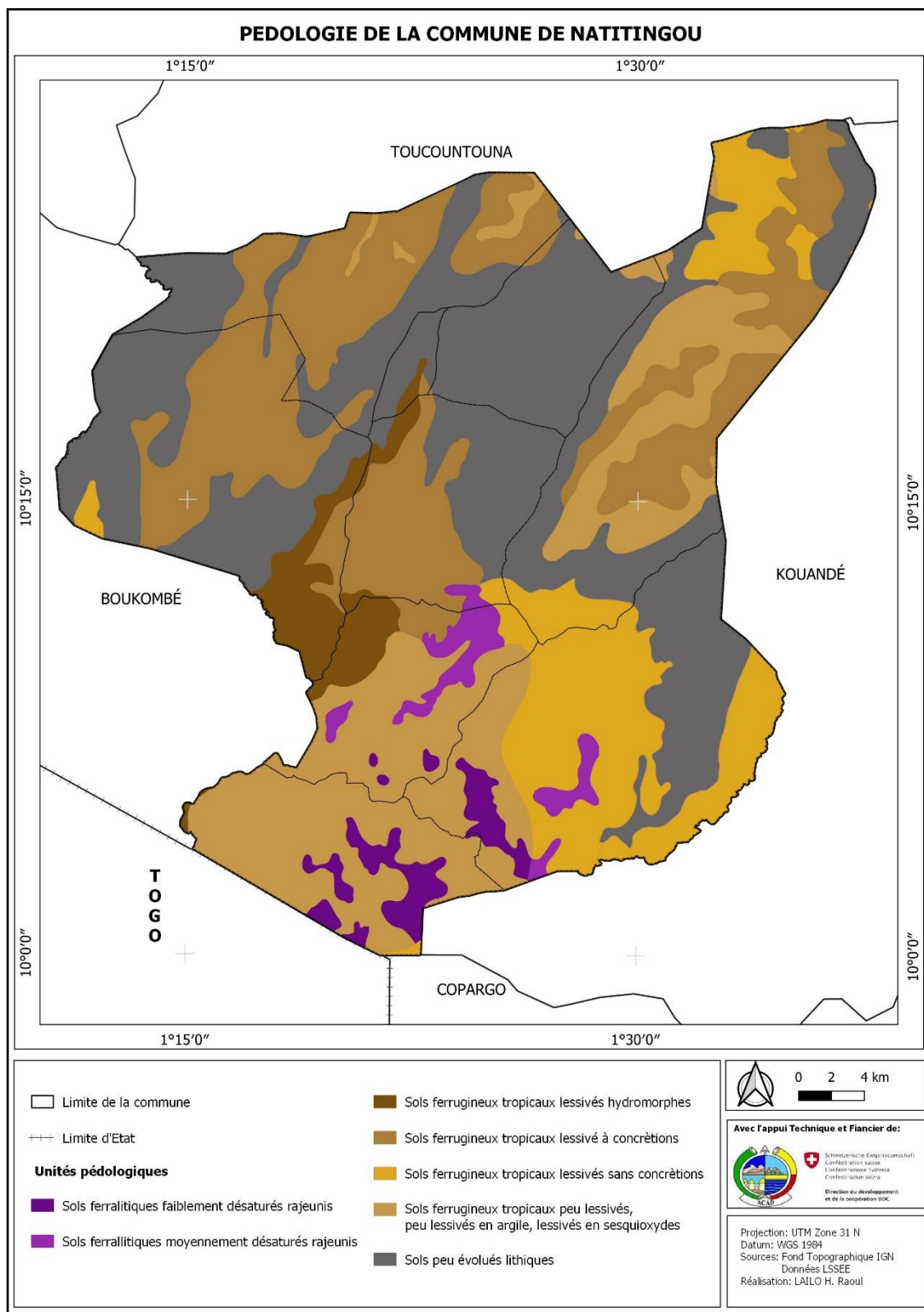


Figure 6 : Nature des sols

1.1.3. Données démographiques et sociales

1.1.3.1. Répartition et densité de la population

Selon les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 4^{ème} édition (RGPH4, 2013), la population de la commune de Natitingou est de 103 843 habitants, dont 52 875 femmes, soit 50,19%. Le taux d'accroissement intercensitaire est de 2,8 %, un taux nettement inférieur à la moyenne nationale qui est de 3,5%. La densité moyenne de la population est de 78 habitants/km².

Même avec les projections, cette population demeure inégalement répartie dans les arrondissements, comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 1 : Répartition de la population de Natitingou par arrondissement

Arrondissements	Pop en 2013			Pop. 2022			Poids démo. 2022 (%)
	T	H	F	T	H	F	
COMMUNE	103 843	50 968	52 875	133 142	65 349	67 794	100
KOTOPOUNGA	17 420	8 655	8 765	22 335	11 097	11 238	17
KOUABA	7 245	3 457	3 788	9 289	4 432	4 857	7
KOUANDATA	4 915	2 381	2 534	6 302	3 053	3 249	5
PERMA	15 323	7 704	7 619	19 646	9 878	9 769	15
TCHOUMI-TCHOUMI	5 656	2 795	2 861	7 252	3 584	3 668	5
NATITINGOU I	12 309	5 897	6 412	15 782	7 561	8 221	12
NATITINGOU II	11 551	5 807	5 744	14 810	7 445	7 365	11
NATITINGOU III	22 011	10 768	11 243	28 221	13 806	14 415	21
PEPORIYAKOU	7 413	3 504	3 909	9 505	4 493	5 012	7

Source : Projections Cabinet CECL, 2022 à partir des données du RGPH4

1.1.3.2. Traits caractéristiques de la population

1.1.3.2.1. Population agricole

La population agricole de la commune de Natitingou était de 48 558 habitants (RGPH4, 2013), soit 46,76% de la population totale. La projection en 2022 donne une population agricole de 57 004 conformément aux données de RNA 2021, soit 42,42% de la population globale. Les arrondissements les plus agricoles sont dans l'ordre décroissant Kotopounga, Perma, Péporiyakou. Malgré que l'arrondissement 2 de Natitingou abrite le chef-lieu de la commune, donc plus urbain, il n'est pas moins agricole que les autres. Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la population agricole par arrondissement.

1.1.3.2.2. Population active

La population active est celle comprise entre 15-64 ans occupée dans diverses activités économiques pour produire de la richesse. Dans la commune de Natitingou la population active s'élève à 62 259 habitants (projection Consultants 2022). Elle atteindra 73 478 habitants en 2028. Elle est dans plusieurs branches d'activités telles que l'agriculture, l'orpillage, l'exploitation minière, le transport, le commerce et les services.

1.1.3.2.3. Tranches d'âges caractéristiques de la population

Les tranches d'âges de la population de la commune de Natitingou ont connu d'évolution depuis le dernier recensement de la population. L'estimation faite sur la

base des données du RGPH4 de 2013 montre une population essentiellement jeune comme l'illustrent le tableau et la figure ci-dessous.

Tableau 2 : Tranches d'âges de la population

Tranches d'âges	2013	2017	2022	2025	2028
00-4 ans	16 823	18 787	21 569	23 432	25 456
05-09 ans	16 823	18 787	21 569	23 432	25 456
10-14 ans	13 500	15 076	17 308	18 803	20 428
15-19 ans	10 904	12 177	13 980	15 187	16 499
20-24 ans	9 865	11 017	12 648	13 741	14 928
25-29 ans	7 996	8 930	10 252	11 137	12 099
30-34 ans	6 957	7 770	8 921	9 691	10 528
35-39 ans	5 192	5 799	6 657	7 232	7 857
40-44 ans	4 258	4 755	5 459	5 930	6 443
45-49 ans	2 908	3 247	3 728	4 050	4 400
50-54 ans	2 908	3 247	3 728	4 050	4 400
55-59 ans	1 661	1 856	2 130	2 314	2 514
60-64 ans	1 661	1 856	2 130	2 314	2 514
TOTAL GLOBAL	101 455	113 304	130 080	141 315	153 521
TOTAL 0-40 ans	88 059	98 343	112 904	122 656	133 251
TOTAL 10-64 ans	67 809	75 729	86 942	94 451	102 609

Source : Réalisation Cabinet CECI, 2022 à partir des données du RGPH4

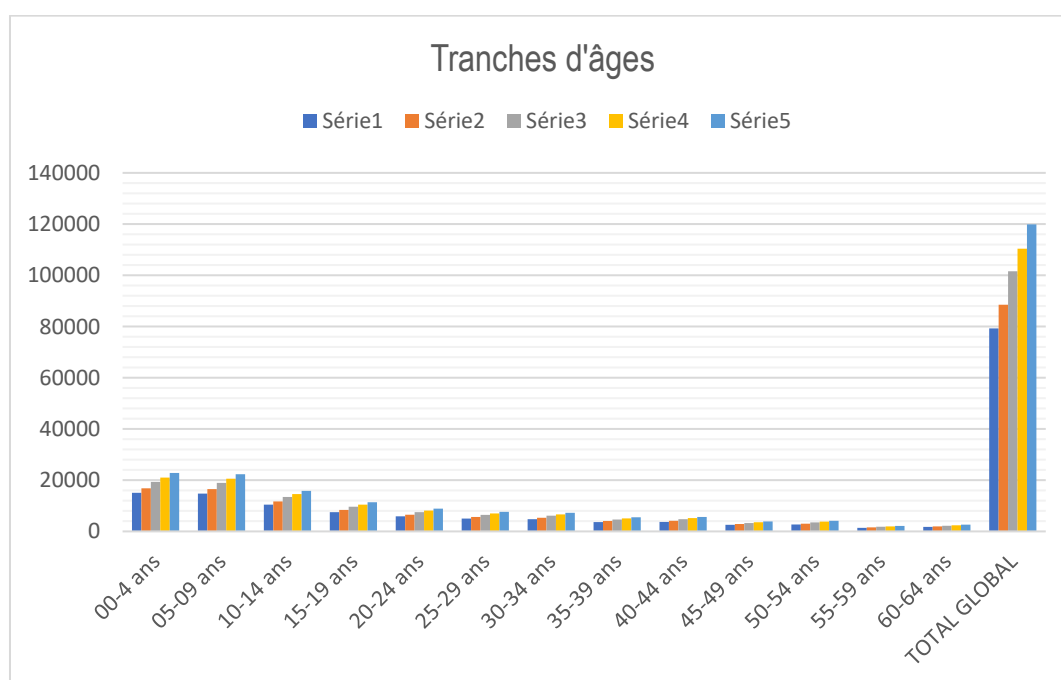


Figure 7 : Répartition de la population en 2022 par tranche d'âge

Source : Réalisation Cabinet CECI, 2022 à partir des données du RGPH4

Les tranches d'âges utiles sur lesquelles il faut investir en matière d'éducation, de santé et de formation socio-professionnelle pour tirer un dividende démographique, comprises entre 10 à 64 ans, font une population de 86 942 habitants. Ce qui représente une proportion de 65,30% de la population totale de la commune.

1.1.3.2.4. Indices de pauvreté

Selon les données du RGPH4, 2013, l'indice de pauvreté humaine (IPH) est plus élevé dans les communes de Kérou (59%), Kouandé (53,1%) et Boukombé (52%) et plus faible dans celles de Natitingou (37%), et Matéri (41,2%).

En ce qui concerne la pauvreté non monétaire, c'est la commune de Boukombé qui présente l'incidence la plus élevée (56,4%). La commune de Natitingou présente un niveau plus faible de pauvreté quelle que soit la forme de la pauvreté comme l'illustre le tableau ci-après.

Tableau 3 : Indices de pauvreté dans trois (03) communes de l'Atacora

Indicateurs	Ensemble	Urbain	Rural	Boukombé	Kouandé	Natitingou
Indice de pauvreté humaine (IPH) ¹	47,6	43,2	50,4	52	53,1	37
Indice de pauvreté non monétaire IPNM) ²	39,5	44,4	36,6	56,4	27,3	26
Indice de pauvreté d'existence (TPE) ³	57	43,7	64,8	75,5	60,8	37,4
Taux de Pauvreté Multidimensionnelle (TPM) ⁴	64,9	51,9	72,5	74	68,3	42,5

Source : INSAE, RGPH4-2013

A partir des chiffres du tableau ci-dessus, la commune de Natitingou affiche des indices de pauvreté relativement faible par rapport aux autres communes du département de l'Atacora. Quoique faible, ça demeure préoccupant et interpelle les autorités communales à cause des indicateurs ayant servi à calculer ces indices. Ces indices touchent directement la santé, les conditions de vie, l'accès à l'eau potable, l'éducation, etc. qui constituent des besoins vitaux des populations et s'insèrent dans les compétences communales.

1.1.3.3. Principaux groupes socio-culturels

D'après les données du RGPH4 de 2013, la commune de Natitingou est constituée de deux groupes socio-culturels majoritaires à savoir les Otamari et les Waama (68,3%). Les autres groupes non négligeables sont constitués de Adja-Fon (6,9%), de Yoa, Lokpa et apparentés (6,0%), de peulh (4,5%), de Bariba et apparentés (4,3%), de Yoruba et apparentés (3,4%) et le Dendi et apparentés (2,7%).

¹ **IPH** : Indice de Pauvreté Humaine, il est calculé à partir de trois indicateurs que sont :

- Pourcentage de la population n'ayant pas accès à l'eau potable ;
- Taux d'analphabétisme de la population ;
- Taux de mortalité infanto-juvénile

² **Incidence de la pauvreté non monétaire** calculée à partir des variables de conditions de vie des ménages et des biens possédés

³ **Incidence de la Pauvreté d'Existence** : calculé à partir des variables des conditions de vie des ménages seulement

⁴ **TPM** : Taux de Pauvreté Multidimensionnelle : calculé sur la base de 9 privations, la malnutrition n'a pas été prise en compte au niveau de la composante santé :

Santé : insuffisance pondérale, décès des enfants de moins de 5 ans dans le ménage ;

Education : Personne du ménage n'ayant pas dépassé le primaire, au moins un enfant en âge scolaire ne fréquente pas l'école ; **Condition de vie** : Pas d'électricité, Aucun accès à l'eau potable ou eau améliorée, Aucun accès à des moyens d'assainissement adéquats, l'habitation a des sols sales (matériaux non définitifs), le ménage utilise des combustibles de cuisson "sales" (bois de chauffage, charbon de bois, etc.), le ménage ne possède ni de voiture ni de motocyclette et possède tout au plus l'un des biens suivants : bicyclette, radio, réfrigérateur, téléphone ou téléviseur).

Les religions pratiquées sont les suivantes par ordre décroissant : le catholicisme (31,3%), l'islam (18,7%), les religions traditionnelles (18,2%) et le protestantisme et apparentés (7,5%). On note dans la commune 17,3% de la population qui ne pratiquent aucune religion. Il existe entre ces différents courants religieux une cohabitation pacifique.

1.1.3.4. Dynamique de la population

1.1.3.4.1. Evolution de la population par arrondissement

La projection de la population de la commune est faite à moyen terme c'est-à-dire à l'horizon 2028 sur la base du taux annuel d'accroissement démographique entre 2002 et 2013 qui est de 2,8%. L'hypothèse est que cette tendance va se poursuivre encore pour au moins une génération, les mentalités et attitudes en matière de reproduction n'ayant pas changé. Sur cette base, la population de la commune de Natitingou atteindrait 173 776 habitants en 2028, contre 145 534 habitants en 2022 et la population féminine serait de l'ordre de 87 218, soit 50,18%.

Tableau 4 : Projections démographiques à moyen terme 2028

Arrondissements	Pop. 2022			Pop. 2028		
	T	H	F	T	H	F
COMMUNE	133 142	65 349	67 794	157 135	77 125	80 011
KOTOPOUNGA	22 335	11 097	11 238	26 360	13 097	13 263
KOUABA	9 289	4 432	4 857	10 963	5 231	5 732
KOUANDATA	6 302	3 053	3 249	7 437	3 603	3 834
PERMA	19 646	9 878	9 769	23 187	11 658	11 529
TCHOUMI-TCHOUMI	7 252	3 584	3 668	8 559	4 229	4 329
NATITINGOU I	15 782	7 561	8 221	18 626	8 923	9 703
NATITINGOU II	14 810	7 445	7 365	17 479	8 787	8 692
NATITINGOU III	28 221	13 806	14 415	33 307	16 294	17 013
PEPORIYAKOU	9 505	4 493	5 012	11 217	5 302	5 915

Source : Réalisation consultants Cabinet CECI, 2022 à partir des données du RGPH4

1.1.3.4.2. Migration

La migration est un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur au niveau de la commune de Natitingou. Elle touche les jeunes (filles et garçons) à la recherche du mieux-être.

La tendance est beaucoup plus à l'émigration surtout au niveau des jeunes. Les filles partent pour aller travailler comme domestiques, les garçons comme métayers ou ouvriers agricoles au Nigeria.

L'exode rural amène certains vers les grandes villes du Bénin comme Parakou, Cotonou à la recherche de l'emploi ou pour l'apprentissage. Les raisons qui poussent les jeunes à l'émigration sont diverses et variées. Il s'agit notamment :

- du manque d'emplois et la précarité au niveau des jeunes ;
- la charge familiale ;
- la pauvreté ambiante ;
- la recherche de meilleures conditions de vie ;
- la pression et l'incitation familiale, etc.

Les mouvements migratoires permettent à certains de tirer des dividendes mais, pour d'autres les conséquences sont néfastes voire nuisibles.

D'après les données du RGPH4, 2013, le solde migratoire est négatif dans toutes les communes de l'Atacora sauf dans les communes de Toucountouna, Péhunco et Natitingou.

1.1.3.5. Activités économiques

Dans la commune de Natitingou les activités économiques regroupent essentiellement l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'artisanat, le tourisme, la transformation agroalimentaire et le transport.

L'agriculture occupe plus de 42,42% de la population mais elle est peu modernisée. La technique culturale utilisée est demeurée la culture itinérante avec ses conséquences néfastes sur le sol. Les principales cultures sont par ordre d'importance : le maïs, l'igname, le coton, le sorgho, le manioc et l'anacarde. Malgré les nombreuses potentialités agricoles dont dispose la commune, elles sont sous-exploitées.

En ce qui concerne l'élevage, elle est, tout comme l'agriculture, domestique, extensif et non moderne. Les principales espèces animales identifiées sont les bovins, les ovins, les caprins, les porcins et la volaille. L'élevage est pratiqué les agriculteurs comme activité secondaire leur procurant des revenus d'appoint substantiels. La cohabitation de l'élevage et de l'agriculture sur un espace communal peu aménagé engendre régulièrement des conflits parfois très sanglants entre agriculteurs et éleveurs.

Certains produits agricoles sont transformés sur place de façon artisanale. La transformation agro-alimentaire est assurée par les femmes constituées en groupement ou non. Les différentes formes de transformation les plus rencontrées sont la transformation du manioc en gari, des noix de karité en beurre, des graines

de néré en moutarde, des graines de soja en fromage, en gâteau, en lait et en moutarde, de l'arachide en huile et galettes, du sorgho et mil en bière locale, des noix d'anacarde en amandes blanches ou torréfiées beurrées ou non beurrées, du paddy en riz étuvé. La plupart de ces produits sont autoconsommés ou vendus sur le marché local. L'artisanat bien qu'embryonnaire et faisant objet d'occupation marginale à Natitingou, est un domaine porteur de richesse.

En ce qui concerne le tissu industriel, il est quasi inexistant dans la commune de Natitingou et est simplement réduit à l'artisanat de transformation constitué d'unités de transformation semi mécaniques, de petite et moyenne industrie. Les produits transformés connaissent une demande locale très importante.

Quant au commerce et les équipements marchands, la plupart des échanges commerciaux portent sur les produits agricoles et d'élevage, les produits artisanaux locaux et les produits manufacturés importés. Ces échanges se font au niveau des marchés de la commune avec des commerçants venus des communes environnantes et d'autres villes du Bénin et même du Togo.

Par ailleurs, le tourisme et l'hôtellerie sont susceptibles de contribuer à l'économie locale mais est peu développer. Les atouts touristiques existants ne sont pas valorisés et les hôtels aux normes et standing acceptables sont peu nombreux dans la commune.

Enfin, le transport est assuré par les taxis moto, les taxis brousse et les gros camions qui assurent le transport des hommes et des biens vers, à l'intérieur et hors de la commune. Le transport n'est pas organisé et structuré. Il est surtout confronté au mauvais état des routes et pistes de la commune reliant les différentes localités.

1.1.3.6. Populations vulnérables

La population vulnérable de Natitingou est composée de :

- personnes en situation de handicap ;
- orphelins et enfants vulnérables (OEV) ;
- personnes du troisième âge ;
- personnes en situation d'extrême pauvreté.

Il existe une proportion non négligeable de personnes ayant un, deux et/ou trois handicaps. Les types de handicaps sont les suivants :

- handicap moteur (Amputation, Paralysie) ;
- handicap visuel (Amblyopie, Aveugle) ;
- handicap auditif visuel (autisme, trisomie, Retard mental) ;
- handicap mental (maladies mentales).

Cette couche de la population n'est pas bien organisée et bénéficie faiblement du soutien de la population et des structures intervenant dans le social à savoir Terre des hommes, UNICEF, MASM.

Selon les données du RGPH 4 de 2013, avec un effectif de 739 les personnes handicapées représentaient 0,71% de la population de Natitingou. La plupart des infrastructures socio communautaires ne tiennent vraiment pas compte des

conditions physiques des handicapés moteurs. Cette situation n'est pas de nature à favoriser la fréquentation de ces lieux et par conséquent leur insertion socio-professionnelle. Du coup, elles se résignent à exercer des activités artisanales et commerciales précaires de faible rentabilité afin de subvenir un tant soit peu à leurs besoins.

Cependant, il a été constaté que ces dernières années, des efforts sont menés dans la commune afin d'améliorer l'accès des PSH aux infrastructures sociocommunautaires. Ainsi, nous pouvons citer l'aménagement de rampes au niveau de certaines écoles et des administrations décentralisées (mairie et bureaux d'arrondissement) qui est devenue une exigence de nos jours pour toutes les politiques d'investissement.

1.1.1.6.1. Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV)

Les OEV constituent des couches vulnérables partiellement prises en charge par les structures des affaires sociales, les structures sanitaires publiques et les centres privés confessionnels. Grâce à ces derniers, une partie des OEV est suivie jusqu'à leur insertion socio professionnelle, soit à travers le suivi de leur cursus scolaire ou d'apprentissage, soit à travers leur installation ou appui aux activités génératrices de revenus. Cependant, les structures d'appui ou d'accueil manquent de ressources financières pour réaliser pleinement leurs objectifs. Elles espèrent énormément des appuis de la part des Partenaires Techniques et Financiers mais aussi de la Mairie. L'effectif des OEV pris en charge par la CPS est renseignés dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Orphelins et enfants vulnérables

Indicateurs	Total Sexe H	Total Sexe F
Effectif des Orphelins et Enfants Vulnérables bénéficiant d'une prise en charge (psychosociale, scolaire, alimentaire et professionnelle)	4750	4550
Nombre total des Orphelins et Enfants Vulnérables reçus par les CPS, SSS, ONG et Structures Partenaires	4387	4235
Nombre total d'enfants dont au moins un parent est décédé et qui fréquentent une école / Un centre de formation	3249	3100
Nombre total d'enfants orphelins en âge de fréquenter l'école reçus par les CPS, SSS, ONG et Structures Partenaires	41	40
Nombre d'enfants exonérés des frais de scolarité	5	5

Source : CPS Natitingou, 2022

1.1.1.6.2. Personnes du 3^{ème} âge

Les personnes du 3^{ème} âge ne bénéficient pas de soins nécessaires et surtout ne sont pas systématiquement prises en charge en cas de maladie. Elles sont dans les familles à la charge de leurs progénitures ou proches parents. Il n'existe pas de maisons de retraite ou un lieu d'épanouissement spécifique pour elles.

Certaines catégories de personnes vulnérables, les enfants surtout bénéficient néanmoins de l'appui du Ministère en charge des affaires sociales et de certains proches comme le témoignent les statistiques recueillies au niveau du Centre de Promotion Sociale de Natitingou.

Tableau 6 : Appuis aux personnes vulnérables

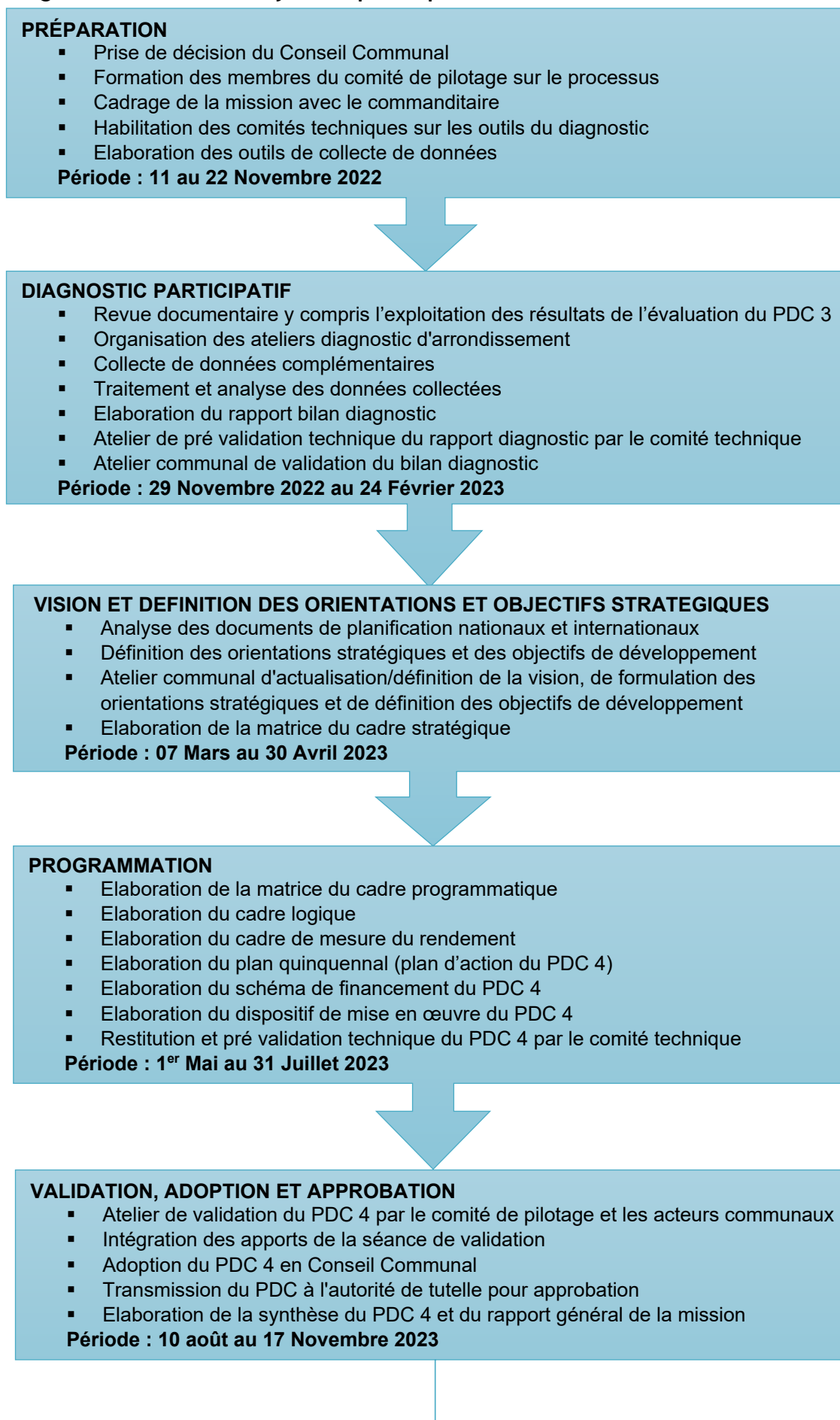
Indicateurs	Total Sexe H	Total Sexe F
Nombre de cas de grossesses précoces pris en charge	0	18
Nombre total de cas de grossesses précoces enregistrées dans les structures de prise en charge	0	20
Nombre de cas de mariages précoces pris en charge	0	6
Nombre total de cas de mariages précoces enregistrés	0	6
Nombre total de cas d'enlèvement et de séquestration survenus	0	3
Nombre de cas de violences physiques reçus	0	1
Nombre de cas de violences sexuelles reçus	0	8
Nombre de cas de violences économiques reçus	0	3
Nombre de cas de violences psychologiques ou morales reçus	0	15
Nombre de cas de violences patrimoniales ou culturelles reçus	0	3

Source : CPS Natitingou, 2022

II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE D'ELABORATION DU PDC 4

La démarche d'élaboration du PDC 4 est basée sur les phases du processus préconisée par le guide méthodologique, édition d'octobre 2022 intitulé « ***Démarche d'élaboration, de structuration et du contenu des Plans de Développement Communaux*** », réalisé par la Direction Générale des Politiques de Développement (DGPD) relevant du Ministère du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale. Elle a été essentiellement participative, inclusive et itérative. Elle a effectivement impliqué tous les acteurs du niveau village jusqu'au niveau communal. La figure ci-après présente les différentes phases de la méthodologie d'élaboration du PDC 4.

Figure 8 : Présentation synthétique du processus d'élaboration du PDC 4



III. PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE NATITINGOU

L'analyse de l'environnement interne et externe de la commune à travers l'outil SWOT ou FFOM et la documentation sur le développement de la commune a fait ressortir les principaux facteurs qui entravent le développement de la commune.

En effet, la commune de Natitingou, à l'instar de toutes les communes frontalières du Nord-Ouest du Bénin, est exposée à une situation sécuritaire très préoccupant liée à l'extrémisme violent ce qui fait peser une grosse menace sur la paix et la quiétude dans la commune. Cette situation n'est pas de nature à permettre aux populations de vaquer en toute tranquillité à leurs activités quotidiennes ni à attirer les PTF et les investisseurs privés dans la commune.

Le contexte est également marqué par certains indicateurs clés de développement. De 2002 à 2013, la population s'est accrue de 28 223 habitants. De 75 620 habitants en 2002 elle est passée à 103 843 habitants en 2013, soit un taux d'accroissement intercensitaires de 2,8% et une densité moyenne de la population de 78 habitants/km². La projection de la population en 2022 sur la base des données du RGPH4 donne un effectif de 133 142 habitants pour 67 794 femmes, soit une population féminine de 51% environ. La population de la commune a augmenté de 76,06%, soit 57 522 habitants de plus en vingt ans (entre 2002 et 2022). Or, les réalisations d'infrastructures sociocommunautaires n'ont pas suivi la même tendance faute de ressources et une bonne gouvernance politique et économique. Par conséquent, tous les secteurs sont dans la pénurie d'infrastructures.

Ces indices démographiques augmentent rapidement tandis que la capacité de mobilisation des ressources et de financement de la commune pour la réalisation des infrastructures sociocommunautaires pour satisfaire les besoins vitaux de ces populations demeure faible ou stationnaire. Ce qui continue de poser le problème d'insuffisance criarde des infrastructures et équipements sanitaires, éducatifs, routiers, sportifs, de loisirs, etc.

Les tranches d'âge utiles sur lesquelles il faut investir en matière d'éducation, de santé et de formation socio-professionnelle comprises entre 10 à 64 ans, font une population de 86 942 habitants en 2022. Ce qui représente une proportion de 65,30% de la population totale de la commune. Ces indices démographiques augmentent rapidement tandis que la capacité de mobilisation des ressources et de financement des infrastructures pour satisfaire les besoins vitaux de ces couches de la population demeure faible.

Une couche de la population qui retient particulièrement l'attention est celle agricole. La projection en 2022 donne une population agricole de 57 004 conformément aux données de RNA 2021, soit 42,42% de la population globale. Cela montre que les revenus et les moyens de subsistance de la majorité des populations sont issus de l'agriculture menacée aujourd'hui par les changements climatiques. Le défi dans ce secteur est la modernisation du système agricole, la gestion intégrée de l'eau et la résilience des producteurs face aux changements climatiques afin de réduire la paupérisation accrue dans la commune.

La population active est celle comprise entre 15-64 ans occupée dans diverses activités économiques pour produire de la richesse. Dans la commune de Natitingou la population active s'élève à 62 259 habitants (projection Consultants 2022). Elle atteindra 73 478 habitants en 2028. Elle est dans plusieurs branches d'activités telles que l'agriculture, l'orpaillage, l'exploitation minière, le transport, le commerce et les services.

La population active quant à elle, est celle comprise entre 15-64 ans occupée dans diverses activités économiques pour produire de la richesse. Celle de la commune de Natitingou s'élève à 62 259 habitants (projection Consultants 2022). Elle est dans plusieurs branches d'activités telles que l'agriculture, le transport, le commerce et les services. Le problème crucial de cette couche de la population est l'inadéquation formation emploi et la réorientation professionnelle.

Autre phénomène démographique auquel la commune de Natitingou est confrontée, est la migration et l'exode rural. La commune de Natitingou connaît une forte migration incontrôlée des jeunes (filles comme garçons) vers, le Nigéria, le Togo, les communes des Collines et du Borgou à la recherche de terres agricoles et du bien-être. D'après les données du RGPH4, 2013, le solde migratoire de la commune est négatif, ce qui signifie qu'elle est une des communes de forte migration dans la l'Atacora. Ce phénomène vide la commune de ces bras valides et engendrent la désillusion et désenchantement pour beaucoup qui sont victimes de maltraitance dans leurs pays d'accueil.

Quant aux indices de pauvreté, l'indice de pauvreté d'existence touche 37,4% de la population et l'indice de pauvreté humaine frappe 37% des habitants de Natitingou. La pauvreté non monétaire, enregistre un taux de 26 tandis que l'indice de pauvreté multidimensionnelle est de 42,5%. Malgré que ces indices soient relativement faibles ils influent grandement sur le bien-être socio-économique des populations qui se trouvent encore dans le dénuement total. Ce qui interpelle les gouvernants à tous les niveaux et fait appel à des actions hardies pour faire reculer les frontières de la paupérisation ambiante dans la commune.

En ce qui concerne la répartition des affections les plus fréquentes en consultation et en hospitalisation dans l'ensemble de la population en 2021, le paludisme (simple et grave) vient en tête (35,98%) suivi de l'anémie (23,56%) et de infections respiratoires aiguës/basses (7,07). La répartition des mêmes affections dans la même période pour les mêmes causes chez les enfants de moins de 5 ans présente le même ordre de grandeur, le paludisme (simple et grave) vient au 1^{er} rang (44,45%) suivi de l'anémie (29,20%) des infections respiratoires aiguës (9,23%). Ces affections constituent également les principales causes de décès dans la population et chez les enfants de moins de cinq ans et demeurent comme telles depuis des années sans régresser significativement malgré les interventions des PTF et de l'Etat.

Quant aux indicateurs liés à la planification familiale, la prévalence d'utilisation toutes méthodes PF confondues est de 34,2% globalement au niveau de la zone sanitaire Natitingou-Boukombé-Toucountouna et 43,2% chez les jeunes et adolescents. La prévalence de la pandémie du VIH/SIDA calculée en 2017 par

département au Bénin et selon le milieu de résidence affiche 0,68 pour l'ensemble des communes du département de l'Atacora, soit 1,81.

Sur le plan économique, Natitingou regorge de potentialités agricoles, malgré son relief accidenté et la nature rocailleux de la plupart des sols, d'atouts économiques et touristiques. Malgré ces atouts liés à son statut de commune abritant le chef-lieu du département de l'Atacora depuis toujours, à l'agriculture et au tourisme, ces potentialités sont peu valorisées. Les infrastructures économiques et marchandes modernes sont également insuffisantes ce qui influe sur la mobilisation optimale des ressources propres et la promotion de l'économie locale et de l'emploi.

Enfin, le défi climatique s'impose à Natitingou plus que jamais à cause de sa topographie. Elle dispose d'une diversité de ressources naturelles composée de forêts et terres agricoles, des riches et aménageables bas-fonds qu'il faut sauvegarder. Les reliques de forêts sont détruites et les bas-fonds asséchés. Dans le même temps, le cadre de vie est mal assaini, l'aménagement urbain embryonnaire et les effets des changements climatiques se font ressentir durement dans tous les secteurs vitaux.

De façon générale la problématique de développement de la commune s'articule autour des points suivants :

- La faible mobilisation des ressources propres ;
- L'insécurité transfrontalière liée à l'extrémisme violent ;
- L'insuffisance ou mauvais état des infrastructures socio-communautaires ;
- La dégradation du couvert végétal, l'appauvrissement des sols et les effets des changements climatiques dans tous les secteurs d'activités ;
- La migration massive des jeunes vers le Nigéria ;
- L'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Le relief très accidenté de la commune et la nature des sols qui entravent le développement agricole et l'aménagement du territoire ;
- L'aménagement du territoire et l'hygiène et assainissement du cadre de vie.

IV. DIAGNOSTIC DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

4.1. Résultats de l'évaluation du PDC 3

Dans l'ensemble, les programmes et projets du PDC 3 ont été pertinents et cohérents par rapport aux orientations stratégiques de la commune, de la région et du pays. Le PDC 3 de la commune de Natitingou a eu des effets positifs sur la vie socioéconomique de la population en général et la performance de l'administration communale en particulier.

L'analyse du niveau de réalisation cumulé des indicateurs de résultats révèle une évolution variée des réalisations selon le type d'infrastructure au profit des populations dans le cadre de la mise en œuvre du PDC3. Toutefois, cette évolution cache une disparité lorsqu'on se réfère à une analyse du niveau de réalisation ponctuelle par année. Il ressort à cet effet des réalisations en dents de scie, ne respectant pas forcément l'évolution constatée dans le cas des réalisations de façon cumulée par année. Sur toute la période de mise en œuvre du PDC3, l'orientation de développement du Conseil Communal est allée en faveur des réalisations socio-éducatives (39), des infrastructures hydrauliques (31) et de façon résiduelle vers les infrastructures marchandes, sanitaires et agricoles.

Il importe de souligner qu'au regard de la vision du PDC 2018-2022, l'agriculture qui est perçue comme étant le socle de développement n'a pas été suffisamment abordée dans le cadre de la mise en œuvre du PDC3. Le PDC 4 dans le cadre de sa mise en œuvre doit avoir un regard plus accentué sur le secteur de l'agriculture pour assurer un réel décollage de l'économie communale et enfin renforcer les ressources propres par le prélèvement de la Taxe de Développement Local (TDL). Il en est de même du volet marchand, qui dorénavant devra faire l'objet d'une attention particulière pour garantir l'autonomie financière de la Commune au regard des dispositions de la loi 2021-14 du 20 décembre 2021 portant code de l'administration communale en République du Bénin

Par rapport à l'efficience, les résultats de l'évaluation concluent à des efforts de mobilisation des ressources propres qui se traduisent par les pourcentages de mobilisation de l'ordre de 74% et de 64% en moyenne respectivement pour ce qui est du fonctionnement et de l'investissement. De même, les taux de réalisation des dépenses nettes respectivement de 57% en fonctionnement et de 58% en investissement prouvent aisément que les dépenses ont été effectuées dans les limites des ressources disponibles. Toutefois, il est important que la Commune développe des stratégies ou des initiatives pour une consommation optimale des ressources de transferts.

Comme effets/impacts de la mise en œuvre du PDC 3, il faut retenir :

- l'amélioration de la gouvernance locale et le développement du partenariat ;
- l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ;
- le renforcement de l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ;
- la promotion de l'économie locale et la diversification des AGR ;

- la prise en compte du genre, la promotion de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et l'intégration du changement climatique dans les diverses actions.

Quant à la durabilité (pérennité ou viabilité) des effets/acquis de la mise en œuvre du PDC 3, il ressort de l'évaluation qu'en termes de réalisations des infrastructures, des acquis ont été obtenus même si des efforts restent à faire par rapport à la qualité des infrastructures qui sont réalisées. Il s'agit notamment de la réalisation des infrastructures socio-sanitaires, éducatives et hydrauliques, marchandes et administratives. De même dans le domaine de la planification locale, des expériences ont été capitalisées en vue de la valorisation et du renforcement du capital humain. Dans le domaine de mobilisation des ressources, des acquis ont été notés et méritent d'être capitalisés notamment la stratégie de mobilisation des ressources, la signature des conventions de mobilisation de ressources avec les services des impôts, l'organisation de la journée du civisme fiscal et les foires économiques et artisanales.

Par ailleurs, la durabilité ou la pérennité de ces acquis nécessite la prise des mesures de soutien et d'accompagnement. Comme moyens de pérennisation des acquis, on peut citer entre autres :

- l'élaboration et l'opérationnalisation d'un Plan d'entretien et de maintenance ;
- la budgétisation d'un fonds d'entretien ;
- l'installation des Comités de gestion des acquis ;
- la mise en place et le fonctionnement des comités de suivi permanent ;
- la mise en place et le fonctionnement des cadres de concertation sectorielle fonctionnelle et permanente ;
- l'organisation des séances de sensibilisation au bon fonctionnement des acquis ;
- l'élaboration et la mise en œuvre effective d'un plan de communication communal ;
- l'organisation des séances de reddition de compte.

4.2. Activités du secteur primaire

4.2.1. Potentialités agricoles

D'après le Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune (SDAC) élaboré en 2011, environ 128 357 ha de terres sont affectés aux activités agricoles et d'élevage, soit 83% du territoire dont 78 432ha pour les zones de culture. La disponibilité en terre agricole est assez bonne compte tenu de la faible densité de la population (78hab/km²). La superficie moyenne par ménage agricole est de 17ha selon les affectations du territoire indiquées dans le SDAC. La moyenne disponible par actif agricole est de 3 ha (DET, 2014).

Les terres cultivables constituées de plateau, des bas-fonds et des marécages sont en majorité situées dans les arrondissements ruraux de la commune à savoir Tchoumi-Tchoumi, Perma, Kouaba, Kouandata, Kotopounga et Péporiyakou. Cependant, les conditions naturelles pédologiques (sols généralement latéritiques,

gravillonnaires, caillouteux, sablonneux et argileux et pour la plupart lessivés) couplées aux actions anthropiques ont pour conséquence une baisse considérable de la fertilité des sols et de leur dégradation. La rotation des cultures et la jachère sont des techniques de régénération des sols pratiquées par les populations.

Natitingou est une commune très vaste, dotée d'importants atouts fourragers, ce qui fait qu'elle est une zone attrayante en saison sèche pour les peulhs transhumants en provenance des communes de Kouandé, Péhunco, Kérou, du Borgou ou même du Burkina Faso et du Niger. L'absence d'aménagement d'aires de pâturage et d'abreuvement pour le bétail ajouté aux techniques inappropriées de transhumance locale et inter régionale conduit d'une part au comblement progressif des cours et plans d'eau au niveau de la commune, et d'autre part aux conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Par ailleurs, du point de vue de l'organisation des acteurs des filières : « il y a l'existence des coopératives villageoises et des unions communales des producteurs dans les filières anacarde, riz, soja, volailles, manioc, karité, maïs, petits ruminants, maraichage et le coton ». Soit au total, 105 coopératives / unions communales / entreprises agricoles dénombrées dans toutes les filières dans la commune de Natitingou. L'organisation et la structuration des acteurs des filières connaissent des bouleversements par la réforme de création des coopératives communales des producteurs en remplacement des unions communales de coopératives et les coopératives villageoises des producteurs. Cette transformation ne permet pas encore de disposer de la stabilité du climat organisationnel qui est pourtant indispensable pour le développement des filières/chaînes de valeurs agricoles.

En somme, la Commune de Natitingou dispose de fortes potentialités agricoles notamment des terres cultivables, des espaces fourragers et des coopératives. Toutefois, les conditions naturelles pédologiques (sols généralement latéritiques, gravillonnaires, caillouteux, sablonneux et argileux et pour la plupart lessivés) couplées aux actions anthropiques ont pour conséquence une baisse considérable de la fertilité des sols et de leur dégradation.

4.2.1. Ressources en Eau

Le réseau hydrographique de la commune se réduit aux marigots, rivières et ruisseaux dont la plupart tarit en saison sèche. Les ressources en eau les plus importantes sont : Yarpao, Perma, Koumagou, Sinaïssiré, Fourgningrè, Winmou et Tchatiko. Environ 2 455 ha de terres sont affectés comme zone de mise en défense des berges des cours d'eau (DEL, 2014). Le tableau suivant présente par arrondissement l'essentiel des ressources identifiées lors des ateliers arrondissements.

Tableau 7 : Ressources en eau disponibles

N°	Arrondissements	Points d'eau	Nombre de points d'eau
1	Natitingou 1	Yarpao (Tchatiko) (Continuité)	1
2	Natitingou 2	Yarpao (Tchatiko) (continuité)	1
3	Natitingou 3	Yarpao (Tchatiko) (continuité)	1
4	Péporiyakou	Pendjari	2

5	Kouaba	Koumagou, koussogo, Takountè, koubirougou, koumongou, kounignidi	6
6	Kotopounga	Mamanaga, bongombou, Yarpao, Yimporima, Onsikoto, tikou	6
7	Perma	Perma, Pam-pam, Sinaïciré, Tènounkontè	4
8	Kouandata	Tchatiko, kouandata, manoummou, Sinaïciré (ou kouatidabirgou),	4
9	Tchoumi-Tchoumi	Tchoumi-Tchoumi, Winmou, kpaou, kouwanko	4
Total	29		

Source : Rapport PCDA Natitingou, 2020

4.2.2. Infrastructures agricoles

La commune de Natitingou dispose d'un parc en infrastructures non moins important. Ces infrastructures agricoles sont pour la plupart en matériaux définitifs et en matériaux précaires. Les infrastructures sont en majorité utilisés pour la production et la transformation des produits vivriers (riz, anacarde, maïs, soja, cultures maraîchères, etc.). Les magasins servent à conserver les intrants et produits agricoles. Le tableau 8 présente le point des infrastructures agricoles de la commune de Natitingou.

Tableau 8 : Point des infrastructures agricoles de la commune

Types d'infrastructures agricoles	Nombre
Magasins	46
Aire de séchage	10
Unités fonctionnelles de transformation des produits agricoles	18

Source : Cellule Communale ATDA 3 Natitingou, 2022

Au total, la Commune de Natitingou dispose d'infrastructures agricoles pour la production, le stockage et la transformation des produits agricoles. Néanmoins, elles paraissent en nombre insuffisantes et certaines en matériaux précaires méritent d'être réhabilitées.

4.2.3. Aménagements agropastoraux et hydro-agricoles

La commune dispose d'un fort potentiel d'environ 874,24 ha de bas-fonds dont 205 ha sont aménagés et exploités pour les productions de riz et de maraichage et 215,25 ha sont non aménagés mais exploités également pour les cultures. D'après le PDAP du pôle 3, deux types d'aménagement sont réalisés et dominant partout dans la commune. Il s'agit pour la plupart des aménagements sommaires réalisés un peu partout en tête de bassin versant et au pied des collines dans les communes. En aval des retenues d'eau, des périmètres d'irrigation sont aménagés pour une maîtrise totale de l'eau mais faiblement valorisés.

La commune compte également 05 barrages qui permettent aux animaux de s'abreuver et autour desquels les populations développent quelques activités maraîchères.

Le tableau ci-dessous présente le potentiel en bas-fonds de la commune de Natitingou. Il est suivi de la carte des bas-fonds aménagés de la commune de Natitingou.

Tableau 9 : Potentiel en bas-fonds de la commune de Natitingou

NOM DU VILLAGE	BAS FONDS RIZICOLES						SITES PROPICES AU MARAICHAGE					
	Nom local du bas fond	Superf. Estimée (ha)	Situation ou état du bas-fond				Nom local du site	Superf. estimée				
			BF non aménagé exploité (ha)	BF aménagé non exploité (ha et structure)	BF aménagé et exploité (ha et structure)	BF en cours d'aménagement (ha et structure)			Site non aménagé exploité (ha)	Site aménagé non exploité (ha et structure)	Site aménagé et exploité (ha et structure)	Site en cours d'aménagement (ha et structure)
Koudengou	Tcharo	65	30	00	30	00	Tcharo	10	0,75	00	00	00
Koudengou	Pendjari	25	10	00	20	00	Pendjari	05	01	00	00	00
Doyakou	Doyakou	55	05	00	50	00	Doyakou	06	0,55	00	00	00
Bongou	Kassikou	12	07	00	00	00	Kassikou	04	01	00	00	00
Pèporiyakou	Pèporiyakou	35	15	00	00	00	Pèporiyakou	05	1,75	00	00	00
Toribou	Toribou	38	17	00	00	00	Toribou	06	2,85	00	00	00
Yarikou	Yirikpako	172	25	00	50	00	Yirikpako	12	1,65	00	00	00
Bangrétamou	Sarica Tchoto	25	03	00	00	00	Sarica Tchoto	04	00	00	00	00
Kotopounga	Kotopounga	25	07	00	00	00	Kotopounga	06	0,75	00	00	00
Tigninti	Tigninti	14	02	00	00	00	Tigninti	05	01	00	00	00
Perma	Tènoukotè	20	08	00	00	00	Tènoukotè	05	0,5	00	00	00
Kougnangou	Dissansani	24	13	00	00	00	Dissansani	07	0,85	00	00	00
Koutougou	Koutougou	132,24	20	00	50	00	Koutougou	15	1,55	00	00	00
Didapoumbor	Didapoumbor	7	2,75	00	00	00	Didapoumbor	3	0,25	00	00	00
Fèkpètifè	Fèkpètifè	7	0,75	00	00	00	Fèkpètifè	2	0,125	00	00	00
Didapoumbor	Manoumou	35	07	00	00	00	Manoumou	7	1,85	00	00	00
Kounadorgou	Kounadorgou	15	3,75	00	00	00	Kounadorgou	4	0,25	00	00	00
Ditapoumbor	Ditapimpouri	25	7	00	00	00	Ditapimpouri	8	1,65	00	00	00
Yimporima	Founrigninkèrè	12	3	00	00	00	Founrigninkèrè	5	2	00	00	00
Yimporima	Koupou	6	3	00	00	00	Koupou	1	00	00	00	00
Takonta	Koupogou	45	7	00	00	00	Koupogou	6	00	00	00	00
Takonta	Birifa	35	9	00	00	00	Birifa	5	00	00	00	00
Moupémou	Nanfapouri	8	2	00	00	00	Nanfapouri	2	00	00	00	00
Moupémou	Kourakpokou	8	01	00	00	00	Kourakpokou	3	00	00	00	00
Tamou	Koupoun	29	07	00	00	00	Koupoun	8	00	00	00	00
TOTAL		874,24	215,25	0	200	0	0	144	19,575	0	0	0

Source : Mairie de Natitingou

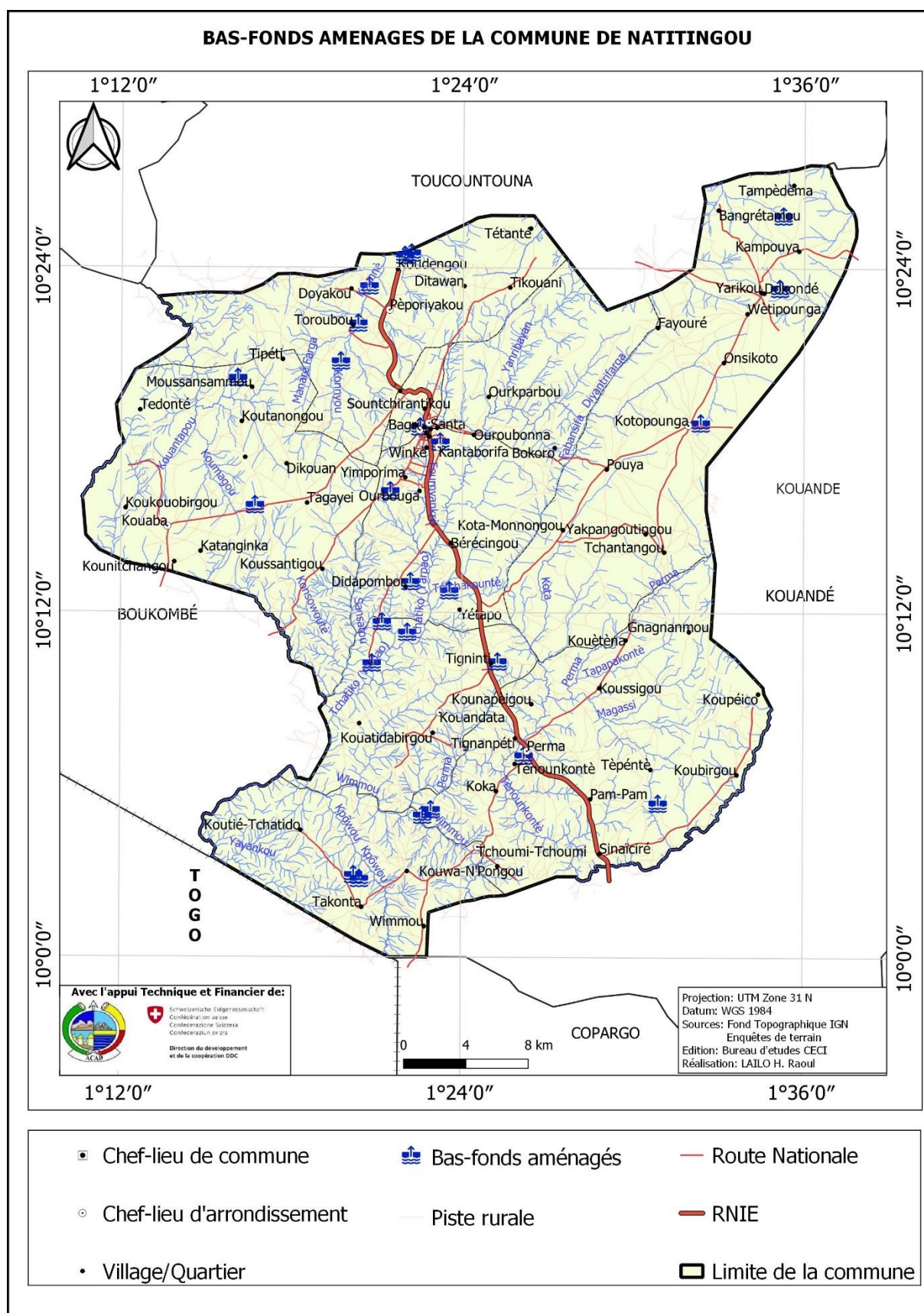


Figure 9 : Potentiel en bas-fonds de la commune

Somme toute, la commune de Natitingou regorge d'un fort potentiel de bas-fonds aménagés pour les cultures du riz et maraîchère d'une part et, des barrages pour abreuver les animaux d'autre part. Mais, plusieurs hectares de bas-fonds ne sont pas aménagés et ne sont donc pas exploitables à fond pour un rendement élevé.

4.2.4. Intrants et équipements agricoles

La mise en place et la distribution des intrants agricoles (intrants coton et engrais vivriers) sont assurées par la Société pour le Développement du Coton (SODECO SA). Elle commercialise des intrants agricoles surtout les engrais et les produits phytosanitaires, notamment pour le coton, mais aussi pour les cultures vivrières au niveau de la commune à travers ses boutiques de vente d'intrants. L'approvisionnement en semences certifiées est assuré en partie par l'appui de l'ATDA 3 et quelques Projets et Programmes ainsi que partenaires techniques et financiers. Les types de semences fournies concernent les variétés améliorées de riz, de maïs, de soja, de la mangue et de l'anacarde. Ils existent des pépiniéristes éligibles formés qui mettent à la disposition des producteurs d'anacarde et de mangue les jeunes plants greffés certifiés.

Le tableau ci-dessous présente la situation de mise en place de semences au cours de la campagne passée 2022-2023 dans la commune de Natitingou.

Tableau 10 : Mise en place des semences au cours de la campagne 2022-2023

Filières	Mise en place de semences				
	Unité	Réalizations au 31/12/2022		Prévisions / campagne 2022-2023	
		Semences / Plants	Personnes touchées par la subvention de l'ATDA-AO	Semences / Plants	Personnes à toucher
Riz	Tonne	4,250	97	12,88	356
Maïs	Tonne	18,6	872	54,2	1654
Soja	Tonne	5,8	192	27	804
Fonio	Tonne	0,00		0	
Manioc	Bouture	5120	23	4600	
Anacarde	Plants	18 755	74	30 000	
Cultures maraîchères					
Piment	Kg	0,8	98	0,15	
Oignon	Kg				
Tomate	Kg	1,480	98	20	1873
Mangue (Nouvelles plantations)	Plants	4477	19	6000	
Mangue (Anciennes plantations)	Tonne		-	-	-
Karité (Nouvelles plantations)	Plants	-		-	
Karité (Anciennes plantations)					
Noix brute	Tonne				
Amande	Tonne				

Source : Cellule Communale ATDA 3 Natitingou, 2022

Par ailleurs, selon les données reçues de la Cellule Communale ATDA 3 de Natitingou, on note une faible mécanisation agricole dans la commune caractérisée par la disponibilité des équipements récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 11 : Point des équipements agricoles

N°	Types	Total	Fonctionnel	Non Fonctionnel
1	Tracteur	23	18	5
2	Motoculteur	3	2	1
3	Débroussailleuse	37	15	22
4	Remorque	6	4	2
5	Charrue à disques	9	6	3
6	Charrue à socs	4	2	2
7	Charrette	4	0	4
8	Semoir	15	15	0
9	Epandeur d'engrais	1	1	0
10	Motopompe	74	54	20
11	Herse tracteur	2	2	0
12	Arrosoirs	435	322	113
13	Rayonneurs	1	1	0
14	Roulette	2	2	0
15	Charrue culture attelée	10	0	10
16	Butteur	1	0	1
17	Herse culture attelée	1	0	1
18	Souleveuse	0	0	0
19	Plantoir	35	24	11
20	Arrachoir	15	9	6
21	Vanneuses-calibreuse	2	2	0

Source : Cellule Communale ATDA 3 Natitingou et PCDA, 2021

Il est observé à travers ce tableau, une faible diversification du matériel agricole notamment en ce qui concerne les équipements lourds. Les quelques équipements disponibles pour faciliter la mécanisation agricole sont en nombre insuffisant ou sont non fonctionnels. Par ailleurs, on note également que les sols qui sont pour la plupart rocaillieux ne facilitent pas le labour au tracteur.

Les efforts entrepris par l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA) du pôle 3 pour la mécanisation de la production n'ont pas rencontré un grand succès. Il ressort que c'est la main d'œuvre qui est sollicitée pour les opérations culturales même si certaines d'entre elles sont fastidieuses.

Le plateau en équipements de transformation est très pauvre au regard des potentialités de la commune en termes de produits dérivés à transformer. Le tableau ci-dessous présente le point des matériels et équipements de transformation.

Tableau 12 : Point des matériels et équipements de transformation

N°	Types	Total	Fonctionnel	Non Fonctionnel
1	Râpeuse à manioc	2	2	0
2	Presse à manioc	2	2	0
3	Presse à huile d'arachide et de beurre de karité	0	0	0
4	Malaxeuse de noix	0	0	0
5	Décortiqueuse d'arachide	1	1	0
6	Décortiqueuse de riz	8	8	0
7	Egreneuse à maïs	5	5	0
8	Dispositif d'étuvage de riz	2	2	0
9	Concasseuses noix de karité	2	2	0
10	Brouettes	85	72	13
11	Pelles	255	235	20
12	Moulins à maïs	65	45	20
13	Moulins à condiment	205	185	208
14	Vanneuse-calibreuse	2	2	0
15	Epurateur de tomate	1	1	0
16	Marmites	1500	1500	0
17	Kit d'étuvage de riz	10	10	0
18	Passoires	150	150	0
19	Bassines	300	300	00
20	Aire de séchage de mangue	3	3	0
	Total	1068	1175	73

Source : Rapport PCDA Natitingou, 2020

Ces équipements devant servir à la transformation des produits agricoles en grande quantité pour leur donner de la valeur ajoutée sont très insuffisants.

Au total, la Commune de Natitingou bénéficie d'intrants agricoles, est caractérisée par une faible mécanisation de l'agriculture et un plateau en équipements de transformation très pauvre.

4.2.5. Performance de la production agricole

4.2.5.1. Production végétale

L'agriculture constitue la principale activité dans la commune de Natitingou. Il occupe environ 51% de la population active. Selon le Recensement National de l'Agriculture de 2021, sur 9761 ménages agricoles que compte la commune, 9 560 ménages agricoles pratiquent la production végétale.

Le Pôle de Développement Agricole 3 qui regroupe les six communes de l'Atacora Ouest, dont celle de Natitingou avec les Agences Territoriales de Développement Agricole qui ont pour mission la promotion des filières agricoles au niveau de chaque Pôle de Développement Agricole. Le Pôle 3 est une zone de diversification avec comme filière locomotive le Karité. Les autres filières en diversification au niveau du Pôle sont le coton, le riz, le maïs, le soja, le maraîchage, la filière Viande, Lait et Œuf de table. L'arboriculture fruitière, le manioc, l'igname et le fonio sont aussi importants au niveau de la commune de Natitingou. Cette agriculture est de type extensif sur brûlis.

Le tableau 13 ci-dessous présente une synthèse de quelques données sur les performances techniques des principales cultures caractéristiques de la commune sur les trois (03) dernières années (2018-2021).

Tableau 13 : Evolution de la production végétale

Cultures	2018-2019		2019-2020		2020-2021		Production Moyenne	Rang
	REND (Kg/Ha)	PROD (T)	REND (Kg/Ha)	PROD (T)	REND (Kg/Ha)	PROD (T)		
Maïs	1 232	5 339	997	5 466	1 497	7 316	6 040	5 ^{ème}
Igname	9 695	58 349	11 135	64 657	19 768	56 133	59 713	1 ^{er}
Manioc	8 256	21 312	8 440	21 665	12 477	25 685	22 887	2 ^{ème}
Sorgho	935	4 728	1 059	5 109	815	3 224	4 354	6 ^{ème}
Fonio	464	560	799	384	527	422	455	15 ^{ème}
Arachide	1 235	1 589	1 348	884	1 595	1 511	1 328	12 ^{ème}
Riz	3 617	5 459	4 173	4 165	4 386	14 720	8 115	4 ^{ème}
Soja	1 455	844	1 461	1 690	1 460	1 690	1 408	11 ^{ème}
Niébé	1 042	2 134	1 099	1 667	1 361	2 240	2 014	9 ^{ème}
Petit mil	929	3 130	795	2 202	609	457	1 930	10 ^{ème}
Coton	809	529	768	595	1 670	517	547	13 ^{ème}
Anacarde	466	3 019	378	2 779	387	2 943	2 914	7 ^{ème}
Gombo	4 173	2 120	4 139	2 236	4 125	2 351	2 236	8 ^{ème}
Goussi	558	66	736	65	537	91	74	17 ^{ème}
Piment	1 442	432	1 435	400	1 800	774	535	14 ^{ème}
Tomate	6 288	11 734	5 093	10 641	6 643	2 418	8 264	3 ^{ème}
Pois d'angole	745	1	362	NA	NA	NA	NA	
Sésame	529	11	563	14	710	36	20	18 ^{ème}
Gboma	16 544	161	15 938	143	NA	NA	101	16 ^{ème}

Source : Données RNA 2020

De l'analyse de ce tableau, il ressort l'importance d'igname dans les systèmes de culture de la commune de Natitingou qui vient largement en tête suivi des cultures de manioc, tomate, riz, maïs et sorgho.

On dénombre 29 fermes agricoles installées dans la commune de Natitingou.

Le recensement réalisé par la Cellule Communale ATDA 3 Natitingou a permis d'identifier 40 entrepreneurs, tous hommes intervenant dans la filière mangue. La superficie totale des manguiers recensés est de 825ha.

On note également dans la commune de Natitingou, une très faible structuration des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) en coopérative.

Le tableau ci-dessous présente la situation des OPA dans la commune.

Tableau 14 : Situation des OPA dans la commune

Maillons d'interventions	Unions existantes	Organisations Paysannes
Production	Union Communale des Coopératives Villageoises de producteurs de Coton (UComCVPC)	21
	Union Communale des coopératives de Producteurs d'Anacarde (UCCPANacarde)	19 dont 12 immatriculées
	Union Communale des Coopératives de Producteurs de Riz (UCCPR)	10 (7 travaillent normalement dont 3 enregistrées)
	Union communale des coopératives des Maraîchers (UCCoopMa)	8 dont 4 enregistrées
	Pas d'union	3 coopératives de maïs enregistrées
	Coopérative Communale des Producteurs du Soja	
	COOPERATIVE COMMUNALE DES PRODUCTEURS DU FONIO	

Maillons d'interventions	Unions existantes	Organisations Paysannes
	Coopérative communale des producteurs de lapins (CCEL) à Natitingou centre	-
	COOPERATIVE DES ELEVEURS DE LA VOLAILES AMELIOREE (CEVA) DE NATITINGOU	5
	COOPERATIVE COMMUNALE DES PRODUCTEURS DE MANGUE (CCProM) NATITINGOU	
	COOPERATIVE COMMUNALE DES PRODUCTEURS DE SEMENCES AGRICOLE DE NATITINGOU	
	Coopérative communale des éleveurs de petits ruminants (CCEPR) à Natitingou	-
	COOPERATIVE COMMUNALE DES ELEVEURS DE PETITS RUNINANTS (CCEPR) DE NATITINGOU	
	Pas d'union	1 Coopérative des Artisans Producteurs des Foyers Améliorés (CooPFA) de Natitingou à Natitingou
Transformation	Union Communale des Transformatrices de Riz (UCTR)	4 dont 1 coopérative enregistrée
	COOPERATIVE DES TRANSFORMATEURS DE MANGUE (CTM) "YETANRI" DE NATITINGOU	
		COOPERATIVE DES TRANSFORMATRICES DE GRAINES DE NERE EN MOUTARDE (CTNM) "YIMBOMA" DE SOUNTCHIRANTIKOU
	-	1 Coopérative de Transformation des Produits Maraîchers et Vivriers (CTPMV) "Mieux Etre" de Natitingou
	-	5 Groupements de transformatrice de gari : (Kouandata (2), Tchoumi - tchoumi (1) Kotopounga (1) Natitingou 2 (1)
		10 coopératives de transformatrices de karité
	Pas d'union	15 groupements de ramasseuses de noix de karité
	Coopérative Communale des Transformatrices de Soja de Natitingou	2 Coopératives 9 groupements transformatrices de fromage de soja : Kotopounga (3) kouandata (1), tchoumi - tchoumi (2) Perma (3)

Source : Cellule Communale Natitingou, 2022

En somme, en matière de production végétale, la Commune de Natitingou dispose d'une forte population agricole qui pratique une diversité de cultures (céréales, les racines et tubercules, les légumineuses, le maraîchage et les cultures de rente). De même, une quarantaine d'entrepreneurs agricoles sont actifs dans la filière mangue. Mais, il faut souligner une faible structuration des Organisations Paysannes en coopératives et les problèmes majeurs ci-après :

- difficultés d'accès aux intrants agricoles ;
- difficulté d'accès aux crédits adaptés ;
- agriculture non mécanisée ;
- appauvrissement des sols ;

- insuffisance de personnel d'encadrement technique agricole ;
- difficultés d'accès aux terres agricoles.

4.2.5.2. Production animale

Le secteur de l'élevage contribue jusqu'à 13% au Produit Intérieur Brut (PIB) agricole du Bénin (DSA, 2020). L'élevage, toutes espèces confondues, est pratiqué par 78,38% (RNA, 2021) de la population de l'Atacora en général et de Natitingou en particulier et, constitue une activité secondaire après l'agriculture. Pendant ces cinq dernières années dans la commune de Natitingou surtout en 2022, l'Elevage (toutes espèces confondues) a eu une augmentation significative dans tous les maillons (production, commercialisation et transformation).

L'élevage ou encore la filière Viande, Lait et œufs (VLO) est créatrice de richesse, jouant le rôle de résilience à la pauvreté. Elle augmente les revenus surtout des acteurs directs : éleveurs, commerçants et bouchers (transformateurs) puis participe également au fonctionnement du budget de la commune à travers les tickets imposables.

Plusieurs espèces animales sont élevées dans la commune et contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) en résilience à la malnutrition sur toutes ses formes. Le tableau 16 présente les chiffres de l'Elevage de la commune en 2022.

Tableau 15 : Production de l'élevage de la commune en 2022

Espèces	Effectif du cheptel				Lait (L)				Œufs de table (en plateaux)			
	Prévision annuelle	Cumul mois précédent	Effectif du mois	Cumul	Prévision annuelle	Cumul mois précédent	Qté du mois	Cumul	Prévision annuelle	Cumul mois précédent	Effectif du mois	Cumul du mois
Poules pondeuses	15000	11309	2000	13309					550000	97000	8100	105500
Poulets locaux	376.359	240000	1200	241200					-	-	-	-
Pintades	10.000	13680	-	13680					5.000	6550	-	6550
Ovins	30000	23375	97	23472								
Caprins	20000	21296	111	21407								
Bovins	20000	16006		16006	160.000	69000	3000	72000				
Porcins	17.000	15915	85	2000								
Dindons	500	362	27	389								
Cailles	500	392	-	392								
Lapins	1500	1810	27	1837								
Canards	3000	2965	36	3001								

Source : Cellule Communale ATDA 3 Natitingou

L'effectif du cheptel conventionnel selon le sexe des éleveurs de la commune se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 16 : Effectif cheptel conventionnel selon le sexe des éleveurs

Espèces	Total	Hommes	Femmes	Taux cheptel femme
Bovins	5 403	4 949	454	8
Caprins	23 659	21 882	1 777	8
Ovins	6 557	6 365	192	3
Porcins	23 789	20 588	3 201	13
Poulets locaux	110 023	101 024	8 999	8
Pintades	35 071	33 237	1 834	5

Source : RNA, 2021

L'élevage des poulets locaux est dominant et vient en tête des espèces animales élevées dans la commune. Il est suivi par les ovins, les caprins et les bovins. L'élevage est globalement traditionnel sans un effort de modernisation. Les femmes ne détiennent que 7,5% en moyenne de l'effectif du cheptel conventionnel de la commune. Elles sont faiblement présentées dans la filière ovine.

L'intervention de l'ATDA3 et des projets programmes (PTF) jouent un rôle prépondérant dans la production, la transformation et la commercialisation. Ces institutions jouent également le rôle de suivi, appui-conseil des acteurs pour une production en quantité et en qualité. Malgré ce résultat, la filière de l'élevage traverse d'énormes difficultés dans la commune, notamment :

- Insuffisance d'aires de pâturage et d'espace pour installer des fermes d'élevage agricoles ;
- Insuffisance de barrage pour abreuver les ruminants (en dehors de celui de Perma le reste est privé) ;
- Faible subvention de la filière.

En dehors de la filière Viande, Lait et Œufs, d'autres filières émergent. Il s'agit de l'apiculture, la cuniculiculture, l'aulacodiculture, etc. Toutes ces filières contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population et à l'amélioration des revenus des acteurs. Grâce aux différentes interventions de l'ATDA3 et des PTF intervenant dans la commune, l'élevage passe de l'activité de subsistance à une source incroyable de revenus résilient à la pauvreté et participant à l'accroissement du taux de produit intérieur brut (PIB). En plus de sa contribution à l'amélioration des revenus, l'élevage de certaines espèces est culturel et permet de faire certains rituels en lien avec les traditions. L'apiculture est une filière organisée ayant des acteurs dans tous les arrondissements de la commune. C'est une filière bien structurée qui utilise des infrastructures de dernière génération. Le tableau 18 présente la production du miel du deuxième trimestre de 2022.

Tableau 17 : Production du miel du 2^{ème} trimestre de 2022

Arrondissements	Produits (Kg)		
	Miel	Cire	Propolis
Kotopounga	1241	00	00
Perma	210	00	00
Kouandata	520	00	00
Natitingou I, II et III	1323	00	00
Kouaba	680	00	00
Tchoumi-Tchoumi	00	00	00
Péporiyakou	50	00	00
Total	4 024 Kg ou 4,024 T		

Source : Coopérative Communale des Apiculteurs de Natitingou (CCAN), 2022

L'essor économique de la filière apiculture dans la commune de Natitingou et ses nombreuses vertus permettent qu'on lui accorde une attention particulière.

Somme toute, la production animale est une activité secondaire après la production végétale au niveau de la Commune de Natitingou qui génère beaucoup de richesse. Elle est animée par plusieurs acteurs et marquée par une diversité des espèces élevées. Toutefois, elle connaît de problèmes majeurs à savoir :

- **Insuffisance d'aires de pâturage et d'espace pour installer des fermes d'élevage agricoles ;**
- **Insuffisance de barrage pour abreuver les ruminants (en dehors de celui de Perma le reste est privé) ;**
- **Du fait que le pôle 3 n'est pas le leader (chef de file) de la filière VLO, elle n'est pas totalement bénéficiaire des subventions PNDF (Programme National de Développement des Filières) ;**

4.2.5.3. Production halieutique

Dans la commune de Natitingou, les activités de pêche artisanale sont pratiquées dans les points d'eau tels que Perma, Yarpao, Tchatiko, Tchoumi-Tchoumi, Kpohou, etc. et portent sur les espèces telles que les silures, les carpes, les poissons sardines, etc. La pêche artisanale est pratiquée à l'aide des filets, la ligne et des nasses.

Par ailleurs, la population a développé de stratégies de résilience en élevant des poissons et des produits aquacoles dans des infrastructures piscicoles. La filière aquaculture, grâce à l'encadrement technique de l'ATDA 3, a trouvé donc un essor économique dans la commune surtout en 2022. Ainsi, nous pouvons compter actuellement plus de 18 pisciculteurs en activité dont 04 femmes au lieu de 08 en 2019. Malgré l'inexistence d'un Pisciculteur Clé (PC), pour le ravitaillement en alevins dans la commune et le manque d'un magasin de vente des aliments poissons, les différents acteurs ont bénéficié de la subvention du Programme National de Développement des Filières (PNDF) et ont montré une détermination dans la production du poisson marchand pour varier la consommation en protéine d'origine animale. Le tableau 19 présente la production aquacole ressortie de la commune en 2022.

Tableau 18 : Production aquacole de la commune en 2022

Espèces	Infrastructures	Nbre	Superficie totale /volume total		Prévisions production (tonnes)	Réalisation de Production (tonnes)			Rendement	
			Unité	Valeur		Cumul mois précédent	du mois	Cumul	Unité	Valeur
Tilapia	Etangs	04	m ²	1100	26	16,1	0,1	16,2	kg/m ²	14,7
	Bassins	14	m ³	387	20	12,4	0,05	12,45	kg/m ³	32,1
	Cages flottantes	-00	m ³	00	00	00	00	00	kg/m ³	00
	Cages fixes	-00	m ³	00	00	00	00	00	kg/m ³	00
	Enclos	00	m ²	00	00	00	00	00	kg/m ²	00
	Bacs hors sol	04	m ³	21,2	5	3,61	0,01	3,61	kg/m ³	170,2
	Barrage	01		2500	5	5,5	0,4	5,9	kg/m ²	2,36
TOTAL Tilapia (en Tonne)								38,16		

Clarias	Etangs	01	m²	300	10	7,1	0,4	7,5	kg/m²	25
	Bassins	24	m³	1222,7	11	8,28	0,2	8,48	kg/m³	6,9
	Cages flottantes	00	m³	00	00	00	00	00	kg/m³	00
	Cages fixes	00	m³	00	00	00	00	00	kg/m³	00
	Enclos	00	m²	00	00	00	00	00	kg/m²	00
	Bacs hors sol	15	m³	62,872	03	2,1	0,02	2,12	kg/m³	33,7
	TOTAL Clarias (en Tonne)								18,1	
Caiman	Etangs	00	m²	00	00	00	00	00	kg/m²	00
	Bassins	02	m³	126	1,5	0,7	0,01	0,71	kg/m³	5,6
	Cages flottantes	00	m³	00	00	00	00	00	kg/m³	00
	Cages fixes	00	m³	00	00	00	00	00	kg/m³	00
	Enclos	00	m²	00	00	00	00	00	kg/m²	00
	Bacs hors sol	00	m³	00	00	00	00	00	kg/m³	00
	Autres à préciser	00		00	00	00	00	00		00

Source : Cellule Communale ATDA 3, 2022

La filière aquaculture participe à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) de la population de par la qualité organoleptique des substances protéiques des produits de poisson (viande blanche). La filière réduit la pauvreté et augmente les revenus des acteurs.

Les problèmes majeurs rencontrés par les acteurs de la filière aquaculture sont :

- ***Inexistence d'un Pisciculteur Clé (PC), pour ravitailler les acteurs en alevins ;***
- ***Manque de magasin d'aliments importés dans la commune ;***
- ***Manque de transformateurs de poissons marchands dans la commune ;***
- ***Manque de grossistes et semi-grossistes pour prétendre à une production de poissons marchands à grande échelle ;***
- ***Insuffisance de subventions surtout dans l'installation des infrastructures au pôle 7 ;***
- ***Filière non encore organisée dans la commune.***

4.2.5.4. Production sylvicole

La commune de Natitingou compte des plantations d'anacardières. Selon le récent rapport du Recensement National de l'Agriculture, il existe environ 1754 ha de plantations d'anacardières appartenant à 2 484 producteurs de la commune. La production d'anacarde est réalisée dans un système agro-forestier où les arbres d'anacardier partagent une bonne partie de leur développement végétatif en association culturale avec d'autres cultures annuelles comme le coton, le soja, l'igname, le maïs, le manioc, l'arachide, le sorgho. On note également les plantations de manguiers sur une superficie d'environ 850 ha auxquelles viennent s'ajouter de rares petits vergers d'agrumes. Quelques plantations de tecks et d'eucalyptus sont aussi recensées, mais sur de petites surfaces.

4.2.5.5. Mobilisation des ressources financières communales au profit de l'agriculture

La mobilisation des ressources financières au profit de l'agriculture au niveau de la commune de Natitingou est assurée par :

- la dotation de l'Etat en ressources FADeC affectée à l'agriculture ;
- les projets / programmes intervenant dans la commune de Natitingou à travers le montage et la soumission des projets d'investissements agricoles ;
- la mise en œuvre des Programme Nationaux de Développement des Filières (PNDF) par les ATDA ;
- le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) à travers la facilitation de l'accès au financement agricole ;
- les SFD et les banques.

Ces divers appuis contribuent à améliorer les capacités de production agricole au niveau de la commune de Natitingou et par ricochet l'économie locale grâce aux recettes générées par la commercialisation des produits agricoles. Toutefois, il importe de souligner que les besoins des producteurs agricoles en matière de ressources financières ne sont toujours pas entièrement satisfaits si bien que les ambitions de produire davantage sont hypothéquées.

4.2.5.6. Filières porteuses et CVA prioritaires de la commune

Selon le rapport du Plan Communal de Développement Agricole (PCDA), les filières porteuses de la commune sont : le maïs, le riz, le soja et le maraîchage (tomate). La liste des CVA attrayantes retenues est résumée dans le tableau ci-après :

Tableau 19 : CVA prioritaires retenues pour la commune de Natitingou

Filières	CVA potentielles/prioritaires	CVA prioritaires retenues
Maïs	Maïs grain pour le marché national	Maïs grain pour le marché national et sous régional
	Maïs grain pour le marché national et sous régional	
Riz	Riz paddy pour le marché du Nigéria	Riz étuvé pour le marché local et national
	Riz étuvé pour le marché local et national	
Maraîchage	Tomate fraîche pour le marché local et national	Tomate fraîche pour le marché local et national
	Tomate fraîche pour le marché local	
	Piment frais pour le marché local	
	L'oignon frais pour le marché local	
Soja	Fromage de soja pour le marché local	Fromage de soja pour le marché local

Source : Rapport PCDA Natitingou, 2020

4.2.5.7. Mines et carrières

La commune de Natitingou dispose de beaucoup de ressources minières telles que l'or, pierres ornementales, carrières de sable, carrières de graviers et carrières de latérite. Des carrières sont pour la plupart utilisés dans la construction des bâtiments. L'activité d'extraction de l'or se fait de façon illégale sans aucun apport

aux ressources locales de la commune. Le prélèvement de ces éléments miniers se fait avec des outils rudimentaires et archaïques, sans aucune étude d'impact environnementale préalable et sans aucune réglementation. Ce qui accentue la dégradation des sols, des voies et accroît l'érosion.

4.3. Activités du secteur secondaire

Le secteur secondaire dans la commune de Natitingou se résume aux activités de transformation agro-alimentaire. En effet, la transformation agro-alimentaire concerne une diversité de denrées agricoles issues des différentes filières existantes au niveau de la commune.

4.3.1. Transformation agro-alimentaire

La transformation agroalimentaire concerne une diversité de denrées agricoles issues des différentes filières existantes au niveau de la commune. Les activités les plus en vue portent sur la transformation du riz paddy en riz blanc et riz étuvé. Dans ce cadre, on dénombre une rizerie (CePA SURU BAYAYE), une mini rizerie (OGYA développement), des unités de décortilage de riz étuvé dans les arrondissements de Perma, Natitingou et Kotopounga

Les unités de fabrication des conserves de tomate, de fonio et de séchage de fruits et légumes ont toutes cessé de fonctionner depuis des années. On note deux unités de transformation de fonio en différents dérivés. La transformation agroalimentaire est aussi une activité pratiquée par les femmes. Les activités de transformation concernent la transformation du manioc en gari, la transformation du soja en fromage de soja, la production du riz étuvé, la transformation des amandes de karité en beurre, etc.

Toujours dans le secteur de la transformation, on dénombre de Petites et Moyennes Entreprises (PME), qui font la transformation de la mangue en jus et mangue séchée. Au total, six (06) unités ont été identifiées (Cf. tableau 20).

Tableau 20 : Point des unités de transformation de mangue

N°	Nom de l'unité	Localisation
01	KOCALIFOOD	KANTABORIFA
02	Chez Guillaume	KANTABORIFA
03	Société Afrik Agriculture Challenge SARL	YIMPORIMA
04	Ets Couleurs d'Afrique	WINKE
05	La manne du BENIN	KANTABORIFA
06	Angel Floor	BORIYOURE

Source : Cellule Communale ATDA 3 Natitingou, janvier 2020

Les unités de fabrication des conserves de tomate, de fonio et de séchage de fruits et légumes ont toutes cessé de fonctionner depuis des années. La transformation agroalimentaire est aussi une activité pratiquée par les femmes. Les activités de transformation concernent la transformation du manioc en gari, la transformation du fromage de soja, la production du riz étuvé, etc. On distingue également les unités de transformation du karité et de fonio.

Le tableau ci-après présente le répertoire des unités de transformations existantes dans la commune de Natitingou.

Tableau 21 : Unités de transformations existantes dans la commune de Natitingou

N°	Infrastructures	Arrondissement	Etat de fonctionnement
1	1 Rizerie de CePEA SURU BAYAYE	Natitingou I	Fonctionnel
2	1 Mini rizerie OGIA développement	Natitingou I	Fonctionnel
3	1 Unité de décorticage de riz	Perma	Fonctionnel
4	1 Unité de décorticage de riz	Kotopounga	Fonctionnel
5	1 Usine de concentré de tomate	Natitingou 2	Non fonctionnel
6	1 Unité de décorticage de riz	Natitingou 1	Non fonctionnel
7	1 Unité de décorticage d'arachide	Natitingou 1	Non fonctionnel
8	1 usine de transformation mangue	Kouandata	Non fonctionnel
9	2 unités de transformation du gari	Kotopounga	Fonctionnel
10	1 unité de décorticage de fonio	Natitingou 3	Fonctionnel
11	1 unité de transformation de noix de karité	Perma	Fonctionnel
12	1unité de transformation de noix karité	Kotopounga	Non fonctionnel

Source : Rapport PCDA, 2020

On constate qu'au moins cinq (05) infrastructures indispensables ou importantes de la commune sont non fonctionnelles. Des infrastructures dont le fonctionnement aurait pu apporter une plus-value dans le secteur de la transformation, qui pour des raisons non maîtrisées ne sont pas fonctionnelles. Il s'agit de l'usine de concentré de tomate, l'unité de décorticage de riz et l'unité de décorticage d'arachide qui avaient été installées, mais ont fermé les portes depuis plusieurs années. Dans les années, 80, l'usine de tomate fonctionnait à travers la Société Nationale pour le Développement des Fruits et Légumes (SONAFEL) qui a été privatisée à la fin des années 1990.

Toujours dans le secteur de la transformation, on dénombre de Petites et Moyennes Entreprises (PME), qui font la transformation de la mangue comme indiqué au paragraphe « 4.3.1. *Transformation agro-alimentaire* ».

4.3.2. Artisanat

L'artisanat est assez diversifié dans la commune et occupe une bonne partie de la population. On dénombre assez de métiers artisanaux bien organisés en associations et répartis à l'intérieur des corps de la manière suivante :

- les artisans de service : mécanique, soudure, menuiserie, coiffure, couture, maçonnerie, plomberie, électricité, électronique, peinture, frigoristes, vulcanisation, les matelassiers,
- les artisans de production : tissage, tricotage, tailleurs de pierre, l'orpaillage, les cordonniers, etc.
- les artisans de transformation des produits agricoles locaux (fromage de soja, le beurre de karité, gari, boisson locale Tchoukoutou, amuse-gueule, fabrication des jus en général, etc.).

La majorité de ces métiers sont concentrés au centre-ville de la commune. Les métiers les plus rencontrés dans les arrondissements ruraux sont la coiffure, la

couture, le tissage, la menuiserie, la maçonnerie, la soudure et le tricotage, la vulcanisation, etc.

Toutes les associations existantes dans le domaine de l'artisanat dans la commune se sont organisées en collectif dénommé « Collectif des Artisans de Natitingou (CAN) ». Leurs effectifs par Organisation Professionnelle des Artisans sont indiqués dans le tableau ci-après :

Tableau 22 : Associations des artisans affiliées au CAN de la commune Natitingou

N°	ASSOCIATIONS	DEFINITIONS	EFFECTIF
01	ASFORNA	Association des Soudeurs et Forgerons de Natitingou	116
02	ACONAT	Association des Coiffeuses de Natitingou	56
03	AJCCN	Association des Jeunes Couturiers et Couturières de Natitingou	44
04	ACCN	Association des Couturiers, Couturières de Natitingou	77
05	AMANA	Association des Maçons de Natitingou	69
06	APCN	Association Professionnelle des Coiffeurs de Natitingou	35
07	AMPY	Association des Menuisiers Professionnels de Yarikou	12
08	APAHN	Association Professionnelle des Artisans Habilleurs de Natitingou	88
09	AMT	Association des Menuisiers de Tchoumi-Tchoumi	22
10	GPCAP	Groupement Professionnel des Coiffeuses d'Association de Perma	32
11	AVN	Association des Vulcanisateurs de Natitingou	63
12	APTCCN	Association Professionnelle des Tailleurs et Couturières de la Commune de Natitingou	67
13	AJTTN	Association des Jeunes Tisserandes et Tisserands de Natitingou	74
14	AMERN	Association des Mécaniciens Engins deux Roues Natitingou	58
15	APINAT	Association des Photographes et Imageries de Natitingou	34
16	ASFERNA	Association des Ferrailleurs de Natitingou	35
17	TIMOPAT	Tissage Moderne des Pagnes Traditions	22
18	ACT	Association des Coiffeuses de Tchoumi-Tchoumi	26
19	AAP	Association des Artisans de Péporiyakou	34
20	AMTN	Association des Matelassiers et Tapissiers de Natitingou	53
21	ASPEN	Association des Peintres Natitingou	49
22	MRY	Mécanique deux Roues Yarikou	16
23	A2HP	Association des Habilleurs et Habilleuses de Perma	57
24	AMAG	Association des Mécaniciens Auto et Généralistes	34
25	OPA AM	Organisation des Artisans Maçons de Perma	37
26	ASUB	Association des Usagers de Bois	32
27	APCEN	Association Professionnel des Coiffeurs et Esthéticiens de Natitingou	103
28	AHK	Association des Habilleurs de Kotopounga	22
29	AEAMN	Association des Electriciens Auto Moto de Natitingou	18
30	AMKY	Association des Maçons de Kuikasema Yarikou	17
31	AMENA	Association des Menuisiers de Natitingou	33
32	GPC/NAT	Groupement des Professionnels de la Coiffure de Natitingou	76
33	APHP	Association Professionnel des Habilleurs et Habilleuses de Pouya	22
34	AA Kouaba	Association des Artisans de Kouaba	48
35	AMAK	Association des Maçons de Kotopounga	18

N°	ASSOCIATIONS	DEFINITIONS	EFFECTIF
36	ACP	Association des Coiffeurs de Perma	25
37	APCN	Association des Plombiers de la Commune de Natitingou	37
38	ASP	Association des Soudeurs de Perma	36
39	ACPN	Association des cuisiniers et Pâtissiers de Natitingou	54
40	ACN	Association des Carreleurs de Natitingou	26
41	TIRAWARE	Association des Couturiers de Kotopounga	19
42	AA Kouandata	Association des Artisans de kouandata	37
43	ATT	Association des Tisserands de Tchoumi-Tchoumi	17
44	AAPP	Association des Artisans Professionnels de Pouya	19
45	Baga-Baga Kotopounga	Association des Soudeurs de Kotopounga	16
46	ACCY 1	Association des Couturiers et Couturières de Yarikou 1	21
47	ACCY 2	Association des Couturiers et Couturières de Yarikou 2	26
48	AMT	Association des maçons de Tchoumi-Tchoumi	18
49	ACPK	Association des Coiffeuses Professionnels de Kotopounga	17
50	ACCT	Association des Couturiers et Couturières de Tchoumi-Tchoumi	42
51	YIMBOMA	Association des Artisans mix de Pouya	22
52	ACT	Association des Coiffeurs de Tchoumi-Tchoumi	26
53	ACCY 3	Association des Coiffeurs et Coiffeuses de Yarikou	29
54	APHSCN	Association des Professionnels de l'Hygiène Soins Corporels de Natitingou	86
55	ACHN	Association des Couturiers Habilleurs de Natitingou	37
56	ARPPN	Association des Réparateurs de Plastiques Peintres de Natitingou	16
57	AAKOUATERNA	Association des Artisans de Kouaterna	23
58	AAT	Association des Artisans de Tchantangou	17
59	ACHN	Association des Couturiers et Habilleurs de Natitingou	57
60	ACCK	Association des Coiffeurs et Coiffeuses de Kotopounga	19
	Total		

Source : Collectif des artisans de Natitingou, 2023

L'introduction des examens de Certificat de Qualification aux Métiers (CQM) dans le cursus d'apprentissage à partir de l'année 2012 permet de donner une visibilité dans le secteur.

Somme toute, la commune de Natitingou a comme potentiel la transformation agro-alimentaire et artisanale qui sont des activités touchant un grand nombre de la population surtout les femmes. Mais, elle connaît comme difficultés la disponibilité sur place des matières premières et la faiblesse technique des unités de transformation. Les problèmes du secteur de l'artisanat sont essentiellement liés à :

- *des difficultés d'accès aux terres pour l'implantation des centres de formation ;*
- *le manque d'accompagnement financier ;*
- *des difficultés d'accès aux crédits ;*
- *la distance du centre de composition pour l'obtention du CQM ;*
- *l'absence de marché d'écoulement des produits artisanaux ;*
- *le manque de politique de recyclage des artisans.*

4.3.3. Contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le secteur agricole apporte une contribution énorme aux piliers de la sécurité alimentaire notamment la production ou la disponibilité et à l'accessibilité des produits. En effet, la production végétale est caractérisée par la diversification agricole dans la commune de Natitingou. Les producteurs cultivent les céréales (maïs, riz, sorgho, mil, fonio), les légumineuses (niébé, soja, voandzou), les racines et tubercules (igname, manioc, patate). Ces cinq dernières années sont marquées par l'augmentation de la production du soja, du riz et du maïs. Les produits halieutiques sont issus de la pêche qui est pratiquée au niveau de certains cours d'eau et de l'importation. Quant aux produits maraîchers consommés dans les ménages, ils sont plus saisonniers (saison pluvieuse) comme les fruits.

Par ailleurs, la commune est caractérisée par la disponibilité successive des fruits sur une bonne partie de l'année. Les fruits qui se succèdent sont la mangue, les fruits de néré, de karité, de baobab, etc. Ils sont très consommés par les populations et contribue ainsi à la qualité nutritionnelle des membres des ménages, les enfants surtout.

Quant à l'accessibilité des produits, les populations disposent de la nourriture issue de leurs récoltes en stock jusqu'au début de la période de soudure début mars. La plupart des ménages sont donc obligés d'acheter sur le marché les produits à consommer tant agricoles que manufacturés à partir de mars jusqu'aux nouvelles récoltes en juillet. Les revenus issus de la vente des cultures de rente comme le coton, le soja, les cultures maraîchères de contre saison, la transformation de certains produits agricoles et l'anacarde servent à cet effet. Cependant, seulement 37% (AMSANA, 2016) des ménages arrivent à couvrir leurs besoins alimentaires toute l'année.

Pendant cette période, les producteurs souffrent après avoir bradé leurs produits agricoles et le stock alimentaire pour les cérémonies et les fêtes de fin d'année. Les enfants abandonnent les classes pour aller en migration, les femmes quittent leur foyer pour aller chercher de l'argent à Cotonou, au Nigeria, au Niger, etc.

Mais la diversification des aliments est une réalité dans la commune car il existe plusieurs variétés d'aliments (maïs, igname, manioc, sorgho et mil), de fruits et produits maraîchers. Mais, la population varie très faiblement l'alimentation. Elle consomme un seul aliment de base jusqu'à l'épuisement du stock avant de passer à un autre aliment de base. Elle consomme beaucoup plus l'igname de septembre à janvier puis le maïs et le sorgho. On assiste une diversité contraignante des aliments pendant la soudure car la population mange ce qu'elle a trouvé. Tout ceci s'explique par la méconnaissance de l'importance de la variation des aliments par la population.

De façon générale, la population ne maîtrise pas les bonnes pratiques nutritionnelles. Les interventions des projets AMSANA, PMASN, ProSAR et PNPDE dans la commune,

notamment l'organisation des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles, des filles adolescentes, des femmes allaitantes et enceintes, les enfants de 0 à 23 mois et de 24 à 59 mois, leur père et leur mère a permis d'améliorer tant soit peu les mauvaises pratiques nutritionnelles.

La commune est caractérisée par la disponibilité successive des fruits sur toute l'année. Les fruits qui se succèdent sont la mangue, les fruits de néré, de karité, les fruits noirs appelés myrtille, la papaye, le citron et l'orange.

Sur le plan institutionnel, un Cadre Communal de Concertation (CCC) est mis en place dans le cadre du Projet du Nutrition Communautaire (PNC). Le CCC fait le suivi, l'appui- conseil. Il a fait installer des champs écoles dans les communautés cibles, présente une communication sur la nutrition à toutes les sessions ordinaires du conseil communal. Il réfléchit sur des questions en lien avec la nutrition et fait des propositions. En d'autres termes, il coordonne toutes les interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

4.4. Activités du secteur tertiaire

4.4.1. Commerce et activités tertiaires

Les activités commerciales sont orientées aussi bien vers la consommation domestique que vers l'importation et l'exportation. Elles se déroulent sur des marchés d'importance locale et communale et sont essentiellement axées sur la commercialisation des produits de récolte (maïs, mil, niébé, sorgho, voandzou, arachide, soja, igname, manioc, anacarde, etc.), des produits de transformation (moutarde, fromage de Soja, beurre de karité, savon indigène, boisson locale « Tchoukoutou », etc.), des produits manufacturés (produits vestimentaires, produits pharmaceutique), des moyens de déplacement (moto et vélos), des produits de beauté, des ustensiles de cuisine, des produits à usage domestique, des appareils électroménagers, etc.), des produits pétroliers (essence, gasoil, pétrole, huile à moteur), des produits artisanaux (produits de la poterie, de la menuiserie, de l'ébénisterie, de la forge, etc.). On note également aussi le développement des prestations de services dont l'essentiel se résume aux activités de communications (téléphone, fax et Internet), de photocopies, de transport à moto et véhicule, de buvettes, de restaurants, d'auberges, de boucheries etc.

Les échanges commerciaux dans la commune s'effectuent à travers sept (07) principaux marchés que sont les deux (02) marchés de Natitingou ville, le marché de Kouaba, le marché de Perma, le marché de Takonta dans l'arrondissement de TchoumiTchoumi et les marchés de Yarikou et de Kotopounga dans l'arrondissement de Kotopounga. Le grand marché situé au centre de la ville de Natitingou est un marché international fréquenté par les commerçants nationaux et ceux des pays nationaux voisins. Ce grand marché a été réhabilité par le gouvernement.

Les problèmes liés au secteur tertiaire sont :

- *Insuffisance d'infrastructures marchandes surtout dans les marchés périphériques de la ville de Natitingou ;*
- *Cherté de la vie ;*
- *Impraticabilité des voies d'accès aux marchés périphériques de la ville de Natitingou ;*
- *Problèmes liés à la gestion des déchets et à l'assainissement des marchés ;*
- *Manque de financement pour le développement des activités de commerce.*



Figure 10 : Infrastructures et équipements marchands

4.4.2. Tourisme, restauration et hôtellerie

La commune de Natitingou dispose d'importants sites touristiques et structures d'accueil. Les acteurs intervenants dans le secteur touristique sont : les transporteurs (motos et autos), les guides et accompagnateurs touristiques, les

structures d'accueil, les restaurateurs (maquis, bars, cafétérias, pâtisseries), les artistes/artisans, les propriétaires de tatas, les organismes d'accompagnement, les acteurs étatiques et autres.

La commune dispose de grandes capacités d'accueil des touristes à la hauteur des potentialités qu'offre le département de l'Atacora sur le plan touristique. Elle compte donc de nombreux hôtels, motels, auberges, restaurants et cafétérias.

Les problèmes identifiés dans le secteur du tourisme et hôtellerie sont relatifs à :

- ***le non aménagement des sites touristiques en vue de leur valorisation ;***
- ***le coût élevé des chambres d'hôtels ;***
- ***la dégradation des voies menant aux sites touristiques ;***
- ***la disparition des tatas.***

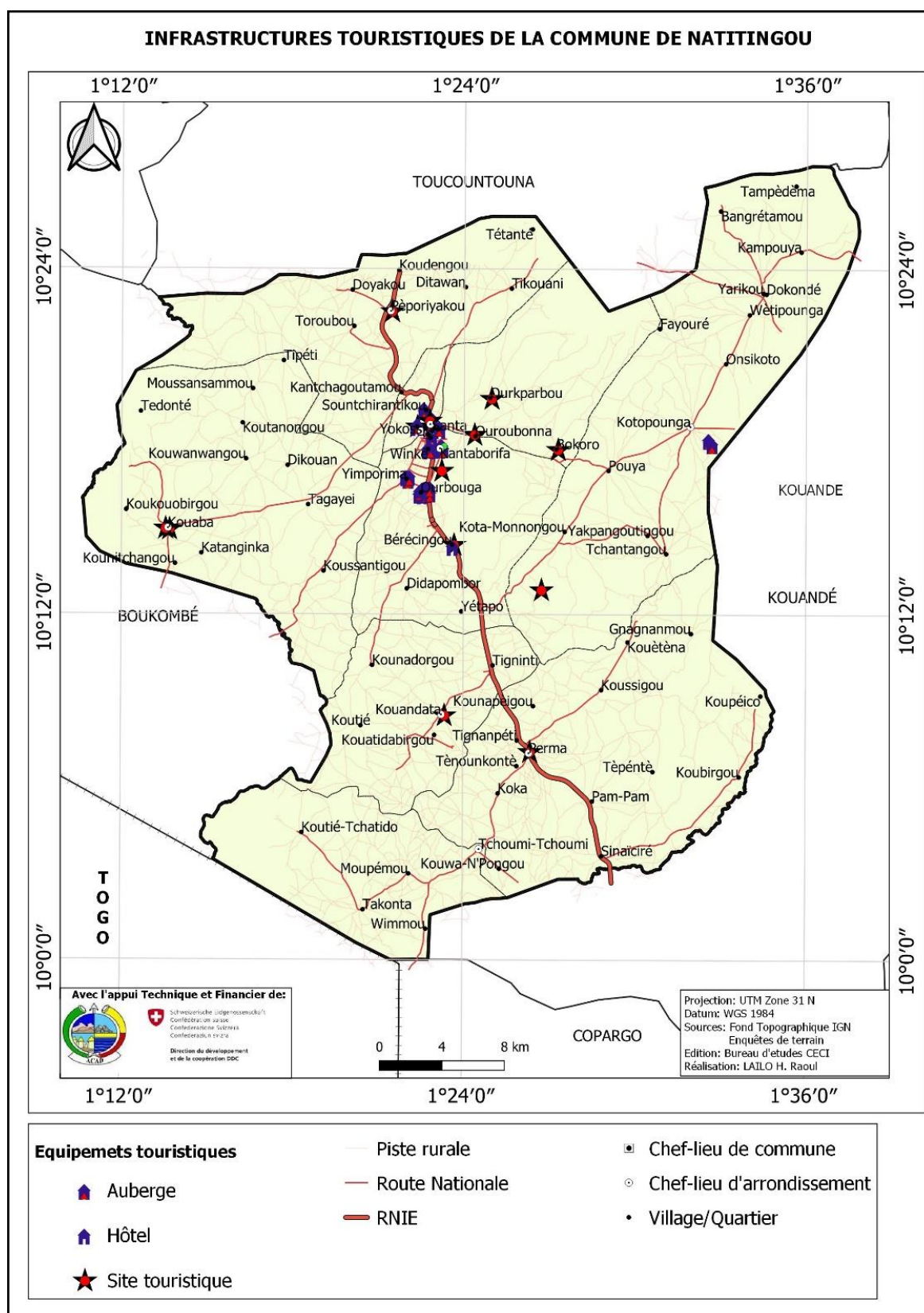


Figure 11 : Sites touristiques de la commune

4.5. Institutions financières

On distingue deux catégories d'institutions financières présentes dans la commune de Natitingou :

- **Les institutions de microfinance** : il s'agit de CLCAM, SIA'NSON ONG, PEBCO BETHESDA, PADME. Ce sont des systèmes financiers décentralisés (SFD) qui sont pour la plupart implantés dans le chef-lieu de la commune. Seule la CLCAM dispose des caisses dans tous les chefs-lieux d'arrondissement.
- **Les institutions bancaires** : il s'agit de la Bank of Africa, ECOBANK, ORABANK, CORIS BANK, la SGB.

Le rôle de toutes ces institutions est lié à la collecte de l'épargne et l'octroi de crédits aux populations. Toutefois, les conditions d'octroi de crédits (taux d'intérêts élevés, conditions de remboursement non adaptés aux activités, exigences de garanties matérielles et financières) limitent l'accès à ces financements aux populations.

4.6. Finances locales

L'analyse des ressources financières de la commune de Natitingou est axée sur le descriptif des différentes sources de recettes et la nature des dépenses d'une part et, sur le degré de mobilisation et la capacité d'auto-financement de la commune d'autre part. L'analyse a porté sur les exercices de 2019 à 2023.

4.6.1. Evolution du budget communal

En 2019, le budget de la commune de Natitingou s'équilibrait en recettes et dépenses à la somme d'un milliard trois cent quatre-vingt-seize millions cent quatre-vingt et un mille vingt-trois (1 396 181 023) FCFA. Les budgets ont connu d'évolution pour atteindre la somme d'un milliard six cent soixante-quatorze millions cent trente mille sept cent cinquante-deux (1 674 130 752) FCFA en 2021 et de deux milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante-treize mille soixante-treize (2 324 273 073) FCFA en 2023. De 2019 à 2023, les prévisions budgétaires de la commune ont évolué en dents de scie avec une tendance générale à la hausse. L'évolution du budget au cours des trois dernières années se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 23 : Évolution des budgets communaux de 2019 à 2021

Années	Budget de Fonctionnement			Budget d'investissement		
	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation
2019	404 724 287	354 000 050	87,47	991 456 736	377 612 740	38,09
2020	483 329 747	306 926 621	63,50	1 276 021 185	602 522 624	47,22
2021	498 743 000	402 583 125	80,72	1 175 387 752	378 656 399	32,22
2022	612 329 000	505 903 552	82,62	998 966 188	324 105 712	32,44
2023	926 127 372	747 148 617	80,67	1 398 145 701	418 939 881	29,96

Source : Comptes administratifs 2019 à 2022, mairie Natitingou

4.6.2. Mobilisation des ressources propres

Les ressources propres de la commune de Natitingou sont composées principalement des impôts et taxes, des produits des services du domaine et ventes diverses et des autres produits. Sur la période 2019-2021, la mobilisation des ressources propres de la commune se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 24 : Évolution des ressources propres de la commune de 2019 à 2021

Années	Ressources propres		
	Prévision	Réalisation	Taux
2019	342 336 806	317 753 795	92.82
2020	326 326 982	222 770 570	68.27
2021	360 985 198	261 753 846	72.51
2022	333 844 547	291 344 722	87,27
2023	480 316 397	426 128 194	88,72

Source : Comptes administratifs 2019 à 2022 et BDR 2023, mairie Natitingou

La mobilisation des ressources propres évolue en dents de scie et n'a jamais atteint les 100% sur les cinq dernières années. Le taux le plus élevé est 92.82%.

4.6.3. Capacité autonome de financement de la commune

La Capacité Autonome de Financement (CAF) ou épargne courante brute mesure les efforts d'exploitation fournis par la commune. Elle constitue un élément essentiel de mesure du potentiel de croissance de la commune et représente une source permanente de financement. De manière courante, la CAF se traduit par la différence positive entre les recettes totales de fonctionnement et les dépenses totales de fonctionnement.

Sur la période de 2019 à 2021, l'autonomie financière de la commune de Natitingou est suffisante et se présente comme suit :

Tableau 25 : Évolution de l'autonomie financière de la commune de 2019 à 2021

Rubriques	Gestions			2022	2023
	2019	2020	2021		
Recettes Propres (1)	317 753 795	222 770 570	261 753 846	291 344 722	426 128 194
Dépenses de fonctionnement (2)	242 359 803	224 862 483	263 650 375	422 130 214	475 795 930
Taux d'autonomie Financière (1)/(2)	131.11	99.07	99.28	69,02	89,56

Source : Comptes administratifs 2019 à 2021 et BDR 2023, mairie Natitingou

Sur ces cinq années étudiées, la commune de Natitingou a généré des recettes suffisantes qui couvrent ses dépenses de fonctionnement en 2021. Elle dégage un solde déficitaire en 2020 et 2021 et entre 2022 et 2023 et n'est donc pas parvenue à faire face à ses charges courantes sur cette période. La commune doit adopter des stratégies de mobilisation plus accrues de ses ressources propres.

4.6.4. Capacité d'investissement de la commune

La détermination de la capacité d'investissement de la commune permet d'évaluer son potentiel à investir dans les infrastructures socio-économiques, les équipements, les grands travaux d'aménagement, etc. La capacité d'investissement est constituée de l'épargne brute (CAF) à laquelle s'ajoutent les dépenses réelles d'investissement.

Tableau 26 : Capacité d'investissement de la commune de 2019 à 2021

Rubriques	2019	2020	2021
CAF (Epargne brute)	75 393 992	-2 091 913	-1 896 529
Dépenses d'investissements	244 161 505	474 058 405	321 436 361
Capacité d'investissement			
Capacité d'investissement moyenne (Somme 2019-2021 : 3)	370 353 940		
Taux d'accroissement		47.69	-32.30

Source : Calculs Consultants CECI, 2023

Entre 2019 et 2021, la capacité d'investissement moyenne de la commune est de trois cent soixante-dix millions trois cent cinquante-trois mille neuf cent quarante (370 353 940) FCFA. Elle est portée essentiellement par la performance de mobilisation des recettes de fonctionnement et les recettes d'investissement. Sur la période, la capacité d'investissement de la commune est positive (47.69%) en 2020 avant de chuter en 2021 à -32.30%.

Cette tendance d'évolution montre que face aux nombreux défis liés à l'aménagement du territoire et aux besoins en infrastructures sociocommunautaires, la commune dispose d'une capacité relativement faible d'investissement qui ne pourrait dépasser 370 353 940 FCFA.

4.6.5. Limites de la mobilisation des ressources communales

De l'analyse dans les grandes masses des comptes administratifs de la commune de Natitingou et de l'exploitation de la documentation, il ressort principalement que la faiblesse dans la mobilisation des ressources financières sont liées à la morosité de l'activité économique accentuée ces dernières années par la crise sanitaire, à l'incivisme fiscal, à la faiblesse des ressources humaines et à la non maîtrise du potentiel fiscal et non fiscal de la commune.

Dans le contexte actuel, il est nécessaire de mettre à jour de façon régulière le fichier des contribuables afin d'élargir l'assiette fiscale et d'optimiser la mobilisation des ressources propres.

La commune souffre également du manque de ressources humaines dont le problème réside principalement dans leur organisation administrative. La mobilisation des ressources est partagée entre la collectivité et la structure déconcentrée chargée des impôts. D'abord, il se pose le problème de coordination et de responsabilisation dans la collecte des impôts et taxes locaux. Ensuite, la question de motivation des agents collecteurs reste également posée. *Ainsi, l'amélioration des stratégies de mobilisation des ressources en vue du financement des investissements locaux nécessite d'engager des actions qui*

passeront nécessairement par l'évaluation judicieuse et optimale des dépenses budgétaires, une connaissance parfaite des ressources en tenant compte des réalités économiques et des opportunités, une meilleure identification du potentiel fiscal et de nouveaux impôts et taxes.

La situation géographique de la commune sur le plan des infrastructures marchandes devrait favoriser le développement des activités commerciales et artisanales. Ces secteurs bien organisés et mieux exploités peuvent être des sources de recettes pour la commune. Les secteurs du petit commerce et de l'informel, du tourisme et de l'hôtellerie peuvent constituer des sources de recettes non encore exploitées ou du moins faiblement valorisées.

4.7. Voirie urbaine et pistes rurales

4.7.1. Voirie urbaine

Le réseau de la voirie urbaine s'organise autour de la trame urbaine héritée du lotissement colonial caractérisé par un maillage régulier en forme de damier découpé par des pénétrantes en diagonale. La voirie urbaine est donc des voies primaires, des voies secondaires et des voies tertiaires qui structurent le réseau urbain et péri-urbain.

En dehors des voies d'entrée et de sortie de la ville de Natitingou qui sont classées route inter Etats et sont donc bitumées, les voies secondaires et tertiaires qui relient les quartiers sont très dégradées et mal entretenues ainsi que les caniveaux existants. Ces derniers ne sont pas régulièrement curés et sont jonchés de déchets de toutes sortes qui bouchent la circulation de l'eau. Les voies urbaines aménagées et non aménagées s'élèvent à 39 000 ml pour 50 977ml. Elles se décomposent ainsi qu'il suit :

Tableau 27 : Voies urbaines aménagées avec caniveaux avant le projet asphaltage

Désignation	Long (ml)	Observations
RNIE 3 -CEG1 - Carrefour maison Kouagou Nicolas	500	En terre (caniveau des deux côtés)
RNIE 3 - maison IDAKOU Benoît-DDEPN	600	En terre (caniveau des deux côtés)
Carrefour maison Kouagou Nicolas-Ecole Catholique Patient REDOIS	800	En terre (caniveau des deux côtés)
RNIE 3 - Patient REDOIT	300	En terre (caniveau des deux côtés)
Patient REDOIS -Pont IMAM	300	En terre (mixte)
RNIE 3-résidence KEREKOU-Pont DDEPN	600	Pavée (mixte)
Maison IDAKOU-carrefour AMINASS coiffure	400	En terre (caniveau deux côtés)
Pont DDEPN-carrefour IMAM-carrefour SOUROU Tchoropa -buvette chez Alice	400	En terre (caniveau d'un côté)
Poly article- Bar dancing le « village	100	Pavée (caniveau d'un côté)
Bar dancing le « village » - maison TAKE	200	Pavée (caniveau d'un côté)
Buvette « GBEDOUTIN » -Poly article	200	Pavée (caniveau deux côtés)
Poly article- Ecole Catholique Patient REDOIS	300	Pavée (caniveau d'un côté)
RNIE 3-Hôtel « Tata Somba »	500	Pavée (caniveau des 2 côtés)
Maison Tiéta-maison M'PO TCHANDO	300	Pavée (Pas de caniveau)

Désignation	Long (ml)	Observations
RNIE3-Résidence préfet	300	Goudron (Pas de caniveau)
Arrondissement 2-Villa présidentielle	400	Goudron (Pas de caniveau)
RNIE 3-Maison M'PO (ancien militaire)	400	Pavée (caniveaux des 2 cotés)
RUE ...- Rue ...	700	En terre (Caniveau d'un côté)
Total voie en terre Urbaine		35 000 ml
Total caniveau des voies secondaires		7 915 ml
Voies bitumées existantes		
RNIE3 de Sinaïciré - Péporiyakou	34 000	Caniveau des deux côtés par endroit
RNIE 3 -Bureau 2è arrondissement	235	-
RNIE 3 - Pont Winkè	80	-
RNIE 3 - Limite Boukoubé (RN7)	25 000	Caniveau des deux côtés par endroit
Total	59 315	

Source : DST mairie Natitingou, 2023

Les ouvrages d'assainissement pluvial réalisés dans la ville constituent des caniveaux dont le mètre linéaire s'élève à plus de 8000 ml. Ces cinq dernières années, certaines voies urbaines ont été aménagées grâce au projet Asphaltage phase A du gouvernement. Les voies urbaines asphaltées dans la ville de Natitingou font 14422,7ml pour 25046ml de caniveau.

Tableau 28 : Rues asphaltées dans la ville de Natitingou

N°	A	DEBUT	FIN	LINEAIRE (ml)
Rues secondaires				
1	A2	RNIE 3 (Saint Michel)	EPP Sountchirantikou	775
2	A27	RNIE 3 (CHD)	Usine de séchage - Voie de Koussantikou	1425
3	B2	RNIE3 - EPP Kantaborifa	Basilic - Maison Feu Gonzalo	816
4	B11	RNIE3 - DDEMP	Cimetière Dassagaté	500
5	B18	RNIE 3	POBONA	2750
6	B24	Bureaux du 2 ^{ème} Arrond.	Puits à grand diamètre	475
7	B25	Carrefour ancien IGN	CEG 2 - Logement sociaux - EP Privé EQUIED	1400
Rues tertiaires				
8	A4	RNIE 3 - Logement CM	Résidence He Gibigaye Mohamed	294
7	A7	Hôtel Tata Somba	Eaux et forêt (Maison feu vieux Gourmantché)	790
8	A14	Pont Iman	EPP Tchirimina	625
9	B4	RNIE 3 (buvette le sénateur)	Nouveau Bureau IGN	251
10	B5	RNIE 3 - loterie	Maquis le Karité	251
11	B7	B2 - Maquis le Karité	Maitresse Yoro Pascaline - Rue B6	286
12	B19	RNIE 3 (Hôtel Bourgogne)	Secteur agricole feu N'DAH Louis	700
13	B21	Musée - marché central	Camp KABA	363,9
14	B22	Bureaux du 2è Arron - ONASA	Logement commandant du camp	494,8
15	B23	RNIE 3 (TPI)	Rue B22	275
16	B30	Rue B25 (EPP Boriouré)	Rivière Wadata	525
17	B33	RNIE 3	Calvaire Sainte Bernadette (maison Taté)	426
18		Voie de l'ancien siège de PROSAR		1000
Total des rues asphaltées				14422,7
Total linéaire caniveau				25046

Source : DST mairie Natitingou, 2023

Dans le cadre de la phase B du même projet, il était prévu l'aménagement de 14 529 ml de voies. Le type de revêtement prévu est le bitume sauf 352,83ml qui seront pavés. La ville de Natitingou n'étant plus finalement retenue par le projet asphaltage B, l'aménagement de ces rues peut être pris en charge par la programmation budgétaire 2022-2025 de la commune avec l'appui d'autres PTF.

4.7.2. Pistes de desserte rurale

Les pistes rurales desservent les villages et les zones de production agricole. Elles facilitent l'évacuation des biens et des personnes vers les centres urbains de la commune de Natitingou et les marchés. Les pistes de desserte rurale sont essentiellement des voies latéritiques le plus souvent très dégradées en raison de l'érosion pluviale.

Le relief très accidenté de la commune de Natitingou affecte l'état des pistes. A l'instar des autres communes du département, l'enclavement des zones de forte production et l'état de dégradation des pistes inter villages posent souvent des problèmes à cause de la non praticabilité des pistes surtout en saison des pluies et le manque d'ouvrage de franchissement.

Le réseau communal prioritaire des infrastructures de transport rural (ITR) de la commune de Natitingou en 2022 représente un linéaire total de 527500 ml pour 59 pistes rurales selon les statistiques de la Direction des Services Technique de la mairie (Cf Réseau Prioritaire des Communes, 2012). Les itinéraires et l'état physique de ces pistes sont présentés dans le tableau ci-après :

La situation des pistes rurales difficiles d'accès est présentée comme suit :

Tableau 29 : Situation des principales pistes rurales de la commune

N°	ITR (NATITINGOU)	Linéaire en Km	Arrondissement desservi	Observations
01	Sinaisiré-koupeico	22	perma	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
02	Tchantangou-kota	16	kotopounga	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
03	Kouaba-koukouabirou	15	kouaba	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
04	Pèporiyakou-batitamou	13	Pèporiyakou	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
05	Ourbona-bocoro	9	2ème	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
06	Takonta-koutiétchatidoh	8	Tchoumi - tchoumi	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
07	Kouandata-kouatidabirou	14	kouandata	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
08	Natitingou-koussantikou	14	3ème	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
09	Tchoumi tchoumi-koungningou	8	Tchoumi - Tchoumi	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
10	Pèporiyakou-tipéti	15	Pèporiyakou	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
11	Dikouanténi-tèdondè	7	kouaba	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
12	Ourbona-ourkparibou	7	2ème	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
13	Kouandata-koutié	8	kouandata	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
14	Kounapéigou-koumessiarou	9	perma	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
15	Tchantagou-kotopounga	8	kotopounga	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
16	Yarikou-takissari	12	kotopounga	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
17	Natitingou-kounadorgou	12	3ème	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
18	Bérécingou-tèwantantè	4	3ème	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
19	Moupémou-tamou	4	Tchoumi - tchoumi	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
20	Tigninti-simkpatihei	8	kouandata	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
21	Bongou-bououré	9	pèporiyakou	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
22	Koumagou-moussansamou	11	kouaba	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
23	Kouandata-kounadorgou	5	kouandata	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mats, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
	Pampam-tèpentè			

	...-tata	6	Kouandata	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
	Tagahei-tipéti	13	kouaba	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
27	Tikouati-tétantè	8	péporiyakou	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
28	Yarikou-souroukou	15	kotopounga	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
X 29	Tchoumi-tchoumi - chabicouma	10	Tchoumi - tchoumi	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
X 30	Koussantikou - didompè	8	3ème	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
31	Pouya - bocoro	5	kotopounga	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
X 32	Voie de la chute de kota	3	kotopounga	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
33	Kouaténa - gnagnamou	7	perma	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
34	Tigninti - yétapo	3	3ème	Désenclavement, Zone de forte production agricole (Mals, Igname, Coton), existence d'infrastructure de base
TOTAL		323km		

Source : DST mairie Natitingou, 2022

L'état de dégradation et d'impraticabilité des pistes est plus remarquable dans les arrondissements de Kouaba, de Kotopounga, de Péporiyakou, de Tchoumi-Tchoumi, de Kouandata et toute la partie ouest du centre-ville de Natitingou.

Toutefois, l'entretien et l'aménagement de certaines pistes dites « routes du coton » sont effectués une fois par an par l'AIC et l'ATDA pour l'évacuation du coton comme l'indique le tableau ci-après :

Tableau 30 : Pistes sélectionnées pour entretien en 2022-2023

N°	Itinéraire	Longueur (Km)
1	Winmou-Koutangou	2
2	Yarikou-Tempedema	2
3	Tempedema-Kampouya	2
4	Tchoumi-Tchoumi- Koutougou	7
5	Sinaïssiré-Koubirgou	3
6	Koutayagou-Tabintè	8
7	Koutayagou-Takonta	5
8	Kouwanpoungou-Dipouli	8
9	Dinoukone-Kouyokou	7
10	Winmou-Camp peulh	3
11	Perma-Kouatéma	11
12	Perma-Ténoukontè	5
13	Kpohou-Téchatebitè	6
14	Takonta-Koutié-Tchatidot	7
15	Tchoumi-Tchoumi-Kougnangou	5
16	Tempedema-Pounga 2	2
17	Itikou-Koudéougou	5
18	Kotopounga-Tchantangou-Kota	16
	TOTAL	104

Source : DST mairie Natitingou, 2022

Par ailleurs, d'autres pistes rurales sont entretenues annuellement par la Commune sur dotation FADeC pistes. L'aménagement ou l'entretien courant régulier du réseau ITR s'avère indispensable pour le soutien à l'économie et aux secteurs sociaux. On a également les pistes réfectionnées par le projet PACOFIDE en 2023.

4.8. Hygiène et assainissement du cadre de vie

4.8.1. Gestion des eaux usées et excréta

❖ Au niveau des ménages

Selon les données du PHAC et celle recueillies à la DST, le taux de couverture en latrines familiales enregistré au niveau de la commune de Natitingou est de 37%, pour un taux d'accès de l'ordre de 36,5%. Considérant la dynamique urbaine et la dynamique rurale, la couverture moyenne en milieu urbain est de 44,2% contre seulement 2,4% en milieu rural. Sur la base du recensement exhaustif des ouvrages autonomes effectuée dans le cadre du diagnostic de la situation de l'hygiène et de l'assainissement de la commune d'une part, et de la logique de l'atteinte des ODD d'autre part, les besoins en latrines familiales d'ici 2030 ont été évalués à 5.682 latrines. La « brousse » est le mode alternatif le plus usité (85,9%), suivi de la « latrine des voisins » (10,1%), comme alternative de lieu d'aisance pour les ménages qui ne disposent pas de latrines.

En ce qui concerne le mode de vidange des latrines, les vidanges manuelles sont fréquentes tant en milieu urbain que celui rural. En milieu rural ou péri-urbain où le problème d'espace ne se pose pas, les fosses sont fermées systématiquement et une nouvelle est creusée. La vidange motorisée est observée chez les ménages disposant de fosses septiques et ayant un revenu minimum.

❖ Etablissements scolaires

Dans les établissements scolaires, la couverture en infrastructures de gestion des excréta est assez bonne notamment avec 151,6% dans les écoles maternelles, 113,3% dans les lycées et autres établissements professionnels ; 94,8% dans les écoles primaires et 178,9% au niveau des collèges d'enseignement général.

Par contre, il existe une faible coordination des interventions dans le cadre de la gestion des excréta en milieu scolaire dans la commune de Natitingou. Et les dispositifs de lavage des mains au sortir des latrines en milieu scolaire sont quasi inexistant.

❖ Formations sanitaires

La plupart des formations sanitaires disposent de blocs de latrines de sorte que le nombre de cabines disponibles est dans l'ensemble suffisant au regard de la capacité d'accueil des centres de santé. Le besoin principal demeure au niveau des dispositifs de lavage des mains qui sont quasi inexistant, pas fonctionnels ou réservés au personnel de santé lorsqu'ils sont opérationnels.

4.8.2. Gestion des déchets solides

❖ Ménages

A Natitingou, il y a une prépondérance de la pratique de rejet des déchets solides ménagers dans la nature (près de 60%). La pratique de déversement des déchets aux abords des concessions est utilisée deux fois plus en milieu rural qu'en milieu urbain et cela compte pour plus de deux tiers des cas effectifs au sein de la commune.

Le milieu urbain est lui caractérisé par l'usage des poubelles (trois fois plus qu'en milieu rural et dans une proportion d'environ 75% des cas de la commune) avec la pratique de la pré-collecte par certaines ONG de la commune.

La collecte structurée des ordures ménagères se fait essentiellement dans le milieu urbain qui a été subdivisé en trois (3) zones, chacune attribuée à une ONG de pré-collecte suite à un appel à candidature. Mais, ces structures n'arrivent pas à offrir des services de qualité aux populations faute de moyens matériels adéquats. Ces ONG sont par ailleurs confrontées au non-paiement des redevances de la part de leurs abonnés. En somme, il est indispensable de réorganiser complètement et de professionnaliser le système communal de gestion des ordures.

❖ Etablissements scolaires

En règle générale, les établissements scolaires disposent au niveau des salles de classe de poubelles pour la collecte des ordures. La pratique courante dans la circonscription scolaire de Natitingou est de rassembler les ordures en un même lieu identifié à cet effet, et lorsqu'elles atteignent un niveau donné, elles sont brûlées ou enterrées. Cette pratique de destruction des déchets est préjudiciable à la santé des apprenants et populations environnantes car elle est source de pollution de toutes sortes.

❖ Marchés

Dans le cas des marchés autogérés, les ordures collectées sont souvent déposées dans des postes de pré-collecte situés pour la plupart à proximité des marchés ou même à l'intérieur des marchés.

Des dépotoirs sauvages sont ainsi constitués à l'intérieur même des marchés, et les vivres côtoient littéralement les déchets avec les bonnes femmes qui installent leurs étalages près, voire de ces ordures. Il en découle que la gestion des déchets est mauvaise et constitue une source de pollution et de maladies pour les usagers des marchés.

4.8.3. Gestion des déchets biomédicaux

Au niveau des formations sanitaires, il a été remarqué que la collecte séparative est quasi-absente ; la plupart des poubelles rencontrées sont mixtes et ne respectent pas les dispositions du décret N°2002-484 du 15 novembre 2002 portant Gestion Rationnelle des déchets biomédicaux en République du Bénin.

La quasi-totalité des centres de santé de la commune ne disposent pas d'incinérateur. Parfois, un mélange de déchets : objets piquants et non putrescibles (aiguilles et seringues), petites verreries (ampoules buvables, petits flacons d'ions...), sachets d'emballage des produits, etc...sont regroupés dans un coin et brûlés à ciel ouvert, comme le font certains ménages pour les ordures ménagères ; ou sont tout simplement mis en tas dans un coin du centre de santé au mépris des règles de gestion des déchets biomédicaux.

Seul l'hôpital de zone et le centre communal de santé disposent d'une fosse à liquide anatomique. Dans les autres centres de santé, la pratique courante est de déverser les déchets liquides anatomiques dans des fosses ordinaires, non aménagées et accessibles parfois aux usagers. Dans les meilleurs cas, les latrines du centre de santé concerné sont sollicitées : une fosse est réservée au déversement des liquides anatomiques.

On peut remarquer dans bon nombre de formations sanitaires, un empilement des boîtes de sécurité pleines et prêtes à l'incinération. Celles-ci sont parfois stockées dans les paillottes à la portée des enfants. Des verreries entreposées un peu partout deviennent de plus en plus encombrantes. Le point des incinérateurs existants et fonctionnels dans les formations sanitaires est présenté dans le tableau suivant :

Tableau 31 : Couverture des formations sanitaires en incinérateurs en 2021

Commune	Nombre d'incinérateurs existants	Nombre d'incinérateurs fonctionnels	Nombre de FS (y compris HZ)	FS disposant d'incinérateurs fonctionnels	% de FS disposant d'incinérateurs fonctionnels
NATITINGOU	2	2	17	2	12
CHD-A	1	1	1	1	100

Source : SHAB/ZS-NBT, 2021

Sur les dix-sept formations sanitaires y compris l'hôpital de zone de la commune, seulement deux centres de santé disposent d'incinérateur fonctionnel, soit un taux de 11,76%. Ce qui pose un problème de gestion des déchets bio médicaux particulièrement sensibles. Les incinérations se font parfois à ciel ouvert diminuant ainsi, la performance des ouvrages. Dans tous les centres où le personnel s'efforce à faire l'incinération, la combustion est toujours faite à moitié, on peut même voir des cendres contenant les ampoules buvables qui se retrouvent à l'entrée des fosses à cendres. Parfois, ces objets piquants (aiguilles et seringues) et tranchants sont regroupés dans un coin de la maison et incinérés comme les ordures ménagères avec une combustion assez incomplète.

Les déchets anatomiques humains constitués de parties du corps, de tissus ou d'organes provenant de soins chirurgicaux ou des produits de la conception provenant des soins obstétricaux sont le plus souvent emportés par les patients. Nombreux sont ceux qui jettent ces organes dans des brousses en plein cœur de la ville.

En somme, il faut retenir que la Commune de Natitingou dispose d'une stratégie de gestion des déchets toutes catégories confondues assez perfectible.

4.9. Entrepreneuriat et insertion socioprofessionnelle

Le marché de l'emploi dans la commune est animé par des demandeurs d'emploi constitués des jeunes et des femmes en âge de travailler, peu importe leur niveau d'instruction, et d'offreurs d'emplois composés des structures des secteurs public et privé. De jour en jour, la population des jeunes demandeurs d'emploi de la commune ne cesse d'augmenter. En 2022, elle est de 43 883 habitants (Projection Consultant CECI, 2022) avec différents niveaux d'instruction ou de formation. Parmi cet effectif, les jeunes âgés de 15 à 34 ans ayant suivi un cursus d'enseignement supérieur sont les plus touchés avec un taux de chômage de 16% selon le PCE Natitingou 2021. Le sous-emploi aussi est un défi majeur.

Malgré l'existence de créneaux porteurs pour la création d'emploi, l'insertion professionnelle des jeunes demeure une préoccupation majeure dans la commune. Les emplois sont essentiellement agricoles et attirent très peu de demandeurs qui sont repoussés par son caractère encore archaïque. Pourtant, le secteur primaire demeure le plus pourvoyeur d'emploi suivi du tertiaire.

De façon générale, les besoins ou potentialités de création d'emplois existent dans la commune dans les filières telles que l'agroalimentaire, l'apiculture, la réparation et entretien d'engins lourds, la production animale. Mais, les contraintes qui se posent aux jeunes pour pouvoir saisir ces opportunités sont l'inadéquation entre la formation et l'emploi, le manque d'intérêt des jeunes pour certains secteurs d'emploi (agriculture, élevage, transformation agroalimentaire), le manque de volonté et de capacité de reconversion.

En somme, la situation des jeunes et des femmes dans la commune se caractérise par le chômage, l'importance du sous-emploi et du travail mal rémunéré chez les jeunes et la prédominance du secteur informel. Le problème majeur est l'inadéquation des compétences des jeunes et des femmes par rapport aux exigences du marché d'emploi ainsi que le gain facile et le manque de volonté entrepreneuriale.

4.10. Accès à l'eau potable

La fourniture d'eau potable est assurée par la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) dans les quartiers urbains selon les critères de l'INSAE et le relais est pris par l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR). L'ensemble de ce dispositif a permis de réaliser le taux de desserte présenté dans le tableau ci-après :

Tableau 32 : Point EPE par arrondissement en 2021

Arrondissement	Village	Population	Nbre FPM	Nbre BF	Nbre EPE	Taux de desserte
Kotopounga	Bagrétamou	844	3	0	3	53,32%
	Dokondé	2260	4	5	14	92,92%
	Fayouré	307	0	0	0	0,00%
	Kampouya	377	3	0	3	119,36%
	Kota-Monongou	1254	3	0	3	35,89%
	Kotopounga	3585	3	7	17	71,13%
	Onsikoto	729	3	0	3	61,73%
	Pouya	2715	4	7	18	99,45%
	Souroukou	317	1	0	1	47,32%
	Tampèdèma	255	1	0	1	58,82%
	Tchantangou	1906	3	0	3	23,61%
	Wèttipounga	967	2	1	4	62,05%
	Yakpangoutingou	344	2	0	2	87,21%
	Yarikou	1560	3	4	11	105,77%
Total Arrondissement Kotopounga		17420	35	24	83	71,47%
Kouaba	Dikouan	883	3	0	3	50,96%
	Katangninkè	425	4	0	4	141,18%
	Kouaba Centre	792	8	0	8	151,52%
	Koutannongou	758	4	0	4	79,16%
	Kounitchangou	502	4	0	4	119,52%
	Koukouabirgou	994	6	0	6	90,54%
	Kouwanwanrgou	457	5	0	5	164,11%
	Moussansammou	690	4	0	4	86,96%
	Tagaye	568	5	0	5	132,04%
	Tedontè	695	5	0	5	107,91%
	Tipeti	481	3	0	3	93,56%
Total Arrondissement Kouaba		7245	51	0	51	105,59%
Kouandata	Kouatidabigou	830	10	0	10	180,72%
	Kounadorgou	1224	16	0	16	196,08%

Arrondissement	Village	Population	Nbre FPM	Nbre BF	Nbre EPE	Taux de desserte
	Kouandata centre	1342	16	7	30	335,32%
	Koutié	621	9	0	9	217,39%
	Tigninti	898	9	0	9	150,33%
Total Arrondissement Kouandata		4915	60	7	74	225,84%
Natitingou 1	Bagri	1280	0	0	0	0,00%
	Djindire-beri	1181	0	0	0	0,00%
	Kantchagoutamou	1760	5	0	5	42,61%
	Sountchirantikou	1964	2	0	2	15,27%
	Tchirimina	4163	3	0	3	10,81%
	Yokossi	1961	0	0	0	0,00%
Total Arrondissement Natitingou 1		12309	10	0	10	12,19%
Natitingou 2	Bocoro	412	2	0	2	72,82%
	Boriououré	4962	2	0	2	6,05%
	Dassagaté	3613	2	0	2	8,30%
	Ourbonna	651	5	0	5	115,21%
	Ourkparbou	747	2	0	2	40,16%
	Santa	1166	0	0	0	0,00%
Total Arrondissement Natitingou 2		11551	13	0	13	16,88%
Natitingou 3	Bérécingou	1163	6	0	6	77,39%
	Didapoumbor	303	4	0	4	198,02%
	Kantaborifa	6191	0	0	0	0,00%
	Koussantikou	592	7	0	7	177,36%
	Ourbougou	4179	1	0	1	3,59%
	Winkè	5445	1	0	1	2,75%
	Yétapo	563	7	0	7	186,50%
	Yimporima	3575	4	0	4	16,78%
Total Arrondissement Natitingou 3		22011	30	0	30	20,44%
Péporiyakou	Ditanhouan	896	3	0	3	50,22%
	Doyakou	527	1	0	1	28,46%
	Koudengou	1204	3	0	3	37,38%
	Péporiyakou	2397	4	9	22	137,67%
	Tétantè	488	1	0	1	30,74%
	Tikouati	801	3	0	3	56,18%
	Toroubou	1100	3	0	3	40,91%
Total Arrondissement Péporiyakou		7413	18	9	36	72,85%
Perma	Gnagnanmou	1989	1	0	1	7,54%
	Koka	744	3	0	3	60,48%
	Kounapeigou	896	3	0	3	50,22%
	Kouatèna	2347	7	4	15	95,87%
	Koubirgou	468	1	0	1	32,05%
	Koussigou	1674	3	0	3	26,88%
	Koupeico	471	1	0	1	31,85%
	Pam-Pam	914	4	0	4	65,65%
	Perma	2923	10	9	28	143,69%
	Sinaissiré	1663	3	8	19	171,38%
	Tènounkontè	321	5	2	9	420,56%
	Tèpentè	411	2	0	2	72,99%
	Tignapèti	502	5	1	7	209,16%
Total Arrondissement Perma		15323	48	24	96	93,98%
Tchoumi-Tchoumi	Koutié-Tchadido	796	4	0	4	75,38%
	Kouwapon'gou	395	2	0	2	75,95%
	Moupémou	1455	4	0	4	41,24%
	Takonta	1366	3	0	3	32,94%
	Tchoumi-Tchoumi	957	4	0	4	62,70%
	Winmou	687	1	0	1	21,83%
Total Arrondissement de Tchoumi-Tchoumi		5656	18	0	18	47,74%
Commune		103843	283	64	411	59,37%

Source : DST Mairie Natitingou (2022)

Le taux moyen de desserte en eau potable de la commune est de 59,37%. Ce taux est très bas dans les arrondissements urbains couverts en grande partie par la SONEB. Ils cumulent respectivement 12% Natitingou I, 17% Natitingou II et 20% Natitingou III. Le réseau SONEB couvre 13 quartiers urbains répartis dans les arrondissements de Natitingou I, II et III pour un nombre de 6 770 abonnés et 5 058 d'abonnés actifs. La longueur du réseau est de 157 746 ml selon les données de l'Agence SONEB de Natitingou recueillies en 2022. Selon la norme de la SONEB un abonnement dessert 2 ménages de 6 personnes. Ainsi, la population totale desservie par la SONEB à ce jour peut être estimée à 30 348 hbts, soit un taux de couverture de 51,60%. Il faut encore la réalisation de 301 EPE pour pouvoir approvisionner toute la population actuelle de la commune en eau potable.

Par déduction, ***il reste une frange importante de la population de la commune qui n'a pas accès à l'eau potable et est par conséquent sujette à des maladies hydriques et hydro fécales.***

Les figures ci-dessous illustre la couverture géographique des infrastructures hydrauliques dans la commune.

4.11. Accès à l'éducation

4.11.1. Enseignement maternel

En 2021, la commune de Natitingou compte 16 écoles maternelles publiques et 23 privées disposant les sections 1 et 2. Les statistiques sont présentées dans le tableau ci-après :

Tableau 33 : Effectifs des écoliers à la maternelle

Commune		EFFECTIFS DES ELEVES								
		Section 1			Section 2			Sections 1 et 2		
		M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total
NATITINGOU	Public	364	362	726	93	96	189	803	806	1 609
	Privé	177	165	342	34	33	67	414	378	792
Total		541	527	1068	127	129	256	1217	1184	2401

Source : Annuaire statistiques, MEMP, 2021

Sur 11 795 enfants de 2 à 4 ans à scolariser en 2021, seulement 2 401 sont effectivement préscolarisés, soit 20,35% de taux brut de préscolarisation si on ajoute les effectifs du privé. *C'est un taux très faible qui appelle à mettre en place des infrastructures complémentaires et à sensibiliser davantage les populations sur la préscolarisation des enfants où qu'ils se trouvent.*

Tableau 34 : Nature et nombre de salle de classe

Commune	Effectifs des élèves	SALLES DE CLASSE									
		Matériaux définitifs		Murs en matériaux provisoires et toitures en matériaux définitifs		Murs et toitures en matériaux provisoires		Total		Apatam	Sans mur
		En bon état	A rénover	En bon état	A rénover	En bon état	A rénover	En bon état	A rénover		
NATITINGOU	1 609	14	9	0	1	0	0	14	10	0	0

Source : Annuaire statistiques, MEMP, 2021

Les infrastructures scolaires à la maternelle sont largement insuffisantes en termes d'écoles et de salles de classe. Si la totalité des enfants pré scolarisables sont à l'école le déficit serait de 248 salles de classe en tenant compte du ratio de 45 écoliers par classe. Il importe d'améliorer l'existant mais surtout de construire d'autres pour permettre un accès à l'éducation à tous les enfants de la commune où qu'ils se trouvent sur le territoire communal.

Tableau 35 : Mobiliers des écoles maternelles de la commune

Commune	Nombre d'écoles	Effectifs des élèves	MOBILIER								
			Bureaux	Chaises	Armoires et placards	Tableaux	Tables de jeu	Tables pour enfants	Tabourets pour enfants	Chaises pour enfants	Nattes
NATITINGOU	16	1 609	12	19	13	9	1	79	144	1500	113

Source : Annuaire statistiques, MEMP, 2021

Les mobiliers disponibles sont insuffisants par rapport au nombre d'enfants à l'école. On note un déficit très important de tables pour enfants évalué à 1 609. Si on devait préscolariser tous les enfants qui le méritent le besoin serait 6 fois plus grand.

Tableau 36 : Équipements des écoles maternelles

Commune	Nombre d'écoles	Effectif des élèves	EQUIPEMENT			
			Eau courante	Forage	Puits	Citerne
NATITINGOU	16	1 609	5	3	0	0

Source : Annuaire statistiques, MEMP, 2021

La couverture des écoles en équipement est faible. Seulement la moitié des EM publiques dispose de point d'eau potable très indispensable pour l'entretien et l'hygiène corporelle des enfants. Il est donc nécessaire de réaliser dans toutes les écoles des ouvrages d'AEP et de latrines pour assurer l'hygiène et l'assainissement aux enfants en milieu scolaire.

Tableau 37 : Répartition des APE et ACE selon le genre

Commune	Salles de Classe	Effectifs des élèves	APE			ACE			Autres		
			M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total
NATITINGOU	30	1 609	1	3	4	2	17	19	10	14	24

Source : Annuaire statistiques, MEMP, 2021

Le personnel est en nombre satisfaisant pour un bon encadrement des enfants. ***Cependant, il est important de les sédentariser à travers des mesures de motivation et d'encouragement pour leur maintien au poste.***

4.11.2. Enseignement primaire

La commune de Natitingou compte 118 écoles primaires publiques et 43 écoles primaires privées (Annuaire statistiques, MEMP, 2021) pour un effectif de 28 364 écoliers dont 5 748 inscrits dans le privé.

Le taux brut de scolarisation global est de 137,11% et 132,99% pour les filles contre 141,24%. C'est un taux très encourageant car il est au-dessus de la proportion de la population scolarisable (6-11 ans) qui est estimée à 24 000 en 2022.

Malgré cet important taux brut de scolarisation, le taux d'achèvement global est de 71,01% ; de 72,83% chez les garçons contre 69,26% chez les filles. Les causes se trouvent dans l'exode rural, les grossesses et mariages précoces.

En ce qui concerne les infrastructures leur état se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 38 : Nature, état et répartition des salles de classe utilisées

Commune	Etat des salles	Salles de classe utilisées					% salles de classe en matériaux définitifs
		Murs et toiture en matériaux définitifs	Murs en matériaux définitifs, toiture précaire	Murs précaires, toiture en matériaux définitifs	Salles de classe en matériaux provisoires	Total	
NATITINGOU	Mauvais	24	0	25	4	53	75,7%
	Total	470	0	41	4	515	
	Bon	412	0	19	0	431	
	Mauvais	70	0	41	2	113	
	Total	482	0	60	2	544	

Source : Annuaire statistiques, MEMP, 2021

Les salles de classe sont à près de 76% en matériaux définitifs, soit 24% en matériaux précaires, donc environ 118 salles de classe qu'il faut construire afin d'offrir un cadre d'étude adéquat aux apprenants et au personnel enseignant.

Tableau 39 : Répartition des tables et bancs pour élèves

Commune	Tables et bancs à 1 place	Tables et bancs à 2 places	Tables et bancs à 3 places
NATITINGOU	223	9 143	208

Source : Annuaire statistiques, MEMP, 2021

Les mobiliers disponibles sont insuffisants par rapport au nombre d'enfants à l'école. La proportion d'enfants ayant une place assise sur un banc et une table est de 84,61%. Un complément de 4 615 bancs et tables à 2 places à réaliser est nécessaire afin d'offrir une place assise à tous les écoliers.

Tableau 40 : Ratios élèves par maître, élève par salle de classe et élèves

Communes	Nombre d'écoles	Ratio Elèves par maître	Ratio Elèves par salle de classe	Ratio Elèves par Groupe Pédagogique	Coefficient d'utilisation des maîtres
NATITINGOU	118	41,6	41,6	41,6	1,00

Source : Annuaire statistiques, MEMP, 2021

Le ratio élèves/maître est satisfaisant pour un bon encadrement. Selon les normes, il faut au plus 50 élèves pour un maître pour un bon rendement et un encadrement efficace. *Nonobstant, il est important de les sédentariser à travers des mesures de motivation et d'encouragement pour leur maintien au poste.*

4.11.3. Enseignements secondaire technique et professionnel

En 2021, la commune de Natitingou compte 11 collèges d'enseignement général répartis dans tous les arrondissements de la commune, un lycée technique, un lycée militaire, un foyer de jeunes filles et un lycée agricole. Selon le tableau de bord des enseignements secondaires 2021-2022, le nombre de salles de classe disponible est de 324 dont 18 en mauvais état.

Tableau 41 : Équipements scolaires

Équipements	Etablissements
Existence eau	16,7% Sans
Existence Electricité	20,0% Sans
Existence Toilettes	16,7% Sans
Ratio Elèves / Latrine	49
Existence Toilettes Séparées filles	23,3% Sans
Existence installation Sportive	23,3% Sans
Existence infirmerie fonctionnelle	83,3% Sans
Existence Laboratoire équipé	70,0% Sans
Existence Bibliothèque équipée et fréquentée par les apprenants	70,0% Sans

Source : Tableau de bord des enseignements secondaires Atacora, 2021-2022

Le niveau d'équipement des établissements est très faible. La conséquence qui en découle est que le cadre d'étude n'est pas sécurisé et le niveau d'hygiène et d'assainissement du milieu scolaire par exemple n'est pas adéquat. Il est impérieux que la commune dote les collèges des équipements dont le besoin est identifié les prochaines années.

Tableau 42 : Indicateurs de performance

Indicateurs	Etablissements
Taux de réussite au BEPC en année N-1	70,6%
Taux de redoublement au Cycle I	17,3%
Taux de rétention au Cycle I	41,8%
Taux de transition 3ème / 2 ^{nde}	60,1%

Source : Tableau de bord des enseignements secondaires Atacora, 2021-2022

L'analyse de ce tableau montre que le taux de maintien des élèves au cycle 1 est faible ; moins de la moitié de ceux qui entrent en 6^{ème} atteignent la classe de 3^{ème}. Quant au taux de redoublement, il est relativement important car plus les élèves redoublent les classes en masse plus cela augmente la déperdition scolaire. En ce qui concerne les différents ratios ils se présente comme suit :

Tableau 43 : Ratios élèves groupe pédagogique et places assises

Ratio	Commune
Ratio Elèves/GP	36
Ratio GP /salles de classe en matériaux définitifs	1,0
Ratio élève/places assises	1,0

Source : Tableau de bord des enseignements secondaires Atacora, 2021-2022

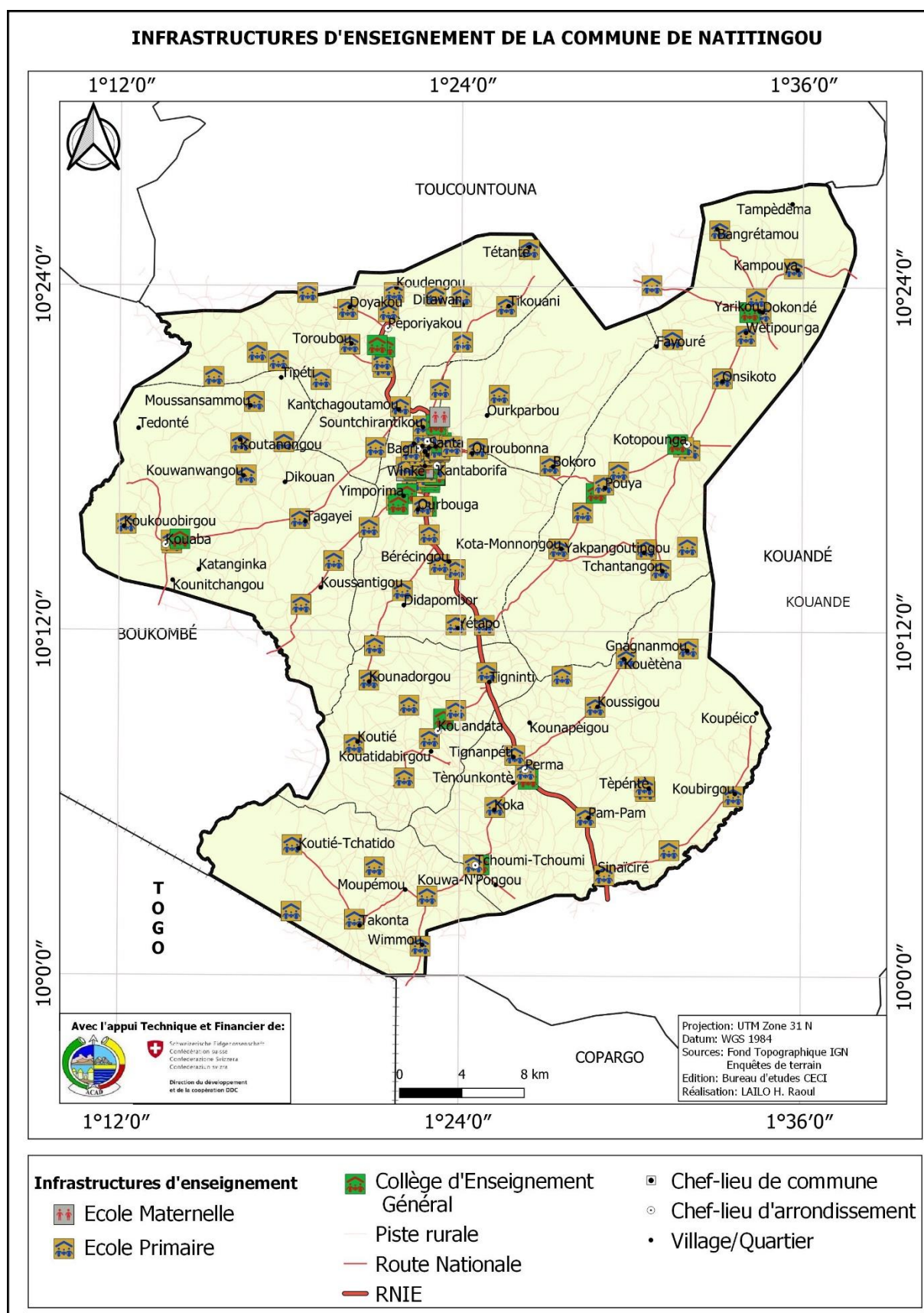


Figure 13 : Infrastructures scolaires de la commune de Natitingou

4.11.4. Alphasbétisation

La Commune de Natitingou regorge d'une diversité linguistique. On y dénombre environ 15 différentes langues parlées. Chaque langue s'identifie à une ethnie donnée. Le savoir parler et/ou écrire sa langue est aussi un des vecteurs de développement d'une communauté. *La pertinence de cet état de chose est plus tôt comprise par des ONG de la place et certains Partenaires Techniques et Financiers qui soutiennent l'alphabétisation dans la commune. L'étude diagnostique révèle que l'alphabétisation reste et demeure en bonne place dans la commune de Natitingou avec un avantage comparatif dans la disponibilité de maîtres alphabétiseurs, particulièrement en langue Ditammari, dans tous les arrondissements.* Des centres d'alphabétisation sont également disponibles et en nombre important pour les populations qui désirent se faire former. Le tableau 46 présente la situation de ce secteur dans la commune.

Tableau 44 : Situation de l'alphabétisation dans la commune de Natitingou

Désignation		2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Inscrits	Femme	22	222	297	356	124	167	1188
	Homme	62	341	441	440	176	241	1701
	Total	84	563	738	796	300	408	2889
Alphabétisés	Femme	8	112	189	193	83	130	715
	Homme	31	171	308	307	124	192	1133
	Total	39	283	497	500	207	322	1848
Taux de réussite	Femme	36,36%	50,45%	63,63%	54,21%	66,93%	77,84%	60,18%
	Homme	50%	50,14%	69,84%	69,77%	70,45%	79,66%	66,60%
	Total	46,42%	50,26%	67,34%	62,81%	69,00%	78,92%	63,96%

Source : Direction Départementale de l'Alphasbétisation de l'Atacora, PDC 3 Natitingou, 2017

Mais, l'alphabétisation connaît des problèmes parmi lesquels, on peut citer :

- *L'irrégularité de l'apprentissage ;*
- *La réticence de certains à se faire alphabétiser ;*
- *Le manque de motivation des maîtres alphabétiseurs ;*
- *L'inexistence de l'enseignement des langues maternelles au niveau de l'éducation publique ;*
- *Le déficit de sensibilisation sur l'importance de l'alphabétisation.*

4.12. Accès aux services et soins de santé

Le système national de santé a une structure pyramidale calquée sur le découpage territorial et comprend trois différents niveaux :

- Le niveau central ou national sous la tutelle directe du Ministère de la Santé ;
- Le niveau intermédiaire ou départemental sous la tutelle directe de chaque Direction Départementale de la santé ;
- Le niveau périphérique organisé en zones sanitaires regroupant une ou plusieurs communes.

Natitingou est dans la zone sanitaire Natitingou-Boukombé-Toucountouna. La zone sanitaire est structurée autour des institutions sanitaires suivantes :

- HZ : Hôpital de Zone
- CSC : Centre de Santé Communal
- CSA : Centre de Santé d'Arrondissement
- Dispensaire ou maternité isolé.

Le centre de santé d'arrondissement est la plus petite formation sanitaire du public et est composé d'un dispensaire et d'une maternité. Les institutions sanitaires dans la commune de Natitingou sont réparties comme suit :

Tableau 45 : Couverture des arrondissements en centre de santé en 2021

Arrond (1)	Centre de Santé (Disp + Mat) (3)	Disp seul (4)	Mat seule (5)	Centres de santé privés (6)	FS Confessionnelle (7)	Autres structures de santé	Offici nes (8)	Dépôt privé (9)	Arrond couverts en CS (10)	Taux de couverture sanitaire en % (11)=(10)/(1)	Nombre d'hbts/CS = (2)/(3+4+5+6+7)
9	9	1	0	4	6	8	2	0	9	100	6518

Source : Annuaire statistiques sanitaires ZS NBT, 2021

Les données de ce tableau révèlent que la commune de Natitingou jouit d'une bonne couverture sanitaire. Tous les arrondissements abritent un CSA, *mais ces CSA connaissent d'une manière générale, une insuffisance de salles d'hospitalisation, de personnel soignant qualifié et d'un plateau technique peu relevé. En outre, l'eau potable n'y est pas disponible et il se pose un problème d'insécurité du fait de l'absence de clôture de certains centres.*

La figure suivante présente les formations sanitaires de la commune de Natitingou.

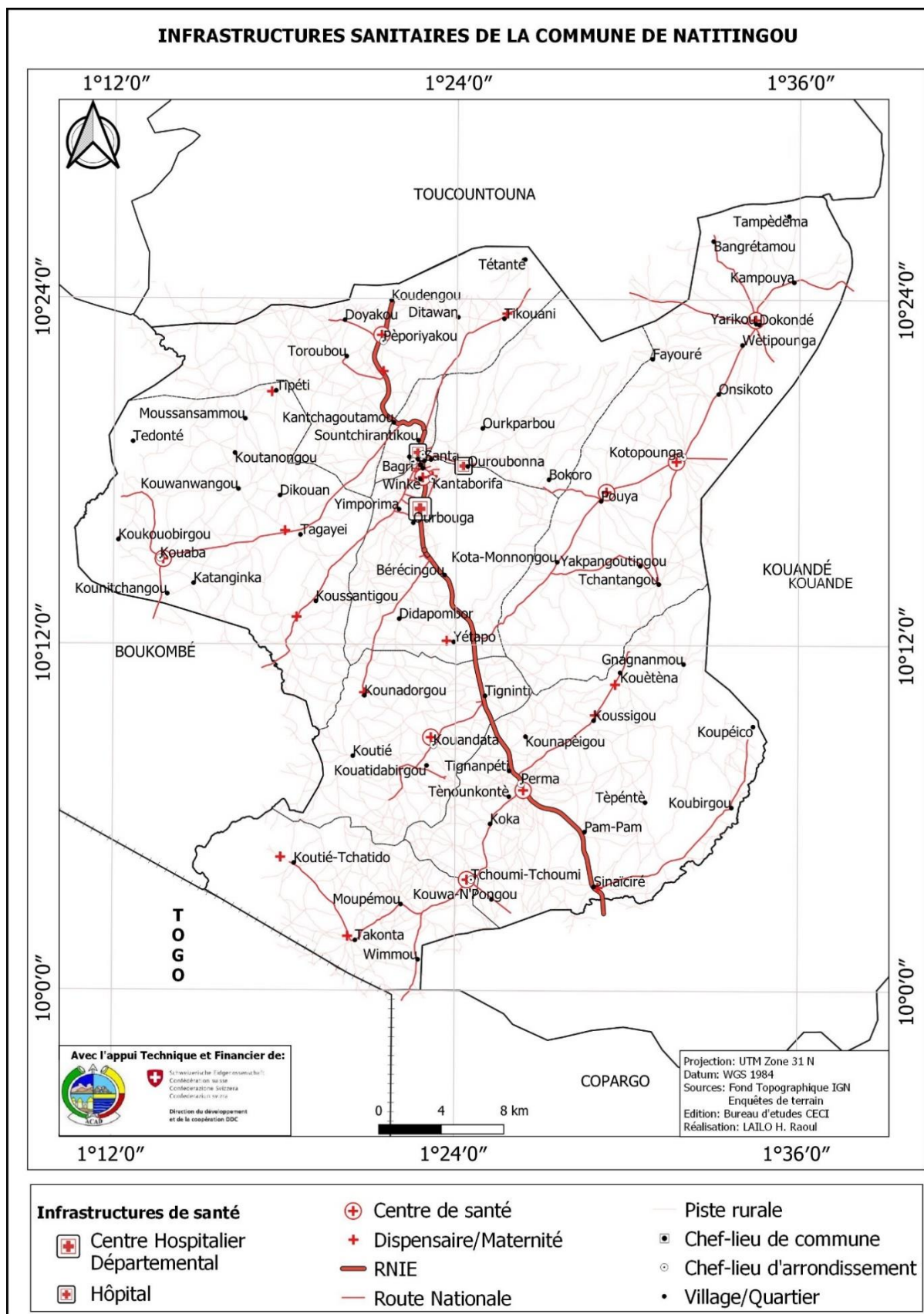


Figure 14 : Formations sanitaires de la commune de Natitingou

Source : ZS NBT, 2022

Le personnel soignant de la zone sanitaire est insuffisant par rapport aux ratios de l'OMS. Leur effectif en 2021 au niveau des trois communes de la zone sanitaire est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 46 : Principaux ratios du personnel soignant par corps et par zone sanitaire en 2021

Commune	Population	MEDECINS		INFIRMIERS		SFE		Personnel qualifié	
		Nbre	Ratio	Nbre	Ratio	Nbre	Ratio	Nbre	Ratio
NATITINGOU	130 354	1	0,08	19	1,46	4	0,31	24	1,84

Source : Annuaire statistiques sanitaires ZS NBT, 2021

Selon les normes de l'OMS, le ratio est de 01 médecin et 01 technicien de laboratoire pour 10 000hbs, 01 infirmier et 01 sage-femme pour 5 000hbs. Or, dans les centres de santé de la ZS NBT le ratio est en deçà de la norme pour les médecins, les sages-femmes et les techniciens de laboratoire.

En ce qui concerne la répartition des dix affections les plus fréquentes en consultation et en hospitalisation dans l'ensemble de la population en 2021, le paludisme (simple et grave) vient en tête (35,98%) suivi de l'anémie (23,56%) et de infections respiratoires aiguës/basses (7,07). La répartition des mêmes affections dans la même période pour les mêmes causes chez les enfants de moins de 5 ans présente le même ordre de grandeur, le paludisme (simple et grave) vient au 1er rang (44,45%) suivi de l'anémie (29,20%) des infections respiratoires aiguës (9,23%).

Quant aux indicateurs liés à la planification familiale, la prévalence d'utilisation de toutes les méthodes confondues est de 34,2% en moyenne au niveau de la zone sanitaire Natitingou-Boukombé-Toucountouna et 43,2% chez les jeunes et adolescents.

La prévalence de la pandémie du VIH/SIDA au niveau du département de l'Atacora est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 47 : Prévalence de l'infection par le VIH en 2017* par département au Bénin

Départements	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Atacora	1,81	0,00	0,68
Bénin	1,97	0,77	1,55
	(1,70-2,24)	(0,60-0,95)	

Source : SSEPSER/PSLS, 2017

En somme, au niveau de la Commune de Natitingou, le secteur de la santé est marqué par les problèmes ci-après :

- **Service discontinu au CSC ;**
- **Manque d'équipement ;**
- **Manque de personnel qualifié ;**
- **Taux de fréquentation faible ;**
- **Mauvais accueil ;**
- **Insuffisance des moyens roulants (ambulances, motos) ;**

- *Faible taux de PF ;*
- *Accroissement de la mortalité surtout maternelle et infantile ;*
- *insuffisance de salles d'hospitalisation au niveau des CSA ;*
- *manque d'eau potable ;*
- *insécurité au niveau des centres de santé non clôturés.*

4.13. Culture, sports et loisirs

La population de Natitingou est en majorité jeune et s'adonne à plusieurs disciplines sportives. Certains jeunes pratiquent le sport pour en faire une activité professionnelle tandis que d'autres le pratiquent pour maintenir leur forme physique et un équilibre sanitaire au point. Chaque arrondissement de Natitingou dispose d'un espace où les jeunes se rendent pour pratiquer leurs différentes activités sportives. Mais, il faut noter que ces espaces restent en majorité non aménagés, ce qui ne crée pas aux sportifs toutes les conditions nécessaires leur permettant de mener des activités plaisantes et attrayantes. On dénombre parmi ces disciplines, le football, le volley-ball, le hand-ball, l'athlétisme, le basket-ball, le cyclisme, les roulettes, etc...

En termes d'infrastructures sportives, la commune dispose concrètement d'un stade aménagé et équipé au centre de la ville. Deux (02) autres sites favorisent un sport attrayant et plaisant dans la commune à savoir : le terrain de sport du centre SOS et le terrain de sport du lycée technique. En dehors de ces sites d'accueil, les jeunes exploitent également, les terrains de sport des écoles primaires et des collèges en raison de leur proximité avec les résidences. En dehors des entraînements individuels ou collectifs, Natitingou dispose d'une équipe communale qui fonctionnait jusqu'à un passé récent. Mais, cette équipe rencontre des difficultés du fait qu'elle n'est pas organisée et ne reçoit aucun soutien et accompagnement des autorités locales.

Neuf (09) maisons de jeunes et loisirs sont construites dans la commune de Natitingou et réparties dans les arrondissements. Ces infrastructures sont réalisées au niveau des chefs-lieux des arrondissements et sont exploitées à l'avènement de certaines manifestations organisées soit par la Mairie, ou soit par les jeunes ressortissants desdites localités. Il faut souligner que la réalisation de ces infrastructures ne respecte pas les normes pouvant faciliter l'accès à toutes les couches notamment les handicapés.

4.14. Accès à l'énergie électrique

La production de l'énergie électrique de la commune de Natitingou est essentiellement assurée par la CEB (Centrale Electrique du BENIN) puis distribuée par la SBEE. Tous les chefs-lieux des neuf (09) arrondissements et certaines grosses agglomérations de la commune bénéficient du réseau de la SBEE. Quelques lampadaires solaires ont été placés dans certaines localités de la commune mais déjà vandalisés pour la plupart. La commune est alimentée par la centrale thermique de Béréçingou en pleine rénovation afin d'augmenter sa capacité et son efficacité.

Malgré ces efforts d'électrification, plusieurs ménages demeurent encore sans énergie électrique à cause de l'extension très réduite du réseau, d'une part et, par manque de moyens financiers pour s'abonner d'autre part. Mais, il est à noter l'existence de programmes de promotion de l'énergie solaire dans les zones rurales par l'ABERME, une agence étatique. La majorité des ménages qui s'alimente en énergie solaire sont le plus souvent en zones péri-urbaines et deviennent nombreux.

Le principal défi actuel de la SBEE reste sa capacité de couverture de la commune tant en poteaux électriques pour assurer l'alimentation en énergie électrique et l'éclairage public afin de limiter la prolifération des installations dites "toile d'araignée".

Par ailleurs, il existe un projet de construction d'une centrale solaire photovoltaïque de Tagayè.

4.15. Télécommunication et accès aux médias

La couverture du territoire communal par les GSM et les médias audiovisuels nationaux publics ou privés n'est pas intégrale. Elle se limite aux grandes agglomérations où la rentabilité est évidente pour ces opérateurs. Les périphéries ne bénéficient que d'une très faible couverture où la qualité des prestations et des services offerts est en-dessous du standard requis pour le confort des abonnés. Au demeurant, le coût de la communication reste trop élevé, malgré la mauvaise qualité des services fournis à la population en termes de télécommunication.

La plupart des citoyens de la commune n'ont pas accès à une éducation numérique de base. Les facteurs tels que le manque d'équipements de base tels que les ordinateurs et l'accès à internet sont des obstacles importants pour la promotion de l'alphabétisation numérique dans la commune. De plus, il y a un manque de sensibilisation à l'importance de l'alphabétisation numérique pour le développement économique et social de la commune. Les citoyens peuvent ne pas comprendre les avantages que l'alphabétisation numérique peut apporter, comme la facilitation de l'accès à l'information, la communication et les opportunités d'emploi. En outre, il y a une pénurie d'enseignants et de formateurs qualifiés pour fournir une éducation numérique de base. Les écoles et les centres de formation locaux n'ont souvent pas les ressources pour dispenser une éducation numérique de qualité.

En ce qui concerne l'établissement de médias locaux de la commune de Natitingou, il est à noter que la commune dispose déjà de ressources médiatiques significatives pour encourager la participation citoyenne et renforcer la démocratie locale. La commune bénéficie des services publics radiophoniques de l'ORTB et dispose également d'une radio communautaire Nanto FM.

Malgré ces ressources, il existe encore des défis à relever pour renforcer l'impact des médias locaux sur la vie publique locale. Tout d'abord, la couverture de la radio communautaire Nanto FM peut être limitée, en particulier dans les zones à faible couverture. Cela signifie qu'un certain nombre de citoyens pourraient ne pas avoir

accès à l'information locale diffusée par cette radio. En outre, il est possible que les médias locaux existants n'atteignent pas un public suffisamment large pour avoir un impact significatif sur la participation citoyenne et la démocratie locale.

Il est important que les médias locaux soient utilisés de manière efficace pour informer les citoyens sur les activités et les événements locaux. La promotion de l'utilisation de ces médias pour couvrir les événements locaux peut permettre aux citoyens de mieux comprendre les enjeux locaux et de s'impliquer davantage dans la vie publique de leur commune.

En somme, bien que la commune de Natitingou dispose de ressources médiatiques significatives pour encourager la participation citoyenne et renforcer la démocratie locale, il est nécessaire de relever des défis tels que l'extension de la couverture de la radio communautaire, l'indépendance des médias locaux et l'utilisation efficace de ces médias pour informer les citoyens.

4.16. Services sécuritaires

La réforme du système sécuritaire du Bénin intervenue ces cinq dernières années a permis de redessiner la carte sécuritaire de tout le pays. Ainsi, les infrastructures et les équipements sécuritaires ont été redéployés dans toutes les communes mais restent toujours insuffisants.

Au niveau de la Commune de Natitingou, quatre (04) arrondissements sur les neuf (09) que compte la commune sont dotés de commissariat. Il s'agit des arrondissements de Natitingou 2, Perma, Tchoumi-Tchoumi et Kouaba. Les infrastructures au niveau des commissariats sont pour la plupart des locations et ne répondent pas aux normes techniques (seul le commissariat central est construit). Les commissariats sont caractérisés par :

- un personnel en effectif insuffisant ;
- les équipements insuffisants ;
- La vétusté des moyens roulants existants.

Les éléments de ces commissariats assurent la sécurité des populations à travers des patrouilles diurnes et nocturnes régulières et une assistance pour le règlement des conflits entre citoyens et les constatations en cas d'accident de la route.

Dans la commune de Natitingou, les infractions récurrentes sont les atteintes aux biens et aux personnes (vol, abus de confiance, escroquerie, mariage précoce).

Le département de l'Atacora est aujourd'hui confronté à des défis sécuritaires de grande ampleur, en raison de la montée de l'extrémisme violent, particulièrement manifeste dans certaines communes voisines. Ces attaques terroristes ont instauré un climat de peur et d'insécurité parmi les populations locales, poussant de nombreuses familles à abandonner leurs foyers, non seulement à l'intérieur des frontières béninoises, mais également en provenance de pays voisins tels que le

Burkina Faso, où la menace terroriste s'intensifie également. La Commune de Natitingou, en tant que Chef-lieu de l'Atacora, est devenue un refuge pour un nombre croissant de déplacés internes et de réfugiés, exacerbant ainsi les tensions et les besoins en termes de sécurité.

La Commune de Natitingou vit actuellement un climat sécuritaire relativement calme et stable. Cette stabilité n'est pas l'expression d'une situation qui exclut toute menace d'insécurité de quelque nature que ce soit. En effet, la Commune de Natitingou, à partir de Tchoumi-Tchoumi, partage avec le Togo dans sa partie septentrionale, une bande de frontière susceptible d'être une porte d'entrée des organisations terroristes qui se sont déjà fait remarquer dans cette région nord du Togo. Mais, pour le moment, aucun fait majeur d'insécurité de grande portée n'a été enregistré dans la localité encore moins dans la commune. Toutefois, le phénomène des « gay-mens », une pratique d'escroquerie par voie numérique est à craindre car, fortement poursuivis et traqués par la police républicaine dans la partie méridionale en l'occurrence dans les grandes villes du Sud, ces hors-la-loi peuvent trouver refuge dans la partie septentrionale comme Natitingou. En plus de ce phénomène, il n'est pas rare de noter des plaintes de cas de vols simples dans les ménages dont la plupart sont signalés et connus au niveau des commissariats de police.

En somme, la commune de Natitingou bénéficie d'une sécurité assez propice à la jouissance des libertés fondamentales en particulier celles d'aller et venir des populations sans qu'elles ne soient très inquiétées.

Dans son rapport administratif avec les Forces de sécurité publiques, l'autorité communale n'a pas été alertée ou informée d'un cas de menace d'insécurité au point de l'amener à prendre des actes réglementaires de police administrative pour restreindre certaines libertés comme c'est le cas dans les communes limitrophes citées plus haut.

La sécurité zéro n'étant pas, les autorités communales ne croisent nullement les bras. Des actions de sensibilisations et d'informations sont quotidiennement organisées à travers les élus à la base.

Face à cette situation alarmante et en guise d'actions concrètes, figure l'institution au niveau de chaque chef de village et de quartier de ville, un cahier d'enregistrement des étrangers. A cela, s'ajoute le renseignement sollicité au niveau des populations à travers la coproduction de l'information avec la police républicaine.

Il est impératif de mettre en place des mesures de sécurité solides et coordonnées, conformément au Plan National de Sécurité du Bénin, afin de protéger la vie et les biens des citoyens. Cela nécessite une collaboration étroite entre les autorités locales et les communautés environnantes du département de l'Atacora. Bien que des comités locaux de sécurité aient été formés dans plusieurs localités, leur

efficacité est encore en attente de l'approbation des autorités préfectorales pour être pleinement opérationnels. Ces comités joueront un rôle essentiel dans la co-production de la sécurité, en mobilisant les ressources locales et en coordonnant les efforts pour prévenir les attaques et garantir la sécurité des résidents.

Parallèlement, des plans locaux de sécurité seront élaborés, dans le but de mettre en place une stratégie d'intervention concertée en cas de menace imminente. Ces plans seront adaptés, tenant compte des vulnérabilités spécifiques et des ressources disponibles pour assurer une réponse adéquate et coordonnée. En anticipant les risques potentiels et en renforçant la résilience des communautés, il est possible de réduire l'impact des attaques futures et de garantir la sécurité des paisibles citoyens de la Commune de Natitingou et de l'ensemble du département de l'Atacora.

La veille citoyenne est permanente et les Comités Locaux d'Alerte Précoce sont en permanence activés. La commune reste tout de même vulnérable en raison de sa situation administrative (chef-lieu du département) et géographique, servant de mégapole dans la région.

4.17. Gouvernance locale et ressources humaines de l'administration locale

4.17.1. Dispositif institutionnel

4.17.1.1. Etat de la Gouvernance Locale

Dans le dessein d'évaluer la gouvernance locale au sein des Communes, la PONADEC a instauré un outil appelé l'Indice de Gouvernance Locale (IGL), qui constitue un indicateur composite ou une mesure synthétique fournissant une évaluation relativement objective de l'état de la gouvernance locale. Cet indice repose sur trois dimensions fonctionnelles de la décentralisation, à savoir :

- ✚ Les fonctions politiques visant à promouvoir la citoyenneté et à renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté nationale ainsi que la fierté locale.
- ✚ Les fonctions administratives territoriales visant à améliorer la qualité de la gouvernance locale dans tous les domaines de compétence communale (propres, partagées, déléguées).
- ✚ Les fonctions de développement territorial visant à sortir les communautés de la pauvreté.

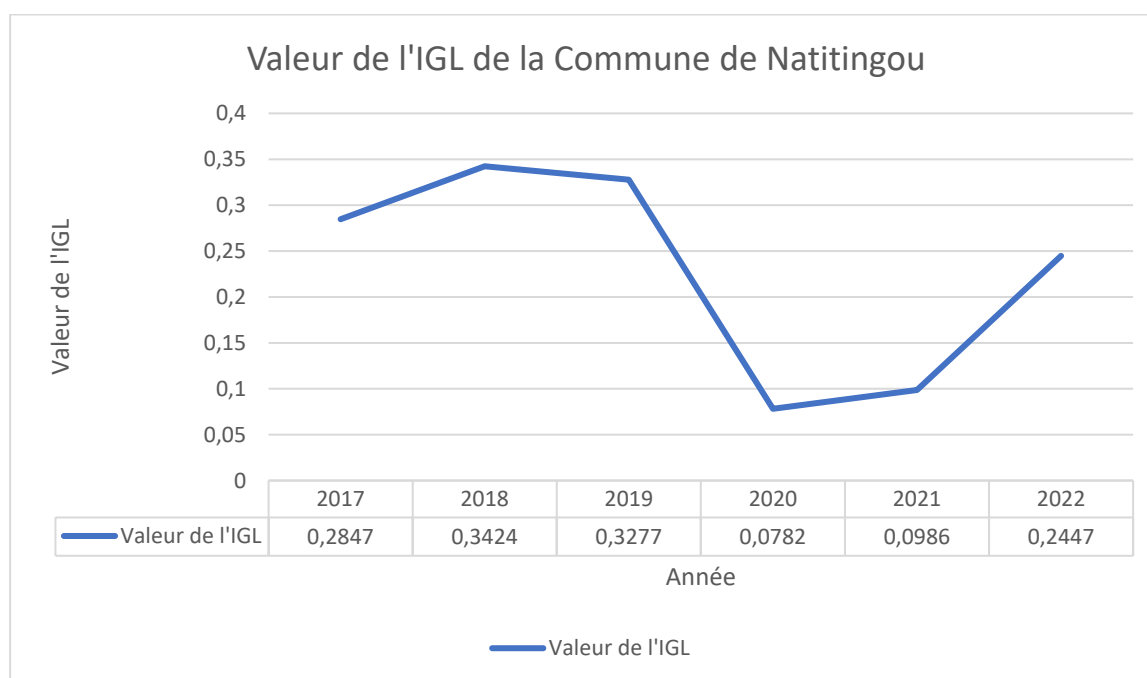
Il s'agit donc d'un instrument permettant d'évaluer la qualité et les performances des Communes dans la prestation et l'accès aux services publics pour les populations locales.

À travers l'IGL, la PONADEC parvient à évaluer la qualité de la gouvernance sur une échelle allant de 0 à 1, où 0 représente un niveau de gouvernance nul et 1 indique un niveau de gouvernance excellent.

Dans le cas de la Commune de Natitingou, le graphique ci-dessus illustre l'évolution du niveau de gouvernance locale. Sur une période de six (06) années (2017 à 2022),

il met en lumière les variations significatives de l'Indice de Gouvernance Locale (IGL) tel qu'évalué par la PONADEC.

Figure 9 : Évolution de la valeur de l'IGL



Cette représentation visuelle révèle une dynamique complexe, marquée par des fluctuations importantes dans le niveau de performance de la gouvernance locale. Malheureusement, la tendance générale illustrée par la courbe est à la baisse, passant d'une valeur initiale de 0,2874 en 2017 à 0,2447 en 2022. Cette évolution suggère des défis persistants ou des obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des politiques et des pratiques de gouvernance locales.

Pendant les années 2017, 2018 et 2019, la Commune a brillé en matière d'indice de gouvernance locale, se plaçant respectivement en tête du classement pour les deux premières années et en deuxième position pour la troisième. Cependant, des améliorations demeurent nécessaires, notamment dans les domaines de la gouvernance territoriale et foncière, ainsi que dans la gouvernance politique et administrative. Pour ce faire, un effort soutenu devra être déployé pour renforcer le suivi-évaluation des documents de planification tels que le Plan de Travail Annuel, le Plan Annuel d'Investissement, le Plan de Développement Communal et le Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune. De plus, il est impératif de régler les cotisations de la Commune aux intercommunalités ou associations de Communes (ANCB, ACAD, etc.), de réduire le nombre de litiges fonciers impliquant la Commune, de développer les infrastructures économiques et commerciales, et d'assurer le bon fonctionnement des organes fonciers aux niveaux communal et infra-communal.

Malheureusement, la Commune n'a pas su maintenir ce niveau de performance, et a rétrogradé, se classant respectivement 57ème et 62ème pour les années 2020 et 2021. Les domaines dans lesquels elle a présenté des lacunes incluent la relation avec la tutelle, notamment en ce qui concerne la participation aux séances du CDCC et la tenue des séances du cadre de concertation avec les Structures Déconcertées de l'État. Il en va de même pour la gouvernance participative et de genre, où l'on observe un manque d'actions spécifiques en faveur des femmes et une faible fréquence des réunions du cadre de concertation fonctionnel (éducation, hygiène, eau, agriculture, Mairie et OSC, assainissement). De plus, des défis persistent en matière de gouvernance politique et administrative, notamment en ce qui concerne le taux de participation des élus aux conseils communaux, le nombre de délégations de signature du Maire aux Adjoints au Maire, le taux de services publics locaux en gestion déléguée, le nombre de rapports d'activités du Maire produits, et le nombre moyen de sessions de Conseil de villages tenues.

En ce qui concerne la gestion territoriale et foncière, spécifiquement pour l'année 2021, des efforts supplémentaires doivent être déployés concernant l'existence et le suivi-évaluation des documents de planification, le règlement des cotisations de la Commune à l'intercommunalité (ANCB et ACAD, etc.), la réduction du nombre de litiges fonciers impliquant la Commune, le développement des infrastructures économiques et commerciales, ainsi que le bon fonctionnement des organes fonciers aux niveaux communal et infra-communal.

En ce qui concerne l'année 2022, la Commune de Natitingou, classée au 7ème rang dans le classement de la PONADEC, s'efforce de se redresser, mais il reste encore des progrès à faire, notamment dans les domaines de la gouvernance participative et de l'égalité des genres. Des actions spécifiques doivent être entreprises pour promouvoir les droits des femmes et améliorer la gouvernance territoriale et foncière. Cela implique de garantir l'existence de documents de planification, d'accroître le suivi et l'évaluation de ces documents, d'assurer le paiement des cotisations de la Commune aux organismes intercommunaux (ANCB et ACAD, etc.), de réduire les litiges fonciers impliquant la Commune, de développer les infrastructures économiques et commerciales, et de garantir le bon fonctionnement des organes fonciers tant au niveau communal qu'infra-communal.

Tableau 48 : Valeur de l'IGL de 2017 à 2022

	VALEUR DE L'IGL					
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Gouvernance Politique et Administrative	0,2209	0,1994	0,2312	0,0353	0,0684	0,3137
Gouvernance Financière	0,4365	0,5283	0,4266	0,1995	0,3276	0,2689

Gouvernance Participative et Genre	0,5189	0,5305	0,6084	0,0615	0,0215	0,1753
Gouvernance Territoriale et Foncière	0,1137	0,2158	0,2048	0,102	0,1018	0,1765
Relations avec la Tutelle	0,6718	0,9658	0,6496	0,0793	0,0837	0,2376
Valeur de l'IGL	0,2847	0,3424	0,3277	0,0782	0,0986	0,2447
Rang	1 ^{er}	1 ^{er}	2 ^{ème}	57 ^{ème}	62 ^{ème}	7 ^{ème}

Source : Rapport IGL

Pour une analyse plus approfondie, conforme aux différents aspects de la gouvernance tels que définis par l'Indice de Gouvernance Locale (IGL), les tableaux ci-dessous présentent en détail, les indicateurs dans lesquels la Mairie de Natitingou a montré des performances insuffisantes, ainsi que les actions nécessaires pour remédier à la situation.

❖ **Gouvernance Politique et administrative**

L'état des lieux se fera à travers les indicateurs qui composent ce domaine de 2021 à 2022

Tableau 49 : Gouvernance politique et administrative.

N°	Indicateurs	Valeur en 2021	Valeur en 2022	Ecart rapport par à la moyenne	Actions à mener
1	Nbre de session du CCO	99,75	50	Positif	Poursuivre les efforts de performance
2	Taux de service fonctionnel	92,64	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance
3	Taux de part des élus aux CC	3,64	4,57	Négatif	Renforcer les capacités des élus sur leur rôles et responsabilité
4	Existence de MP	99,75	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance
5	Taux d'évaluation du personnel	99,75	86,09	Positif	Poursuivre les efforts de performance
6	Taux de CP Fonctionnelle	74,11	24,96	Négatif	Renforcer les capacités des élus sur leur rôles et responsabilité
7	Taux d'adéquation profil/Poste	0,13	69,51	Positif	Poursuivre les efforts de performance
8	Taux de fonctionnalité du système des archives	99,75	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance
9	Taux de services publics locaux en gestion déléguée	55,26	51,55	Positif	Poursuivre les efforts de performance
10	Nombre du rapport d'activité du Maire	99,75	74,91	Positif	Poursuivre les efforts de performance
11	Nombre de réunion de municipalité	25,12	16,83	Négatif	Organiser les réunions de municipalité
12	Nombre moyen de sessions de conseils d'arrondissement	8,89	22,62	Négatif	Sensibiliser élus sur l'animation des sessions d'arrondissement. Renforcement des capacités des élus sur leur rôle et responsabilité

13	Nombre moyen de sessions de conseils de villages	0,05	4	Négatif	Sensibiliser les élus sur l'animation des sessions d'arrondissement. Renforcer les capacités des élus sur leur rôle et responsabilité
14	Nombre de délégation de signature du maire aux adjoints	0,01	15,4	Négatif	Renforcer les capacités des élus sur leur rôle et responsabilité
15	Nombre de délégation de pouvoir effectué par le maire	0,02	9,11	Positif	Poursuivre les efforts de performance

Source : RDLP, décembre 2023, maquette IGL 2022

Lorsqu'on examine les indicateurs de gouvernance politique et administrative, il est clair que la commune a rencontré des difficultés sur six des quinze indicateurs évalués. Ces indicateurs comprennent le Taux de part des élus aux Conseils Communaux, le Taux de CP Fonctionnelle, le Nombre de réunions municipales, ainsi que le Nombre moyen de sessions des conseils d'arrondissement et de villages, et enfin le Nombre de délégations de signature du maire aux adjoints. Ces lacunes ont eu un impact significatif sur les performances globales de la commune en matière de gouvernance.

Ces difficultés peuvent en grande partie être attribuées à l'entrée en vigueur de la réforme structurelle du secteur de la décentralisation. Pour remédier à cette situation, il est impératif de renforcer les capacités des élus infra-communaux et communaux sur leurs rôles et responsabilités. Cela pourrait impliquer des programmes de formation spécifiques visant à améliorer la compréhension des élus des exigences de leurs fonctions, ainsi que des séances de sensibilisation pour souligner l'importance de leur contribution à une gouvernance efficace et transparente.

En investissant dans le renforcement des capacités des élus et en les dotant des outils nécessaires pour remplir leurs fonctions avec succès, la commune peut espérer améliorer sa performance globale en matière de gouvernance politique et administrative malgré les défis posés par la réforme décentralisation.

❖ **Gouvernance financière**

Tableau 50 : Gouvernance financière.

N°	Indicateurs	Valeur en 2021	Valeur en 2022	Ecart par rapport à la moyenne	Actions à mener
1	Taux d'exécution du budget communal	36,35	53,15	Positif	Poursuivre les efforts de performance
2	Taux d'autofinancement d'investissements	6,77	14,71	Négatif	Renforcer la capacité des agents de la chaîne des dépenses sur les normes des indicateurs de l'IGL
3	Part des investissements dans les dépenses totales de la commune	60,25	49,76	Négatif	Renforcer les investissements de la Commune Prendre les dispositions pour la consommation effective des ressources de transfert
4	Taux des dépenses d'entretien	26,41	1,14	Négatif	Elaborer et mettre en œuvre le plan d'entretien des infrastructures communales
5	Adoption du budget dans les délais	99,75	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance

6	Respect du délai de vote du compte administratif	99,75	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance
7	Taux d'accroissement des ressources propres	16,81	6,8	Négatif	Renforcer la capacité des agents de la chaîne des dépenses sur les normes des indicateurs de l'IGL
8	Taux de recouvrement fiscal de la commune	8,77	16,37	Négatif	Renforcer la capacité des agents de la chaîne des dépenses sur les normes des indicateurs de l'IGL
9	Délai moyen de passation des marchés publics communaux	8,18	10,89	Négatif	Renforcer la capacité des agents de la chaîne des dépenses sur les normes des indicateurs de l'IGL
10	Existence des plans de passation des marchés validés et publiés	99,75	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance
11	Ratio des marchés publics ayant respecté les procédures	99,75	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance

Source : RDLP, données IGL 2021 et 2022

L'état des lieux sur la gouvernance financière n'est pas totalement reluisant. En effet, onze indicateurs permettent d'apprécier l'état de la gouvernance financière dans les mairies. Sur les 11 indicateurs, la commune n'a pas performé sur 06 indicateurs. Il s'agit de : Taux d'autofinancement d'investissements, Part des investissements dans les dépenses totales de la commune, Taux des dépenses d'entretien, Taux d'accroissement des ressources propres, Taux de recouvrement fiscal de la commune, Délai moyen de passation des marchés publics communaux. La non performance de ces indicateurs soulignent la nécessité pour la commune de prendre des mesures correctives pour améliorer sa gouvernance financière. Des actions telles que l'optimisation des dépenses, l'amélioration des processus de mobilisation des recettes, la mise en place de politiques d'investissement stratégiques et l'optimisation des procédures d'approvisionnement peuvent contribuer à renforcer la santé financière et la viabilité à long terme de la commune. En outre, un examen approfondi des pratiques actuelles de gestion financière peut aider à identifier les causes sous-jacentes des problèmes et à élaborer des stratégies adaptées pour les résoudre.

❖ **Gouvernance foncière**

Tableau 51 : Gouvernance foncière.

N°	Indicateurs	Valeur en 2021	Valeur en 2022	Ecart par rapport à la moyenne	Actions à mener
1	Existence d'un Schéma Directeur d'Aménagement Communal (SDAC)	99,75	0,25	Négatif	Elaborer le SDAC
2	Existence d'un Plan de Développement Communal (PDC)	26,28	99,97	Positif	Poursuivre les efforts de performance
3	Nombre de réunions de suivi-évaluations du PTA/PAI/PAD	6,26	8,35	Négatif	Organiser les séances de suivi-évaluation du PTA et du PAI
4	Taux d'accroissement des infrastructures économiques et marchandes	18,78	22,25	Négatif	Construire des infrastructures économiques et marchandes

5	Fonctionnalité des organes de gestion foncière aux niveaux communal et infra communal	0,17	7,68	Négatif	Appuyer le fonctionnement des organes de gestion foncière
6	Existence d'un Tableau de Bord Social actualisé	99,75	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance
7	Nombre d'accords de coopération décentralisée mis en œuvre	50	74,88	Positif	Rechercher des coopérations décentralisées
8	Taux de paiement des cotisations de la commune à l'intercommunalité	0,05	12,52	Négatif	Payer régulièrement les cotisations de la commune
9	Nombre de contentieux fonciers impliquant la commune	99,75	50	Positif	Poursuivre les efforts de performance

Source : RDLP, données IGL 2021 et 2022

L'état de la gouvernance foncière de la commune présente des lacunes significatives. Sur les neuf indicateurs utilisés pour évaluer la gouvernance foncière, la commune a échoué sur quatre. Ces indicateurs incluent l'existence d'un Schéma Directeur d'Aménagement Communal (SDAC), le nombre de réunions de suivi-évaluations du Plan de Travail Annuel/Programme d'Action Intégré/Plan d'Aménagement et de Développement, le taux d'accroissement des infrastructures économiques et marchandes, la fonctionnalité des organes de gestion foncière aux niveaux communal et infra-communal, ainsi que le taux de paiement des cotisations de la commune à l'intercommunalité.

La non-performance peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment le manque d'engagement des cadres et des élus, ainsi que le manque de ressources financières pour relever ces défis. Pour surmonter ces obstacles, il est crucial que la commune suive régulièrement les progrès réalisés et ajuste ses stratégies en fonction des défis rencontrés sur le terrain.

En renforçant sa capacité à planifier, mettre en œuvre et évaluer ses initiatives de gouvernance foncière, la commune peut assurer un développement durable et équitable de son territoire. Cela pourrait impliquer la mobilisation de ressources financières supplémentaires, ainsi que l'engagement actif des cadres et des élus pour garantir une gestion efficace des ressources foncières de la commune.

❖ *Gouvernance Politique genre et participative*

Tableau 52 : Gouvernance genre et participative.

N°	Indicateurs	Valeur en 2021	Valeur en 2022	Ecart par rapport à la moyenne	Actions à mener
1	Affichage des relevés de décisions du conseil communal dans les délais	99,75	79,88	Positif	Poursuivre les efforts de performance

2	Nombre de séances de reddition de compte	99,75	33,36	Négatif	Réaliser des séances de reddition de compte dans tous les arrondissements
3	Nombre d'actions spécifiques en faveur des femmes au cours de l'année	0,07	0,06	Négatif	Mettre en œuvre des actions spécifiques en faveur des femmes
4	Existence d'un mécanisme d'information du public par rapport aux prestations de la commune	0,25	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance
5	Nombre de cadres de concertation fonctionnels (Eau, Hygiène et Assainissement ; CCoS ; Maire et OSC)	0,25	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance

Source : RDLP, données IGL 2021 et 2022

L'analyse des indicateurs de gouvernance participative et de genre révèle que la commune n'a pas atteint la moyenne sur deux des cinq indicateurs : le Nombre de séances de reddition de compte et le Nombre d'actions spécifiques en faveur des femmes au cours de l'année. Malgré cela, la commune a bien performé sur les trois autres indicateurs.

Ces lacunes mettent en évidence un manque d'engagement des cadres et des élus de la commune pour relever les défis en matière de gouvernance participative et de genre. Afin de remédier à cette situation, il est nécessaire d'organiser des séances de sensibilisation visant à renforcer l'engagement des élus et des cadres. Ces séances devraient mettre l'accent sur l'importance de l'organisation régulière et opportune des séances de reddition de compte, ainsi que sur l'intégration de la perspective de genre dans toutes les actions de la Mairie.

En adoptant une approche proactive et en impliquant pleinement les élus et les cadres, la commune peut progresser vers une gouvernance plus participative et inclusive, répondant ainsi aux besoins divers de la communauté locale.

❖ *Relation avec la tutelle*

Tableau 483 : Relation avec la Tutelle.

N°	Indicateurs	Valeur En 2021	Valeur En 2022	Ecart par rapport à la moyenne	Actions à mener
1	Nombre de participation aux séances du Conseil Départemental de Concertation et de Coordination (CDCC)	0,17	66,61	Positif	Poursuivre les efforts de performance
2	Taux de conformité des actes communaux	99,75	90,71	Positif	Poursuivre les efforts de performance
3	Transmission du budget dans les délais	99,63	50	Positif	Poursuivre les efforts de performance
4	Transmission du compte administratif dans les délais	99,75	99,75	Positif	Poursuivre les efforts de performance
5	Animation d'un cadre de concertation entre le maire et les services déconcentrés communaux	0,25	0,25	Négatif	Organiser de façon régulière les séances du cadre de concertation entre la

					mairie et les services déconcentrés ; Prévoir des ressources suffisantes au budget communal pour le fonctionnement du cadre de concertation
--	--	--	--	--	--

Source : RDLP, données IGL 2021 et 2022

La commune a globalement bien performé sur les relations avec la tutelle, dépassant la moyenne sur quatre indicateurs sur cinq. Seul l'indicateur de l'Animation du cadre de concertation entre le maire et les services déconcentrés communaux est en dessous de la moyenne, principalement en raison de la réforme structurelle de la décentralisation.

Pour améliorer cette situation, la commune devrait mettre en place un cadre intégrateur regroupant les services déconcentrés de l'État et renforcer les réunions et la communication entre le maire et ces services. Ceci permettrait une coordination plus efficace et une meilleure mise en œuvre des politiques communales.

Dans un constat global, il est indéniable que la Commune doit poursuivre des efforts significatifs pour parvenir à un niveau de performance en matière d'indice de gouvernance locale qui soit véritablement exemplaire. Cela nécessite un engagement continu dans l'amélioration des pratiques administratives, de la transparence et de la responsabilité. En effet, il est crucial de consolider les mécanismes de participation citoyenne et de renforcer la capacité institutionnelle pour garantir une gouvernance efficace et inclusive.

En aspirant à devenir un pilier de la gouvernance au Bénin, la Commune doit également se fixer comme objectif d'être un modèle à suivre pour les autres entités administratives. Cela implique non seulement d'adopter les meilleures pratiques en matière de gestion des affaires publiques, mais aussi de servir de catalyseur pour l'innovation et le progrès dans tout le pays. En étant un exemple de gouvernance locale réussie, la Commune peut inspirer et motiver d'autres collectivités à suivre des voies similaires, contribuant ainsi à renforcer l'ensemble du système de gouvernance nationale.

4.17.1.2. Organisation et fonctionnement de l'administration communale

L'administration communale est dirigée par une Secrétaire Exécutive qui coordonne les activités de tous les services y compris les arrondissements. Les directions et les services existants fonctionnent régulièrement. Les actions menées dans ces services cadrent bien avec l'ensemble des attributions à eux définies dans l'arrêté communal

de création des services. Elles intègrent les trois (3) enjeux fondamentaux de la décentralisation et du développement local que sont la démocratie locale, le développement économique et social et le rayonnement politique et culturel. Cependant, toutes les attributions ne sont pas encore suffisamment exercées et traduites en actions concrètes au niveau de tous les services. Les attributions faiblement exercées sont relatives à la promotion de l'économie locale, au lotissement, à la gestion des ressources naturelles, à l'aménagement du territoire, à l'emploi et la transformation digitale, et à l'hygiène et l'assainissement.

Il n'existe pas encore une véritable politique de gestion durable de ressources naturelles et de lutte contre les changements climatiques. L'aménagement du territoire n'est pas contrôlé et particulièrement l'affectation des sols. Quant à l'état civil, les conditions de gestion des archives ne sont pas optimales ; ce qui non seulement accélère la dégradation des archives mais, aussi rend difficile leur recherche engendrant d'énormes perte de temps aux usagers. Il faut toutefois noter que les activités de l'Agence Nationale d'Identification des Personnes (ANIP) contribuent à régler un tant soit peu cette situation pour certaines personnes.

En ce qui concerne l'organigramme de la mairie et la qualité du personnel, tous les services créés couvrent les domaines de compétences communales mais, sont marqués par l'insuffisance du personnel surtout qualifié.

Le projet d'organigramme de la mairie de Natitingou se présente ainsi qu'il suit. Il est l'émanation des cadres de la mairie sur la base des dispositions fonctionnelles et hiérarchiques entre les différents services et acteurs qui animent la mairie.

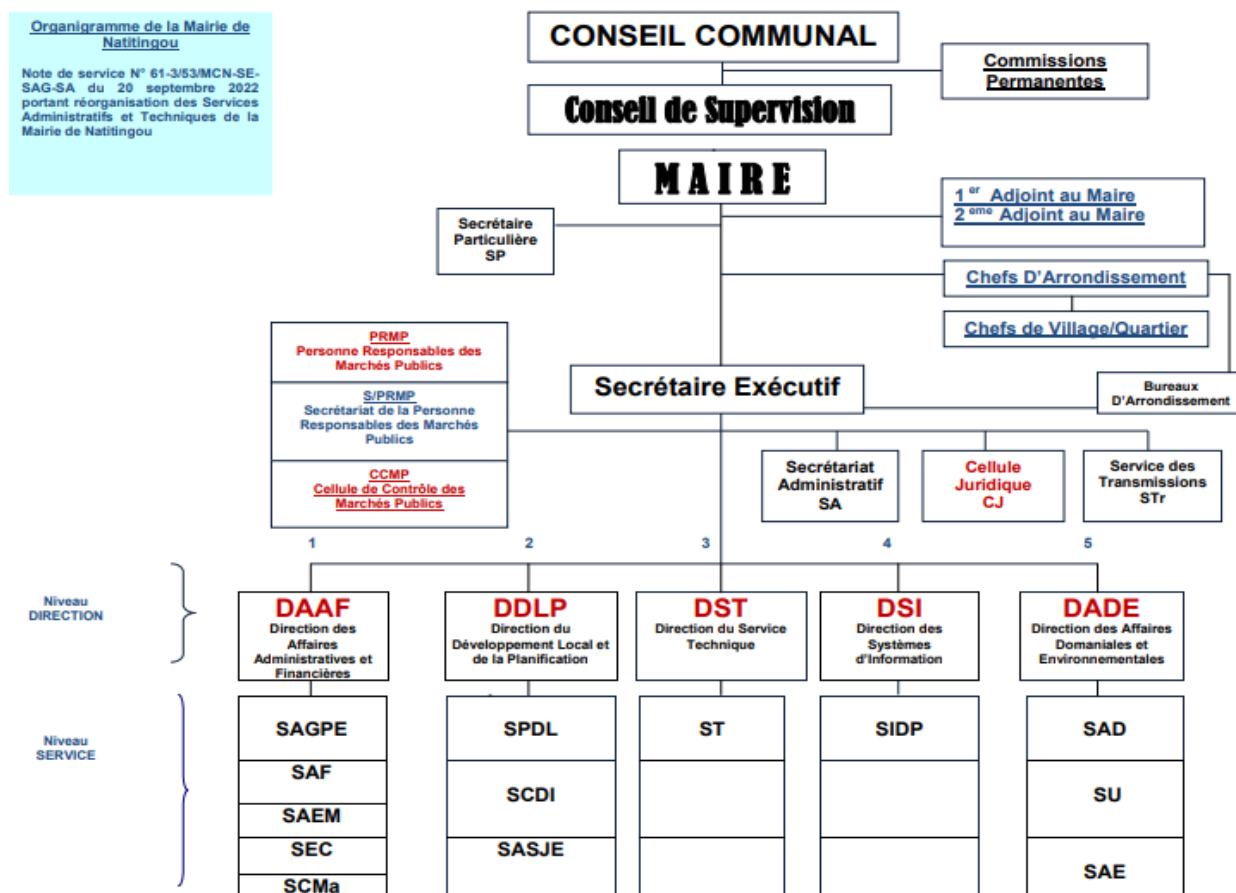


Figure 15 : Organigramme actuel de la mairie

DAAF : Direction des Affaires Administratives et Financières

SAGPE : Service en charge des Affaires Générales et Promotion de l'Emploi

SAF : Service en charge des Affaires Financières

SAEM : Service en charge des Affaires Economiques et Marchandes

SEC : Service en charge de l'Etat Civil

SCMa : Service en charge de la Comptabilité des Matières

DDL P : Direction du Développement Local et de la Planification

SPDL : Service en charge de la Planification et du Développement Local

SCDI : Service en charge de la Coopération Décentralisée et de l'Intercommunalité

SASJE : Service en charge des Affaires Sociales, de la Jeunesse et de l'Education

DST : Direction du Service Technique

ST : Service Technique

DSI : Direction des Systèmes d'Information

SIDP : Service en charge de l'Informatique, de la Documentation et du Préarchivage

DADE : Direction des Affaires Domaniales et Environnementales

SAD : Service en charge des Affaires Domaniales

SU : Service en charge de l'Urbanisme

SAE : Service en charge des Affaires Environnementales

En ce qui concerne l'état du personnel de la mairie, il se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 49 : Personnel de la mairie par catégorie et par sexe

Catégorie	Homme	Femme	Total
A	12	02	14
B	02	00	02
C	11	07	18
D	07	07	14
E	03	00	03
T	35	16	51

Source : Secrétariat Exécutif de la mairie de Natitingou, 2023

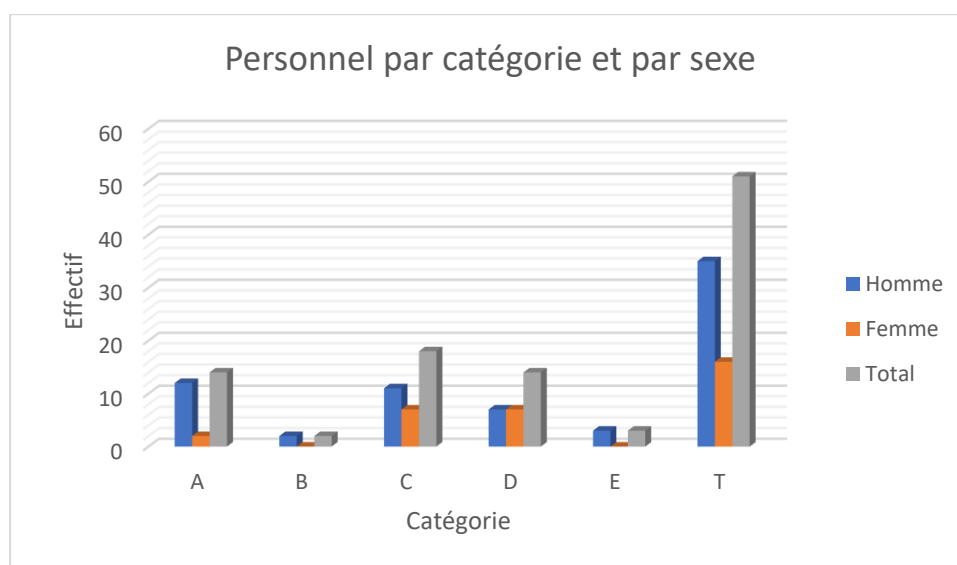


Figure 16 : Personnel de la mairie par catégorie et par sexe

Source : Secrétariat Exécutif de la mairie de Natitingou, 2023

L'effectif du personnel est suffisant mais comporte par ailleurs des agents peu qualifiés pour offrir aux populations les services administratifs. Le taux d'encadrement technique du personnel de la Mairie est encore faible et devra être amélioré. Pour un encadrement efficace, il faut trois agents au plus pour un cadre A (SAFIC, 2010). A la mairie de Natitingou, ce ratio atteint cinq agents en moyenne pour un cadre de conception ; ce qui ne facilite pas un encadrement inefficace. Quant à la représentativité genre, l'effectif des femmes est largement en deçà de celui des hommes au sein de l'administration communale, soit 29,62% du personnel toutes catégories confondues. Parmi les cadres A, elles ne représentent que 16,66%, soit 02 femmes seulement sur les 14 que compte l'administration.

En somme, la mairie ne dispose pas d'un manuel de procédures actualisé et de tous les services requis pour l'exercice total des nouvelles compétences liés aux réformes intervenues au niveau de la décentralisation ces dernières années. Par conséquent, toutes les fonctions de développement de la commune ne sont pas encore accomplies de façon optimale.

4.17.1.3. Coopération décentralisée et intercommunale

Du point de vue de la participation aux instances intercommunales, la commune est membre de l'ACAD et de l'ANCB. Elle participe de façon significative aux différentes activités de ces institutions qui lui apportent des appuis non négligeables dans l'exercice de ses compétences.

En matière de coopération décentralisée Nord-Sud, La Commune entretient deux coopérations décentralisées avec la Ville de Huy en Belgique et Rillieux-la-Pape en France.

La ville de HUY accompagne la commune de Natitingou, à travers son programme de coopération intercommunautaire, dans les domaines suivants

- Appui à la fiabilisation de l'état civil ;
- Appui à la mobilisation des ressources propres de la commune ;
- Appui à l'organisation et à la formation à travers les renforcements de capacités opérationnelles de ses services (équipement, matériels roulants, informatique, outil d'aide à la prise de décision).

Quant à la commune de Rillieux-la-Pape, elle appuie la commune de Natitingou dans les domaines d'interventions suivants :

- santé et accès aux soins de qualité ;
- assainissement et hygiène ;
- accès à l'eau potable.

4.17.1.4. Transformation digitale de l'administration communale

C'est un élément crucial dans un plan de développement communal. Avec l'expansion du numérique dans tous les secteurs d'activité, il est devenu de plus en plus important d'assurer une connectivité fiable et rapide pour permettre aux citoyens d'accéder à l'information, de communiquer entre eux et de se connecter au monde extérieur. C'est dans ce contexte que l'Etat central accorde une attention particulière au développement du numérique à travers la création de la SBIN (Société Béninoise d'Infrastructure du Numérique), l'opérateur global de gestion des infrastructures numériques et de vente en gros de capacités, de fourniture des services de communications électroniques fixes et mobiles aux prestataires des réseaux GSM. Les activités de la SBIN se sont distinguées ces dernières années dans la commune de Natitingou à travers le déploiement de la fibre optique pour l'amélioration de la connectivité et l'accès à internet. La SBIN assure la couverture de la commune de Natitingou en matière de télécommunication et d'accès à l'internet.

Malgré cet important déploiement, force est de constater que toute la population dans la commune n'a pas encore accès à l'internet. Une grande majorité des localités en milieu rural et même en milieu ne bénéficient pas encore d'un accès à l'internet.

Cependant, on y distingue la présence des trois opérateurs GSM à savoir :

- MTN : Couvre relativement les arrondissements ;
- Moov : Couvre relativement les arrondissements ;
- CELTIS, l'opérateur béninois en cours d'implantation.

En matière de transformation digitale, la Commune de Natitingou est confrontée à des défis importants. Ces défis incluent le manque d'infrastructures de base, le manque de compétences numériques et le manque de sensibilisation à l'importance de la transformation digitale. Pour faire face à ces défis, il est nécessaire de mettre en place une stratégie globale pour promouvoir la transformation digitale de la commune. Cette stratégie devrait inclure des initiatives pour améliorer l'accès et l'utilisation des technologies numériques, ainsi que des programmes de formation pour améliorer les compétences numériques des citoyens et des acteurs locaux. Le gouvernement par les réformes structurelles a doté la Mairie d'une Direction des Systèmes d'Information (DSI) pour conduire cette transformation prenant en compte la dématérialisation des services et la connectivité de la mairie.

L'analyse diagnostique du secteur se présente ainsi qu'il suit dans les tableaux ci-dessous :

Tableau 50 : Transformation digitale

Profil transformation digitale	Analyse diagnostique
A. Situation de la transformation digitale, de la dématérialisation et de la connectivité de la mairie ou de l'arrondissement	
Interconnexion des services de mairie y compris les arrondissements	Insuffisant donc à mettre aux normes
Equipements numériques de la mairie ou de l'arrondissement	Insuffisants à mettre aux normes
Niveau de dématérialisation des services offerts ou actes administratifs de la mairie ou de l'arrondissement	✓ Gestion administrative : néant ✓ Mobilisation de ressources : inapproprié ✓ Etat civil : insuffisant à mettre aux normes ✓ Affaire domaniale : néant ✓ Gestion du patrimoine : Néant ✓ Suivi des travaux : néant
Disponibilité d'un système d'information à la mairie ou à l'arrondissement	Embryonnaires
Besoins de digitalisation des services de la mairie ou de l'arrondissement	Oui pour relever les défis en la matière
Services de la mairie ou de l'arrondissement susceptibles d'être digitalisés	✓ Gestion administrative ✓ Mobilisation de ressources ✓ Etat civil ✓ Affaire domaniale ✓ Gestion du patrimoine ✓ Suivi des travaux
Existence de système d'information à la mairie ou à l'arrondissement	Oui mais à améliorer
Existence de compétences numériques à la mairie ou à l'arrondissement	Insuffisant
Qualité de l'accès à l'internet et le téléphone dans le village ou l'arrondissement	Embryonnaire
B. Stratégies à développer pour la transformation digitale, la dématérialisation	

Profil transformation digitale	Analyse diagnostique
et la connectivité de la mairie ou de l'arrondissement	
Actions à mettre en œuvre pour assurer l'interconnexion des services de mairie y compris les arrondissements	✓ Évaluer les besoins et les contraintes ✓ Définir une stratégie d'interconnexion ✓ Mettre en place une infrastructure de réseau ✓ Choisir des outils et des logiciels appropriés ✓ Former les employés ✓ Établir des protocoles de sécurité ✓ Assurer une maintenance et une mise à jour régulières
Actions à mettre en œuvre pour renforcer l'infrastructure du numérique de la mairie ou de l'arrondissement	✓ Évaluer l'infrastructure existante ✓ Définir une stratégie de renforcement de l'infrastructure ✓ Mettre en place une infrastructure de réseau robuste ✓ Investir dans des équipements de qualité. ✓ Adopter des technologies innovantes ✓ Mettre en place une politique de sécurité ✓ Former les employés. ✓ Assurer une maintenance et une mise à jour régulière.
Stratégies pour développer la dématérialisation des services offerts par la mairie ou de l'arrondissement	Réaliser le Schéma Directeur des Systèmes d'Information de la commune
Actions à mener pour la digitalisation des services de la mairie ou de l'arrondissement	Mettre en œuvre les recommandations du SDSI
Actions à mener pour la mise en place d'un système d'information à la mairie ou à l'arrondissement	Réaliser le Schéma Directeur des Systèmes d'Information pour le portefeuille des projets ciblés
Actions à mener pour assurer de compétences numériques à la mairie ou à l'arrondissement	✓ Identifier les compétences numériques nécessaires ✓ Évaluer les compétences actuelles ✓ Établir un plan de formation ✓ Fournir une formation pratique ✓ Encourager la pratique régulière ✓ Offrir des ressources en ✓ Encourager le développement continu
Actions à mener pour améliorer la qualité de l'internet et de la téléphonie mobile au niveau des village et de l'arrondissement	✓ Évaluer l'infrastructure existante ✓ Identifier les zones à améliorer ✓ Établir des partenariats ✓ Établir un plan d'action. ✓ Mettre en place des équipements de communication ✓ Offrir des formations ✓ Sensibiliser la population

Source : Diagnostic PDC 4 Natitingou, 2022

Tableau 51 : Analyse FFOM de la digitalisation

Axes	Forces	Opportunités	Faiblesses	Menaces
Juridique et réglementaire	▪ Autonomie de gestion de la commune. ▪ Existence de service informatique dans l'organigramme de certaines	▪ Existence d'un code du numérique au plan national. ▪ Volonté politique de dématérialisation de l'administration.	▪ Absence dans les AOF d'un service dédié au numérique ▪ Manque de schéma directeur informatique	▪ Non affectation de ressources
Equipements et outils informatiques	▪ Existence d'équipements informatiques ▪ Efforts de budgétisation	▪ Volonté politique de dématérialisation de l'administration.	▪ Insuffisance des matériels informatiques	▪ Obsolescence des outils informatiques disponibles ▪ Non affectation de ressources financières
Infrastructures réseaux et connexion	▪ Présence de la fibre optique dans les communes	▪ Déploiement d'une infrastructure nationale pour l'extension du réseau en fibre optique ▪ Déploiement d'une infrastructure nationale pour la mise en place de la TNT	▪ Faible débit de la connexion internet ▪ Faible couverture du réseau internet	▪ Non affectation de ressources financières
Ressources humaines et formation	▪ Existence de ressources humaines	▪ Disponibilité de ressources humaines qualifiées au plan national	▪ Manque de ressources humaines qualifiées et de formation des agents communaux à l'utilisation des outils	▪ Gel de recrutement ▪ Non affectation de ressources financières
Dématérialisation	▪ Gestion électronique de l'état civil dans certaines communes ▪ Existence de logiciel de gestion du guichet unique dans la majorité des communes ▪ Existence du logiciel Logisepac dans certaines communes	▪ Projet de dématérialisation de l'état civil du gouvernement ▪ Existence d'Agences chargées du numérique (ABSU-CEP) ▪ Existence d'un ministère du numérique et de la digitalisation ▪ Existence de partenaires devant financer des projets de dématérialisation	▪ Le manque d'initiatives propres des communes pour la dématérialisation des services de l'administration communale. ▪ Non généralisation de l'utilisation du Logisepac dans toutes les communes	▪ Etat de dégradation des archives ▪ Utilisation manuelle des actes d'état civil ▪ Retard dans la mise à disposition des actes numérisés aux communes ▪ Non affectation de ressources financières

Source : Diagnostic PDC 4 Natitingou, 2022

4.17.1.5. Participation des citoyens à la gestion des affaires communales

La participation citoyenne est un outil de développement qui vise à améliorer la performance des acteurs publics à travers une utilisation plus rationnelle des ressources et une meilleure identification des besoins et priorités. L'accès à l'information est assuré par le service chargé de la communication et celui de la documentation et, une salle de la documentation adéquate quelque peu équipée et aménagée pour permettre au public de disposer des documents de gestion utiles à consulter est disponible.

Il faut signaler que les citoyens de la commune de Natitingou s'intéressent à la gestion des affaires communales à laquelle ils participent d'ailleurs à travers le paiement des taxes, la participation aux réunions d'informations et de reddition de compte organisées par les autorités communales, et l'expression de leurs besoins et attentes pour leur prise en compte dans les documents de planification. Les citoyens sont en contact permanent avec leurs élus locaux (chefs de villages et de quartiers de ville, chefs d'arrondissements et maire et ses adjoints) avec qui ils partagent leur point de vue et préoccupations par rapport à la gestion des affaires communales. Ceci constitue un atout pour le développement intégré de la commune qui prend en compte toutes les couches socio-professionnelles.

4.17.1.6. Planification/Programmation du développement communal

La planification du développement local est réalisée à travers le Plan de Développement Communal (PDC). Le PDC est un outil d'orientation et d'investissement communal, un document de planification opérationnel sur une période de 5 ans. Le plan de développement communal est un guide d'action pour assurer un engagement effectif et permanent du Conseil Communal et des citoyens dans la mise en œuvre des politiques durables de développement.

Le PDC représente le principal document de la commune qui fait office de programme de développement pour une vision de 5 ans. La commune est à son troisième PDC, arrivé à terme en fin 2022. Ainsi, elle s'est lancée dans un processus d'élaboration de son quatrième PDC pour la période 2023 - 2028.

Le PDC 4^{ième} génération, tout comme l'élaboration du premier PDC est faite de manière participative. Il s'agit d'un processus itératif incluant toutes les catégories d'acteurs.

Quant au budget, il est par excellence l'instrument financier privilégié de la commune pour non seulement assurer le fonctionnement courant de l'administration communale, mais également pour réaliser les investissements publics nécessaires en vue de promouvoir les actions de développement et garantir les services sociaux de base à la population. Mieux, avec la mise en œuvre du « **budget participatif** », la commune implique les communautés dans la prévision des produits et leur localisation.

4.17.1.7. Projets, ONGs et Associations

Au même titre que les services déconcentrés de l'Etat (SDE), les projets, ONG et associations apportent leurs assistances technique et financière à la commune et des appuis aux populations à travers les renforcements des capacités, la réalisation d'infrastructures et la dotation en équipement.

Toutefois, leurs principales faiblesses sont liées au manque de moyens matériels, au faible niveau de technicité, de professionnalisme et d'organisation en vue d'une synergie d'actions. Autrement, la mise en place d'un cadre de concertation au niveau communal et l'institutionnalisation du principe de reddition des comptes contribueront à améliorer la gouvernance locale.

Quant aux projets, il y a :

- le Projet Emploi des Jeunes pour la Sécurité Alimentaire (EJASA) au Nord Bénin de la SNV ;
- le ProSAR de la GIZ ;
- le projet ANFANI de Helvetas.

Ces projets contribuent efficacement à l'amélioration des conditions de vie et de travail des bénéficiaires dans leurs domaines d'intervention.

L'analyse de l'état de développement de la commune de Natitingou a fait ressortir des enjeux de développement du territoire suite au croisement de l'exploitation documentaire et des résultats issus des ateliers d'arrondissements.

En effet, l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces de la commune de Natitingou a permis de retenir qu'elle a des atouts pour son développement durable.

Au nombre des atouts, il faut retenir :

- **La disponibilité de nombreux atouts naturels (terres, végétation, climat et ressources en eau) pour le développement de l'agriculture et de l'élevage ;** Il faut rappeler que la commune de Natitingou est l'une des communes de l'Atacora où la production agricole est élevée notamment les cultures vivrières, le coton, les tubercules, les cultures maraîchères, etc. Toutes ces forces peuvent être utilisées pour accélérer le développement économique de la commune. Son statut de ville chef-lieu de département lui permet de recevoir assez de projets étatiques en matière d'aménagements du territoire ;
- **La présence de bras valides actifs dans l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le commerce, l'agro-alimentation, les transports et la culture ;**
- **La disponibilité de nombreux sites touristiques et de structures d'accueil :** La commune de Natitingou est la « cité dortoir » des touristes qui viennent visiter les sites touristiques des autres communes de l'Atacora et surtout du Parc Pendjari.

La synthèse de l'analyse SWOT est présentée dans le tableau ci-dessous. Elle est suivie du tableau des problèmes majeurs identifiés lors des ateliers.

Tableau 52 : Synthèse de l'analyse SWOT

Secteurs	Forces / atouts ou potentialités (préciser localité)	Faiblesses / problèmes (prioriser)	Opportunités	Menaces
Agriculture	- Existence des terres cultivables (Tous les arrondissements) - Existence des structures d'encadrement technique - Existence d'une forte population agricole - Bonne pluviométrie - Existence de cours d'eau - Existence de subvention au niveau de l'ATDA	- Accès difficile aux terres cultivables - Agriculture non mécanisée ; - Infertilité des sols ; - Insuffisance des intrants agricoles - Difficulté d'accès aux intrants agricoles - Cherté des intrants - Mauvaises pratiques culturales - Utilisation abusive des produits chimiques - Faible communication sur le conseil agricole - Accès difficile au crédit agricole - Insuffisance des aménagements avec maîtrise totale de l'eau	- Disponibilité des institutions de Microfinance, ONG, PTF, Banque, Gouvernement, FNDA, FADeC Agriculture	- Changements climatiques - Conflits entre éleveurs et producteurs - Destruction des cours d'eau - Alcoolisme des jeunes - Exode rural des jeunes
Elevage	- Existence des campements peulhs - Disponibilité des produits issus de l'élevage (fromage, viande, œufs) - Délimitation des couloirs de passage et des aires de pâturage (en cours) - Existence des structures d'encadrement technique - Existence d'un marché à bétail - Existence de cours d'eau et barrage - Existence des fermes d'élevage - Existence de subvention au niveau de l'ATDA	- Manque d'accompagnement technique et financier - Manque de pharmacie vétérinaire - Absence de boutique d'intrants d'élevage - Absence de producteurs de poussins d'un jour	- Disponibilité des PTFs, des ONGS et autres partenaires	- Changements climatiques ; - La peste des animaux - Maladie bovine - Vol - Conflits entre éleveurs et producteurs - Destruction des cours d'eau
Pêche / Pisciculture	- Existence des cours d'eau - Bonne pluviométrie - Existence des fermes piscicoles - Existence des structures d'encadrement technique - Existence de subvention au niveau de l'ATDA	- Utilisation des pesticides - Absence de boutique d'intrants - Absence de producteurs d'alevins	- Disponibilité des PTFs, des ONGS et autres partenaires	- Destruction des cours d'eau - Assèchement de certains cours d'eau
Commerce	- Existence des marchés - Existence d'un réseau routier - Existence de gares routières - Auto emplois - Payement des impôts - Création d'emplois	- Insuffisance d'infrastructures marchandes - Voies d'accès au marché impraticable - Insuffisance des marchés - Parc automobile insuffisant - Non aménagement des parcs	- Microfinance, ONG	- Extrémisme violent
Transports	- Moyens de transports disponibles - Voies d'accès existantes	- Insuffisance des moyens de transports - Inaccessibilité des voies	- UANCOB, UCTIB, Commune	- Extrémisme violent

Secteurs	Forces / atouts ou potentialités (préciser localité)	Faiblesses / problèmes (prioriser)	Opportunités	Menaces
		- Vétusté des moyens de transports		
Finances locales	- Existence des produits agricoles - Existence de la trésorerie communale - Existence du service des impôts - Existence des infrastructures marchandes (marché, gare routière, etc ...)	- Incivisme fiscal - Insuffisance des infrastructures marchandes - Non maîtrise de l'assiette fiscale et non fiscale - Insuffisance des agents Collecteurs - Non sécurisation des marchés - Non maîtrise de la transhumance - Insuffisance de marchés	Disponibilités des PTFs Existence des banques et structures de microfinance Existence des GSM	Insécurité et crise sanitaire
Tourisme et hôtellerie	- Existence des structures d'accueil - Existence des attraits et sites touristiques - Existence des associations des guides touristiques	- Faible fréquentation des sites touristiques - Hébergement des personnes inconnues qui peut être source d'insécurité - Faible aménagement et manque d'entretien des sites touristiques - Insuffisance des structures d'accueil - Manque de renforcement de capacité des acteurs touristiques - Standing non attrayant - Structures d'accueil non agréées	Appui du gouvernement, ONG Existence du Lycée technique (POBONA)	Insécurité
Artisanat	- Existence des organisations professionnelles des artisans - Structuration des OPA - Réorganisation du secteur de l'artisanat par l'Etat - Réduction du chômage - Diversité des métiers - Payement des taxes	- Manque d'accompagnement des apprenants - Manque de perfectionnement des patrons et patronnes - Manque de financement - Inexistence des centres d'exposition et d'écoulement des produits artisanaux	Existence des PTFs	Non consommation des produits locaux Non-respect des normes de qualité Manque de matériels modernes
Energie	- Disponibilité d'un réseau électrique - Disponibilité des installations solaires - Existence des unités de combustibles alternatives par la biomasse (Natitingou urbain) - Existence des unités de fabrication des foyers améliorés « Wanrou » (Pèporiyakou, Kouaba, Natitingou urbain) - Existence de Mini centrale solaire (Kouaterna) - Existence de Barrage hydro-électrique (Pouya) - Existence de centre de formation des jeunes dans les énergies renouvelables (Natitingou urbain)	- Insuffisance de kits solaire - Problème de l'éclairage public - Faible couverture / extension du réseau électrique - Barrage hydro-électrique non fonctionnel - Insuffisance du champ solaire de Kouaterna - Coupures intempestives	Disponibilité des acteurs (gouvernement, SBEE, ABERME, PASE, P2AE, MCA II) et des Firmes (SIN QUAN SA, AMEDEM, DONGA METAL) pour la promotion de l'énergie électrique	Destruction des cours d'eau et du couvert végétal

Secteurs	Forces / atouts ou potentialités (préciser localité)	Faiblesses / problèmes (prioriser)	Opportunités	Menaces
Mines	- Existence de Sites aurifères, de carrières de sable, de pierres ornementales, de graviers, de latérites - Existence d'unités de fabrication de poteries (Pam-Pam) - Existence d'unité de fabrication des cuiseurs solaires par CFL (Natitingou urbain) -	- Exploitation anarchique et clandestine des minerais - Absence de politique de gestion des minerais - Insuffisance de vulgarisation et mise à échelle pour les unités de fabrication	Disponibilité du MTCA à accompagner les communes Disponibilité de l'OBRGM à accompagner les communes	Destruction du potentiel en minerais de la commune
Approvisionnement en Eau Potable (AEP)	- Existence des forages - Existence des AEV (SINAICIRE, KOTOPOUNGA, YARIKOU, PEPORIYAKOU, PERMA, KOUANDATA, KOUATERNA) - Disponibilité du réseau de la SONEB	- Faible couverture en infrastructures d'AEP - AEV non fonctionnelles - Prolifération des PEA privés - Absence d'analyses périodiques de l'eau	Existence des PTFs, Union Islamique, Projet d'extension du réseau de la SONEB	La sécheresse La destruction ou Contamination de la nappe phréatique
Assainissement et urbanisme	- Disponibilité de quelques routes aménagées et caniveaux / collecteurs - Existence de quelques toilettes publiques et institutionnelles - Existence de quelques latrines, WC et douches familiales - Existences d'ONG de pré collecte de DSM - Existence d'un site de décharge finale - Existence d'une Commission Permanente CADE - Existence des Commissions Communales d'Urbanisme et d'Autorisation d'Urbanisme - Existence des lotissements / remembrements - Disponibilité des terres - Existence de cadres techniques qualifiés	- Prolifération des dépotoirs sauvages - Absence des points de regroupement des DSM - Site de décharge finale des DSM non aménagé - Inexistence de structure de collecte des DSM - Inexistence de structure de vidange de fosses septiques - Inexistence de pompes funèbres - Inexistence de morgue - Mauvaise gestion des ordures - Pollution de l'environnement liée à la défécation à l'air libre - Prolifération des maladies hydriques - Obstruction des ouvrages d'assainissement - Insalubrité dans les quartiers - Inexistence des fosses septiques et puisards privés - Absence de PHAC - Insuffisance de l'entretien des voies - Absence d'ouverture de voies - Absence de PDU - Absence de PDA - Non respects des procédures et normes en matière de lotissement/remembrement - Installation anarchique des populations	- Existence des PTFs - Mesures d'achèvements des lotissements / remembrements opté par l'état central - Les partenaires comme le projet PADEA, PAPVS, Plan-Bénin...	

Secteurs	Forces / atouts ou potentialités (préciser localité)	Faiblesses / problèmes (prioriser)	Opportunités	Menaces
		- Existence des chefs-lieux d'arrondissement non urbanisés - Urbanisation sauvage		
Environnement et protection de la nature	- Existence des plantations publiques et privées - Existence de forêts galeries et savanes boisées - Plantation d'arbres fruitiers - Existence de bosquets sacrés	- Feu de végétations - Destruction des plants - Défécation à l'aire libre ; - Déforestation - Disparition de la faune et la flore aquatique - Ensablement des cours d'eau - Destruction des berges des cours d'eau - Utilisation des produits phytosanitaires - Destruction de sols arables - Inexistence de brigade verte	Existence de SCEFC Projet de marché Carbone Existence du FNEC et d'autres PTFs Existence des ONG dans l'environnement	
Digitalisation et transformation numérique	- Disponibilité de la fibre optique - Existence d'une connexion internet haut débit - Présence des jeunes formés aux technologies du numériques - Volonté politique des élus communaux - Institutionnalisation de la DSI	- Insuffisances des compétences dans le domaine du numérique - Manque de financements pour la mise en place des projets de digitalisation - Faible utilisation des technologies du numériques - Faible couverture territoriale de la connectivité internet et des réseaux GSM	Disponibilité de financements pour les projets du Numérique Volonté politique de l'état central Présence du Projet PITN2R	Concurrence avec les grandes villes du septentrion pour la consommation digitale Fracture numérique entre les populations ayant accès au numérique et celles qui n'en n'ont pas Faiblesses de la pénétration du numérique
Gouvernance administrative	- Existence des textes et lois - Tenue régulière des sessions du Conseil de supervision et du conseil communal - Existence des nouveaux cadres techniques - Existence du code de l'administration territoriale et ses décrets d'application - Tenue des cadres de concertation sectoriels - Tenue des redditions de compte du Maire (communal, arrondissement)	- Méconnaissance des textes et lois - Diversité politique - Méconnaissance des rôles - Non tenue régulière des sessions villageoises et d'arrondissement - Absence des documents et insuffisance de matériels de travail	Disponibilité de l'Etat à promouvoir la gouvernance administrative	- Faible niveau d'instruction des acteurs - Inadaptation de certaines réformes (cas de la délivrance du certificat de résidence par les chefs villages illettrés) - Non application du code électoral pour l'élection des conseillers de villages
Gouvernance politique	- Existence du code électoral - Existence du code de l'administration territoriale et ses décrets d'application - Existence du code sur le système partisan - Encadrement des partis politiques - Alternance politique - Respect du jeu démocratique	- Mauvaise répartition des services sociaux de base - Non prise en compte parfois des opinions de la population à la base (illettrés) - Achat des consciences - Non application réelle des textes et lois		Fraude électorale

Secteurs	Forces / atouts ou potentialités (préciser localité)	Faiblesses / problèmes (prioriser)	Opportunités	Menaces
Gouvernance économique	- Existence de plusieurs spéculations - Existence des infrastructures marchandes - Existence du code général des impôts - Existence d'une forte population active ; - Existence des structures d'encadrement	- Faible mobilisation des ressources propres - Incivisme fiscal - Evasion fiscale	Existence des Partenaires Techniques et Financiers	- Baisse du coût de vente des produits agricoles (Soja, Coton, Maïs) - Exode rural
Genre	- Importance du capital humain féminin, - Existence des textes et lois en faveur du genre - Existence des associations féminines	- Faible niveau d'instruction ; - Existences des pesanteurs socioculturelles	- Existence de l'INF - Ratification des conventions internationales par l'Etat béninois	- Influence des politiques - Pesanteurs socio culturelles
Industries (Unités de transformation)	Disponibilité des appareils de transformation	- Manque de formation des acteurs - Défection des appareils de l'usine - Insuffisance des unités de transformation - Rareté des matières premières	Disponibilité des ONG et du gouvernement pour la promotion des industries	
Télécommunication et Internet	- Présence des réseaux téléphoniques mobiles comme Mtn, Moov - Présence de la radio communautaire et de la télévision	- Couverture partielle du territoire - Difficultés pour capter les chaînes - Difficultés de communication	Existence des agences Mtn et Moov	
Alphabétisation	- Existence des centres d'apprentissages - Existence des maitres alphabétiseurs, quelques documents comme les syllabaires, les manuels math et d'autres documents	- Apprentissage est irrégulier - Réticence de certains à se faire alphabétiser, - Manque de motivation des maitres alphabétiseurs - Inexistence de l'enseignement des langues maternelles au niveau de l'éducation publique - Déficit de sensibilisation sur l'importance de l'alphabétisation	Disponibilité de l'Etat à promouvoir l'alphabétisation Existence de différentes commissions sociolinguistiques	Acculturation
Sports et loisirs	- Existence d'un stade omnisport - Passion pour la pratique des activités sportives - Existence des clubs de sports - Existence de la ligue départementale de sport pour tous - Existence d'un terrain de sport à la maison des jeunes et loisirs	- Manque de terrains de jeux aménagés - Manque d'accompagnement des activités sportives par les autorités préfectorales et communales - Stade non conforme aux normes (absence d'aire de jeux pour le basket, le handball) - Absence d'espace cyclable et de marche	Disponibilité de l'Etat et des partenaires	Prolifération des jeux de hasards Risque du développement de la délinquance (consommation abusive d'alcool, de stupéfiants)
Culture	- Organisations périodiques des festivals - Présence des Cultes endogènes	- Désintéressement de la chose culturelle - Exode rural	- Disponibilité de l'Etat et des partenaires	Influence des cultures étrangères

Secteurs	Forces / atouts ou potentialités (préciser localité)	Faiblesses / problèmes (prioriser)	Opportunités	Menaces
	- Existence d'un service des affaires sociale et culturelle - Existence de la commission des affaires sociales, culturelles, sportives - Existence des ateliers de tissage de pagne traditionnel	- Absence de réglementations des activités culturelles au niveau de la mairie - Acculturation de la nouvelle génération		
Education	- Existence des écoles, collèges et centres de formation - Existence des cantines dans les écoles	- Insuffisance d'enseignants - Déscolarisation - Manque d'équipements et mobiliers - Insuffisance des salles de classes - Mariages précoces - Pauvreté	- Présence de Bureaux APE - Présence des partenaires au développement	- Grossesses précoces - Exode rural - Enlèvement des élèves - Abus sexuel - Chômage
Santé	- Existence de CHD, de l'hôpital de zone et des centres de santé - Présence d'une antenne de collecte de sang - Présence de COGECS - Présence de COSA	- Service discontinu au CSC - Manque d'équipement - Manque de personnel qualifié - Taux de fréquentation faible - Mauvais accueil - Insuffisance des moyens roulants (ambulances, motos) - Faible taux de PF - Accroissement de la mortalité surtout maternelle et infantile	- Disponibilité de l'Etat à améliorer l'offre en matière de santé	
Sécurité	- Présence de commissariat dans certains arrondissements	- Absence de commissariat dans certains arrondissements - Absence de la co-production de la sécurité - Moyens roulants insuffisants - Problème de l'éclairage public - Non-respect des heures d'ouvertures et de fermetures des débits de boisson	- Engagement de l'Etat à assurer la sécurité pour tous	- Risque d'adhésion de certains jeunes aux groupes djihadistes et terroristes - La délinquance juvénile - Insécurité grandissante - Proximité avec les zones dites rouges
Gestion domaniales	- Existence de réserves administratives - Existence de domaines publics affectés - Existence de domaines privés - Existence d'une Direction des Affaires Domaniales et Environnementales	- SDAC non approuvé et inadéquat - Inexistence de Cabinet de Géomètre Expert agréés dans la Commune - Inexistence de Cabinet d'Urbanistes agréés dans la Commune - Non sécurisation des domaines publics et privés - Non protection des domaines publics et privés - Insécurité foncière - Occupation illégale des domaines publics		Occupation illégale des domaines publics Litiges domaniaux

Secteurs	Forces / atouts ou potentialités (préciser localité)	Faiblesses / problèmes (prioriser)	Opportunités	Menaces
		- Litiges domaniaux		

Source : Diagnostic PDC 4 Natitingou, 2022

4.18. Risques environnementaux et changement climatique

Les changements climatiques se manifestent à travers des risques climatiques observés dans la commune depuis quelques années. Trois principes ont guidé l'analyse et l'intégration des changements climatiques dans le plan de développement communal à savoir :

- l'anticipation ;
- la mise en œuvre conséquente des actions ;
- le changement de comportement.

L'état des lieux a montré que ces dernières décennies, les aléas climatiques se sont exacerbés. A cet effet, on a noté la diminution de la quantité de pluies, la sécheresse, la mauvaise répartition des pluies (il ne pleut pas à temps normal, fin précoce de pluie), des inondations et des vents violents. Ces risques climatiques impactent fortement dans la commune de Natitingou les secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, les ressources en eau, la foresterie, l'énergie, la santé humaine et les infrastructures et habitations. Le tableau ci-dessous présente l'impact des risques climatiques sur les secteurs du développement dans la commune.

Tableau 53 : Risques climatiques majeurs dans la commune

Risques climatiques (Aléas/Phénomènes)		Données extrêmes Tendance	Causes principales	Réurrence	Période	Localités affectées
Températures	Forte chaleur	Elevé	- Manque / Insuffisance de pluies ; - Destruction du couvert végétal ; - Absence d'arbres ; - Rareté des pluies ; - Activités de fabrication de charbon de bois et du bois de chauffe ; - Expansion des espaces agricoles ; - Augmentation des gaz à effet de serre.	Chaque année	Fév. à juin	Toute la commune
Précipitations	Sécheresse	Elevé	- Non-respect de la tradition ; - Abatage des arbres ; - Activités humaines (déboisement) ; - Coupe anarchique des forêts ; - Réchauffement du sol qui entraîne une augmentation de l'évaporation ; - Déforestation.	Chaque année	Fév. à juin	Toute la commune

Risques climatiques (Aléas/Phénomènes)		Données extrêmes Tendance	Causes principales	Réurrence	Période	Localités affectées
	Mauvaise répartition des précipitations	Elevé	- Activités humaines (destruction des forêts et des lignaux) ; - Réchauffement du sol entraînant une augmentation de l'évaporation.	Chaque année	Fév. à juin	Toute la commune
	Inondation	Très forte	- Mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace ; - Mauvais aménagement du territoire ;	Chaque année	Juil. à Sept.	Toute la commune
Vents	Vent violent	Elevé	- Abattage des grands arbres ; - Avancée du désert ; - Urbanisation très poussée ; - Extension des espaces agricoles.	Chaque année	Fév. à juin	Toute la commune

Source : Diagnostic PDC4, Natitingou 2022

Tableau 54 : Impacts des risques climatiques sur les secteurs de développement de la commune de Natitingou

Matrice des impacts	Ressources en eau	Agriculture (Production Végétale, gestion récolte et transformation)	Production animale	Santé humaine	Foresterie / Energie	Infrastructures et habitations
Mauvaise répartition des pluies	Disponibilité en eau réduite ; Baisse drastique en eau des nappes phréatiques	Baisse des rendements ; Insécurité alimentaire Mortalité accrue des plantes Stress hydrique généralisé Potentiel de dégradation des terres accru	Dépérissement voire mort des animaux par suite d'insuffisance d'eau	Risque de maladies Prolifération des moustiques, Epidémies (paludisme, choléra, méningite, IRA, etc.)	Demande en eau accrue des plantes Perte des valeurs nutritives des fourrages - Mortalité des plantes accrues	Faible influence
Sécheresse	Disponibilité en eau réduite ; Baisse drastique en eau des nappes phréatiques -Besoins importants en eau Tassements précoces des points et plan d'eau Conflits autour des points d'eau Quantité d'espèces fourragère réduite	Baisse sévère des rendements ; Indisponibilité des ressources en eau Baisse des rendements Insécurité alimentaire Mortalité accrue des plantes Stress hydrique généralisé Potentiel de dégradation des terres accrues Coût important des resemis Semis répétitif Assèchement de cultures Non bouclage de cycle végétatif de certaines cultures Insuffisance des produits vivriers Cherté des denrées alimentaires Malnutrition Manque d'eau, d'espèces fourragères et d'herbe pour les bétails Conflits entre agriculteurs et éleveurs autour des points d'eau	Dessèchement des herbes entraînant l'insuffisance du pâturage	Fréquence élevée des maladies hydriques	Demande en eau accrue des plantes Réduction du couvert végétal Diminution de la diversité biologique Risque d'incendie Intensification des feux de végétation, Difficultés de régénération des espèces et perte de biodiversité	Faible influence
Forte chaleur	Disponibilité en eau réduite, Dégradation de la qualité de l'eau	Augmentation des besoins en eau, stress hydrique et thermique accru, Baisse des rendements	Amaigrissement des animaux domestiques	Fréquence élevée des maladies	Demande en eau accrue des plantes Réduction du couvert végétal Diminution de la diversité biologique Risque d'incendie Intensification des feux de végétation, Difficultés de régénération des espèces et perte de biodiversité	Difficultés de vivre dans les infrastructures sociocommunitaires
Vent violent	Encombrement des cours d'eau par des éléments grossiers	Chute des fleurs des cultures et arbres fruitiers	Destruction des espèces animales	Epidémies (paludisme, choléra, IRA etc.)	Destruction des arbres Surexploitation des ressources naturelles	Décoiffement des maisons, destruction des lignes électriques et téléphoniques
Inondations	Ensamblage des ressources en eau	Destruction des champs, Pourriture des produits de récoltes	Perte de bétail et volaille	Fréquence élevée des maladies de paludisme et autres	Perte de la Biodiversité Destruction des arbres Mort prématurée de certaines espèces.	Destruction des habitations, Dégradation des pistes et des routes

V. PROBLEMES MAJEURS, DEFIS ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

5.1. Problèmes majeurs

Les problèmes majeurs qui se dégagent de l'analyse diagnostique de l'état du développement de la commune de Natitingou sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 55 : Problèmes majeurs

SECTEURS	PROBLEMES MAJEURS
ECONOMIQUES (Agriculture-Élevage-Pêche- L'artisanat, culture, tourisme et l'hôtellerie-Transport-communication-Commerce - finance locale- technologies digitales)	- Faible mécanisation du secteur agricole ; - Insécurité foncière des terres agricoles ; - Appauvrissement des sols ; - Difficile accès aux intrants agricoles ; - Faible modernisation de l'élevage ; - Insuffisance des infrastructures économiques et marchandes ; - Mauvais état des routes/pistes surtout en période pluvieuse ; - Faible niveau organisationnel des acteurs ; - Non valorisation du potentiel artisanal et touristique ; - Difficultés d'insertion des jeunes diplômés ; - Faible compétitivité des produits artisanaux ; - Faible mobilisation des ressources
SOCIAUX (Santé-Éducation- Alphabétisation Culture-Sport et Loisir- -couches vulnérables, Sécurité - eau potable- Hygiène et Assainissement)	- Faible qualité des services et soins de santé ; - Faible fréquentation des centres de santé ; - Insuffisance du plateau technique ; - Insuffisance de matériels et d'équipements scolaires ; - Insuffisance de centres d'alphabétisation construits ; - Faible motivation des alphabétiseurs ; - Manque d'infrastructures et d'équipement pour les sports et loisirs ; - Inadéquation formation-emploi ; - Insuffisance d'enseignants qualifiés ; - Faible couverture de la commune en poste de sécurité ; - Faible réalisation de latrines dans les ménages ; - Mauvaise gestion des ordures ménagères et des eaux usées ; - Faible taux de desserte de la commune en eau potable ; - Faible extension de la SONEB dans la commune
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (Changements climatiques-Ressources naturelles)	- Déforestation ; - Effets des changements climatiques (baisse de la pluviométrie, vents violents, sécheresse, canicule, etc.) ; - Dégradation de l'environnement et du couvert végétal ; - Erosion du sol.
GOUVERNANCE LOCALE ET THEMATIQUE TRANSVERSALE (Genre et développement-Transformation digitale-Dividende démographique-coopération intercommunale et décentralisée)	- Manque de suivi fonctionnel des services municipaux ; - Faible régularité du fonctionnement des organes infra-communaux ; - Insuffisance de personnel qualifié dans l'administration communale ; - Inégale accès des femmes aux facteurs de production et aux instances de prises de décision ; - Insuffisance de matériels de travail ; - Faible digitalisation des services communaux ; - Faible mobilisation des ressources (taxes et impôts).

Source : Diagnostic PDC 4 Natitingou, 2022

5.2. Défis et enjeux de développement de la commune de Natitingou

Les principaux enjeux qui découlent du diagnostic sont de divers ordres. Il s'agit de la réalisation des infrastructures socio-communautaires résilientes pour répondre aux besoins vitaux de la population sans cesse croissante d'une part et d'assurer la promotion d'une économie locale résiliente et compétitive, une bonne gouvernance locale globale d'autre part.

De ce fait, les principaux défis et enjeux à relever sont notamment :

- Transformation structurelle des secteurs économiques porteurs ;
- Assurer à la population croissante surtout à la jeunesse, un accès équitable aux activités économiques et à l'emploi décent ;
- Lutter contre la migration massive des jeunes et l'exode rural ;
- Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population ;
- Réaliser des équipements socio-collectifs adéquats et modernes ;
- Maîtriser la situation sécuritaire liée à l'extrémisme violent ;
- Promouvoir une économie locale bien structurée et résiliente ;
- Améliorer sensiblement la capacité d'autofinancement de la commune ;
- Adopter des stratégies/mesures d'adaptation aux changements climatiques ;
- Assurer la transformation digitale de l'administration communale ;
- Renforcer l'accès des populations aux services sociaux de base de qualité (eau, hygiène et assainissement, santé, éducation...) pour un développement humain durable.

VI. CADRE STRATEGIQUE

6.1. Fondements, principes et valeurs du PDC 4

La planification locale est une prescription légale. Elle opère un ancrage sur les outils de planification nationaux et internationaux dont elle se nourrit des orientations. A cet effet, la planification est réalisée avec un arrimage et une cohérence avec les objectifs de développement durable (ODD), à l'agenda 2063 et autres instruments internationaux. Au Plan National, le Plan National de Développement (PND), le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2), le profil pays du Dividende Démographique (2019), la feuille de route de l'Union Africaine sur le Dividende Démographique, les Actes de l'Atelier national sur le DD. La planification s'insère également dans leurs horizons temporels. Dans cette préoccupation d'arrimage, la commune de Natitingou affiche ses priorités sur une économie prospère et résiliente, la réalisation des infrastructures et ouvrages et de qualité dans un environnement sécurisé.

Le processus de planification a respecté les principes qui régissent cet exercice. Le processus s'est nourri des résultats de l'évaluation du plan précédent (PDC 3) et s'est inspiré des autres outils de planification sectorielle au niveau de la commune (SDAC, PCDA, PCC, le PHAC, etc...). Conformément au guide méthodologique d'élaboration des politiques et stratégies, le processus a obéi aux principes fondamentaux de participation, d'appropriation, d'alignement, de gestion axée sur les résultats de développement et objectifs de développement, de redevabilité ainsi que la prise en compte des thématiques transversales (l'environnement, la digitalisation, le dividende démographique, l'inclusion sociale, l'équité genre...). Enfin, la mise en œuvre du plan doit créer les conditions favorables à la participation citoyenne et à l'implication active des populations aux actions communales.

6.2. Raison d'être et énoncée de la vision du PDC 4

6.2.1. Raison d'être du PDC 4

Le plan de développement communal est un outil de négociation, de politique de développement, de bonne gouvernance et d'aide à la décision, qui encadre et oriente l'action publique communale. C'est l'outil de référence en matière d'intervention dans la commune pour tous les acteurs de développement communal afin d'assurer un développement méthodique, équilibré de l'espace communal durant son horizon temporel. Il mobilise tous les intervenants pour sa mise en œuvre sous le leadership conseil communal et de supervision ainsi que des cadres techniques de l'administration communale. Il est l'expression des aspirations de toutes les couches socio-professionnelles de la commune.

La raison d'être du Plan de Développement Communal quatrième génération de Natitingou est de la nécessité d'améliorer le bien-être socioéconomique des populations de Natitingou.

6.2.2. Rappel de la vision et des orientations nationales de développement

La vision du Bénin est définie dans le document Bénin Alafia 2025 et s'intitule : « **Le Bénin est en 2025 un pays phare, un pays bien gouverné, uni et de paix, à économie prospère et compétitive, de rayonnement culturel et de bien-être social** ». Cette vision repose sur cinq (05) principaux objectifs à savoir :

- La bonne gouvernance ;
- L'unité et la paix ;
- Une économie prospère et compétitive ;
- Une culture convergente et rayonnante ;
- Le bien-être social.

6.2.3. Vision du PDC 4 de la commune de Natitingou

La vision de la commune de Natitingou a été formulée à l'horizon 2028 en cohérence avec la vision nationale de développement. Elle s'intitule : « ***A l'horizon 2028, dans l'unité, la Commune de Natitingou, caractérisée par une gouvernance inclusive, assure le bien-être socio-économique de tous dans un environnement sain, compétitif, résilient et sécurisé*** ».

6.3. Théorie de changement du PDC 4 de Natitingou

6.3.1. Descriptif narratif de la théorie de changement

Les changements attendus de la mise en œuvre du plan sont à trois niveaux : (i) les changements à court terme ; (ii) les changements à moyen terme et (iii) les changements à long terme.

A court terme : l'accent est mis sur le renforcement de la gouvernance locale afin de poser des bases solides pour les initiatives à venir. Dans cette optique, des mesures seront prises pour améliorer la gouvernance administrative, financière et politique de la Commune. Cela implique un travail sur divers indicateurs de l'indice de gouvernance locale de la PONADEC. De plus, l'élaboration de différents documents de planification sera entreprise pour établir un cadre de référence favorisant la coordination des actions des différents acteurs engagés dans le développement communal. Des études de faisabilité seront également menées pour garantir à terme un développement harmonieux, durable et inclusif de la commune.

A moyen terme :

À moyen terme, les progrès se manifestent concrètement au sein de la commune, conduisant à une amélioration graduelle des conditions de vie des habitants. Un suivi régulier des actions est effectué, accompagné d'évaluations périodiques du plan en place. Les citoyens jouissent pleinement de leur droit à participer aux décisions communautaires et expriment leur satisfaction quant à la facilité d'accès aux services publics essentiels tels que l'éducation, l'eau, la santé, les infrastructures commerciales, les voies rurales, l'électricité et l'aménagement urbain présents dans la commune.

Dans cette optique, les initiatives sont dirigées vers la promotion de l'économie locale et l'amélioration des services sociaux de base, visant à terme une croissance économique durable et une amélioration du bien-être social. À cette fin, les secteurs économiques locaux à fort potentiel sont identifiés et encouragés, tandis que les sources de revenus des habitants sont diversifiées grâce au développement d'activités génératrices de revenus (AGR), en tenant compte des secteurs porteurs. Les dispositifs sanitaires, de sécurités, foncières et climatiques sont renforcés, assurant ainsi que toutes les couches socio-professionnelles ont accès aux services sociaux de base. De plus, un contrôle efficace de l'aménagement du territoire est mis en place, la coopération intercommunale et internationale est renforcée, et des mesures sont prises pour assainir le cadre de vie.

A long terme : le bien-être socio-économique de la population est amélioré, la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques, est accrue assurant ainsi un développement stable et équilibré.

La synthèse des résultats et des impacts attendus du PDC 4 de la commune de Natitingou est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 56 : Récapitulatif des changements attendus

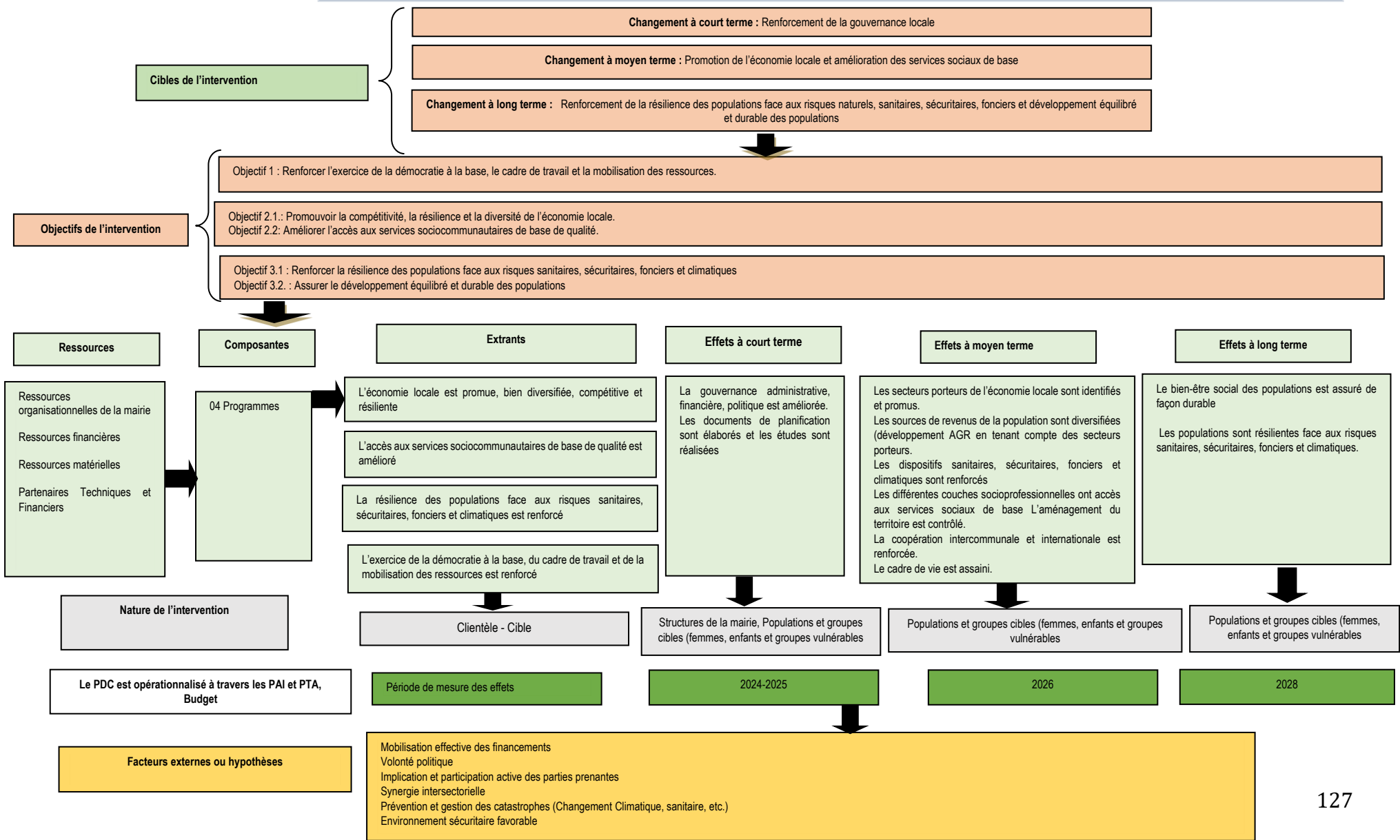
Périodes	Changements attendus
A court terme (2024-2025)	La gouvernance administrative, financière, politique est améliorée de façon progressive à travers la valeur de l'indice de gouvernance locale (IGL) de la commune notamment (L'accroissement des ressources propres de la commune ;.... le nombre de documents de planification élaboré et mis en œuvre, à compléter)
A moyen terme (2026)	Promotion de l'économie locale : - Nombre d'infrastructures socioéconomiques réalisés ; - L'accroissement des investissements réalisés dans les secteurs du tourisme et de l'artisanat. Renforcement des dispositifs sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques : - Nombre d'infrastructures sécuritaires ou sanitaires rénovées ou construites. - Accessibilité des services sociaux de base pour toutes les couches : - Nombre d'infrastructures sociocommunautaires réalisé et fonctionnel - Taux de fréquentation des services éducatifs et de santé. Contrôle de l'aménagement du territoire : - Nombre de plans de lotissement disponibles - Superficie de terre sécurisée (domaines publics, propriétés individuels, couloirs de passages, espaces pastoraux) Renforcement de la coopération intercommunale et internationale : - Nombre de partenariats ou accords de coopération conclus avec d'autres communes ou entités internationales.
A long terme (Impact du PDC 4 en 2028)	- o le bien-être socioéconomique des populations locales est amélioré de façon significative. - o les populations sont résilientes face aux différents risques de catastrophes (sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques).

6.3.2. Schéma de la théorie de changement du PDC 4 de Natitingou

La figure ci-dessous présente les différents changements attendus pendant la période de mise en œuvre du PDC 4 de la commune.

Figure 17 : Théorie de changement du PDC 4 de Natitingou

Raison d'être de l'intervention : Nécessité d'améliorer le bien être socioéconomique des populations



6.4. Formulation des orientations, objectifs, axes stratégiques et programmes

6.4.1. Orientations stratégiques nationales

Les orientations stratégiques nationales sont :

- Reconstruire une administration au service de l'intérêt général et du développement du secteur privé ;
- Assainir la cadre macroéconomique et maintenir sa stabilité ;
- Promouvoir le renouveau économique ;
- Développer les infrastructures économiques et sociales ;
- Renforcer le capital humain ;
- Assurer le développement équilibré et durable de l'espace national à travers le développement à la base.

6.4.2. Axes et priorités de la stratégie nationale du Bénin dans le PAG 2021 - 2026

Le Programme d'Action du Gouvernement (2021-2026) deuxième génération se fonde sur le diagnostic institutionnel, économique et social du Bénin, les défis, les atouts et les opportunités du pays, mais également les réflexions sur l'Agenda 2030 pour le développement (ODD) ainsi que les conclusions et recommandations de l'accord de Paris sur les changements climatiques (COP21). Il offre plusieurs opportunités de modernisation de l'économie et de dynamisation des bases productives au Bénin. Il vise à « Relancer de manière durable le développement économique et social du Bénin ». Le PAG2 repose sur (3) trois piliers et (7) sept axes stratégiques.

Tableau 57 : Piliers et axes stratégiques du PAG 2021 - 2026

PILIER 1 Renforcer la démocratie, l'Etat de droit et la bonne gouvernance	PILIER 2 Poursuivre la transformation structurelle de l'économie	PILIER 3 Accroître durablement le bien être sociale des populations
Axe stratégique 1 : Renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit	Axe stratégique 3 : Renforcement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité	Axe stratégique 6 : Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base et à la protection sociale
Axe stratégique 2 : Consolidation de la bonne gouvernance	Axe stratégique 4 : Accélération de la croissance économique	Axe stratégique 7 : Renforcement du développement équilibré et durable de l'espace national
	Axe stratégique 5 : Promotion d'une éducation de qualité et de l'EFTP	

Source : PAG 2021 - 2026

A partir de la problématique majeure de développement établie, quatre (04) orientations stratégiques de développement ont été formulées. Il s'agit de :

- ❖ **Orientation Stratégique 1 (OS1) :** Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente.
- ❖ **Orientation Stratégique 2 (OS2) :** Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité.
- ❖ **Orientation Stratégique 3 (OS3) :** Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques.
- ❖ **Orientation Stratégique 4 (OS4) :** Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources.

6.4.3. Cohérence des orientations du PDC 4 avec Bénin Alafia, le PND, le PAG 2

Ce tableau présente la cohérence des orientations stratégiques du PDC avec Bénin Alafia 2025, le PND, et le PAG 2.

Tableau 58 : Cohérence des orientations du PDC 4 avec les instruments nationaux

Orientations Stratégiques du PDC 4	Orientations stratégiques Bénin Alafia 2025	Orientations stratégiques du PND (2018 - 2025)	Orientations stratégiques du PAG 2 2021 - 2026
Orientation Stratégique 1 (OS1) : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	▪ Renforcement des bases humaines et matérielles de l'économie ▪ Renforcement de la lutte contre la pauvreté dans un cadre sécurisé	▪ Objectif stratégique 2 : accroître durablement la productivité et la compétitivité de l'économie béninoise	▪ Renforcement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité ▪ Accélération de la croissance économique
Orientation Stratégique 2 (OS2) : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	▪ Renforcement de la lutte contre la pauvreté dans un cadre sécurisé	▪ Objectif stratégique 1 : Développer un capital humain sain, compétent et compétitif	▪ Promotion d'une éducation de qualité et de l'EFTP ▪ Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base et à la protection sociale
Orientation Stratégique 3 (OS3) : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques	▪ Promotion d'un aménagement du territoire qui assure le développement régional et la gestion rationnelle de l'environnement	▪ Objectif stratégique 3 : assurer la gestion durable du cadre de vie, de l'environnement et l'émergence des pôles régionaux de développement	▪ Renforcement du développement équilibré et durable de l'espace national
Orientation Stratégique 4 (OS4) : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources	▪ Consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance ▪ Promotion d'une culture de gestion concertée et de reddition de compte	▪ Objectif stratégique 4 : consolider l'état de droit et la bonne gouvernance	▪ Renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit ▪ Consolidation de la bonne gouvernance

6.4.4. Arrimage des orientations et objectifs stratégiques du PDC 4 et des ODD

Tableau 59 : Arrimage des orientations et objectifs stratégiques et programmes du PDC 4 avec cibles spatialisées des ODD

Orientations Stratégiques du PDC 4	Programmes	Objectifs spécifiques	Cibles spatialisées communales/ODD
Orientation Stratégique 1 (OS1) : Développement d'une économie locale dynamique et diversifiée	Programme I : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	Promouvoir une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	- ODD1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde - ODD2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable - ODD8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous - ODD9 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation - ODD12 : Etablir des modes de consommation et de production durables - 1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays - 2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante - 4.4. D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre des jeunes disposant de compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat - 8.5. D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale - 10.1 D'ici à 2030, assurer progressivement et durablement une croissance des revenus des 40% de la population les plus pauvres à un rythme plus rapide que le revenu moyen national

Orientations Stratégiques du PDC 4	Programmes	Objectifs spécifiques	Cibles spatialisées communales/ODD
Orientation Stratégique 2 (OS2) : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	Programme II : Renforcement de l'accès des populations aux services sociaux de base	Renforcer l'accès des populations aux services sociocommunautaires de base de qualité	- ODD2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable - ODD3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge - ODD4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie - ODD6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau - ODD7 : Garantir l'accès à tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable - 3.3. D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de SIDA, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles - 3.4. D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être - 8.9. D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux
Orientation Stratégique 3 (OS3) : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques	Programme III : Renforcement de la résilience des populations et de réduction des risques (sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques)	Renforcer la résilience des populations et la réduction des risques (sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques)	- ODD3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge - ODD11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables - ODD13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions - ODD15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité - 12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles

Orientations Stratégiques du PDC 4	Programmes	Objectifs spécifiques	Cibles spatialisées communales/ODD
Orientation Stratégique 4 (OS4) : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources	Programme IV : Amélioration de la gouvernance locale et de l'exercice de la démocratie à la base	Améliorer la gouvernance locale et l'exercice de la démocratie à la base	- ODD16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. - ODD5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles pour tous - 16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants

6.4.5. Matrice du cadre stratégique

Ce tableau présente la vision du PDC 4, les orientations et les axes stratégiques du PDC ainsi que les programmes.

Tableau 60 : Matrice du cadre stratégique

Vision	Orientations stratégiques	Objectifs stratégiques	Axes stratégiques	Programmes
« A l'horizon 2028, dans l'unité, la Commune de Natitingou, caractérisée par une gouvernance inclusive, assure le bien-être socio-économique de tous dans un environnement sain, compétitif, résilient et sécurisé ».	Orientation Stratégique 1 (OS1) : Développement d'une économie locale dynamique, diversifiée	Objectif Stratégique 1 (OS1) : Renforcer la diversification économique, la compétitivité et la résilience des entreprises locales dans les secteurs clés	1. Renforcement des infrastructures de soutien à l'économie locale	1. Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente
			2. Amélioration du rendement agricole	
	Orientation Stratégique 2 (OS2) : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	Objectif Stratégique 2 (OS2) : Accroître l'accès et la qualité des services sociaux de base	3. Promotion de l'alphabétisation, des sports, des loisirs, du tourisme et de la Culture	2. Renforcement de l'accès des populations aux services sociaux de base

Vision	Orientations stratégiques	Objectifs stratégiques	Axes stratégiques	Programmes
			4. Renforcement des infrastructures sociocommunautaires (Education, santé, eau, énergie)	
	Orientation Stratégique 3 (OS3) : Accroissement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques	Objectif Stratégique 3 (OS3) : Développer des initiatives de prévention et de préparation des communautés face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques.	1. Renforcement de la résilience et de l'adaptation des populations aux changements climatiques	3. Renforcement de la résilience des populations et de réduction des risques (sanitaires, sécuritaires, fonciers)
			2. Développement des mesures sécuritaires d'inclusion sociale et de gestion foncière	
	Orientation Stratégique 4 (OS4) : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources	Objectif Stratégique 4 (OS4) : Accroître la participation citoyenne et renforcer la gouvernance locale	1. Renforcement de la gouvernance locale et de la participation citoyenne	4. Amélioration de la gouvernance locale et de l'exercice de la démocratie à la base
			2. Amélioration de la performance de l'administration locale	

3. CADRE PROGRAMMATIQUE

7.1. Matrice du cadre programmatique

Le cadre programmatique du PDC 4 de la commune de Natitingou se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 61 : Matrice programmatique du PDC 4 de Natitingou

Programmes	Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Projets
1. Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	Objectifs Global 1 (OG1) : Promouvoir une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	Objectif Spécifique 1.1. (OS1.1) : Assurer un développement économique durable axé sur les infrastructures socioéconomiques et de transport	✓ Accompagnement de la diversification et de l'innovation dans les secteurs économiques ✓ Promotion de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi des jeunes et des femmes à travers les sous-secteurs économiques locaux ✓ Développement des infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées ✓ Amélioration de la couverture en infrastructures de transport
		Objectif Spécifique 1.2. (OS1.2) : Accroître la productivité et la rentabilité agricole	✓ Assurance de l'autosuffisance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la commune ✓ Appui à la création d'une Structure intercommunale de promotion économique et des investissements : l'Agence intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA) ✓ Appui à la création de structures de soutien à l'activité agricole en collaboration avec les autres communes de l'Atacora
2. Renforcement de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	Objectifs Global 2 (OG2) : Améliorer l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	Objectif Spécifique 2.1. (OS2.1) : Faciliter l'accès à l'alphabétisation, à l'éducation, aux activités sportives et culturelles	✓ Promotion de l'alphabétisation, des sports, des loisirs, du tourisme et de la culture

Programmes	Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Projets
		Objectif Spécifique 2.2. (OS2.2) : Assurer l'accès et la qualité des services sociocommunautaires de base	✓ Assurance de l'accès aux soins et services de santé de qualité pour tous ✓ Assurance de l'accès à une éducation de qualité pour tous (maternel, primaire et secondaire) ✓ Amélioration de l'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie ✓ Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement ✓ Promotion de l'inclusion sociale
3. Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques	Objectifs Global 3 (OG3) : Renforcer la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques	Objectif Spécifique 3.1. (OS3.1) : Assurer la résilience et l'adaptation des communautés aux changements climatiques	✓ Amélioration de la capacité de prévention et de gestion des risques et catastrophes ✓ Promotion de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques
		Objectif Spécifique 3.2. (OS3.2) : Assurer la sécurité et une gestion adéquate du foncier	✓ Amélioration de la gestion foncière et domaniale ✓ Création d'un environnement de vie sécurisé et inclusif
4. Amélioration de la gouvernance locale et de l'exercice de la démocratie à la base	Objectifs Global 4 (OG4) : Renforcer l'exercice de la démocratie à la base, le cadre de travail et la mobilisation des ressources	Objectif Spécifique 4.1. (OS3.2) : Assurer une gouvernance transparente et inclusive	✓ Renforcement de la participation démocratique et de la gouvernance inclusive
		Objectif Spécifique 4.2. (OS4.2) : Garantir l'efficacité de la gestion administrative au niveau de la Commune	✓ Amélioration du cadre de travail et de la performance de l'administration communale ✓ Renforcement des mécanismes de mobilisation des ressources pour le développement local ✓ Renforcement de l'accessibilité au numérique ✓ Promotion de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée ✓ Dynamisation du système de suivi-évaluation local

Programmes	Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Projets
			✓ Amélioration de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences de l'administration locale

a. Cadre logique du PDC 4 de la commune de Natitingou

Tableau 62 : Cadre logique du PDC 4

Cadre logique du PDC 4 de Natitingou				
Code	Programmes/Projets/Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses ou Risques
I	PROGRAMME I : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente			
OG1	Promouvoir une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente.			
OS1	Assurer un développement économique durable axé sur les infrastructures socioéconomiques et de transport			
R 1.1	Le développement économique durable axé sur les infrastructures socioéconomiques et de transport est assuré.			
P1.1	Accompagnement de la diversification et de l'innovation dans les secteurs économiques			
A1.1.1.1	Former les producteurs sur les itinéraires techniques adaptés	1000 producteurs formés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.2	Suivre la mise en œuvre des techniques au niveau des producteurs	10 missions de supervision	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.3	Faciliter l'accès aux intrants (semences et engrais) et matériels agricoles dans la commune	60% des producteurs ont accès aux intrants et 40% aux matériels agricoles	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.4	Aménager les bas-fonds pour la production maraîchère et la riziculture	02 bas-fonds aménagés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.5	Construire/réhabiliter de magasins de stockage de produits agricoles	08 magasins construits/réhabilités	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.6	Promouvoir la mécanisation de l'agriculture	Nombre de machines agricoles, Nombre de tractoristes formés sur l'utilisation des machines agricoles	PV de réception, Rapport de formation, liste de présence	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.7	Sensibiliser les producteurs sur une utilisation des engrais bio et produits phytosanitaires	10000 producteurs sensibilisés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.8	Développer les mécanismes de sécurisation des terres agricoles	500 ADC sont établies aux propriétaires terriens	Rapport de séance, liste de présence	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.9	Poursuivre la promotion des filières agricoles porteuses de la commune (Anacarde, karité, maraîchage, riz et soja)	10 séances de formation par filière 2000 producteurs formés 10 groupements appuyés en équipements	Rapport de formation, liste de présence, bordereau de livraison	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

Cadre logique du PDC 4 de Natitingou				
Code	Programmes/Projets/Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses ou Risques
A1.1.1.10	Faire la promotion des cultures vivrières (maïs, sorgho, l'igname, manioc etc.)	5 foires agricoles organisées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.11	Promouvoir le secteur de l'apiculture dans la Commune	100 apiculteurs appuyés en équipements et matériels sur 5 ans	PV de remise des matériels	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.12	Faciliter auprès des institutions la mise en place des crédits agricoles adaptés	1000 acteurs agricoles ont accès aux crédits agricoles	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.13	Vulgariser les normes d'acquisition et d'exploitation des terres agricoles	45 séances de vulgarisation des normes d'acquisition et d'exploitation des terres agricoles	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.14	Former les éleveurs sur les systèmes d'élevage améliorés	500 éleveurs formés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.15	Suivre la pratique des techniques enseignées au niveau des éleveurs	500 éleveurs suivis	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.16	Faire le plaidoyer pour la dotation par arrondissement d'un vétérinaire pour le suivi de l'élevage	3 vétérinaires	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.17	Faciliter la réalisation des infrastructures et matériels d'élevage adaptés (habitat, parc de vaccination, points d'eau abreuvoir, intrants zootechniques)	05 infrastructures réalisées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.18	Faciliter l'accès aux intrants d'élevage (provenances,)	Nombre d'éleveurs bénéficiaires en 5 ans	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.19	Vulgariser et sensibiliser les éleveurs sur le code pastoral	500 éleveurs sensibilisés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.20	Faire un plaidoyer pour la disponibilité des produits et aliments vétérinaires	Dix (10) cinq (05) plaidoyers sont faits	Rapports de mission	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.21	Aménager et sécuriser les aires de pâturage (espace fourragère)	02 aires de pâturage aménagées	PV de visite de site Rapport d'activités annuel	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.22	Aménager et sécuriser les couloirs de passage des transhumants	2 couloirs de passage tracés	PV de visite de site Rapport d'activités annuel	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.23	Renforcer la capacité technique des éleveurs (volaille, petits ruminants, apiculture, etc.)	09 sessions de formation à l'intention des éleveurs	Rapport de formation	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

Cadre logique du PDC 4 de Natitingou				
Code	Programmes/Projets/Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses ou Risques
A1.1.1.24	Sensibiliser et former les jeunes en pisciculture et sur les bonnes pratiques de la pêche	45 jeunes formés	Rapports de formation	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.25	Accompagner l'aménagement des étangs piscicoles	03 étangs piscicoles aménagés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.26	Entretenir les barrages/retenues d'eau	02 barrages/retenues d'eau entretenue	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.1.1.27	Faire le plaidoyer auprès des SFD pour la mise en place de crédits adaptés à la pisciculture	03 SFD ayant mis en place de Crédits	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P1.2	Promotion de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi des jeunes et des femmes à travers les sous-secteurs économiques locaux			
A1.2.1.1	Sensibiliser et former les jeunes sur l'entrepreneuriat agricole	1000 jeunes sont sensibilisés et formés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.2	Identifier les PME et PMI de transformation agro-alimentaire	50 PME et PMI de transformation agro-alimentaire identifiées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.3	Identifier les PME et PMI de l'artisanat	500 PME et PMI de l'artisanat identifiées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.4	Renforcer les PME et PMI de transformation agro-alimentaire	25 PME et PMI de transformation agro-alimentaire renforcées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.5	Faciliter l'équipement les PME et PMI de l'artisanat	250 PME et PMI de l'artisanat équipées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.6	Renforcement des capacités des artisans	350 artisans formés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.7	Faciliter l'accès aux crédits adaptés aux artisans	100 artisans ayant obtenus les crédits adaptés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.8	Faciliter l'installation des apprentis démunis ayant obtenu le Certificat de Qualification au Métier	100 apprentis démunis installés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.9	Accompagner la formalisation des entreprises commerciales	200 entreprises formalisées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

Cadre logique du PDC 4 de Natitingou				
Code	Programmes/Projets/Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses ou Risques
A1.2.1.10	Promouvoir l'approche cluster pour promouvoir l'industrie locale de transformation	5 clusters créés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.11	Renforcer la capacité socio-organisationnelle des groupements, coopératifs et associations	10 groupements formés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.12	Faciliter la mise en place des centres de formation professionnelle	02 Centres de formation construits	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.13	Renforcer les capacités des jeunes filles et des femmes en matière de transformation agro-alimentaire et de création d'entreprise	1000 jeunes filles et femmes formées	Rapport de formation	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.14	Organiser des fora pour connecter les entrepreneurs locaux avec les investisseurs et partenaires commerciaux	5 foras organisés	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.2.1.15	Créer un centre des métiers communal	Un centre communal de métier	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P1.3	Développement des infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées			
A1.3.1.1	Réaliser l'étude de faisabilité de la construction d'un centre commercial moderne / centre d'affaires	Etude de faisabilité réalisée	Rapport d'étude de faisabilité	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.3.1.2	Construire un centre de promotion économique, culturel et artistiques moderne sur le site du ciné BOPESI	Centre commercial moderne construit	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.3.1.3	Réaliser l'étude pour développer un centre d'affaires à l'ex-auto gare de Natitingou	01 étude réalisée d'ici 2024	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.3.1.4	Développer un centre d'affaires à l'ex-Auto gare de Natitingou	Centre d'Affaire développé	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.3.1.5	Réaliser l'étude de faisabilité de la construction des infrastructures marchandes telles que le marché à bétail, le marché d'écoulement des produits agricoles (céréales, la tomate et les tubercules, etc...) et le centre de transformation des produits agricoles	Une Etude de faisabilité réalisée	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.3.1.6	Réaliser une étude pour la construction des infrastructures marchandes dans certains marchés	Une étude est réalisée	Disponibilité du Rapport de l'étude	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

Cadre logique du PDC 4 de Natitingou				
Code	Programmes/Projets/Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses ou Risques
A1.3.1.7	Construire et équiper des infrastructures marchandes	Un marché moderne est construit à Takonta et équipé Un marché à bétail est construit et équipé 03 blocs de boutiques de 04 pièces construites d'ici 2028	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P1.4	Amélioration de la couverture en infrastructures de transport			
A1.4.1.1	Aménager/entretenir les pistes de desserte rurale	250 000 mètres linéaires de pistes aménagées et entretenues	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.4.1.2	Réaliser une étude d'impacts environnemental et social (EIES) pour la construction d'un parking pour les bus et gros porteurs	EIES réalisé	Rapport d'EIES	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.4.1.3	Aménager un parking pour les bus et gros porteurs	Parking pour bus et gros porteur construit	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.4.1.4	Réaliser une étude pour la construction d'un parking pour les petits véhicules	Etude réalisée	Rapport d'étude de faisabilité	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.4.1.5	Construire et aménager un parking pour les petits véhicules	Parking pour petits véhicules construit	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
OS1.2.	Accroître la productivité et la rentabilité agricole			
R 2.1.	La productivité et la rentabilité agricole est accrue.			
P1.5	Assurance de l'autosuffisance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la commune			
A1.5.1.1	Sensibiliser les populations sur le consommé local (produits locaux labellisés de l'Atacora) ce qu'elles doivent manger en vue de soutenir l'agriculture locale	45 séances de sensibilisation	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.5.1.2	Renforcer les agriculteurs en équipements pour la culture des produits vivriers	5 coopératives d'agriculteurs renforcées en équipements	Bordereau de livraison	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.5.1.3	Renforcer les maraîchers en équipements pour la culture des produits maraîchers	10 coopératives de maraîchers renforcées en équipements	Bordereau de livraison	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.5.1.4	Renforcer les communautés pour l'élevage domestique (volaille, petits ruminants, etc.)	5000 personnes renforcées appuyées	Bordereau de livraison	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.5.1.5	Renforcer les capacités des populations pour atteindre l'autosuffisance alimentaire	50 formations réalisées	Rapport de formation	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

Cadre logique du PDC 4 de Natitingou				
Code	Programmes/Projets/Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses ou Risques
A1.5.1.6	Sensibiliser les populations sur la conservation des produits de récolte et les effets néfastes de leur bradage	45 séances de sensibilisation	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.5.1.7	Dynamiser le groupe thématique ou le cadre de concertation communal en alimentation, santé et nutrition	20 séances du groupe thématique ou du cadre de concertation communal en alimentation et nutrition	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CSCom...	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.5.1.8	Renforcer les capacités des membres du Cadre de Concertation Communal (CCC) sur la planification et le suivi des stratégies et outils sectoriels pour la mise en œuvre des actions de l'alimentation, de la santé et de nutrition	10 séances de renforcement de capacités	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CSCom...	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.5.1.9	Organiser le suivi des acquis des projets/ programmes intervenus sur la SAN, l'AME	Nombre de suivi	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CSCom...	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P1.6	Appui à la création d'une Structure intercommunale de promotion économique et des investissements : l'Agence intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA)			
A1.6.1.1	Créer et rendre fonctionnelle l'ADEA	Taux de contribution de l'ADEA à la mobilisation des financements pour la mise en œuvre du PDC (TMF-PDC)	Rapports d'activités de l'ADEA Rapport de suivi de la mise en œuvre du PDC	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.6.1.2	Prendre part au processus de mise en place de l'ADEA et à l'animation de ses organes (technique et de décision)	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Souscription statutaire 2023 de la commune	Relevé des décisions du CC Registre comptable (Trésorerie communale, DAAF)	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.6.1.3	Mettre en œuvre une convention de partenariat avec l'ADEA pour l'appui technique à la mise en œuvre du PDC 4 (appui à la Mobilisation des financements et la mise en œuvre technique)	Convention signée (CS) Volume des financements mobilisés (VFM) Nombre et liste des projets et actions mis en œuvre (NLP)	Rapports d'activités du Conseil de Supervision et de la SE Rapport de performance annuelle	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P1.7	Appui à la création de structures de soutien à l'activité agricole en collaboration avec les autres communes de l'Atacora			
A1.7.1.1	Appuyer la mise en place d'une structure de promotion de l'agro-business et des investissements agricoles structurants : le Centre intégré de Développement Agricole (CDA)	Le site de la Zone des Montagnes du CDA créé et installé (CDA) Nombre de pensionnaires formés (NP) Nombre de bénéficiaires accompagnés (NB)	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.7.1.2	Appuyer la mise en place d'une Structure de promotion de la mécanisation agricole : le Centre de Mécanisation agricole (CMA)	Le parc CMA des Montagnes créé et installé (CMA) Nombre d'agriculteurs bénéficiaires (NA) Nombre de tracteurs et autres matériels mécanisés acquis ou facilités pour l'achat (NT)	Rapports d'activités du CMA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A1.7.1.3	Appuyer la mise en place d'une Structure de facilitation du financement agricole : le Centre de Finance Rurale (CFR)	Le CFR créé et installé (CFR) Volume des financements agricoles mobilisés ou facilités (VFA) Volume des financements agricoles placés (VFP)	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.7.1.4	Appuyer la mise en place d'un Système de facilitation de l'accès aux intrants agricoles : le Service d'Intrants Agricoles (SIA)	Le SIA créé et installé (SIA) Volume d'intrants facilités (VIF) Filières de production de fertilisants biologiques promues (FB)	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.7.1.5	Appuyer la mise en place d'une Structure de facilitation de la mise en marché des produits agricoles : la Centrale des Marchés Agricoles (CeMA)	Le CeMA créé et installé (CeMA) Volume de produits agricoles commercialisés ou écoulés par courtage (VCE) Montants de CDL collectés au profit des communes membres (CDL)	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.7.1.6	Appuyer la mise en place d'une Structure de valorisation des produits agricoles par la transformation : la Société Coopérative de Valorisation des Produits Agricoles (CVPA).	CVPA créée et installée (CVPA) Spécifications transformées (ST) Volumes de produits transformés (VPT)	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.7.1.7	Incuber (Former, installer et accompagner le développement de) 50 agro-entrepreneurs jusqu'à maturité	50 Agro-entrepreneurs à maturité 10% de la production agricole communale est faite par agro-entrepreneurs	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.7.1.8	Accompagner des producteurs familiaux	150 petits producteurs accompagnés	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A1.7.1.9	Organiser les filières végétales (FV) telles que le soja, le fonio, le baobab et animales (FA) telles qu'avicole, piscicole, apicole et porcins	Les filières avicole, piscicole, apicole et de petits ruminants organisées et dynamiques	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
II	PROGRAMME II : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité			
OG2	Améliorer l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité			
OS2.1	Faciliter l'accès à l'alphabétisation, à l'éducation, aux activités sportives et culturelles			
R2.1.	L'accès à l'alphabétisation, à l'éducation, aux activités sportives et culturelles est facilité			
P2.1.1	Promotion de l'alphabétisation, des sports, des loisirs, du tourisme et de la culture			
A2.1.1.1	Créer un centre de ressources communautaires pour offrir des programmes d'alphabétisation	Centre de ressources créé	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A2.1.1.2	Construire et équiper les centres d’alphabétisation	D’ici à 2028, 05 centres d’alphabétisation sont construits et équipés	Procès-verbal de réception des centres d’alphabétisation construits	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.3	Doter tous les centres d’alphabétisation en matériel didactique	07 centres d’alphabétisation sont dotés en matériel didactique	Rapports d’activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.4	Recruter et former un maître alphabétiseur par centre	Un maître alphabétiseur est recruté et formé par centre	Rapport d’activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.5	Accompagner les OSC dans les campagnes d’alphabétisation des jeunes déscolarisés et des femmes dans la Commune.	Une (01) grande campagne d’alphabétisation des jeunes déscolarisés et des femmes est organisée chaque année	Rapports d’activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.6	Assurer l’animation des centres d’alphabétisation	7 centres d’alphabétisation fonctionnels	Rapports d’activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.7	Réfectionner/Construire des infrastructures sportives dans les arrondissements	3 Nombre d’infrastructures réfectionnées/construites	Rapports d’activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.8	Aménager des aires de jeux et de loisirs dans la Commune de Natitingou au profit des jeunes et des enfants	1 aire de jeux et de loisirs est aménagée	Rapports d’activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.9	Doter les équipes sportives de matériels et équipements dans les diverses disciplines	10 équipes sont dotés de matériels et d’équipements.	Rapports d’activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.10	Organiser des tournois dans diverses disciplines sportives	05 tournois sont organisés	Rapports d’activités de la mairie et de la Direction Départementale du loisir et du Sport	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.11	Délimiter et sécuriser les domaines des complexes sportifs et culturels dans chaque arrondissement	10 domaines des complexes sportifs et culturels délimités et sécurisés dans la commune	PV de réception Liste de présence Document topographique	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.12	Réfectionner/Réhabiliter et équiper les centres des jeunes et loisirs	03 centres des jeunes et loisirs	PV de réception Liste de présence	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.13	Mettre en place un système de gestion, d’entretien et de développement des centres des jeunes et loisirs	01 organe de gestion mis en place pour l’entretien et le développement des centres des jeunes et loisirs	Rapports de séance	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.14	Dynamiser les centres des jeunes et loisirs	07 contrats de gestion des centres des jeunes et loisirs signés	Rapports de séance	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.15	Construire des aires de jeux et espace vert dans les chefs-lieux d’arrondissements	Au moins trois arrondissements bénéficient chacun d’une aire de jeux	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.16	Aménager deux sites touristiques et leurs voies d’accès	Nombre de sites touristiques et de voies d’accès aménagés	Rapports d’activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A2.1.1.17	Institutionnaliser et organiser des festivals culturels pour la promotion des activités culturelles	Festivals culturels institutionnalisés	Arrêté communal	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.18	Accompagner les groupes folkloriques	03 groupes folkloriques accompagnés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.19	Faciliter la participation des artistes locaux aux festivals nationaux et internationaux	03 artistes locaux appuyés pour participer aux festivals nationaux et internationaux	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.20	Créer un circuit de randonnée à pied ou à vélo soit à Natitingou ou dans les territoires des montagnes	03 Circuits de randonnée organisés	Rapport d'activité	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.21	Valoriser la zone des eaux et forêts pour en faire un mini zoo, une aire de distraction pour enfants et jeunes	01 Zone des eaux et forêts, aire de distraction pour enfants et jeune valorisées	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.22	Construire et équiper une salle de gymnastique communale	01 salle de gymnastique communale construite et équipée	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.23	Créer et rendre fonctionnel le centre de formation communale pour les personnes vivant avec un handicap	Centre de formation créé et fonctionnel	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.1.1.24	Créer et rendre fonctionnel une maison communale de tourisme.	Une maison communale du tourisme est créée		Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
OS 2.2.	Assurer l'accès et la qualité des services socioéconomiques de base			
R 2.2.	L'accès et la qualité des services socioéconomiques de base est assuré			
P2.2.1	Assurance de l'accès aux soins et services de santé de qualité pour tous			
A2.2.1.1	Réaliser l'extension des salles d'hospitalisations au niveau des centres de santé	05 salles d'hospitalisations réalisées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.2.1.2	Construire / réhabiliter et équiper le Centre de Santé Communal délocalisé	Le Centre de Santé Communal construit d'ici 2028	PV de réception des travaux	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.2.1.3	Renforcer la couverture en eau et électricité des centres de santé de la commune	25% d'augmentation de Taux de couverture en eau et électricité	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.2.1.4	Réaliser la clôture des centres de santé de la commune	05 centres de santé clôturés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.2.1.5	Réfectionner/réhabiliter tous les centres de santé d'arrondissement, les maternités et dispensaires isolés existants	09 centres de santé de la commune sont réfectionnés	Procès-verbaux de réfection des centres de santé	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A2.2.1.6	Equiper tous les centres de santé d'arrondissement et dispensaires isolés existants	09 centres de santé de la commune et dispensaires isolés sont équipés	Procès-verbaux de réfection des centres de santé	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.2.1.7	Accompagner les différents acteurs pour le dépistage et la sensibilisation sur le VIH/SIDA	05 journées de dépistage et de sensibilisation organisées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.2.1.8	Accompagner les différents acteurs pour promotion de la Planification Familiale (PF)	10 journées de sensibilisation organisées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.2.1.9	Sensibiliser les populations sur la fréquentation des centres de santé	30% d'augmentation du taux de fréquentation des centres de santé	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.2.1.10	Sensibiliser les populations sur l'utilisation de MILD	Nombre de séance de sensibilisation	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.2.1.11	Accompagner la réalisation de la nouvelle politique de santé communautaire basée sur le « ONE Health »	Nombre d'appuis réalisés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P2.3.1	Assurance de l'accès à une éducation de qualité pour tous (maternel, primaire et secondaire)			
A2.3.1.1	Construire des salles de classes plus bureau et magasin adaptées aux handicapés dans les écoles maternelles, primaires et secondaires publiques	33 modules de salles de classes plus bureau et magasin construites et magasin construites	PV de réception des salles de classes	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.3.1.2	Réaliser les clôtures des Ecoles Maternelles, Primaires et secondaire de la Commune	80% des écoles Maternelles, Primaires et secondaire de la Commune clôturées d'ici 2028	PV de réception des mobiliers scolaires	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.3.1.3	Equiper des salles de classes en mobiliers scolaires	Nombre de salles de classes équipées en mobiliers scolaires	PV de réception des travaux	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.3.1.4	Réfectionner/entretenir des infrastructures scolaires dans les écoles maternelles, primaires et secondaires publiques	Au moins 75 % des infrastructures scolaires existantes dans les écoles maternelles et primaires publiques sont réfectionnées et entretenues	Procès-verbal de réception des infrastructures scolaires réfectionnées	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.3.1.5	Construire et équiper une bibliothèque communale	Une bibliothèque communale mise en place	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.3.1.6	Construire des latrines dans les écoles, collèges et marchés	25 blocs de latrines construites	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.3.1.7	Construire des points d'eau dans les écoles et collèges	25 points d'eau construits	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.3.1.8	Acquérir et installer des dispositifs de lavage de mains	160 dispositifs de lavage de mains sont installés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A2.3.1.9	Acquérir et installer les plateformes photovoltaïques dans les écoles et collèges publics	25 écoles et collèges électrifiées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.3.1.10	Accompagner des différents acteurs du secteur au maintien des enfants à l'école	10 actions fortes proposées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P2.4.1	Amélioration de l'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie			
A2.4.1.1	Faire un plaidoyer auprès des structures compétentes pour la mise à disposition des ressources hydrauliques et énergétiques dans les arrondissements de la Commune	8 plaidoyers réalisés	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.4.1.2	Acquérir et installer les lampadaires solaires dans tous les arrondissements de la Commune	900 lampadaires installés d'ici 2028	PV de réception des travaux	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.4.1.3	Réaliser des ouvrages hydrauliques simples dans les arrondissements de la Commune	25 FPM réalisés d'ici 2028	PV de réception des travaux	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P2.5.1	Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement			
A2.5.1.1	Elaborer le PHAC	PHAC élaboré	Rapport d'activités DADE	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.5.1.2	Vulgariser les textes en vigueur dans le secteur de l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement	25 séances de vulgarisation	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.5.1.3	Dynamiser le système de gestion des déchets solides ménagers en milieu urbain	03 de contrats signés avec les structures de pré collecte 06 sites de décharge de pré collecte aménagés une décharge finale réglementaire des déchets solides réalisée à Tagayè	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.5.1.4	Réaliser des actions IEC/CCC sur la construction des latrines et la gestion des eaux usées dans les ménages urbains	50 séances d'IEC/CCC	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.5.1.5	Promouvoir l'ATPC	Nombre de ménages ayant réalisé l'ATPC	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.5.1.6	Réaliser des infrastructures de gestion des excréta et eaux usées dans les institutions et lieux publics	Institutions et lieux publics dotés d'infrastructures	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.5.1.7	Sensibilisation des populations sur la nouvelle loi sur les déchets plastiques par les ONG de pré collecte	45 séances de sensibilisation réalisées en 5 ans	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.5.1.8	Entretenir les caniveaux	100 000 mètres linéaires entretenus	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A2.5.1.9	Sensibiliser les populations sur la bonne gestion des caniveaux	15 séances de sensibilisation réalisées	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P2.6.1	Promotion de l'inclusion sociale			
A2.6.1.1	Accompagner la prévention et réponse des enfants en situation de détresse	Nombre d'enfants pris en charge. Nombre de séances de sensibilisations réalisées sur les textes et lois protégeant l'enfant.	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CCom...	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.6.1.2	Appuyer la tenue de la session communale de protection de l'enfant et du comité SOP VBG	Nombre de session tenue	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.6.1.3	Accompagner la mise en œuvre des actions du CPS dans ses interventions (Vulgarisation des textes et lois protégeant la femme, la prise en charge des victimes de VBG, la prise en charge des personnes âgées et handicapées en situation de vulnérabilité).	Nombre de séances conjointes réalisées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.6.1.4	Accompagner la mise en œuvre des projets phares à caractère social dans la commune (Sensibiliser les populations sur l'assurance maladie, les micro-crédits aux plus pauvres)	Nombre d'appuis réalisés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.6.1.5	Promouvoir la mise en œuvre des familles d'accueil et famille Hôte pour accueillir les enfants errants	Nombre d'enfants accueillis	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.6.1.6	Accompagner la scolarisation des indigents et des OEV surtout les filles	3 000 indigents et OEV appuyés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A2.6.1.7	Mettre en place un mécanisme de dialogue entre les jeunes et les autorités locales	Mécanisme mis en place	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
III	PROGRAMME III : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques			
OG3	Renforcer la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques			
OS3.1	Assurer la résilience et l'adaptation des communautés aux changements climatiques			
R3.1	La résilience et l'adaptation des communautés aux changements climatiques est assuré			
P3.1.1	Amélioration de la capacité de prévention et de gestion des risques et catastrophes			
A3.1.1.1	Sensibiliser les populations sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes naturelles	05 de séances de sensibilisation par arrondissement	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.1.1.2	Renforcer les capacités des OSC sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes naturelles	05 de séances de formation	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A3.1.1.3	Renforcer les capacités des enfants et des personnes vulnérables sur la prévention et la gestion des risques et des catastrophes naturelles	05 de séances de formation	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.1.1.4	Elaborer le Plan de Contingence de la Commune (PCC)	PCC disponible	05 PCC	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.1.1.5	Mettre en œuvre le Plan de Contingence de la Commune (PCC)	05 réponses apportées	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.1.1.6	Sensibiliser les orpailleurs sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes	Au moins une (01) séances de sensibilisation par arrondissement	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P3.2.1	Promotion de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques			
A3.2.1.1	Mobiliser la communauté pour participer à la plantation d'arbres et à la protection des forêts	Communauté mobilisée	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.2	Créer et entretenir des forêts communautaires par arrondissement pour lutter contre la déforestation	05 hectares de terres reboisées et entretenues par arrondissement	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.3	Réaliser et entretenir le flanc des collines avec des espèces adaptées	20000 plants mis en terre et entretenus	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.4	Restaurer l'écosystème de la chaîne de montagnes	20000 plants mis en terre et entretenus en 5 ans	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.5	Promouvoir des aires communautaires de conservation de la biodiversité (ACCB) résilientes aux changements climatiques (jardins botaniques)	05 hectares d'Aires communautaires de conservation de la biodiversité (ACCB) résilientes aux changements climatiques créées et entretenues	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.6	Restaurer les berges des cours d'eau de la commune résilientes aux changements climatiques	50 km de berges restaurées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.7	Promouvoir les systèmes agricoles adaptés aux Changements Climatiques par la mise en place de techniques culturales adaptées	05 systèmes agricoles adaptés aux Changements Climatiques sont promus	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.8	Sensibiliser les populations sur le changement climatique	05 de séances de sensibilisation	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.9	Former les populations à la maîtrise des techniques d'adaptation au changement climatique	30 % des agriculteurs pratiquent les techniques ACC	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.10	Elaborer un PLACC	PLACC disponible	PLACC	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A3.2.1.11	Identifier et implémenter les mesures de gestion intégrée de la fertilité des sols adaptées aux conditions locales	Nombre de mesures identifiées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.12	Former les producteurs pour la mise en œuvre des mesures GDT/ACC	Effectif des producteurs formés	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.13	Suivi/coaching de la mise en œuvre effective des mesures GDT/ACC par les producteurs	Nombre de suivis réalisé	Rapport de suivi	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.14	Mettre en place les intrants adéquats pour l'application des mesures GDT/ACC (semences)	Quantité d'intrants mis en place	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.15	Mettre en place des mesures de protection des espaces sous mesures GDT	Nombre de mesures mises en place	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.16	Promouvoir les cultures à cycle court	Nombre de cultures promues	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.17	Reboiser les place-publics, les dépressions et les domaines privés de la mairie et publics de l'Etat	Nombre d'hectares reboisé chaque année	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.18	Elaborer et mettre en œuvre une politique de reboisement du territoire communal	Existence d'un document de reboisement du territoire communal	Document	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.2.1.19	Renforcer les capacités des communautés sur la gestion des ressources naturelles	Nombre de séances de formation	Rapport de formation	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
OS3.2.	Assurer la sécurité et une gestion adéquate du foncier			
R3.2.	La sécurité et la gestion adéquate du foncier sont assurées			
P3.3.1	Amélioration de la gestion foncière et domaniale			
A3.3.1.1	Elaborer et mettre en œuvre le SDAC	SDAC élaboré et mis en œuvre	SDAC et Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.2	Elaborer et mettre en œuvre le PDU	PDU élaboré et mis en œuvre	PDU et Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.3	Réaliser les travaux de lotissement et de remembrement dans la commune	20 Travaux réalisés	Documents d'urbanisme	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.4	Poursuivre les travaux de recasement dans les anciens quartiers lotis	1000 parcelles recasées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A3.3.1.5	Sensibiliser les populations sur les travaux de lotissement et de recasement	Populations sensibilisées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.6	Reconstituer certains anciens lotissements / remembrements de la commune	05 anciens lotissements / remembrements reconstitués	Documents d'urbanisme	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.7	Réaliser l'adressage de la ville de Natitingou	Le fond de carte d'adressage Nombre de rues panneauées	Versions numérique et papier disponible	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.8	Réaliser le cadastre de la ville de Natitingou	Le fond de carte de la ville	Versions numérique et papier disponible	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.9	Actualiser le Registre Foncier Urbain (RFU)	La base du RFU actualisé	DST	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.10	Instaurer la délivrance des permis de construire et démolir	Nombre de permis de construire délivrés	Registre de retrait de permis de construire	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.11	Construire des caniveaux et dalots dans la ville de Natitingou	Nombre de mètres linéaires construits	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.12	Réaliser des études pour l'aménagement des rues de Natitingou	50 000 mètres linéaires d'études de rues réalisées	Rapport de l'étude	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.13	Réaliser l'aménagement de certaines rues	10 000 de mètres linéaires de rues aménagés	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.3.1.14	Sécuriser les réserves administratives/espaces publics de la Commune			
P3.4.1	Création d'un environnement de vie sécurisé et inclusif			
A3.4.1.1	Faire un plaidoyer auprès du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP) pour doter les cinq autres arrondissements de Commissariat	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.4.1.2	Faire un plaidoyer auprès du MISP pour renforcer l'effectif du personnel des commissariats	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.4.1.3	Faire un plaidoyer auprès du MISP pour doter les commissariats de moyens roulants neufs et suffisants	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.4.1.4	Sensibiliser les populations sur l'importance de la paix et de la cohésion sociale	Nombre de séances de sensibilisation fait	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.4.1.5	Sensibiliser les populations sur les conséquences de l'extrémisme violent	Nombre de séances de sensibilisation fait	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A3.4.1.6	Faire le plaidoyer auprès de l'ABeGIEF pour construire de poste de police avancé à la frontière dans l'arrondissement de Tchoumi-Tchoumi	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A3.4.1.7	Faire le plaidoyer auprès de l'ABeGIEF pour construire des infrastructures socio-communautaires à la frontière dans l'arrondissement de Tchoumi-Tchoumi	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
IV	PROGRAMME IV : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources			
OG4	Renforcer l'exercice de la démocratie à la base, le cadre de travail et la mobilisation des ressources			
OS4.1.	Assurer une gouvernance transparente et inclusive			
R4.1.	Une gouvernance transparente et inclusive est assurée			
P4.1.1	Renforcement de la participation démocratique et de la gouvernance inclusive			
A4.1.1.1	Organiser un atelier de formation pour les Autorités locales	01 atelier de formation pour les élus locaux	Rapport de formation	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.1.1.2	Elaborer le plan communal de reddition de compte	Un plan de reddition de compte est élaboré et rendu opérationnel.	Arrêté communal d'adoption du plan communal de reddition de comptes	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.1.1.3	Mettre en œuvre le Plan communal de reddition de compte	Au moins 02 redditions de compte organisées chaque année	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.1.1.4	Faire l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale du Plan Communal de reddition de compte	02 évaluations périodiques organisées d'ici 2028	Rapports d'évaluation	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.1.1.5	Tenir régulièrement les sessions de Conseil de Villages	Nombre de sessions tenues par an et par village	Comptes rendus des sessions de village, Listes de présence	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.1.1.6	Tenir régulièrement les sessions de Conseil d'Arrondissement	Nombre de sessions d'arrondissement tenues par an et par arrondissement	Comptes rendus des sessions d'arrondissement, Listes de présence	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.1.1.7	Organiser une séance d'identification des thèmes de RC et Organiser une session de RC dans un Arrondissement	Nombre de séances de reddition de compte organisées	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.1.1.8	Organiser des séances de communication sociale et de changement de comportement sur la participation citoyenne et la participation des femmes aux instances de prise de décision (conseils de village/quartier de ville, conseils d'arrondissement, conseil communal)	Au moins deux (02) séances d'IEC et de CCC sont organisées	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
OS4.2.	Garantir l'efficacité de la gestion administrative au niveau de la commune			

R4.2.	L'efficacité de la gestion administrative au niveau de la commune est garantie			
P4.2.1	Amélioration du cadre de travail et de la performance de l'administration communale			
A4.2.1.1	Construire / réfectionner des infrastructures administratives de la Commune	Nombre d'infrastructures construites/réhabilitées	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.2	Acquérir des équipements en mobiliers	Nombre d'équipement en mobiliers et fournitures de bureaux acquis	Bordereau de livraison	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.3	Acquérir de moyens roulants à quatre roues	Nombre de moyens roulants à quatre et à deux roues acquis	Bordereau de livraison	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.4	Acquérir des panneaux solaires et de batteries	Nombre de panneaux solaires et de batteries installés	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.5	Etude de faisabilité de la réhabilitation	Bâtiment abritant la trésorerie communale réhabilité	PV de réception	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.6	Élaborer le cadre organique de la Mairie	Cade organique élaboré	Cadre organique	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.7	Élaborer le plan de formation du personnel	Plan de formation du personnel élaboré	Plan	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.8	Elaborer le plan de formation ;	Capacités du personnel renforcées	Rapport de formation	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.9	Elaborer le manuel de procédure administrative, financière et technique de la Mairie	Manuel de procédures administratives, financières et techniques disponible	Manuel	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.10	Rendre fonctionnel le cadre de concertation entre les autorités communales et les Services Déconcentrés de l'Etat (SDE)	4 sessions du cadre de concertation sont tenues régulièrement chaque année à partir de 2024	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.2.1.11	Créer le cadre de concertation entre les autorités communales et les Partenaires Techniques et Financiers opérationnels	4 sessions du cadre de concertation sont régulièrement tenues chaque année à partir de 2024	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P4.3.1	Renforcement des mécanismes de mobilisation des ressources pour le développement local			
A4.3.1.1	Mettre en place un système de paiement en ligne	Processus de recouvrement des recettes communales digitalisé	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.3.1.2	Identifier les besoins et les exigences pour l'acquisition du logiciel	Logiciel pour l'émission des avis d'imposition disponible	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A4.3.1.3	Identifier les besoins et les exigences pour l'acquisition du logiciel	Logiciel pour la gestion des matières disponible	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.3.1.4	Elaborer le plan de Communication et de sensibilisation des populations sur le civisme fiscal	Le plan de communication et de sensibilisation Pourcentage des activités du plan de communication et de sensibilisation exécutées	Rapport d'exécution du plan de communication	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.3.1.5	Actualiser le répertoire des taxes locales (domaine public, affiches publicitaires, etc.)	L'arrêté communal portant fixation des tarifs des taxes locales	L'arrêté communal	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.3.1.6	Doter les services communaux de recouvrement de moyens humains et matériels conséquents	Nombre d'agents mis à la disposition du service de recouvrement Nombre de véhicules et/ou de motos mis à la disposition du service de recouvrement	Arrêté/Décision de mise à disposition d'agents Note de mise à disposition du matériel	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.3.1.7	Actualiser le Registre Foncier Urbain (RFU)	Le répertoire de la matière imposable	La base de données	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.3.1.8	Actualiser le Plan Stratégique de Mobilisation des Ressources.	Le plan de mobilisation des ressources	Rapport d'exécution du plan de mobilisation des ressources	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P4.4.1	Renforcement de l'accessibilité au numérique			
A4.4.1.1	Assurer l'élaboration du Schéma directeur des SI	SDIC élaboré	SDIC	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.2	Élaborer et mettre en œuvre un plan de déploiement de l'infrastructure de connectivité haut débit	Connexion haut débit disponible	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.3	Installation et configurations des équipements.	Câblage régularisé	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.4	Élaborer et mettre en œuvre un plan de déploiement de l'infrastructure de connectivité haut débit	Internet disponible dans bureaux arrondissements	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.5	Installation et configurations des équipements.	Câble fait au niveau arrondissement	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.6	Acquérir et installer le système de sauvegarde	Système de sauvegarde disponible et fonctionnel	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.7	Organiser une mission d'appropriation des conditions de desserte ;	Abonnement au data center national fait	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.8	Acquérir et installer les équipements et matériels informatiques	Au moins, 1 PC, 1 imprimante multifonction par arrondissement ;	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

A4.4.1.9	Concevoir et développer un portail en ligne et d'une base de données pour fournir des informations et des services aux citoyens et aux entreprises.	Informations utiles disponibles en ligne	Rapports d'activités et lien URL	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.10	Renforcer les capacités des agents techniques et des élus	Capacités des agents techniques et élus renforcées	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.11	Développer une IA pour l'assistance et l'orientation des citoyens dans les processus de participation démocratique	Logiciel pour la gestion des ressources humaines disponible	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.12	Créer et Opérationnaliser le Système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie et des bureaux d'arrondissements	Système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie de Natitingou créé	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.13	Réaliser une étude de faisabilité pour la modernisation du système d'archivage de la Mairie	Rapport d'étude de faisabilité	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.4.1.14	Digitaliser le système d'archivage de la Mairie	Système d'archivage de la mairie modernisé	Rapports d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P4.5.1	Promotion de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée			
A4.5.1.1	Renforcer la participation de la commune aux activités des structures intercommunales au niveau régional et national	Le taux de paiement des cotisations Le nombre de participation aux rencontres des structures intercommunales	Les mandats de paiement Les rapports de mission	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.5.1.2	Créer et rendre fonctionnel l'intercommunalité « Les pays de la montagne (Boukombé, Natitingou, Toucountouna)	Un EDP créé d'ici 2025	Rapport d'activité du SE	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.5.1.3	Créer et rendre fonctionnel le cadre d'échange avec la diaspora	01 cadre d'échange avec la diaspora créé	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.5.1.4	Rechercher/Explorer de nouvelles villes ou communes jumelles dans le cadre de la coopération décentralisée	De nouvelles villes ou communes jumelles identifiées	Rapport d'activités	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.5.1.5	Renforcer la coopération avec la ville de Huy en Belgique et Rillieux-la-Pape en France	Nombre de conventions triennales exécutées	Conventions triennales	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.5.1.6	Prendre part au processus de mise en place de l'Agence Intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA) et à l'animation de ses organes (technique et de décision)	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Souscription statutaire annuelle de la commune	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Rapport annuel de l'ADEA PV de l'Assemblée constitutive Rapport annuel de performance du secrétariat exécutif	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.5.1.6	Mettre en œuvre une convention de partenariat avec l'ADEA pour l'appui technique à la mise en œuvre du PDC 4 (appui à la Mobilisation des financements et la mise en œuvre technique)	Convention signée (CS) Volume des financements mobilisés (VFM) Nombre et liste des projets et actions mis en œuvre	Rapport annuel de l'ADEA Rapport annuel de performance du secrétariat exécutif	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

P4.6.1	Dynamisation du système de suivi-évaluation local			
A4.6.1.1	Réaliser la vulgarisation du PDC 4 en français et dans les langues locales dominantes de la commune (Otamarai, Waama, Dendi, Fon, Bariba...)	Vulgarisation du PDC réalisée	Rapport de vulgarisation du PDC 4	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.6.1.2	Réaliser l'évaluation à mi-parcours du PDC 4	Evaluation à mi-parcours du PDC 4 réalisée	Rapport d'évaluation à mi-parcours du PDC 4	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.6.1.3	Réaliser l'évaluation finale du PDC 4	Evaluation finale du PDC 4 réalisée	Rapport d'évaluation finale du PDC 4	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.6.1.4	Elaborer et Mettre en œuvre le plan intercommunal de développement des Pays de la Montagne (Boukombé-Natitingou-Toucountouna)	01 Plan Intercommunal de développement des Pays de la Montagne élaboré	Plan Intercommunal de Développement des Pays de la Montagne	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.6.1.5	Elaborer le PDC 5 de la Commune	Le document du PDC 5	Document du PDC 5	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.6.1.6	Elaborer un Système de Gestion Intégré de l'administration locale	Le document du Système de Gestion Intégré de l'administration locale	Le document du Système de Gestion Intégré de l'administration locale	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.6.1.7	Elaborer le TBS, l'IGL et le SEPAC	TBS, IGL et SEPAC élaborés	TBS, IGL et SEPAC	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
P4.7.1	Amélioration de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences de l'administration locale			
A4.7.1.1	Faire l'état des lieux des emplois et compétences	Le rapport des emplois et compétence	Le rapport des emplois et compétence	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.7.1.2	Elaborer le cadre organique	Un rapport de cadre organique	Un rapport de cadre organique	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.7.1.3	Elaborer le plan de formation du personnel	Nombre de modules de formations	Nombre de modules de formations	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.7.1.4	Elaborer le plan de recrutement	Nombre d'agents recrutés	Nombre d'agents recrutés	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique
A4.7.1.5	Elaborer/actualiser le manuel de procédures administratives et financières	01 manuel de procédures administratives et financières élaboré/actualisé	01 manuel de procédures administratives et financières élaboré/actualisé	Disponibilité de ressources financières, extrémisme violent, volonté politique

b. Cadre de Mesure du Rendement (CMR)

L'ensemble des résultats pouvant permettre d'atteindre les objectifs spécifiques de développement a été déterminé et présenté dans le tableau ci-après :

Tableau 63 : Cadre de Mesure du Rendement (CMR)

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
I	PROGRAMME I : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	1				
OG1	Promouvoir une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente.					
OS1.1.	Assurer un développement économique durable axé sur les infrastructures socioéconomiques et de transport					
R1.1.	Un développement économique durable axé sur les infrastructures socioéconomiques et de transport est assuré					
P1.1.1	Accompagnement de la diversification et de l'innovation dans les secteurs économiques					
A1.1.1.1	Former les producteurs sur les itinéraires techniques adaptés	Nombre de producteurs formés	Nd	500	1000 producteurs formés	Rapports d'activités
A1.1.1.2	Suivre la mise en œuvre des techniques au niveau des producteurs	Nombre de missions de supervision	Nd	5	10 missions de supervision	Rapports d'activités
A1.1.1.3	Faciliter l'accès aux intrants (semences et engrais) et matériels agricoles dans la commune	Proportion des producteurs ayant accès aux intrants et aux matériels agricoles	Nd	30% et 20%	60% des producteurs ont accès aux intrants et 40% aux matériels agricoles	Rapports d'activités
A1.1.1.4	Aménager les bas-fonds pour la production maraîchère et la riziculture	Nombre bas-fonds aménagés	Nd	1	02 bas-fonds aménagés	Rapports d'activités
A1.1.1.5	Construire/réhabiliter de magasins de stockage de produits agricoles	Nombre de magasins construits/réhabilités	Nd	4	08 magasins construits/réhabilités	Rapports d'activités
A1.1.1.6	Promouvoir la mécanisation de l'agriculture	Nombre de machines agricoles Nombre de tractoristes formés sur l'utilisation des machines agricoles	Nd	4 et 9	9 machines agricoles 18 tractoristes formés	PV de réception Rapport de formation Liste de présence
A1.1.1.7	Sensibiliser les producteurs sur une utilisation des engrais bio et produits phytosanitaires	Nombre de producteurs sensibilisés	Nd	5000	10000 producteurs sensibilisés	Rapports d'activités
A1.1.1.8	Développer les mécanismes de sécurisation des terres agricoles	Nombre d'ADC sont établies aux propriétaires terriens	Nd	250	500 ADC sont établies aux propriétaires terriens	Rapport de séance Liste de présence
A1.1.1.9	Poursuivre la promotion des filières agricoles porteuses de la commune (Anacarde, karité, maraîchage, riz et soja)	10 séances de formation par filière 2000 producteurs formés 10 groupements appuyés en équipements	Nd	1000	10 séances de formation par filière 2000 producteurs formés	Rapport de formation Liste de présence Bordereau de livraison

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
					10 groupements appuyés en équipements	
A1.1.1.10	Faire la promotion des cultures vivrières (maïs, sorgho, l'igname, manioc etc.)	Nombre de foires agricoles organisées	0	3	5 foires agricoles organisées	Rapport d'activités
A1.1.1.11	Promouvoir le secteur de l'apiculture dans la Commune	Nombre d'apiculteurs accompagnés	Nd	50	100 apiculteurs appuyés en équipements et matériels sur 5 ans	Rapport d'activités
A1.1.1.12	Faciliter auprès des institutions la mise en place des crédits agricoles adaptés	Effectif d'acteurs agricoles ayant accès aux crédits agricoles	Nd	500	1000 acteurs agricoles ont accès aux crédits agricoles	Rapports d'activités
A1.1.1.13	Vulgariser les normes d'acquisition et d'exploitation des terres agricoles	Nombre de séances de vulgarisation des normes d'acquisition et d'exploitation des terres agricoles	0	25	45 séances de vulgarisation des normes d'acquisition et d'exploitation des terres agricoles	Rapports d'activités
A1.1.1.14	Former les éleveurs sur les systèmes d'élevage améliorés	Nombre d'éleveurs formés	Nd	250	500 éleveurs formés	Rapports d'activités
A1.1.1.15	Suivre la pratique des techniques enseignées au niveau des éleveurs	Nombre d'éleveurs suivis	0	250	500 éleveurs suivis	Rapports d'activités
A1.1.1.16	Faire le plaidoyer pour la dotation par arrondissement d'un vétérinaire pour le suivi de l'élevage	Nombre de vétérinaires mis en place	0	2	3 vétérinaires	Rapports d'activités
A1.1.1.17	Faciliter la réalisation des infrastructures et matériels d'élevage adaptés (habitat, parc de vaccination, points d'eau abreuvoir, intrants zootechniques)	Nombre d'infrastructures réalisées	0	3	05 infrastructures réalisées	Rapports d'activités
A1.1.1.18	Faciliter l'accès aux intrants d'élevage (provides,)	Nombre d'éleveurs bénéficiaires	0	250	500 éleveurs	Rapports d'activités
A1.1.1.19	Vulgariser et sensibiliser les éleveurs sur le code pastoral	Nombre d'éleveurs sensibilisés	Nd	250	500 éleveurs sensibilisés	Rapports d'activités
A1.1.1.20	Faire un plaidoyer pour la disponibilité des produits et aliments vétérinaires	Nombre de plaidoyers faits	0	5	Dix (10) plaidoyers sont faits	Rapports de mission
A1.1.1.21	Aménager et sécuriser les aires de pâturage (espace fourragère)	Nombre d'aires de pâturage aménagées	0	1	02 aires de pâturage aménagées	PV de visite de site Rapport d'activités annuel
A1.1.1.22	Aménager et sécuriser les couloirs de passage des transhumants	Nombre de couloirs de passage tracés	Nd	1	2 couloirs de passage tracés	PV de visite de site Rapport d'activités annuel
A1.1.1.23	Renforcer la capacité technique des éleveurs (volaille, petits ruminants, apiculture, etc.)	Nombre de sessions de formation à l'intention des éleveurs	0	5	09 sessions de formation à l'intention des éleveurs	Rapport de formation
A1.1.1.24	Sensibiliser et former les jeunes en pisciculture et sur les bonnes pratiques de la pêche	Nombre de jeunes formés	Nd	30	45 jeunes formés	Rapports de formation

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A1.1.1.25	Accompagner l'aménagement des étangs piscicoles	Nombre d'étangs piscicoles aménagés	Nd	2	03 étangs piscicoles aménagés	Rapports d'activités
A1.1.1.26	Entretenir les barrages/retenues d'eau	Nombre de barrages/retenues d'eau entretenus	0	1	02 barrages/retenues d'eau entretenus	Rapports d'activités
A1.1.1.27	Faire le plaidoyer auprès des SFD pour la mise en place de crédits adaptés à la pisciculture	Nombre de SFD ayant mis en place de Crédits	0	2	03 SFD ayant mis en place de Crédits	Rapports d'activités
P1.2.1	Promotion de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi des jeunes et des femmes à travers les sous-secteurs économiques locaux					
A1.2.1.1	Sensibiliser et former les jeunes sur l'entrepreneuriat agricole	Nombre de jeunes sont sensibilisés et formés	Nd	500	1000 jeunes sont sensibilisés et formés	Rapports d'activités
A1.2.1.2	Identifier les PME et PMI de transformation agro-alimentaire	Nombre de PME et PMI de transformation agro- alimentaire identifiées	Nd	25	50 PME et PMI de transformation agro- alimentaire identifiées	Rapports d'activités
A1.2.1.3	Identifier les PME et PMI de l'artisanat	Nombre de PME et PMI de l'artisanat identifiées	Nd	250	500 PME et PMI de l'artisanat identifiées	Rapports d'activités
A1.2.1.4	Renforcer les PME et PMI de transformation agro-alimentaire	Nombre de PME et PMI de transformation agro- alimentaire renforcées	Nd	15	25 PME et PMI de transformation agro- alimentaire renforcées	Rapports d'activités
A1.2.1.5	Faciliter l'équipement les PME et PMI de l'artisanat	Nombre de PME et PMI de l'artisanat équipées	0	250	250 PME et PMI de l'artisanat équipées	Rapports d'activités
A1.2.1.6	Renforcement des capacités des artisans	Nombre d'artisans formés	0	175	350 artisans formés	Rapports d'activités
A1.2.1.7	Faciliter l'accès aux crédits adaptés aux artisans	Nombre d'artisans ayant obtenus les crédits adaptés	0	50	100 artisans ayant obtenus les crédits adaptés	Rapports d'activités
A1.2.1.8	Faciliter l'installation des apprentis démunis ayant obtenu le Certificat de Qualification au Métier	Nombre d'apprentis démunis installés	0	50	100 apprentis démunis installés	Rapports d'activités
A1.2.1.9	Accompagner la formalisation des entreprises commerciales	Nombre d'entreprises formalisées	0	100	200 entreprises formalisées	Rapports d'activités
A1.2.1.10	Promouvoir l'approche cluster pour promouvoir l'industrie locale de transformation	Nombre de clusters créés	Nd	3	5 clusters créés	Rapports d'activités
A1.2.1.11	Renforcer la capacité socio-organisationnelle des groupements, coopératifs et associations	Nombre de groupements formés	0	5	10 groupements formés	Rapports d'activités
A1.2.1.12	Faciliter la mise en place des centres de formation professionnelle	Nombre de Centres de formation construits	Nd	1	02 Centres de formation construits	PV de réception
A1.2.1.13	Renforcer les capacités des jeunes filles et des femmes en matière de transformation agro-alimentaire et de création d'entreprise	Nombre de jeunes filles et femmes formées	0	500	1000 jeunes filles et femmes formées	Rapport de formation
A1.2.1.14	Organiser des fora pour connecter les entrepreneurs locaux avec les investisseurs et partenaires commerciaux	Nombre de foras organisés	0	3	5 foras organisés	Rapport d'activités

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A1.2.1.15	Créer un centre communal des métiers	Nombre de centre communal de métier créé	0	1	Un centre communal de métier	Rapport d'activités
P1.3.1	Développement des infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées					
A1.3.1.1	Réaliser l'étude de faisabilité de la construction d'un centre commercial moderne / centre d'affaires	Nombre d'Etude de faisabilité réalisée	Nd	1	01 Etude de faisabilité réalisée	Rapport d'étude de faisabilité
A1.3.1.2	Construire un centre de promotion économique, culturel et artistiques moderne sur le site du ciné BOPESI	Nombre de centre de promotion économique, culturel et artistique moderne construit	0	1	01 centre de promotion économique, culturel et artistique moderne	PV de réception
A1.3.1.3	Réaliser l'étude pour développer un centre d'affaires à l'ex-auto gare de Natitingou	Nombre d'étude réalisée	0	1	01 étude réalisée d'ici 2024	
A1.3.1.4	Développer un centre d'affaires à l'ex-Auto gare de Natitingou	Centre d'Affaire développé	0	1	01 Centre d'Affaire développé	Rapport d'activités
A1.3.1.5	Réaliser l'étude de faisabilité de la construction des infrastructures marchandes telles que le marché à bétail, le marché d'écoulement des produits agricoles (céréales, la tomate et les tubercules, etc...) et le centre de transformation des produits agricoles	Nombre d'Etude de faisabilité réalisée	0	1	01 Etude de faisabilité réalisée	Rapports d'activités
A1.3.1.6	Réaliser une étude pour la construction des infrastructures marchandes dans certains marchés	Nombre d'étude est réalisée	0	1	Une étude réalisée	Disponibilité du Rapport de l'étude
A1.3.1.7	Construire et équiper des infrastructures marchandes	Nombre d'infrastructures marchandes construites et équipées	Nd	2	Un marché moderne est construit à Takonta et équipé Un marché à bétail est construit et équipé 03 blocs de boutiques de 04 pièces construites d'ici 2028	Rapports d'activités
P1.4.1	Amélioration de la couverture en infrastructures de transport					
A1.4.1.1	Aménager/entretenir les pistes de desserte rurale	Nombre de mètres linéaires de pistes aménagées et entretenues	0	130000	250 000 mètres linéaires de pistes aménagées et entretenues	PV de réception
A1.4.1.2	Réaliser une étude d'impacts environnemental et social (EIES) pour la construction d'un parking pour les bus et gros porteurs	Nombre d'EIES réalisé	0		01 EIES réalisé	Rapport d'EIES
A1.4.1.3	Aménager un parking pour les bus et gros porteurs	Nombre de Parking aménagé pour bus et gros porteurs	1	1	01 Parking aménagé pour bus et gros porteurs	PV de réception
A1.4.1.4	Réaliser une étude pour la construction d'un parking pour les petits véhicules	Nombre d'Etude réalisée	0	1	01 Etude réalisée	Rapport d'étude de faisabilité

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A1.4.1.5	Construire et aménager un parking pour les petits véhicules	Nombre de Parking construit et aménagé pour petits véhicules	0	1	01 Parking construit et aménagé pour petits véhicules	PV de réception
OS2.2.	Accroître la productivité et la rentabilité agricole					
R2.2.	La productivité et la rentabilité agricole est accrue					
P1.5.1	Assurance de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la commune					
A1.5.1.1	Sensibiliser les populations sur le consommé local (produits locaux labellisés de l'Atacora) ce qu'elles doivent manger en vue de soutenir l'agriculture locale	Nombre de séances de sensibilisation	0	25	45 séances de sensibilisation	Rapport d'activités
A1.5.1.2	Renforcer les agriculteurs en équipements pour la culture des produits vivriers	Nombre de coopératives d'agriculteurs renforcées en équipements	0	3	5 coopératives d'agriculteurs renforcées en équipements	Bordereau de livraison
A1.5.1.3	Renforcer les maraîchers en équipements pour la culture des produits maraîchers	Nombre de coopératives de maraîchers renforcées en équipements	0	5	10 coopératives de maraîchers renforcées en équipements	Bordereau de livraison
A1.5.1.4	Renforcer les communautés pour l'élevage domestique (volaille, petits ruminants, etc.)	Nombre de personnes renforcées appuyées	0	3000	5000 personnes renforcées appuyées	Bordereau de livraison
A1.5.1.5	Renforcer les capacités des populations pour atteindre l'autosuffisance alimentaire	Nombre de formations réalisées	0	25	50 formations réalisées	Rapport de formation
A1.5.1.6	Sensibiliser les populations sur la conservation des produits de récolte et les effets néfastes de leur bradage	Nombre de séances de sensibilisation	0	25	45 séances de sensibilisation	Rapport d'activités
A1.5.1.7	Dynamiser le groupe thématique ou le cadre de concertation communal en alimentation, santé et nutrition	Nombre de séances de groupe thématique tenues	0	10	20 séances du groupe thématique ou du cadre de concertation communal en alimentation et nutrition	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CCom...
A1.5.1.8	Renforcer les capacités des membres du Cadre de Concertation Communal (CCC) sur la planification et le suivi des stratégies et outils sectoriels pour la mise en œuvre des actions de l'alimentation, de la santé et de nutrition	Nombre de séances de renforcement des capacités	0	5	10 séances de renforcement de capacités	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CCom...
A1.5.1.9	Organiser le suivi des acquis des projets/programmes intervenus sur la SAN, l'AME	Nombre de suivi des acquis	Nd	12	Nombre de suivi	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CCom...
P1.6.1	Appui à la création d'une Structure intercommunale de promotion économique et des investissements : l'Agence intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA)					

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A1.6.1.1	Créer et rendre fonctionnelle l'ADEA	Taux de contribution de l'ADEA à la mobilisation des financements pour la mise en œuvre du PDC (TMF-PDC)	0	50%	Taux de contribution de l'ADEA à la mobilisation des financements pour la mise en œuvre du PDC (TMF-PDC)	Rapports d'activités de l'ADEA Rapport de suivi de la mise en œuvre du PDC
A1.6.1.2	Prendre part au processus de mise en place de l'ADEA et à l'animation de ses organes (technique et de décision)	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA, Souscription statutaire 2023 de la commune	0	1	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Souscription statutaire 2023 de la commune	Relevé des décisions du CC Registre comptable (Trésorerie communale, DAAF)
A1.6.1.3	Mettre en œuvre une convention de partenariat avec l'ADEA pour l'appui technique à la mise en œuvre du PDC 4 (appui à la Mobilisation des financements et la mise en œuvre technique)	Convention signée (CS), Volume des financements mobilisés (VFM), Nombre et liste des projets et actions mis en œuvre (NLP)	0	1	Convention signée (CS), Volume des financements mobilisés (VFM), Nombre et liste des projets et actions mis en œuvre (NLP)	Rapports d'activités du Conseil de Supervision et de la SE Rapport de performance annuelle
P1.7.1	Appui à la création de structures de soutien à l'activité agricole en collaboration avec les autres communes de l'Atacora					
A1.7.1.1	Appuyer la mise en place d'une structure de promotion de l'agro-business et des investissements agricoles structurants : le Centre intégré de Développement Agricole (CDA)	Le site de la Zone des Montagnes du CDA créé et installé (CDA) Nombre de pensionnaires formés (NP) Nombre de bénéficiaires accompagnés (NB)	0	1	Le site de la Zone des Montagnes du CDA créé et installé (CDA) Nombre de pensionnaires formés (NP) Nombre de bénéficiaires accompagnés (NB)	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie
A1.7.1.2	Appuyer la mise en place d'une Structure de promotion de la mécanisation agricole : le Centre de Mécanisation agricole (CMA)	Le parc CMA des Montagnes créé et installé (CMA) Nombre d'agriculteurs bénéficiaires (NA) Nombre de tracteurs et autres matériels mécanisés acquis ou facilités pour l'achat (NT)	0	1	Le parc CMA des Montagnes créé et installé (CMA) Nombre d'agriculteurs bénéficiaires (NA) Nombre de tracteurs et autres matériels mécanisés acquis ou facilités pour l'achat (NT)	Rapports d'activités du CMA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie
A1.7.1.3	Appuyer la mise en place d'une Structure de facilitation du financement agricole : le Centre de Finance Rurale (CFR)	Le CFR créé et installé (CFR) Volume des financements agricoles mobilisés ou facilités (VFA) Volume des financements agricoles placés (VFP)	0	1	Le CFR créé et installé (CFR) Volume des financements agricoles mobilisés ou facilités (VFA) Volume des financements agricoles placés (VFP)	Rapports d'activités du CFR et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie
A1.7.1.4	Appuyer la mise en place d'un Système de facilitation de l'accès aux intrants agricoles : le Service d'Intrants Agricoles (SIA)	Le SIA créé et installé (SIA) Volume d'intrants facilités (VIF) Filières de production de fertilisants biologiques promues (FB)	0	1	Le SIA créé et installé (SIA) Volume d'intrants facilités (VIF) Filières de production de fertilisants biologiques promues (FB)	Rapports d'activités du SIA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A1.7.1.5	Appuyer la mise en place d'une Structure de facilitation de la mise en marché des produits agricoles : la Centrale des Marchés Agricoles (CeMA)	Le CeMA créé et installé (CeMA) Volume de produits agricoles commercialisés ou écoulés par courtage (VCE) Montants de CDL collectés au profit des communes membres (CDL)	0	1	Le CeMA créé et installé (CeMA) Volume de produits agricoles commercialisés ou écoulés par courtage (VCE) Montants de CDL collectés au profit des communes membres (CDL)	Rapports d'activités du SIA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie
A1.7.1.6	Appuyer la mise en place d'une Structure de valorisation des produits agricoles par la transformation : la Société Coopérative de Valorisation des Produits Agricoles (CVPA).	CVPA créée et installée (CVPA) Spéculations transformées (ST) Volumes de produits transformées (VPT)	0	1	CVPA créée et installée (CVPA) Spéculations transformées (ST) Volumes de produits transformées (VPT)	Rapports d'activités du SIA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie
A1.7.1.7	Incuber (Former, installer et accompagner le développement de) 50 agro-entrepreneurs jusqu'à maturité	50 Agro-entrepreneurs à maturité 10% de la production agricole communale est faite par agro-entrepreneurs	0	25	50 Agro-entrepreneurs à maturité 10% de la production agricole communale est faite par agro-entrepreneurs	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie
A1.7.1.8	Accompagner des producteurs familiaux	150 petits producteurs accompagnés	0	75	150 petits producteurs accompagnés	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie
A1.7.1.9	Organiser les filières végétales (FV) telles que le soja, le fonio, le baobab et animales (FA) telles qu'avicole, piscicole, apicole et porcins	Les filières avicole, piscicole, apicole et de petits ruminants organisées et dynamiques	0	3	Les filières avicole, piscicole, apicole et de petits ruminants organisées et dynamiques	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie
II	PROGRAMME II : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité					
OG2	Améliorer l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité					
OS1.1.	Faciliter l'accès à l'alphabétisation, à l'éducation, aux activités sportives et culturelles.					
R1.1.	L'accès à l'alphabétisation, à l'éducation, aux activités sportives et culturelles est facilité.					
P2.1.1	Promotion de l'alphabétisation, des sports, des loisirs, du tourisme et de la culture					

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A2.1.1.1	Créer un centre de ressources communautaires pour offrir des programmes d'alphabétisation	Nombre de Centre de ressources créé	0	1	01 Centre de ressources créé	Rapport d'activités
A2.1.1.2	Construire et équiper les centres d'alphabétisation	D'ici à 2028, Nombre de centres d'alphabétisation construits et équipés	Nd	3	D'ici à 2028, 05 centres d'alphabétisation sont construits et équipés	Procès-verbal de réception des centres d'alphabétisation construits
A2.1.1.3	Doter tous les centres d'alphabétisation en matériel didactique	Nombre de centres d'alphabétisation dotés en matériel didactique	Nd	4	07 centres d'alphabétisation sont dotés en matériel didactique	Rapports d'activités
A2.1.1.4	Recruter et former un maitre alphabétiseur par centre	Nombre de maitre alphabétiseur recruté et formé par centre	Nd	2	Un maitre alphabétiseur est recruté et formé par centre	Rapport d'activités
A2.1.1.5	Accompagner les OSC dans les campagnes d'alphabétisation des jeunes déscolarisés et des femmes dans la Commune.	Nombre de grande campagne d'alphabétisation des jeunes déscolarisés et des femmes organisée chaque année	0	1	Une (01) grande campagne d'alphabétisation des jeunes déscolarisés et des femmes est organisée chaque année	Rapports d'activités
A2.1.1.6	Assurer l'animation des centres d'alphabétisation	Nombre de centres d'alphabétisation fonctionnels	0	4	7 centres d'alphabétisation fonctionnels	Rapports d'activités
A2.1.1.7	Réfectionner/Construire des infrastructures sportives dans les arrondissements	Nombre d'infrastructures réfectionnées/construites	0	2	03 infrastructures réfectionnées/construites	Rapports d'activités
A2.1.1.8	Aménager des aires de jeux et de loisirs dans la Commune de Natitingou au profit des jeunes et des enfants	Nombre d'aire de jeux aménagés	Nd	2	1 aire de jeux et de loisirs est aménagée	Rapports d'activités
A2.1.1.9	Doter les équipes sportives de matériels et équipements dans les diverses disciplines	Nombre d'équipes dotés de matériels et d'équipements.	Nd	5	10 équipes sont dotés de matériels et d'équipements.	Rapports d'activités
A2.1.1.10	Organiser des tournois dans diverses disciplines sportives	Nombre de tournois sont organisés	0	3	05 tournois sont organisés	Rapports d'activités de la mairie et de la Direction Départementale du loisir et du Sport
A2.1.1.11	Délimiter et sécuriser les domaines des complexes sportifs et culturels dans chaque arrondissement	Nombre de domaines des complexes sportifs et culturels délimités et sécurisés dans la commune	0	5	10 domaines des complexes sportifs et culturels délimités et sécurisés dans la commune	PV de réception Liste de présence Document topographique
A2.1.1.12	Réfectionner/Réhabiliter et équiper les centres des jeunes et loisirs	Nombre de centre des jeunes et loisirs réfectionnés/réhabilités	Nd	2	03 centres des jeunes et loisirs	PV de réception Liste de présence
A2.1.1.13	Mettre en place un système de gestion, d'entretien et de développement des centres des jeunes et loisirs	Nombre d'organe de gestion mis en place pour l'entretien et le développement des entres des jeunes et loisirs	0	1	01 organe de gestion mis en place pour l'entretien et le développement des entres des jeunes et loisirs	Rapports de séance
A2.1.1.14	Dynamiser les centres des jeunes et loisirs	Nombre de contrats de gestion des centres des jeunes et loisirs signés	0	4	07 contrats de gestion des centres des jeunes et loisirs signés	Rapports de séance

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A2.1.1.15	Construire des aires de jeux et espace vert dans les chefs-lieux d'arrondissements	Nombre d'arrondissement ayant bénéficié des aires de jeux	Nd	2	Au moins trois arrondissements	PV de réception
A2.1.1.16	Aménager deux sites touristiques et leurs voies d'accès	Nombre de sites touristiques et de voies d'accès aménagés	0	1	Nombre (02) de sites touristiques et de voies d'accès aménagés	Rapports d'activités
A2.1.1.17	Institutionnaliser et organiser des festivals culturels pour la promotion des activités culturelles	Nombre de Festivals culturels institutionnalisés	0	1	Festivals culturels institutionnalisés	Arrêté communal
A2.1.1.18	Accompagner les groupes folkloriques	Nombre de groupes folkloriques accompagnés	0	2	03 groupes folkloriques accompagnés	Rapports d'activités
A2.1.1.19	Faciliter la participation des artistes locaux aux festivals nationaux et internationaux	Nombre d'artistes locaux appuyés pour participer aux festivals nationaux et internationaux	0	1	03 artistes locaux appuyés pour participer aux festivals nationaux et internationaux	Rapports d'activités
A2.1.1.20	Créer un circuit de randonnée à pied ou à vélo soit à Natitingou ou dans les territoires des montagnes	Nombre de Circuits de randonnée organisés	0	1	03 Circuits de randonnée organisés	Rapport d'activité
A2.1.1.21	Valoriser la zone des eaux et forêts pour en faire un mini zoo, une aire de distraction pour enfants et jeunes	Nombre de zone des eaux et forêts, aire de distraction pour enfants et jeune valorisées	0	1	01 Zone des eaux et forêts, aire de distraction pour enfants et jeune valorisées	Rapport d'activités
A2.1.1.22	Construire et équiper une salle de gymnastique communale	Nombre de salle de gymnastique communale construite et équipée	0	1	01 salle de gymnastique communale construite et équipée	PV de réception
A2.1.1.23	Créer et rendre fonctionnel le centre de formation communale pour les personnes vivant avec un handicap	Nombre de centre de formation communal fonctionnel créé	0	1	01 centre de formation communal fonctionnel créé	PV de réception
A2.1.1.24	Créer et rendre fonctionnel une maison communale de tourisme.	Nombre de maison de tourisme fonctionnelle créé	Nd	1	01 maison de tourisme	PV de réception
OS2.2	Amélioration de l'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie					
R2.2.	L'accès et la qualité des services socioéconomiques de base est assuré					
P2.2.1	Assurance de l'accès aux soins et services de santé de qualité pour tous					
A2.2.1.1	Réaliser l'extension des salles d'hospitalisations au niveau des centres de santé	Nombre de salles d'hospitalisations réalisées	Nd	2	05 salles d'hospitalisations réalisées	Rapports d'activités
A2.2.1.2	Construire / réhabiliter le Centre de Santé Communal délocalisé	Nombre de centre de santé communal délocalisé construit/réhabilité	Nd	1	01 Centre de Santé Communal construit d'ici 2028	PV de réception
A2.2.1.3	Renforcer la couverture en eau et électricité des centres de santé de la commune	Taux d'augmentation de la couverture en eau et électricité	Nd	15%	25% d'augmentation de Taux de couverture en eau et électricité	Rapports d'activités

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A2.2.1.4	Réaliser la clôture des centres de santé de la commune	Nombre de centres de santé clôturés	Nd	3	05 centres de santé clôturés	Rapports d'activités
A2.2.1.5	Réfectionner/réhabiliter tous les centres de santé d'arrondissement, les maternités et dispensaires isolés existants	Nombre de centres de santé de la commune sont réfectionnés	Nd	5	09 centres de santé de la commune sont réfectionnés	Procès-verbaux de réfection des centres de santé
A2.2.1.6	Equiper tous les centres de santé d'arrondissement et dispensaires isolés existants	Nombre de centres de santé de la commune et dispensaires isolés équipés	Nd	5	09 centres de santé de la commune et dispensaires isolés sont équipés	Procès-verbaux de réfection des centres de santé
A2.2.1.7	Accompagner les différents acteurs pour le dépistage et la sensibilisation sur le VIH/SIDA	Nombre de journées de dépistage et de sensibilisation organisées	0	3	05 journées de dépistage et de sensibilisation organisées	Rapports d'activités
A2.2.1.8	Accompagner les différents acteurs pour promotion de la Planification Familiale (PF)	Nombre de journées de sensibilisation organisées	0	5	10 journées de sensibilisation organisées	Rapports d'activités
A2.2.1.9	Sensibiliser les populations sur la fréquentation des centres de santé	30% d'augmentation du taux de fréquentation des centres de santé	0	15%	30% d'augmentation du taux de fréquentation des centres de santé	Rapports d'activités
A2.2.1.10	Sensibiliser les populations sur l'utilisation de MIILD	Nombre de séance de sensibilisation	0	6	Nombre de séance de sensibilisation	Rapports d'activités
A2.2.1.11	Accompagner la réalisation de la nouvelle politique de santé communautaire basée sur le « ONE Health »	Nombre d'appuis réalisés	0	3	Nombre d'appuis réalisés	Rapports d'activités
P2.3.1	Assurance de l'accès à une éducation de qualité pour tous (maternel, primaire et secondaire)					
A2.3.1.1	Construire des salles de classes plus bureau et magasin adaptées aux handicapés dans les écoles maternelles, primaires et secondaires publiques	Nombre de salles de classes plus bureau et magasin construites	Nd	25	33 salles de classes plus bureau et magasin construites	PV de réception des salles de classes
A2.3.1.2	Réaliser les clôtures des Ecoles Maternelles, Primaires et secondaire de la Commune	Proportion des écoles maternelles, primaires et secondaires de la commune clôturées	Nd	40%	80% des écoles Maternelles, Primaires et secondaire de la Commune clôturées d'ici 2028	PV de réception
A2.3.1.3	Equiper des salles de classes en mobiliers scolaires	Nombre de salles de classes équipées en mobiliers scolaires	Nd	10	Nombre de salles de classes équipées en mobiliers scolaires	PV de réception des mobiliers scolaires
A2.3.1.4	Réfectionner/entretenir des infrastructures scolaires dans les écoles maternelles, primaires et secondaires publiques	Proportion des infrastructures scolaires existantes dans les écoles maternelles et primaires publiques réfectionnées et entretenues	Nd	35%	Au moins 75 % des infrastructures scolaires existantes dans les écoles maternelles et primaires publiques sont réfectionnées et entretenues	Procès-verbal de réception des infrastructures scolaires réfectionnées
A2.3.1.5	Construire et équiper une bibliothèque communale	Nombre de bibliothèque communale mise en place	Nd	1	Une bibliothèque communale mise en place	Rapports d'activités

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A2.3.1.6	Construire des latrines dans les écoles, collèges et marchés	Nombre de blocs de latrines construites	Nd	15	25 blocs de latrines construites	Rapports d'activités
A2.3.1.7	Construire des points d'eau dans les écoles et collèges	Nombre de points d'eau construits	Nd	10	25 points d'eau construits	Rapports d'activités
A2.3.1.8	Acquérir et installer des dispositifs de lavage de mains	Nombre de dispositifs de lavage de mains installés	Nd	80	160 dispositifs de lavage de mains sont installés	Rapports d'activités
A2.3.1.9	Acquérir et installer les plateformes photovoltaïques dans les écoles et collèges publics	Nombre d'écoles et collèges électrifiées	Nd	12	25 écoles et collèges électrifiées	Rapports d'activités
A2.3.1.10	Accompagner les différents acteurs du secteur au maintien des enfants à l'école	Nombre d'actions fortes proposées	0	5	10 actions fortes proposées	Rapports d'activités
P2.4.1	Amélioration de l'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie					
A2.4.1.1	Faire un plaidoyer auprès des structures compétentes pour la mise à disposition des ressources hydrauliques et énergétiques dans les arrondissements de la Commune	Nombre de plaidoyers faits	0	4	8 plaidoyers réalisés	Rapport d'activités
A2.4.1.2	Acquérir et installer les lampadaires solaires dans tous les arrondissements de la Commune	Nombre de lampadaires installés	Nd	500	900 lampadaires installés d'ici 2028	PV de réception des travaux
A2.4.1.3	Réaliser des ouvrages hydrauliques simples dans les arrondissements de la Commune	Nombre de FPM réalisés	Nd	13	25 FPM réalisés d'ici 2028	PV de réception des travaux
P2.5.1	Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement					
A2.5.1.1	Elaborer le PHAC	Nombre de PHAC élaboré	0	1	PHAC élaboré	Rapport d'activités DADE
A2.5.1.2	Vulgariser les textes en vigueur dans le secteur de l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement	Nombre de séances de vulgarisation réalisées	0	13	25 séances de vulgarisation	Rapport d'activités
A2.5.1.3	Dynamiser le système de gestion des déchets solides ménagers en milieu urbain	Nombre de contrats signés	0	5	03 de contrats signés avec les structures de pré collecte 06 sites de décharge de pré collecte aménagés une décharge finale réglementaire des déchets solides réalisée à Tagayè	Rapports d'activités
A2.5.1.4	Réaliser des actions IEC/CCC sur la construction des latrines et la gestion des eaux usées dans les ménages urbains	Nombre de séances réalisées	0	25	50 séances d'IEC/CCC	Rapport d'activités
A2.5.1.5	Promouvoir l'ATPC	Nombre de ménages ayant réalisé l'ATPC	0	90	Nombre de ménages ayant réalisé l'ATPC	Rapports d'activités
A2.5.1.6	Réaliser des infrastructures de gestion des excréta et eaux usées dans les institutions et lieux publics	Nombre d'institutions et lieux publics dotés d'infrastructures	Nd	5	Institutions et lieux publics dotés d'infrastructures	Rapport d'activités

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A2.5.1.7	Sensibilisation des populations sur la nouvelle loi sur les déchets plastiques par les ONG de pré collecte	Nombre de séances de sensibilisation faites	0	25	45 séances de sensibilisation réalisées en 5 ans	Rapport d'activités
A2.5.1.8	Entretenir les caniveaux	Nombre de mètres linéaires entretenus	Nd	50000	100 000 mètres linéaires entretenus	Rapport d'activités
A2.5.1.9	Sensibiliser les populations sur la bonne gestion des caniveaux	Nombre de séances de sensibilisation faites		7	15 séances de sensibilisation réalisées	Rapport d'activités
P2.6.1	Promotion de l'inclusion sociale					
A2.6.1.1	Accompagner la prévention et réponse des enfants en situation de détresse	Nombre d'enfants accompagnés	0	180	Nombre d'enfants pris en charge. Nombre de séances de sensibilisations réalisées sur les textes et lois protégeant l'enfant.	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CScm...
A2.6.1.2	Appuyer la tenue de la session communale de protection de l'enfant et du comité SOP VBG	Nombre de sessions tenues	0	3	Nombre de session tenues	Rapports d'activités
A2.6.1.3	Accompagner la mise en œuvre des actions du CPS dans ses interventions (Vulgarisation des textes et lois protégeant la femme, la prise en charge des victimes de VBG, la prise en charge des personnes âgées et handicapées en situation de vulnérabilité).	Nombre de séances conjointes tenues	0	6	Nombre de séances conjointes réalisés	Rapports d'activités
A2.6.1.4	Accompagner la mise en œuvre des projets phares à caractère social dans la commune (Sensibiliser les populations sur l'assurance maladie, les micro-crédits aux plus pauvres)	Nombre d'appuis réalisés	0	6	Nombre d'appuis réalisés	Rapports d'activités
A2.6.1.5	Promouvoir la mise en œuvre des familles d'accueil et famille Hôte pour accueillir les enfants errants	Nombre d'enfants accueillis	0	60	Nombre d'enfants accueillis	Rapports d'activités
A2.6.1.6	Accompagner la scolarisation des indigents et des OEV surtout les filles	Nombre d'enfants indigents appuyés	0	1500	3 000 indigents et OEV appuyés	Rapports d'activités
A3.4.1.7	Mettre en place un mécanisme de dialogue entre les jeunes et les autorités locales	Mécanisme mis en place	0	1	Mécanisme mis en place	Rapports d'activités
III	PROGRAMME III : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques					
OG3	Renforcer la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques					
OS3.1.	Assurer la résilience et l'adaptation des communautés aux changements climatiques					

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
R3.1.	La résilience et l'adaptation des communautés aux changements climatiques est assuré					
P3.1.1	Amélioration de la capacité de prévention et de gestion des risques et catastrophes					
A3.1.1.1	Sensibiliser les populations sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes naturelles	Nombre de séance par arrondissement	0	3	05 de séances de sensibilisation par arrondissement	Rapport d'activités
A3.1.1.2	Renforcer les capacités des OSC sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes naturelles	Nombre de séances de formation	0	3	05 de séances de formation	Rapport d'activités
A3.1.1.3	Renforcer les capacités des enfants et des personnes vulnérables sur la prévention et la gestion des risques et des catastrophes naturelles	Nombre de séances de formation	0	3	05 de séances de formation	Rapport d'activités
A3.1.1.4	Elaborer le Plan de Contingence de la Commune (PCC)	Nombre de PCC disponible	0	1	01 PCC disponible	05 PCC
A3.1.1.5	Mettre en œuvre le Plan de Contingence de la Commune (PCC)	Nombre de réponses apportées	0	3	05 réponses apportées	Rapport d'activités
A3.1.1.6	Sensibiliser les orpailleurs sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes	Nombre de séances par arrondissement	0	3	Au moins une (01) séances de sensibilisation par arrondissement	Rapport d'activités
P3.2.1	Promotion de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques					
A3.2.1.1	Mobiliser la communauté pour participer à la plantation d'arbres et à la protection des forêts	Proportion de la Communauté mobilisée	0	30%	Communauté mobilisée	Rapports d'activités
A3.2.1.2	Créer et entretenir des forêts communautaires par arrondissement pour lutter contre la déforestation	Nombre d'hectares de terres reboisées et entretenues par arrondissement	0	3	05 hectares de terres reboisées et entretenues par arrondissement	Rapports d'activités
A3.2.1.3	Réaliser et entretenir le flanc des collines avec des espèces adaptées	Nombre de plants mis en terre et entretenus	0	10000	20000 plants mis en terre et entretenus	Rapports d'activités
A3.2.1.4	Restaurer l'écosystème de la chaîne de montagnes	Nombre de plants mis en terre et entretenus	0	10000	20000 plants mis en terre et entretenus en 5 ans	Rapports d'activités
A3.2.1.5	Promouvoir des aires communautaires de conservation de la biodiversité (ACCB) résilientes aux changements climatiques (jardins botaniques)	Nombre d'hectares d'Aires communautaires de conservation de la biodiversité (ACCB) résilientes aux changements climatiques créées et entretenues	Nd	3	05 hectares d'Aires communautaires de conservation de la biodiversité (ACCB) résilientes aux changements climatiques créées et entretenues	Rapports d'activités

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A3.2.1.6	Restaurer les berges des cours d'eau de la commune résilientes aux changements climatiques	Nombre de km de berges restaurées	Nd	20	50 km de berges restaurées	Rapports d'activités
A3.2.1.7	Promouvoir les systèmes agricoles adaptés aux Changements Climatiques par la mise en place de techniques culturales adaptées	Nombre de systèmes agricoles adaptés aux Changements Climatiques promus	0	2	05 systèmes agricoles adaptés aux Changements Climatiques sont promus	Rapports d'activités
A3.2.1.8	Sensibiliser les populations sur le changement climatique	Nombre de de séances de sensibilisation	0	2	05 de séances de sensibilisation	Rapports d'activités
A3.2.1.9	Former les populations à la maîtrise des techniques d'adaptation au changement climatique	Proportion des agriculteurs pratiquant les techniques ACC	0	15%	30% des agriculteurs pratiques les techniques ACC	Rapports d'activités
A3.2.1.10	Elaborer un PLACC	Nombre de PLACC disponible	0	1	01 PLACC disponible	PLACC
A3.2.1.11	Identifier et implémenter les mesures de gestion intégrée de la fertilité des sols adaptées aux conditions locales	Nombre de mesures identifiées	0	3	Nombre de mesures identifiées	Rapports d'activités
A3.2.1.12	Former les producteurs pour la mise en œuvre des mesures GDT/ACC	Effectif des producteurs formés	Nd	600	Effectif des producteurs formés	Rapports d'activités
A3.2.1.13	Suivi/coaching de la mise en œuvre effective des mesures GDT/ACC par les producteurs	Nombre de suivis réalisé	0	12	Nombre de suivis réalisé	Rapport de suivi
A3.2.1.14	Mettre en place les intrants adéquats pour l'application des mesures GDT/ACC (semences)	Quantité d'intrants mis en place	Nd	6tonnes	Quantité d'intrants mis en place	Rapports d'activités
A3.2.1.15	Mettre en place des mesures de protection des espaces sous mesures GDT	Nombre de mesures mises en place	0	3	Nombre de mesures mises en place	Rapports d'activités
A3.2.1.16	Promouvoir les cultures à cycle court	Nombre de cultures promues	0	4	Nombre de cultures promues	Rapports d'activités
A3.2.1.17	Reboiser les place-publics, les dépressions et les domaines privés de la mairie et publics de l'Etat	Nombre d'hectares reboisé chaque année	Nd	30	Nombre d'hectares reboisé chaque année	PV de réception
A3.2.1.18	Elaborer et mettre en œuvre une politique de reboisement du territoire communal	Existence d'un document de reboisement du territoire communal	0	1	Existence d'un document de reboisement du territoire communal	Document
A3.2.1.19	Renforcer les capacités des communautés sur la gestion des ressources naturelles	Nombre de séances de formation	0	3	Nombre(09) de séances de formation	Rapport de formation
OS3.2.	Assurer la sécurité et une gestion adéquate du foncier					
R3.2.	La sécurité et la gestion adéquate du foncier sont assurées					
P3.3.1	Amélioration de la gestion foncière et domaniale					
A3.3.1.1	Elaborer et mettre en œuvre le SDAC	Nombre de SDAC élaboré et mis en œuvre	0	1	01 SDAC élaboré et mis en œuvre	SDAC et Rapport d'activités

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A3.3.1.2	Elaborer et mettre en œuvre le PDU	Nombre de PD élaboré et mis en œuvre	0	1	01 PDU élaboré et mis en œuvre	PDU et Rapport d'activités
A3.3.1.3	Réaliser les travaux de lotissement et de remembrement dans la commune	Nombre de travaux réalisés	0	10	20 Travaux réalisés	Documents d'urbanisme
A3.3.1.4	Poursuivre les travaux de recasement dans les anciens quartiers lotis	Nombre de parcelles recasées	0	500	1000 parcelles recasées	Rapports d'activités
A3.3.1.5	Sensibiliser les populations sur les travaux de lotissement et de recasement	Nombre de séances de sensibilisations	0	3	Nombre de séances de sensibilisation	Rapports d'activités
A3.3.1.6	Reconstituer certains anciens lotissements / remembrements de la commune	Nombre d'anciens lotissements reconstitués	0	3	05 anciens lotissements / remembrements reconstitués	Documents d'urbanisme
A3.3.1.7	Réaliser l'adressage de la ville de Natitingou	Nombre de rues panneautées	0	1	Le fond de carte d'adressage Nombre de rues panneautées	Versions numérique et papier disponible
A3.3.1.8	Réaliser le cadastre de la ville de Natitingou	Nombre de carte réalisée	0	1	Le fond de carte de la ville	Versions numérique et papier disponible
A3.3.1.9	Actualiser le Registre Foncier Urbain (RFU)	Nombre de RFU actualisé	0	1	01 RFU actualisé	RFU
A3.3.1.10	Instaurer la délivrance des permis de construire et démolir	Nombre de permis de construire délivrés	0	300	Nombre de permis de construire délivrés	Registre de retrait de permis de construire
A3.3.1.11	Construire des caniveaux et dalots dans la ville de Natitingou	Nombre de mètres linéaires construits	Nd	300	Nombre de mètres linéaires construits	PV de réception
A3.3.1.12	Réaliser des études pour l'aménagement des rues de Natitingou	Nombre de mètres linéaires de rues étudiées	Nd	25000	50 000 mètres linéaires d'études de rues réalisées	Rapport de l'étude
A3.3.1.13	Réaliser l'aménagement de certaines rues	Nombre de mètres linéaires de rues aménagées	Nd	5000	10 000 de mètres linéaires de rues aménagés	PV de réception
A3.3.1.13	Sécuriser les réserves administratives/espaces publics de la Commune	Nombre de levée topographique réalisée Nombre de plaques d'identification confectionnée et implantée Nombre de titre foncier réalisé	Nd	50 levés topographiques 100 plaques d'identifications 50 titres fonciers	Nombre de levée topographique réalisée Nombre de plaques d'identification confectionnée et implantée Nombre de titre foncier réalisé	PV de réception
P3.4.1	Création d'un environnement de vie sécurisé et inclusif					
A3.4.1.1	Faire un plaidoyer auprès du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP) pour doter les cinq autres arrondissements de Commissariat	Nombre de plaidoyer fait	0		Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités
A3.4.1.2	Faire un plaidoyer auprès du MISP pour renforcer l'effectif du personnel des commissariats	Nombre de plaidoyer fait	0	6	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités
A3.4.1.3	Faire un plaidoyer auprès du MISP pour doter les commissariats de moyens roulants neufs et suffisants	Nombre de plaidoyer fait	0	6	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A3.4.1.4	Sensibiliser les populations sur l'importance de la paix et de la cohésion sociale	Nombre de séances de sensibilisation fait	0	6	Nombre de séances de sensibilisation fait	Rapports d'activités
A3.4.1.5	Sensibiliser les populations sur les conséquences de l'extrémisme violent	Nombre de séances de sensibilisation fait	0	6	Nombre de séances de sensibilisation fait	Rapports d'activités
A3.4.1.6	Faire le plaidoyer auprès de l'ABeGIEF pour construire de poste de police avancé à la frontière dans l'arrondissement de Tchoumi-Tchoumi	Nombre de plaidoyer fait	0	6	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités
A3.4.1.7	Faire le plaidoyer auprès de l'ABeGIEF pour construire des infrastructures socio-communautaires à la frontière dans l'arrondissement de Tchoumi-Tchoumi	Nombre de plaidoyer fait	0	6	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités
IV	PROGRAMME IV : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources					
OG4	Renforcer l'exercice de la démocratie à la base, le cadre de travail et la mobilisation des ressources					
OS4.1.	Assurer une gouvernance transparente et inclusive					
R4.1.	Une gouvernance transparente et inclusive est assurée					
P4.1.1	Renforcement de la participation démocratique et de la gouvernance inclusive					
A4.1.1.1	Organiser un atelier de formation pour les Autorités locales	Nombre d'atelier de formation organisé	0	1	01 atelier de formation pour les élus locaux	Rapport de formation
A4.1.1.2	Elaborer le plan communal de reddition de compte	Nombre de plan communal de reddition de compte élaboré	0	1	Un plan de reddition de compte est élaboré et rendu opérationnel.	Arrêté communal d'adoption du plan communal de reddition de comptes
A4.1.1.3	Mettre en œuvre le Plan communal de reddition de compte	Nombre de reddition de compte organisé	0	6	Au moins 02 redditions de compte organisées chaque année	Rapport d'activités
A4.1.1.4	Faire l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale du Plan Communal de reddition de compte	Nombre d'évaluation à mi-parcours et d'évaluation finale réalisé	0	1	02 évaluations périodiques organisées d'ici 2028	Rapports d'évaluation
A4.1.1.5	Tenir régulièrement les sessions de Conseil de Villages	Nombre de sessions tenues par village	0	12	Nombre de sessions tenues par an et par village	Comptes rendus des sessions de village, Listes de présence

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A4.1.1.6	Tenir régulièrement les sessions de Conseil d'Arrondissement	Nombre de sessions tenues par arrondissement	0	12	Nombre de sessions d'arrondissement tenues par an et par arrondissement	Comptes rendus des sessions d'arrondissement, Listes de présence
A4.1.1.7	Organiser une séance d'identification des thèmes de RC et Organiser une session de RC dans un Arrondissement	Nombre de séances d'identification des thèmes organisées	0	5	Nombre de séances de reddition de compte organisées	Rapport d'activités
A4.1.1.8	Organiser des séances de communication sociale et de changement de comportement sur la participation citoyenne et la participation des femmes aux instances de prise de décision (conseils de village/quartier de ville, conseils d'arrondissement, conseil communal)	Nombre de séances d'IEC et de CCC organisées	0	3	Au moins deux (02) séances d'IEC et de CCC sont organisées	Rapport d'activités
OS2.2.	Garantir l'efficacité de la gestion administrative au niveau de la commune					
R2.2.	L'efficacité de la gestion administrative au niveau de la commune est garantie					
P4.2.1	Amélioration du cadre de travail et de la performance de l'administration communale					
A4.2.1.1	Construire / réfectionner des infrastructures administratives de la Commune	Nombre d'infrastructures construites/réhabilitées	Nd	4	Nombre d'infrastructures construites/réhabilitées	PV de réception
A4.2.1.2	Acquérir des équipements en mobiliers	Nombre d'équipement en mobiliers et fournitures de bureaux acquis	Nd	30	Nombre d'équipement en mobiliers et fournitures de bureaux acquis	Bordereau de livraison
A4.2.1.3	Acquérir de moyens roulants à quatre roues	Nombre de moyens roulants à quatre et à deux roues acquis	Nd	5	10 moyens roulants à quatre et à deux roues acquis	Bordereau de livraison
A4.2.1.4	Acquérir des panneaux solaires et de batteries	Nombre de panneaux solaires et de batteries installés	Nd	15	30 panneaux solaires et de batteries installés	PV de réception
A4.2.1.5	Etude de faisabilité de la réhabilitation	Bâtiment abritant la trésorerie communale réhabilité	Nd	1	Bâtiment abritant la trésorerie communale réhabilité	PV de réception
A4.2.1.6	Élaborer le cadre organique de la Mairie	Cade organique élaboré	Nd	1	Cade organique élaboré	Cadre organique
A4.2.1.7	Élaborer le plan de formation du personnel	Plan de formation du personnel élaboré	Nd	1	Plan de formation du personnel élaboré	Plan
A4.2.1.8	Elaborer le plan de formation	Capacités du personnel renforcées	Nd	1	Capacités du personnel renforcées	Rapport de formation
A4.2.1.9	Elaborer le manuel de procédure administrative, financière et technique de la Mairie	Manuel de procédures administratives, financières et techniques disponible	0	1	Manuel de procédures administratives, financières et techniques disponible	Manuel
A4.2.1.10	Rendre fonctionnel le cadre de concertation entre les autorités communales et les Services Déconcentrés de l'Etat (SDE)	Nombre de sessions du cadre de concertation tenues régulièrement chaque année à partir de 2024	0	2	4 sessions du cadre de concertation sont tenues	Rapports d'activités

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
					régulièrement chaque année à partir de 2024	
A4.2.1.11	Créer le cadre de concertation entre les autorités communales et les Partenaires Techniques et Financiers opérationnels	Nombre de sessions du cadre de concertation régulièrement tenues chaque année à partir de 2024	0	2	4 sessions du cadre de concertation sont régulièrement tenues chaque année à partir de 2024	Rapports d'activités
P4.3.1	Renforcement des mécanismes de mobilisation des ressources pour le développement local					
A4.3.1.1	Mettre en place un système de paiement en ligne ;	Nombre de Processus de recouvrement des recettes communales digitalisé	0	1	01 Processus de recouvrement des recettes communales digitalisé	Rapports d'activités
A4.3.1.2	Identifier les besoins et les exigences pour l'acquisition du logiciel ;	Nombre de Logiciel pour l'émission des avis d'imposition disponible	0	1	01 Logiciel pour l'émission des avis d'imposition disponible	Rapports d'activités
A4.3.1.3	Identifier les besoins et les exigences pour l'acquisition du logiciel ;	Nombre de Logiciel pour la gestion des matières disponible	0	1	01 Logiciel pour la gestion des matières disponible	Rapports d'activités
A4.3.1.4	Elaborer le plan de Communication et de sensibilisation des populations sur le civisme fiscal	Nombre de plan de communication et de sensibilisation élaboré Pourcentage des activités du plan de communication et de sensibilisation exécutées	0	1	01 plan de communication et de sensibilisation Pourcentage des activités du plan de communication et de sensibilisation exécutées	Rapport d'exécution du plan de communication
A4.3.1.5	Actualiser le répertoire des taxes locales (domaine public, affiches publicitaires, etc.)	Nombre d'arrêté communal portant fixation des tarifs des taxes locales pris	Nd	1	01 arrêté communal portant fixation des tarifs des taxes locales	L'arrêté communal
A4.3.1.6	Doter les services communaux de recouvrement de moyens humains et matériels conséquents	Nombre d'agents mis à la disposition du service de recouvrement Nombre de véhicules et/ou de motos mis à la disposition du service de recouvrement	Nd	50%	Proportion d'agents mis à la disposition du service de recouvrement Nombre de véhicules et/ou de motos mis à la disposition du service de recouvrement	Arrêté/Décision de mise à disposition d'agents Note de mise à disposition du matériel
A4.3.1.7	Actualiser le Registre Foncier Urbain (RFU)	Le répertoire de la matière imposable actualisé	0	1	Le répertoire de la matière imposable actualisé	La base de données
A4.3.1.8	Actualiser le Plan Stratégique de Mobilisation des Ressources	Nombre d plan de mobilisation des ressources actualisé	0	1	01 plan de mobilisation des ressources actualisé	Rapport d'exécution du plan de mobilisation des ressources
P4.4.1	Renforcement de l'accessibilité au numérique					
A4.4.1.1	Assurer l'élaboration du Schéma directeur des SI	Nombre de SDIC élaboré	0	1	01 SDIC élaboré	SDIC
A4.4.1.2	Élaborer et mettre en œuvre un plan de déploiement de l'infrastructure de connectivité haut débit	01 Connexion haut débit disponible	0	1	01 Connexion haut débit disponible	Rapports d'activités

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A4.4.1.3	Installation et configurations des équipements	01 Câblage régularisé	0	1	01 Câblage régularisé	Rapports d'activités
A4.4.1.4	Élaborer et mettre en œuvre un plan de déploiement de l'infrastructure de connectivité haut débit	Internet disponible dans bureaux arrondissements	0	1	Internet disponible dans bureaux arrondissements	Rapports d'activités
A4.4.1.5	Installation et configurations des équipements	01 Câblage fait au niveau arrondissement	0	1	01 Câblage fait au niveau arrondissement	Rapports d'activités
A4.4.1.6	Acquérir et installer le système de sauvegarde	Nombre de Système de sauvegarde disponible et fonctionnel	0	1	01 Système de sauvegarde disponible et fonctionnel	Rapports d'activités
A4.4.1.7	Organiser une mission d'appropriation des conditions de desserte ;	Nombre d'Abonnement au data center national fait	0	1	01 Abonnement au data center national fait	Rapports d'activités
A4.4.1.8	Acquérir et installer les équipements et matériels informatiques	Nombre de PC, imprimante multifonction installé par arrondissement ;	Nd	10	Au moins, 1 PC, 1 imprimante multifonction par arrondissement ;	Rapports d'activités
A4.4.1.9	Concevoir et développer un portail en ligne et d'une base de données pour fournir des informations et des services aux citoyens et aux entreprises	Informations utiles disponibles en ligne	0	1	Informations utiles disponibles en ligne	Rapports d'activités et lien URL
A4.4.1.10	Renforcer les capacités des agents techniques et des élus	Nombre d'agents techniques et élus renforcé	Nd	30%	Proportion d'agents techniques et élus renforcées	Rapports d'activités
A4.4.1.11	Développer une IA pour l'assistance et l'orientation des citoyens dans les processus de participation démocratique	Logiciel pour la gestion des ressources humaines disponible	0	1	Logiciel pour la gestion des ressources humaines disponible	Rapports d'activités
A4.4.1.12	Créer et Opérationnaliser le Système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie et des bureaux d'arrondissements	Système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie de Natitingou créé	0	1	Système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie de Natitingou créé	Rapports d'activités
A4.4.1.13	Réaliser une étude de faisabilité pour la modernisation du système d'archivage de la Mairie	Rapport d'étude de faisabilité	0	1	Rapport d'étude de faisabilité	Rapports d'activités
A4.4.1.14	Digitaliser le système d'archivage de la Mairie	Système d'archivage de la mairie modernisé	0	1	Système d'archivage de la mairie modernisé	Rapports d'activités
P4.5.1	Promotion de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée					
A4.5.1.1	Renforcer la participation de la commune aux activités des structures intercommunales au niveau régional et national	Le taux de paiement des cotisations Le nombre de participation aux rencontres des structures intercommunales	0	30%	Le taux de paiement des cotisations Le nombre de participation aux rencontres des structures intercommunales	Les mandats de paiement Les rapports de mission
A4.5.1.2	Créer et rendre fonctionnel l'intercommunalité « Les pays de la montagne (Boukombé, Natitingou, Toucountouna)	01 Plan Intercommunal de développement des Pays de la Montagne élaboré	0	1	01 Plan Intercommunal de développement des Pays de la Montagne élaboré	Plan Intercommunal de Développement des Pays de la Montagne

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
A4.5.1.3	Créer et rendre fonctionnel le cadre d'échange avec la diaspora	Nombre de cadre d'échange avec la diaspora créé	0	1	01 cadre d'échange avec la diaspora créé	Rapport d'activités
A4.5.1.4	Rechercher/Explorer de nouvelles villes ou communes jumelles dans le cadre de la coopération décentralisée	Nombre de nouveau partenariat de jumelage établi	0	1	De nouvelles villes ou communes jumelles identifiées	Rapport d'activités
A4.5.1.5	Renforcer la coopération avec la ville de Huy en Belgique et Rillieux-la-Pape en France	Nombre de conventions triennales exécutées	0	1	Nombre de conventions triennales exécutées	Conventions triennales
A4.5.1.6	Prendre part au processus de mise en place de l'Agence Intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA) et à l'animation de ses organes (technique et de décision)	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Souscription statutaire annuelle de la commune	0	1	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Souscription statutaire annuelle de la commune	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Rapport annuel de l'ADEA PV de l'Assemblée constitutive Rapport annuel de performance du secrétariat exécutif
A4.5.1.7	Mettre en œuvre une convention de partenariat avec l'ADEA pour l'appui technique à la mise en œuvre du PDC 4 (appui à la Mobilisation des financements et la mise en œuvre technique)	Convention signée (CS) Volume des financements mobilisés (VFM) Nombre et liste des projets et actions mis en œuvre	0	1	Convention signée (CS) Volume des financements mobilisés (VFM) Nombre et liste des projets et actions mis en œuvre	Rapport annuel de l'ADEA Rapport annuel de performance du secrétariat exécutif
P4.6.1	Dynamisation du système de suivi-évaluation local					
A4.6.1.1	Réaliser la vulgarisation du PDC 4 en français et dans les langues locales dominantes de la commune (Otamarai, Waama, Dendi, Fon, Bariba...)	Vulgarisation du PDC réalisée	0	9	Vulgarisation du PDC réalisée	Rapport de vulgarisation du PDC 4
A4.6.1.2	Réaliser l'évaluation à mi-parcours du PDC 4	Evaluation à mi-parcours du PDC 4 réalisée	0	1	Evaluation à mi-parcours du PDC 4 réalisée	Rapport d'évaluation à mi-parcours du PDC 4
A4.6.1.3	Réaliser l'évaluation finale du PDC 4	Evaluation finale du PDC 4 réalisée	0	1	Evaluation finale du PDC 4 réalisée	Rapport d'évaluation finale du PDC 4
A4.6.1.4	Elaborer et Mettre en œuvre le plan intercommunal de développement des Pays de la Montagne (Boukombé-Natitingou-Toucountouna)	01 Plan Intercommunal de développement des Pays de la Montagne élaboré	0	1	1	DDL : Plan Intercommunal de Développement des Pays de la Montagne
A4.6.1.5	Elaborer le PDC 5 de la Commune	Le document du PDC 5	0	1	Le document du PDC 5	Document du PDC 5
A4.6.1.6	Elaborer un Système de Gestion Intégré de l'administration locale	Le document du Système de Gestion Intégré de l'administration locale	0	1	Le document du Système de Gestion Intégré de l'administration locale	Le document du Système de Gestion Intégré de l'administration locale
A4.6.1.7	Elaborer le TBS, l'IGL et le SEPAC	TBS, IGL et SEPAC élaborés	0		TBS, IGL et SEPAC élaborés	TBS, IGL et SEPAC

Code	Programmes/Projets/Résultats/Activités	Indicateurs				Sources de vérification
		Libellé	Valeur de référence	Valeur à mi-parcours	Valeur cible	
P4.7.1	Amélioration de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences de l'administration locale					
A4.7.1.1	Faire l'état des lieux des emplois et compétences	Le rapport des emplois et compétence	0	1	Le rapport des emplois et compétence	Le rapport des emplois et compétence
A4.7.1.2	Elaborer le cadre organique	Un rapport de cadre organique	0	1	Un rapport de cadre organique	Un rapport de cadre organique
A4.7.1.3	Elaborer le plan de formation du personnel	Nombre de modules de formations	0	1	Nombre de modules de formations	Nombre de modules de formations
A4.7.1.4	Elaborer le plan de recrutement	Nombre d'agents recrutés	0	1	Nombre d'agents recrutés	Nombre d'agents recrutés
A4.7.1.5	Elaborer/actualiser le manuel de procédures administratives et financières	01 manuel de procédures administratives et financières élaboré/actualisé	0	1	01 manuel de procédures administratives et financières élaboré/actualisé	01 manuel de procédures administratives et financières élaboré/actualisé

c. Cadre de performance et de suivi des cibles spatialisées des ODD

L'ensemble des résultats pouvant permettre d'atteindre les objectifs spécifiques de développement a été déterminé et présenté dans le tableau ci-après :

Tableau 64 : Matrice de performance et suivi des indicateurs des cibles spatialisées des ODD

ODD	CIBLES SPATIALISEES	ACTIONS	INDICATEURS DOMESTIQUES/PROXY	VALEUR DE REFERENCE 2023	VALEURS CIBLES					Services Responsables
					2024	2025	2026	2027	2028	
1	1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes	A1.1.1.4 : Aménager les bas-fonds pour la production maraîchère et la riziculture	1.2.1 : Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté	ND	0	0	1	0	1	DDL
		A1.4.1.7 : Construire et équiper des infrastructures marchandes	1.2.2 : Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays	ND	0	1	2	1	1	DDL
2	2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	A1.2.1.5 : Renforcer les capacités des populations pour atteindre l'autosuffisance alimentaire	2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation	ND	10	10	10	10	10	DDL
		A1.2.1.4 : Renforcer les communautés pour l'élevage domestique (volaille, petits ruminants, etc.)	2.1.2 incidences de la pauvreté alimentaire	ND	1000	1000	1000	1000	1000	DDL

		A1.2.1.6 : Sensibiliser les populations sur la conservation des produits de récolte et les effets néfastes de leur bradage	2.1.3 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience,	ND	9	9	9	9	9	DDL
3	3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	A2.2.1.7 : accompagner les différents acteurs pour le dépistage et la sensibilisation sur le VIH/SIDA	3.3.1: Nombre de nouveaux cas positifs dépistés pour 1000 personnes	ND	1	1	1	1	1	DDL
			3.3.3 Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant							
			3.3.4 Taux de couverture en ARV des PVVIH							
		A2.2.1.10 : Sensibiliser les populations sur l'utilisation de MILD	3.3.6 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants	ND	1	2	2	2	2	DDL
		A2.2.1.9 : Sensibiliser les populations sur la fréquentation des centres de santé	3.3.5 Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants	ND	3%	5%	7%	7%	8%	DDL
			3.3.7 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants							
			3.3.8 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires							
			3.3.9 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de la filariose lymphatique	ND	1	1	1	1	1	DDL
			3.3.10 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques de l'onchocercose							

		A2.2.1.11 : Accompagner la réalisation de la nouvelle politique de santé communautaire basée sur le « ONE Health »	3.3.11 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des schistosomiasés							
			3.3.12 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques des géo helminthiasés							
			3.3.13 Proportion de la population vivant dans les zones endémiques du trachome							
	3.4 D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles, et promouvoir la santé mentale et le bien-être	Construire / réhabiliter et équiper le Centre de Santé Communal délocalisé	3.4.2 Létalité liée aux maladies cardiovasculaires	ND	0	0	1	0	0	DDL
			3.4.3: Létalité liée au cancer							
		Equiper tous les centres de santé d'arrondissement et dispensaires isolés existants	3.4.4 Létalité liée au diabète	ND	1	2	2	2	2	DDL
			3.4.5 Létalité liée aux maladies respiratoires chroniques							
			3.4.7 Taux de mortalité par suicide	ND						DDL
		Aménager des aires de jeux et de loisirs dans la Commune de Natitingou au profit des jeunes et des enfants	3.4.6 Proportion de la population pratiquant au moins une activité sportive par semaine	ND	0	0	1	0	1	DDL
4	4.4 D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre des jeunes disposant des compétences, notamment techniques et professionnels,	A1.3.1.6 : Renforcement des capacités des artisans	4.4.2 Proportion d'apprenants ayant reçu une formation en TIC	0	70	70	70	70	70	DDL

	nécessaire à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat	A1.3.1.12 : Faciliter la mise en place des centres de formation professionnelle	4.4.3 Proportion d'étudiants en formation technique et professionnelle	ND	0	0	1	0	1	
		A1.3.1.15 : Créer un centre des métiers communal	4.4.4 Nombre de diplômés en formation professionnelle (CQM, CQP, AQP)	ND	0	0	1	0	0	DDL
8	8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale	A1.3.1.8 : Faciliter l'installation des apprentis démunis ayant obtenu le Certificat de Qualification au Métier	8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés	ND	10	15	25	25	25	DDL
			8.5.2 Taux de chômage							
		A1.3.1.13 : Renforcer les capacités des jeunes filles et des femmes en matière de transformation agro-alimentaire et de création d'entreprise.	8.5.3 Taux de sous-emploi visible	0	100	200	200	250	250	DDL
	8.9 D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux	A2.1.1.24 : Créer et rendre fonctionnel une maison communale de tourisme.	8.9.1 PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total							
			8.9.2 Taux de croissance du PIB directement tiré du Tourisme							
			8.9.3 Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois							

			8.9.4 Taux de croissance des emplois dans les secteurs du tourisme	ND	0	0	1	0	0	DST
			8.9.5 Taux de Croissance du nombre d'arrivées touristiques							
		A2.1.1.16 : Aménager deux sites touristiques et leurs voies d'accès	8.9.6 Part du budget du tourisme dans le Budget général de l'Etat	ND	0	0	1	0	1	DST
10	10 .1 D'ici à 2030, assurer progressivement et durablement une croissance des revenus des 40% de populations les plus pauvres à un rythme plus rapide que le revenu moyen national	A1.1.1.12 Faciliter auprès des institutions la mise en place des crédits agricoles adaptés	10.1.1 Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour les 40 % de la population les plus pauvres	ND	200	200	200	200	200	DDL
			10.1.2: Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour l'ensemble de la population							
12	12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles	Promouvoir des aires communautaires de conservation de la biodiversité (ACCB) résilientes aux changements climatiques (jardins botaniques)	12.2.1 : Consommation de matière	ND	1	1	1	1	1	DADE
		Renforcer les capacités des communautés sur la gestion des ressources naturelles	12.2.2: consommation intérieure de matière par habitant	ND	1	1	1	2	4	DADE
	16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la	A2.6.1.4 : Accompagner la prévention et	16.2.1 Proportion d'enfants âgés de 1 à 17 ans ayant subi un châtiment corporel	ND	60	60	60	60	60	DDL

16	traite et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants	réponse des enfants en situation de détresse	ou une agression psychologique infligée par une personne s'occupant d'eux au cours du mois précédent							
		Accompagner la mise en œuvre des actions du CPS dans ses interventions (Vulgarisation des textes et lois protégeant la femme, la prise en charge des victimes de VBG, la prise en charge des personnes âgées et handicapées en situation de vulnérabilité).	16.2.2 Nombre de victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants,	ND	1	2	3	3	3	DDL
			16.2.3 Nombre d'enfants victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants							
			16.2.4 Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans							
			16.2.5 Nombre de plaintes concernant les infractions contre les mineurs qui ont fait objet de poursuite judiciaire							
			16.2.3 Nombre d'enfants victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants							
			16.2.4 Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans							
			16.2.5 Nombre de plaintes concernant les infractions contre les mineurs qui ont fait objet de poursuite judiciaire							

d. Plan quinquennal de développement de la commune de Natitingou

Le plan opérationnel qui va orienter la mise en œuvre du PDC 4 de la commune de Natitingou se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 65 : Plan quinquennal et opérationnel du PDC 4

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
I	PROGRAMME I : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente															
OG1	Promouvoir une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente.															
OS1	Assurer un développement économique durable axé sur les infrastructures socioéconomiques et de transport															
R 1.1	Le développement économique durable axé sur les infrastructures socioéconomiques et de transport est assuré.															
P1.1.1	Accompagnement de la diversification et de l'innovation dans les secteurs économiques															
A1.1.1.1	Former les producteurs sur les itinéraires techniques adaptés	1000 producteurs formés	Rapports d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	18 000	-	1 000	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, FADeC Agriculture, PTFs	Toute la commune
A1.1.1.2	Suivre la mise en œuvre des techniques au niveau des producteurs	10 missions de supervision	Rapports d'activités	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	7 000	350	6 300	-	350	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, FADeC Agriculture, PTFs	Toute la commune
A1.1.1.3	Faciliter l'accès aux intrants (semences et engrais) et matériels agricoles dans la commune	60% des producteurs ont accès aux intrants et 40% aux matériels agricoles	Rapports d'activités	200	200	200	200	200	1 000	50	900	-	50	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, FADeC Agriculture, PTFs	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
A1.1.1.4	Aménager les bas-fonds pour la production maraîchère et la riziculture	02 bas-fonds aménagés	Rapports d'activités	24 000	24 000	24 000	24 000	24 000	120 000	6 000	108 000	-	6 000	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, FADeC Agriculture, PTFs	Toute la commune
A1.1.1.5	Construire/réhabiliter de magasins de stockage de produits agricoles	08 magasins construits/réhabilités	Rapports d'activités	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	135 000	-	7 500	MAIRIE (DST)	ATDA, DDAEP, FADeC Agriculture, PTFs	Toute la commune
A1.1.1.6	Promouvoir la mécanisation de l'agriculture	Nombre de machines agricoles, Nombre de tractoristes formés sur l'utilisation des machines agricoles	PV de réception, Rapport de formation, liste de présence	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	85 000	4 250	76 500	-	4 250	Maire	MAEP, ATDA, PTFs	Toute la commune
A1.1.1.7	Sensibiliser les producteurs sur une utilisation des engrais bio et produits phytosanitaires	10000 producteurs sensibilisés	Rapports d'activités	600	600	600	600	600	3 000	150	2 700	-	150	Maire	MAEP, ATDA	Toute la commune
A1.1.1.8	Développer les mécanismes de sécurisation des terres agricoles	500 ADC sont établies aux propriétaires terriens	Rapport de séance, liste de présence	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	27 000	-	1 500	MAIRIE (DDLDP, DADE)	DDCVDD, DDAEP, ATDA, PTF	Toute la commune
A1.1.1.9	Poursuivre la promotion des filières agricoles porteuses de la commune (Anacarde, karité, maraîchage, riz et soja)	10 séances de formation par filière 2000 producteurs formés 10 groupements appuyés en équipements	Rapport de formation, liste de présence, bordereau de livraison	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000	70 000	3 500	63 000	-	3 500	MAIRIE (DDLDP)	DDAEP, ATDA, PTF	Toute la commune
A1.1.1.10	Faire la promotion des cultures vivrières (maïs, sorgho, l'igname, manioc etc.)	5 foires agricoles organisées	Rapports d'activités	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	45 000	-	2 500	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, PTFs	Toute la commune
A1.1.1.11	Promouvoir le secteur de l'apiculture dans la Commune	100 apiculteurs appuyés en équipements et matériels sur 5 ans	PV de remise des matériels	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	65 000	3 250	58 500	-	3 250	RADE, DDLDP	ATDA, DDAEP, PTFs, Association communale des apiculteurs	Toute la commune
A1.1.1.12	Faciliter auprès des institutions la mise en place des crédits agricoles adaptés	1000 acteurs agricoles ont accès aux crédits agricoles	Rapports d'activités	200	200	200	200	200	1 000	50	900	-	50	MAIRIE (DAAF)	IMF	Toute la commune
A1.1.1.13	Vulgariser les normes d'acquisition et d'exploitation des terres agricoles	45 séances de vulgarisation des normes d'acquisition et	Rapports d'activités	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	9 000	450	8 100	-	450	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
		d'exploitation des terres agricoles														
A1.1.1.14	Former les éleveurs sur les systèmes d'élevage améliorés	500 éleveurs formés	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.1.1.15	Suivre la pratique des techniques enseignées au niveau des éleveurs	500 éleveurs suivis	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.1.1.16	Faire le plaidoyer pour la dotation par arrondissement d'un vétérinaire pour le suivi de l'élevage	3 vétérinaires	Rapports d'activités	500	500				1 000	50	900	-	50	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.1.1.17	Faciliter la réalisation des infrastructures et matériels d'élevage adaptés (habitat, parc de vaccination, points d'eau abreuvoir, intrants zootechniques)	05 infrastructures réalisées	Rapports d'activités	5 400	5 400	5 400	5 400	5 400	27 000	1 350	24 300	-	1 350	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.1.1.18	Faciliter l'accès aux intrants d'élevage (provides,)	Nombre d'éleveurs bénéficiaires en 5 ans	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	Maire	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.1.1.19	Vulgariser et sensibiliser les éleveurs sur le code pastoral	500 éleveurs sensibilisés	Rapports d'activités	400	400	400	400	400	2 000	100	1 800	-	100	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.1.1.20	Faire un plaidoyer pour la disponibilité des produits et aliments vétérinaires	Dix (10) cinq (05) plaidoyers sont faits	Rapports de mission	1 500	1 500				3 000	150	2 700	-	150	Maire	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.1.1.21	Aménager et sécuriser les aires de pâturage (espace fourragère)	02 aires de pâturage aménagées	PV de visite de site Rapport d'activités annuel	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	135 000	-	7 500	DST	ATDA, DDAEP, ONG, PTF, UCOPER, COSO	Toute la commune
A1.1.1.22	Aménager et sécuriser les couloirs de passage des transhumants	2 couloirs de passage tracés	PV de visite de site Rapport d'activités annuel	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	90 000	-	5 000	DST, DADE	ATDA, DDAEP, ONG, PTF, UCOPER, COSO	Toute la commune
A1.1.1.23	Renforcer la capacité technique des éleveurs (volaille, petits ruminants, apiculture, etc.)	09 sessions de formation à l'intention des éleveurs	Rapport de formation	1 000	1 000				2 000	100	1 800	-	100	Maire	ATDA, DDAEP, ONG, PTF, COSO	Toute la commune
A1.1.1.24	Sensibiliser et former les jeunes en pisciculture et sur les bonnes pratiques de la pêche	45 jeunes formés	Rapports de formation	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	9 000	-	500	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, PTF, COSO	Toute la commune
A1.1.1.25	Accompagner l'aménagement des étangs piscicoles	03 étangs piscicoles aménagés	Rapports d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	90 000	-	5 000	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, PTF, COSO	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
A1.1.1.26	Entretenir les barrages/retenues d'eau	02 barrages/retenues d'eau entretenus	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	9 000	-	500	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, PTF, COSO	Toute la commune
A1.1.1.27	Faire le plaidoyer auprès des SFD pour la mise en place de crédits adaptés à la pisciculture	03 SFD ayant mis en place de Crédits	Rapports d'activités	500	500	500	500	500	2 500	125	2 250	-	125	MAIRIE (DAAF)	ATDA, DDAEP, ONG, PTF, COSO	Toute la commune
	Total P1.1.1			208 500	208 500	205 500	205 500	205 500	1 033 500	51 675	930 150	-	51 675			
P1.2.1	Promotion de l'entrepreneuriat et de l'auto- emploi des jeunes et des femmes à travers les sous- secteurs économiques locaux															
A1.2.1.1	Sensibiliser et former les jeunes sur l'entrepreneuriat agricole	1000 jeunes sont sensibilisés et formés	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.2.1.2	Identifier les PME et PMI de transformation agro- alimentaire	50 PME et PMI de transformation agro- alimentaire identifiées	Rapports d'activités	400	400	400	400	400	2 000	100	1 800	-	100	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, DDCAT	Toute la commune
A1.2.1.3	Identifier les PME et PMI de l'artisanat	500 PME et PMI de l'artisanat identifiées	Rapports d'activités	400	400	400	400	400	2 000	100	1 800	-	100	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, DDCAT	Toute la commune
A1.2.1.4	Renforcer les PME et PMI de transformation agro- alimentaire	25 PME et PMI de transformation agro- alimentaire renforcées	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	9 000	-	500	Maire	ATDA, DDAEP, ONG, DDCAT, PTF	Toute la commune
A1.2.1.5	Faciliter l'équipement les PME et PMI de l'artisanat	250 PME et PMI de l'artisanat équipées	Rapports d'activités	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000	750	13 500	-	750	Maire	ATDA, DDAEP, ONG, DDCAT, PTF	Toute la commune
A1.2.1.6	Renforcement des capacités des artisans	350 artisans formés	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, DDCAT, PTF	Toute la commune
A1.2.1.7	Faciliter l'accès aux crédits adaptés aux artisans	100 artisans ayant obtenus les crédits adaptés	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DAAF)	ATDA, DDAEP, ONG, DDCAT, PTF	Toute la commune
A1.2.1.8	Faciliter l'installation des apprentis démunis ayant obtenu le Certificat de Qualification au Métier	100 apprentis démunis installés	Rapports d'activités	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000	750	13 500	-	750	Maire	ATDA, DDAEP, ONG, DDCAT, PTF	Toute la commune
A1.2.1.9	Accompagner la formalisation des entreprises commerciales	200 entreprises formalisées	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DAAF)	DDCPME, CCIB	Toute la commune
A1.2.1.10	Promouvoir l'approche cluster pour promouvoir l'industrie locale de transformation	5 clusters créés	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DDLDP)	DDCPME, CCIB	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
A1.2.1.11	Renforcer la capacité socio-organisationnelle des groupements, coopératifs et associations	10 groupements formés	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DDLDP)	DDCPME, CCIB	Toute la commune
A1.2.1.12	Faciliter la mise en place des centres de formation professionnelle	02 Centres de formation construits	PV de réception	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	135 000	-	7 500	MAIRIE (DST)	ATDA, DDAEP, ONG, DDCAT, PTF	Toute la commune
A1.2.1.13	Renforcer les capacités des jeunes filles et des femmes en matière de transformation agro-alimentaire et de création d'entreprise	1000 jeunes filles et femmes formées	Rapport de formation	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, DDCAT, PTF	Toute la commune
A1.2.1.14	Organiser des fora pour connecter les entrepreneurs locaux avec les investisseurs et partenaires commerciaux	5 foras organisés	Rapport d'activités	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	27 000	-	1 500	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, DDCPME, PTF	Toute la commune
A1.2.1.15	Créer un centre des métiers communal	Un centre communal de métier	Rapport d'activités	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	135 000	-	7 500	MAIRIE (DST)	DDCAT, PTF	Toute la commune
	Total P1.2.1			81 800	81 800	81 800	81 800	81 800	409 000	20 450	368 100	-	20 450			
P1.3.1	Développement des infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées															
A1.3.1.1	Réaliser l'étude de faisabilité de la construction d'un centre commercial moderne / centre d'affaires	Etude de faisabilité réalisée	Rapport d'étude de faisabilité	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	-	2 500	7 000	MAIRIE (DST)	DDD, DDCVT, PTF	Ville de Natitingou
A1.3.1.2	Construire un centre de promotion économique, culturel et artistiques moderne sur le site du ciné BOPESI	Centre commercial moderne construit	PV de réception	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	-	25 000	70 000	MAIRIE (DST)	DDD, DDCVT, PTF	Ville de Natitingou
A1.3.1.3	Réaliser l'étude pour développer un centre d'affaires à l'ex-auto gare de Natitingou	01 étude réalisée d'ici 2024	PV de réception	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	-	2 500	7 000	MAIRIE (DST)	DDD, DDCVT, PTF	Ville de Natitingou
A1.3.1.4	Développer un centre d'affaires à l'ex-Auto gare de Natitingou	Centre d'Affaire développé	Rapport d'activités	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000	10 000	-	50 000	140 000	MAIRIE (DST)	DDD, DDCVT, PTF	Ville de Natitingou
A1.3.1.5	Réaliser l'étude de faisabilité de la construction des infrastructures marchandes telles que le marché à bétail, le marché d'écoulement des produits agricoles (céréales, la tomate et les tubercules, etc...) et le centre de transformation des produits agricoles	Une Etude de faisabilité réalisée	Rapports d'activités	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	1 250	-	6 250	17 500	MAIRIE (DST)	DDD, DDCVT, PTF	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
A1.3.1.6	Réaliser une étude pour la construction des infrastructures marchandes dans certains marchés	Une étude est réalisée	Disponibilité du Rapport de l'étude	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	-	5 000	14 000	MAIRIE (DST)	DDD, DDCVT, PTF	Toute la commune
A1.3.1.7	Construire et équiper des infrastructures marchandes	Un marché moderne est construit à Takonta et équipé Un marché à bétail est construit et équipé 03 blocs de boutiques de 04 pièces construites d'ici 2028	Rapports d'activités	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	400 000	20 000	-	100 000	280 000	MAIRIE (DST)	DDD, DDCVT, PTF	Toute la commune
	Total P 1.3			153 000	153 000	153 000	153 000	153 000	765 000	38 250	-	191 250	535 500			
P1.4.1	Amélioration de la couverture en infrastructures de transport															
A1.4.1.1	Aménager/entretenir les pistes de desserte rurale	250 000 mètres linéaires de pistes aménagées et entretenues	PV de réception	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000	10 000	180 000	-	10 000	MAIRIE (DST)	ATDA, DDCVT, PTF	Toute la commune
A1.4.1.2	Réaliser une étude d'impacts environnemental et social (EIES) pour la construction d'un parking pour les bus et gros porteurs	EIES réalisé	Rapport d'EIES	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	9 000	-	500	MAIRIE (DST)	ATDA, DDCVT, PTF	Ville de Natitingou
A1.4.1.3	Aménager un parking pour les bus et gros porteurs	Parking pour bus et gros porteur construit	PV de réception	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	135 000	-	7 500	MAIRIE (DST)	ATDA, DDCVT, PTF	Ville de Natitingou
A1.4.1.4	Réaliser une étude pour la construction d'un parking pour les petits véhicules	Etude réalisée	Rapport d'étude de faisabilité	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	8 000	400	7 200	-	400	MAIRIE (DST)	ATDA, DDCVT, PTF	Ville de Natitingou
A1.4.1.5	Construire et aménager un parking pour les petits véhicules	Parking pour petits véhicules construit	PV de réception	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000	3 750	67 500	-	3 750	MAIRIE (DST)	ATDA, DDCVT, PTF	Ville de Natitingou
	Total P1.4			88 600	88 600	88 600	88 600	88 600	443 000	22 150	398 700	-	22 150			
OS1.2.	Accroître la productivité et la rentabilité agricole															
R 2.1.	La productivité et la rentabilité agricole est accrue.															
P1.5.1	Assurance de l'autosuffisance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la commune															

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
A1.5.1.1	Sensibiliser les populations sur le consommé local (produits locaux labellisés de l'Atacora) ce qu'elles doivent manger en vue de soutenir l'agriculture locale	45 séances de sensibilisation	Rapport d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.5.1.2	Renforcer les agriculteurs en équipements pour la culture des produits vivriers	5 coopératives d'agriculteurs renforcées en équipements	Bordereau de livraison	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	45 000	-	2 500	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, PTF	Toute la commune
A1.5.1.3	Renforcer les maraîchers en équipements pour la culture des produits maraîchers	10 coopératives de maraîchers renforcées en équipements	Bordereau de livraison	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	45 000	-	2 500	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, PTF	Toute la commune
A1.5.1.4	Renforcer les communautés pour l'élevage domestique (volaille, petits ruminants, etc.)	5000 personnes renforcées appuyées	Bordereau de livraison	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	27 000	-	1 500	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, PTF	Toute la commune
A1.5.1.5	Renforcer les capacités des populations pour atteindre l'autosuffisance alimentaire	50 formations réalisées	Rapport de formation	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	18 000	-	1 000	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG, PTF	Toute la commune
A1.5.1.6	Sensibiliser les populations sur la conservation des produits de récolte et les effets néfastes de leur bradage	45 séances de sensibilisation	Rapport d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	4 500	-	250	MAIRIE (DDLDP)	ATDA, DDAEP, ONG	Toute la commune
A1.5.1.1	Dynamiser le groupe thématique ou le cadre de concertation communal en alimentation, santé et nutrition	20 séances du groupe thématique ou du cadre de concertation communal en alimentation et nutrition	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CSCom...	800	800	800	800	800	4 000	200	3 000	600	200	MAIRIE (DDLDP)	CPS, DDS, DDASM, PTF, ONG	Mairie
A1.5.1.2	Renforcer les capacités des membres du Cadre de Concertation Communal (CCC) sur la planification et le suivi des stratégies et outils sectoriels pour la mise en œuvre des actions de l'alimentation, de la santé et de nutrition	10 séances de renforcement de capacités	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CSCom...	800	800	800	800	800	4 000	200	3 000	600	200	MAIRIE (DDLDP)	CPS, DDS, DDASM, PTF, ONG	Mairie
A1.5.1.3	Organiser le suivi des acquis des projets/ programmes intervenus sur la SAN, l'AME	Nombre de suivi	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CSCom...	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	MAIRIE (DDLDP)	CPS, DDS, DDASM, PTF, ONG	Mairie
	Total P1.5.1			32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	160 000	8 000	144 000	-	8 000			
P1.6.1	Appui à la création d'une Structure intercommunale de promotion économique et des investissements : l'Agence															

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
	<i>intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA)</i>															
A1.6.1.1	Créer et rendre fonctionnelle l'ADEA	Taux de contribution de l'ADEA à la mobilisation des financements pour la mise en œuvre du PDC (TMF-PDC)	Rapports d'activités de l'ADEA Rapport de suivi de la mise en œuvre du PDC	200	200	200	200	200	1 000	1 000	-	-	-	MAIRIE (DDLDP)	Mairie, ATDA, DDAEP, PTFs, ONG, Autres SDE	
A1.6.1.2	Prendre part au processus de mise en place de l'ADEA et à l'animation de ses organes (technique et de décision)	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Souscription statutaire 2023 de la commune	Relevé des décisions du CC Registre comptable (Trésorerie communale, DAAF)	400	400	400	400	400	2 000	2 000	-	-	-	Maire	SE, RDLP, RAAF, Structures pressenties membres	
A1.6.1.3	Mettre en œuvre une convention de partenariat avec l'ADEA pour l'appui technique à la mise en œuvre du PDC 4 (appui à la Mobilisation des financements et la mise en œuvre technique)	Convention signée (CS) Volume des financements mobilisés (VFM) Nombre et liste des projets et actions mis en œuvre (NLP)	Rapports d'activités du Conseil de Supervision et de la SE Rapport de performance annuelle	200	200	200	200	200	1 000	1 000	-	-	-	Maire	RDLP, RAAF, ADEA	
	Total P1.6.1			800	800	800	800	800	4 000	4 000	-	-	-			
P1.7.1	Appui à la création de structures de soutien à l'activité agricole en collaboration avec les autres communes de l'Atacora															
A1.7.1.1	Appuyer la mise en place d'une structure de promotion de l'agro-business et des investissements agricoles structurants : le Centre intégré de Développement Agricole (CDA)	Le site de la Zone des Montagnes du CDA créé et installé (CDA) Nombre de pensionnaires formés (NP) Nombre de bénéficiaires accompagnés (NB)	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie	400	400	400	400	400	2 000	-	300	300	1 400	ADEA	Mairie, ATADA, Centre Songhaï	Le site installé dans une commune des Montagnes Les pensionnaires et autres bénéficiaires proviennent de toute la commune
A1.7.1.2	Incuber (Former, installer et accompagner le développement de) 50 agro- entrepreneurs jusqu'à maturité	50 Agro- entrepreneurs à maturité 10% de la production agricole communale est faite par agro- entrepreneurs	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de		1 250	1 250	1 250	1 250	5 000	-	-	-	5 000	CDA et ADEA	Mairie, ATDA, DDAEP, PTFs, Organisatio ns agricoles,	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
			performance de la mairie												Centre Songhaï	
A1.7.1.3	Accompagner des producteurs familiaux	150 petits producteurs accompagnés	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie		625	625	625	625	2 500	-	-	-	2 500	CDA et ADEA	Mairie, ATDA, DDAEP, PTFs, Organisatio ns agricoles, Centre Songhaï	Toute la commune
A1.7.1.4	Organiser les filières végétales (FV) telles que le soja, le fonio, le baobab et animales (FA) telles qu'avicole, piscicole, apicole et porcins	Les filières avicole, piscicole, apicole et de petits ruminants organisées et dynamiques	Rapports d'activités du CDA et de la mairie Rapport annuel de l'ADEA Rapport de performance de la mairie		625	625	625	625	2 500	-	-	-	2 500	CDA et ADEA	Mairie, ATDA, DDAEP, PTFs, Organisatio ns agricoles, Centre Songhaï	Toute la commune
	Total P1.7.1			400	2 900	2 900	2 900	2 900	12 000	-	300	300	11 400			
	TOTAL PROGRAMME I			565 100	567 600	564 600	564 600	564 600	2 826 500	144 525	1 841 250	191 550	649 175			
II	PROGRAMME II : Amélioration de l'accès aux services sociocommunaux de base de qualité															
OG2	Améliorer l'accès aux services sociocommunaux de base de qualité															
OS2.1	Faciliter l'accès à l'alphabétisation, à l'éducation, aux activités sportives et culturelles															
R2.1.1.	L'accès à l'alphabétisation, à l'éducation, aux activités sportives et culturelles est facilité															
P2.1.1	Promotion de l'alphabétisation, des sports, des loisirs, du tourisme et de la culture															
A2.1.1.1	Créer un centre de ressources communautaires pour offrir des programmes d'alphabétisation	Centre de ressources créé	Rapport d'activités	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	-	15 000	32 500	MAIRIE (DDLDP)	DDESFPPT, PTF, ONG	Toute la commune
A2.1.1.2	Construire et équiper les centres d'alphabétisation	D'ici à 2028, 05 centres d'alphabétisation	Procès-verbal de réception des centres	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	-	30 000	65 000	MAIRIE (DDLDP)	DDESFPPT, PTF, ONG	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
		sont construits et équipés	d'alphabétisati on construits													
A2.1.1.3	Doter tous les centres d'alphabétisation en matériel didactique	07 centres d'alphabétisation sont dotés en matériel didactique	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	-	3 000	6 500	MAIRIE (DDLp)	DDESFPPT, PTF, ONG	Toute la commune
A2.1.1.4	Recruter et former un maitre alphabétiseur par centre	Un maitre alphabétiseur est recruté et formé par centre	Rapport d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	-	3 000	6 500	MAIRIE (DDLp)	DDESFPPT, PTF, ONG	Toute la commune
A2.1.1.5	Accompagner les OSC dans les campagnes d'alphabétisation des jeunes déscolarisés et des femmes dans la Commune.	Une (01) grande campagne d'alphabétisation des jeunes déscolarisés et des femmes est organisée chaque année	Rapports d'activités	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000	3 750	-	22 500	48 750	MAIRIE (DDLp)	DDESFPPT, PTF, ONG	Toute la commune
A2.1.1.6	Assurer l'animation des centres d'alphabétisation	7 centres d'alphabétisation fonctionnels	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	-	1 500	3 250	MAIRIE (DDLp)	DDESFPPT, PTF, ONG	Toute la commune
A2.1.1.7	Réfectionner/Construire des infrastructures sportives dans les arrondissements	3 Nombre d'infrastructures réfectionnées/cons truites	Rapports d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	-	30 000	65 000	MAIRIE (DDLp)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.8	Aménager des aires de jeux et de loisirs dans la Commune de Natitingou au profit des jeunes et des enfants	1 aire de jeux et de loisirs est aménagée	Rapports d'activités	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	400 000	20 000	-	120 000	260 000	MAIRIE (DDLp)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.9	Doter les équipes sportives de matériels et équipements dans les diverses disciplines	10 équipes sont dotés de matériels et d'équipements.	Rapports d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	-	6 000	13 000	MAIRIE (DDLp)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.10	Organiser des tournois dans diverses disciplines sportives	05 tournois sont organisés	Rapports d'activités de la mairie et de la Direction Départementale du loisir et du Sport	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	-	9 000	19 500	MAIRIE (DDLp)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.11	Délimiter et sécuriser les domaines des complexes sportifs et culturels dans chaque arrondissement	10 domaines des complexes sportifs et culturels délimités et sécurisés dans la commune	PV de réception Liste de présence Document topographique	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	-	6 000	13 000	MAIRIE (DDLp)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.12	Réfectionner/Réhabiliter et équiper les centres des jeunes et loisirs	03 centres des jeunes et loisirs	PV de réception Liste de présence	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	60 000	3 000	-	18 000	39 000	MAIRIE (DDLp)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.13	Mettre en place un système de gestion, d'entretien et de	01 organe de gestion mis en	Rapports de séance	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	-	1 500	3 250	MAIRIE (DDLp)	DDSL, PTF	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
	développement des centres des jeunes et loisirs	place pour l'entretien et le développement des entres des jeunes et loisirs														
A2.1.1.14	Dynamiser les centres des jeunes et loisirs	07 contrats de gestion des centres des jeunes et loisirs signés	Rapports de séance	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	-	1 500	3 250	MAIRIE (DDLDP)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.15	Construire des aires de jeux et espace vert dans les chefs- lieux d'arrondissements	Au moins trois arrondissements bénéficient chacun d'une aire de jeux	PV de réception	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	-	45 000	97 500	MAIRIE (DDLDP)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.16	Aménager deux sites touristiques et leurs voies d'accès	Nombre de sites touristiques et de voies d'accès aménagés	Rapports d'activités	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000	12 500	-	75 000	162 500	MAIRIE (DDLDP)	DDSL, PTF	Kotopounga (Kota) ; Arrond. 3 (Ouroubouga mini kota)
A2.1.1.17	Institutionnaliser et organiser des festivals culturels pour la promotion des activités culturelles	Festivals culturels institutionnalisés	Arrêté communal	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	-	15 000	32 500	MAIRIE (DDLDP)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.18	Accompagner les groupes folkloriques	03 groupes folkloriques accompagnés	Rapports d'activités	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000	750	-	4 500	9 750	MAIRIE (DDLDP)	DDCAT	Toute la commune
A2.1.1.19	Faciliter la participation des artistes locaux aux festivals nationaux et internationaux	03 artistes locaux appuyés pour participer aux festivals nationaux et internationaux	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	-	1 500	3 250	MAIRIE (DDLDP)	DDCAT	Toute la commune
A2.1.1.20	Créer un circuit de randonnée à pied ou à vélo soit à Natitingou ou dans le territoire des montagnes	03 Circuits de randonnée organisés	Rapport d'activité	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	-	15 000	32 500	MAIRIE (DDLDP)	DDCAT	Toute la commune
A2.1.1.21	Valoriser la zone des eaux et forêts pour en faire un mini zoo, une aire de distraction pour enfants et jeunes	01 Zone des eaux et forêts, aire de distraction pour enfants et jeune valorisées	Rapport d'activités	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	80 000	4 000	-	24 000	52 000	MAIRIE (DDLDP)	DDCAT	Toute la commune
A2.1.1.22	Construire et équiper une salle de gymnastique communale	01 salle de gymnastique communale construite et équipée	PV de réception	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	-	30 000	65 000	MAIRIE (DDLDP)	DDSL, PTF	Toute la commune
A2.1.1.23	Créer et rendre fonctionnel le centre de formation communale pour les personnes vivant avec un handicap	Centre de formation créé et fonctionnel	PV de réception	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	-	15 000	32 500	MAIRIE (DDLDP)	DDMASM	Toute la commune
A2.1.1.24	Créer et rendre fonctionnel une maison communale de tourisme.	Une maison communale du tourisme est créée		8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	40 000	2 000	-	12 000	26 000			
	Total P2.1.1			336 000	336 000	336 000	336 000	336 000	1 680 000	84 000	-	504 000	1 092 000			

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
OS 2.2.	Assurer l'accès et la qualité des services socioéconomiques de base															
R 2.2.	L'accès et la qualité des services socioéconomiques de base est assuré															
P2.2.1	Assurance de l'accès aux soins et services de santé de qualité pour tous															
A2.2.1.1	Réaliser l'extension des salles d'hospitalisations au niveau des centres de santé	05 salles d'hospitalisations réalisées	Rapports d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	50 000	25 000	20 000	MAIRIE (DST)	DDS, PTF	Toute la commune
A2.2.1.2	Construire / réhabiliter le Centre de Santé Communal délocalisé	Le Centre de Santé Communal construit d'ici 2028	PV de réception des travaux	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	50 000	25 000	20 000	SE, DST	DDS, PTF	Natitingou
A2.2.1.3	Renforcer la couverture en eau et électricité des centres de santé de la commune	25% d'augmentation de Taux de couverture en eau et électricité	Rapports d'activités	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	35 000	1 750	17 500	8 750	7 000	MAIRIE (DST)	DDS, PTF	Toute la commune
A2.2.1.4	Réaliser la clôture des centres de santé de la commune	05 centres de santé clôturés	Rapports d'activités	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000	750	7 500	3 750	3 000	Mairie (DST)	DDS, PTF	Toute la commune
A2.2.1.5	Réfectionner/réhabiliter tous les centres de santé d'arrondissement, les maternités et dispensaires isolés existants	09 centres de santé de la commune sont réfectionnés	Procès-verbaux de réfection des centres de santé	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000	10 000	100 000	50 000	40 000	MAIRIE (DST)	DDS, PTF	Toute la commune
A2.2.1.6	Equiper tous les centres de santé d'arrondissement et dispensaires isolés existants	09 centres de santé de la commune et dispensaires isolés sont équipés	Procès-verbaux de réfection des centres de santé	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	50 000	25 000	20 000	MAIRIE (DST)	DDS, PTF	Toute la commune
A2.2.1.7	Les différents acteurs sont accompagnés pour le dépistage et la sensibilisation sur le VIH/SIDA	05 journées de dépistage et de sensibilisation organisées	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	2 500	1 250	1 000	MAIRIE (DDL P)	DDS, PTF	Toute la commune
A2.2.1.8	Accompagner les différents acteurs pour promotion de la Planification Familiale (PF)	10 journées de sensibilisation organisées	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	5 000	2 500	2 000	MAIRIE (DDL P)	DDS, PTF	Toute la commune
A2.2.1.9	Sensibiliser les populations sur la fréquentation des centres de santé	30% d'augmentation du taux de fréquentation des centres de santé	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	5 000	2 500	2 000	Mairie (DDL P)	DDS, PTF	Toute la commune
A2.2.1.10	Sensibiliser les populations sur l'utilisation de MILD	Nombre de séance de sensibilisation	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	2 500	1 250	1 000	MAIRIE (DDL P)	DDS, PTF	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
A2.2.1.11	Accompagner la réalisation de la nouvelle politique de santé communautaire basée sur le « ONE Health »	Nombre d'appuis réalisés	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	2 500	1 250	1 000	MAIRIE (DDLDP)	DDS, PTF	Toute la commune
	Total P2.2.1			117 000	117 000	117 000	117 000	117 000	585 000	29 250	292 500	146 250	117 000			
P2.3.1	Assurance de l'accès à une éducation de qualité pour tous (maternel, primaire et secondaire)															
A2.3.1.1	Construire des salles de classes plus bureau et magasin adaptées aux handicapés dans les écoles maternelles, primaires et secondaires publiques	33 modules de salles de classes plus bureau et magasin construits et magasin construits	PV de réception des salles de classes	231 000	231 000	231 000	231 000	231 000	1 155 000	57 750	808 500	173 250	115 500	SE, DST	DDEMP, PTF, ONG	Toute la commune
A2.3.1.2	Réaliser les clôtures des Ecoles Maternelles, Primaires et secondaire de la Commune	80% des écoles Maternelles, Primaires et secondaire de la Commune clôturées d'ici 2028	PV de réception des mobiliers scolaires	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	50 000	700 000	150 000	100 000	SE, DST	DDEMP, PTF, ONG	Toute la commune
A2.3.1.3	Equiper des salles de classes en mobiliers scolaires	Nombre de salles de classes équipées en mobiliers scolaires	PV de réception des travaux	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	25 000	350 000	75 000	50 000	SE, DST	DDEMP, PTF, ONG	Toute la commune
A2.3.1.4	Réfectionner/entretenir des infrastructures scolaires dans les écoles maternelles, primaires et secondaires publiques	Au moins 75 % des infrastructures scolaires existantes dans les écoles maternelles et primaires publiques sont réfectionnées et entretenues	Procès-verbal de réception des infrastructures scolaires réfectionnées	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	25 000	350 000	75 000	50 000	SE, DST	DDEMP, PTF, ONG	Toute la commune
A2.3.1.5	Construire et équiper une bibliothèque communale	Une bibliothèque communale mise en place	Rapports d'activités	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000	70 000	3 500	49 000	10 500	7 000	SE, DST	DDEMP, PTF, ONG	Mairie
A2.3.1.6	Construire des latrines dans les écoles, collèges et marchés	25 blocs de latrines construites	Rapports d'activités	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000	70 000	3 500	49 000	10 500	7 000	SE, DST	DDEMP, PTF, ONG	Toute la commune
A2.3.1.7	Construire des points d'eau dans les écoles et collèges	25 points d'eau construits	Rapports d'activités	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	105 000	22 500	15 000	SE, DST	DDEMP, PTF, ONG	Toute la commune
A2.3.1.8	Acquérir et installer des dispositifs de lavage de mains	160 dispositifs de lavage de mains sont installés	Rapports d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	14 000	3 000	2 000	SE, DST	DDEMP, PTF, ONG	Toute la commune
A2.3.1.9	Acquérir et installer les plateformes photovoltaïques dans les écoles et collèges publics	25 écoles et collèges électrifiées	Rapports d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	70 000	15 000	10 000	SE, DST	DDEMP, PTF, ONG	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
A2.3.1.10	Accompagner des différents acteurs du secteur au maintien des enfants à l'école	10 actions fortes proposées	Rapports d'activités	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	21 000	4 500	3 000	SE, DDLP	DDEMP, PTF, ONG	Toute la commune
	Total P2.3.1			719 000	719 000	719 000	719 000	719 000	3 595 000	179 750	2 516 500	539 250	359 500			
P2.4.1	Amélioration de l'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie															
A2.4.1.1	Faire un plaidoyer auprès des structures compétentes pour la mise à disposition des ressources hydrauliques et énergétiques dans les arrondissements de la Commune	8 plaidoyers réalisés	Rapport d'activités	200	200	200	200	200	1 000	1 000	-	-	-	SE, Maire	MEEM	Mairie
A2.4.1.2	Acquérir et installer les lampadaires solaires dans tous les arrondissements de la Commune	900 lampadaires installés d'ici 2028	PV de réception des travaux	54 000	54 000	54 000	54 000	54 000	270 000	13 500	135 000	54 000	67 500	SE, DST	DDMEE, PTF	Toute la commune
A2.4.1.3	Réaliser des ouvrages hydrauliques simples dans les arrondissements de la Commune	25 FPM réalisés d'ici 2028	PV de réception des travaux	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	75 000	30 000	37 500	SE, DST	Service Départemen tal Eau, PTF, ANAEP-MR	Toute la commune
	Total P2.4.1			84 200	84 200	84 200	84 200	84 200	421 000	22 000	210 000	84 000	105 000			
P2.5.1	Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement															
A2.5.1.1	Elaborer le PHAC	PHAC élaboré	Rapport d'activités DADE	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	DDL, DADE, DST	Service Départemen tal Eau, PTF, DDD, DDS	Toute la commune
A2.5.1.2	Vulgariser les textes en vigueur dans le secteur de l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement	25 séances de vulgarisation	Rapport d'activités	500	500	500	500	500	2 500	125	1 875	375	125	MAIRIE (DDL)	Service Départemen tal Eau, PTF, DDD, DDS	Toute la commune
A2.5.1.3	Dynamiser le système de gestion des déchets solides ménagers en milieu urbain	03 de contrats signés avec les structures de pré collecte 06 sites de décharge de pré collecte aménagés une décharge finale réglementaire des déchets solides réalisée à Tagayé	Rapports d'activités	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	112 500	22 500	7 500	DST, DDLP	DDCVT, PTF, ONG, Privé	Toute la commune
A2.5.1.4	Réaliser des actions IEC/CCC sur la construction des latrines	50 séances d'IEC/CCC	Rapport d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	MAIRIE (DDL)	DDCVT, PTF, ONG, Privé	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
	et la gestion des eaux usées dans les ménages urbains															
A2.5.1.5	Promouvoir l'ATPC	Nombre de ménages ayant réalisé l'ATPC	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	MAIRIE (DDLDP)	DDCVT, PTF, ONG	Toute la commune
A2.5.1.6	Réaliser des infrastructures de gestion des excréta et eaux usées dans les institutions et lieux publics	Institutions et lieux publics dotés d'infrastructures	Rapport d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	75 000	15 000	5 000	MAIRIE (DST)	DDCVT, PTF, ONG, Privé	Toute la commune
A2.5.1.7	Sensibilisation des populations sur la nouvelle loi sur les déchets plastiques par les ONG de pré collecte	45 séances de sensibilisation réalisées en 5 ans	Rapport d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	Mairie (DDLDP)	DDCVT, PTF, ONG, Privé	Toute la commune
A2.5.1.8	Entretenir les caniveaux	100 000 mètres linéaires entretenus	Rapport d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	75 000	15 000	5 000	Mairie (DST)	DDCVT, PTF, ONG, Privé	Toute la commune
A2.5.1.9	Sensibiliser les populations sur la bonne gestion des caniveaux	15 séances de sensibilisation réalisées	Rapport d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	Mairie (DST)	DDCVT, PTF, ONG, Privé	Toute la commune
	Total P 2.5..1			77 500	77 500	77 500	77 500	77 500	387 500	19 375	290 625	58 125	19 375			
P2.6.1	Promotion l'inclusion sociale															
A2.6.1.1	Accompagner la prévention et réponse des enfants en situation de détresse	Nombre d'enfants pris en charge. Nombre de séances de sensibilisations réalisées sur les textes et lois protégeant l'enfant.	Rapports d'activité du CCC, de la Mairie, du CPS et du CSCom...	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	22 500	4 500	1 500	Maire	CPS/ UNICEF/ Plan Internationa l Bénin	Toute la commune
A2.6.1.2	Appuyer la tenue de la session communale de protection de l'enfant et du comité SOP VBG	Nombre de session tenues	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	Maire	CPS/ UNICEF/ Plan Internationa l Bénin	Toute la commune
A2.6.1.3	Accompagner la mise en œuvre des actions du CPS dans ses interventions (Vulgarisation des textes et lois protégeant la femme, la prise en charge des victimes de VBG, la prise en charge des personnes âgées et handicapées en situation de vulnérabilité).	Nombre de séances conjointes réalisées	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	Maire	CPS, DDS, DDASM, PTF, ONG	Toute la commune
A2.6.1.4	Accompagner la mise en œuvre des projets phares à caractère social dans la commune (Sensibiliser les populations sur l'assurance maladie, les micro- crédits aux plus pauvres)	Nombre d'appuis réalisés	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	Maire	CPS, DDS, DDASM, PTF, ONG	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
A2.6.1.5	Promouvoir la mise en œuvre des familles d'accueil et famille Hôte pour accueillir les enfants errants	Nombre d'enfants accueillis	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500		UNICEF, SOS, CPS, DDASM	Toute la commune
A2.6.1.6	Accompagner la scolarisation des indigents et des OEV surtout les filles	3 000 indigents et OEV appuyés	Rapports d'activités	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000	750	11 250	2 30	750	Maire	CPS, DDASM, PTF, ONG	Toute la commune
A2.6.1.7	Mettre en place un mécanisme de dialogue entre les jeunes et les autorités locales	Mécanisme mis en place	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	3 000	-	1 500	500	MAIRIE (DDLp)	MDGL, DDPR, Tutelle, PTF	Toute la commune
	Total P2.6.1			16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	80 000	4 400	58 400	12 800	4 400			
	TOTAL PROGRAMME II			1 351 300	1 351 300	1 351 300	1 351 300	1 351 300	6 756 500	338 775	3 375 625	1 344 825	1 697 275			
III	PROGRAMME III : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques															
OG3	Renforcer la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques															
OS3.1	Assurer la résilience et l'adaptation des communautés aux changements climatiques															
R3.1	La résilience et l'adaptation des communautés aux changements climatiques est assuré															
P3.1.1	Amélioration de la capacité de prévention et de gestion des risques et catastrophes															
A3.1.1.1	Sensibiliser les populations sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes naturelles	05 de séances de sensibilisation par arrondissement	Rapport d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	15 000	3 000	1 000	Mairie (CCRCC)	DCVDD, DDISP, ANPC, PTF	Toute la commune
A3.1.1.2	Renforcer les capacités des OSC sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes naturelles	05 de séances de formation	Rapport d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	Mairie (CCRCC)	DCVDD, DDISP, ANPC, PTF	Toute la commune
A3.1.1.3	Renforcer les capacités des enfants et des personnes vulnérables sur la prévention et la gestion des risques et des catastrophes naturelles	05 de séances de formation	Rapport d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	Mairie (CCRCC)	DCVDD, DDISP, ANPC, PTF	Toute la commune
A3.1.1.4	Elaborer le Plan de Contingence de la Commune (PCC)	PCC disponible	05 PCC	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	35 000	1 750	26 250	5 250	1 750	Mairie (DDLp)	DCVDD, DDISP, ANPC, PTF	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
A3.1.1.5	Mettre en œuvre le Plan de Contingence de la Commune (PCC)	05 réponses apportées	Rapport d'activités	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	112 500	22 500	7 500	Mairie (CCRCC)	DCVDD, DDISP, ANPC, PTF	Toute la commune
A3.1.1.6	Sensibiliser les orpailleurs sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes	Au moins une (01) séances de sensibilisation par arrondissement	Rapport d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	Mairie (DADE)	DCVDD, DDISP, DDSP, DDME, ANPC, PTF	Les arrond. De PERMA, KOTOPOUNG, TCHOUMI-TCHOUMI et KOUANDATA
	Total P3.1.1			47 000	47 000	47 000	47 000	47 000	235 000	11 750	176 250	35 250	11 750			
P3.2.1	Promotion de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques															
A3.2.1.1	Mobiliser la communauté pour participer à la plantation d'arbres et à la protection des forêts	Communauté mobilisée	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	DADE	DDCVT, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.2	Créer et entretenir des forêts communautaires par arrondissement pour lutter contre la déforestation	05 hectares de terres reboisées et entretenues par arrondissement	Rapports d'activités	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	22 500	4 500	1 500	MAIRIE (DADE)	DDCVT, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.3	Réaliser et entretenir le flanc des collines avec des espèces adaptées	20000 plants mis en terre et entretenus	Rapports d'activités	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000	750	11 250	2 250	750	MAIRIE (DADE)	DDCVT, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.4	Restaurer l'écosystème de la chaîne de montagnes	20000 plants mis en terre et entretenus en 5 ans	Rapports d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	75 000	15 000	5 000	MAIRIE (DADE)	DDCVT, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.5	Promouvoir des aires communautaires de conservation de la biodiversité (ACCB) résilientes aux changements climatiques (jardins botaniques)	05 hectares d'Aires communautaires de conservation de la biodiversité (ACCB) résilientes aux changements climatiques créées et entretenues	Rapports d'activités	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	37 500	7 500	2 500	MAIRIE (DADE)	DDCVT, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.6	Restaurer les berges des cours d'eau de la commune résilientes aux changements climatiques	50 km de berges restaurées	Rapports d'activités	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	5 000	75 000	15 000	5 000	MAIRIE (DADE)	DDCVT, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.7	Promouvoir les systèmes agricoles adaptés aux Changements Climatiques par la mise en place de techniques culturales adaptées	05 systèmes agricoles adaptés aux Changements Climatiques sont promus	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	MAIRIE (DDL P)	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.8	Sensibiliser les populations sur le changement climatique	05 de séances de sensibilisation	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	MAIRIE (CCRCC)	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.9	Former les populations à la maîtrise des techniques	30 % des agriculteurs	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	MAIRIE (DDL P)	DDCVT, DDAEP,	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
	d'adaptation au changement climatique	pratiques les techniques ACC													ATDA, ONG, PTF	
A3.2.1.10	Elaborer un PLACC	PLACC disponible	PLACC	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.11	Identifier et implémenter les mesures de gestion intégrée de la fertilité des sols adaptées aux conditions locales	Nombre de mesures identifiées	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.12	Former les producteurs pour la mise en œuvre des mesures GDT/ACC	Effectif des producteurs formés	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.13	Suivi/coaching de la mise en œuvre effective des mesures GDT/ACC par les producteurs	Nombre de suivis réalisé	Rapport de suivi	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.14	Mettre en place les intrants adéquats pour l'application des mesures GDT/ACC (semences)	Quantité d'intrants mis en place	Rapports d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	15 000	3 000	1 000	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.15	Mettre en place des mesures de protection des espaces sous mesures GDT	Nombre de mesures mises en place	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.16	Promouvoir les cultures à cycle court	Nombre de cultures promues	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	3 750	750	250	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.17	Reboiser les place-publics, les dépressions et les domaines privés de la mairie et publics de l'Etat	Nombre d'hectares reboisé chaque année	PV de réception	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	37 500	7 500	2 500	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.18	Elaborer et mettre en œuvre une politique de reboisement du territoire communal	Existence d'un document de reboisement du territoire communal	Document	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	1 250	18 750	3 750	1 250	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
A3.2.1.19	Renforcer les capacités des communautés sur la gestion des ressources naturelles	Nombre de séances de formation	Rapport de formation	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	7 500	1 500	500	DADE	DDCVT, DDAEP, ATDA, ONG, PTF	Toute la commune
	Total P3.2.1			95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	475 000	23 750	356 250	71 250	23 750			
OS3.2	Assurer la sécurité et une gestion adéquate du foncier															
R3.2	La sécurité et une gestion adéquate du foncier est assuré															

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
P3.3.1	Amélioration de la gestion foncière et domaniale															
A3.3.1.1	Elaborer et mettre en œuvre le SDAC	SDAC élaboré et mis en œuvre	SDAC et Rapport d'activités	30 000					30 000	24 000	-	3 000	3 000	MAIRIE (DDLDP)	DDCVT, DDD, PTF	Toute la commune
A3.3.1.2	Elaborer et mettre en œuvre le PDU	PDU élaboré et mis en œuvre	PDU et Rapport d'activités		50 000				50 000	40 000	-	5 000	5 000	MAIRIE (DDLDP, DADE, DST)	DDCVT, DDD, PTF	Toute la commune
A3.3.1.3	Réaliser les travaux de lotissement et de remembrement dans la commune	20 Travaux réalisés	Documents d'urbanisme	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	800 000	-	100 000	100 000	MAIRIE (DST)	DDCVT, DDD, IGN, PTF	Tous les chefs- lieux des arrond. de la commune
A3.3.1.4	Poursuivre les travaux de recasement dans les anciens quartiers lotis	1000 parcelles recasées	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	4 000	-	500	500	MAIRIE (DADE)	DDCVT, DDD, IGN, PTF	Toute la commune
A3.3.1.5	Sensibiliser les populations sur les travaux de lotissement et de recasement	Populations sensibilisées	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	4 000	-	500	500	MAIRIE (DADE)	DDCVT, DDD, IGN, PTF	Toute la commune
A3.3.1.6	Reconstituer certains anciens lotissements / remembrements de la commune	05 anciens lotissements / remembrements reconstitués	Documents d'urbanisme	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	120 000	-	15 000	15 000	MAIRIE (DADE)	DDCVT, DDD, IGN, PTF	Ville de Natitingou
A3.3.1.7	Réaliser l'adressage de la ville de Natitingou	Le fond de carte d'adressage Nombre de rues panneautées	Versions numérique et papier disponible	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	80 000	-	10 000	10 000	MAIRIE (DADE)	DDCVT, DDD, IGN, PTF	Chef-lieu de commune
A3.3.1.8	Réaliser le cadastre de la ville de Natitingou	Le fond de carte de la ville	Versions numérique et papier disponible	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	120 000	-	15 000	15 000	MAIRIE (DADE)	DDCVT, DDD, IGN, PTF	Toute la commune
A3.3.1.9	Actualiser le Registre Foncier Urbain (RFU)	La base RFU actualisé	DST	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000	60 000	-	7 500	7 500			
A3.3.1.10	Instaurer la délivrance des permis de construire et démolir	Nombre de permis de construire délivrés Nombre de permis de démolir délivrés	Registre de retrait de permis de construire	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	4 000	-	500	500	MAIRIE (DADE)	DDCVT	Toute la commune
A3.3.1.11	Construire des caniveaux et dalots dans la ville de Natitingou	Nombre de mètres linéaires construits	PV de réception	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000	160 000	-	20 000	20 000	MAIRIE (DST)	DDCVT, PTF	Toute la commune
A3.3.1.12	Réaliser des études pour l'aménagement des rues de Natitingou	50 000 mètres linéaires d'études de rues réalisées	Rapport de l'étude	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	24 000	-	3 000	3 000	MAIRIE (DST)	DDCVT, PTF	Chef-lieu de commune
A3.3.1.13	Réaliser l'aménagement de certaines rues	10 000 de mètres linéaires de rues aménagés	PV de réception	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	350 000	280 000	-	35 000	35 000	MAIRIE (DST)	DDCVT, DDD, PTF	Chef-lieu de commune
A3.3.1.14	Sécuriser les réserves administratives/espaces publics de la Commune	Nombre de levée topographique réalisé Nombre de plaques d'identifications	PV de réception	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	50 000	-	-	-	MAIRIE (DADE)	DDCVT, IGN, PTF	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
		confectionnées et implantées Nombre d'ADC Réalisées Nombre de titre foncier réalisé														
	Total P3.3.1			454 000	474 000	424 000	424 000	424 000	2 200 000	2 200 000	-	215 000	215 000			
P3.4	Création d'un environnement de vie sécurisé et inclusif															
A3.4.1.1	Faire un plaidoyer auprès du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP) pour doter les cinq autres arrondissements de Commissariat	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	600	600	600	600	600	3 000	3 000				MAIRIE (MAIRE)	MDGL, DDPR, Tutelle, PTF	Mairie
A3.4.1.2	Faire un plaidoyer auprès du MISP pour renforcer l'effectif du personnel des commissariats	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	600	600	600	600	600	3 000	3 000				MAIRIE (MAIRE)	MDGL, DDPR, Tutelle, PTF	Mairie
A3.4.1.3	Faire un plaidoyer auprès du MISP pour doter les commissariats de moyens roulants neufs et suffisants	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	600	600	600	600	600	3 000	3 000				MAIRIE (MAIRE)	MDGL, DDPR, Tutelle, PTF	Mairie
A3.4.1.4	Sensibiliser les populations sur l'importance de la paix et de la cohésion sociale	Nombre de séances de sensibilisation fait	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	6 000	-	3 000	1 000	MAIRIE (DDLDP)	MDGL, DDPR, Tutelle, PTF	Toute la commune
A3.4.1.5	Sensibiliser les populations sur les conséquences de l'extrémisme violent	Nombre de séances de sensibilisation fait	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	6 000	-	3 000	1 000	MAIRIE (DDLDP)	MDGL, DDPR, Tutelle, PTF	Toute la commune
A3.4.1.6	Faire le plaidoyer auprès de l'ABeGIEF pour construire de poste de police avancé à la frontière dans l'arrondissement de Tchoumi- Tchoumi	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	600	600	600	600	600	3 000	3 000				MAIRIE (MAIRE)	MDGL, DDPR, Tutelle, PTF	Mairie
A3.4.1.7	Faire le plaidoyer auprès de l'ABeGIEF pour construire des infrastructures socio- communautaires à la frontière dans l'arrondissement de Tchoumi-Tchoumi	Nombre de plaidoyer fait	Rapports d'activités	600	600	600	600	600	3 000	3 000				MAIRIE (MAIRE)	MDGL, DDPR, Tutelle, PTF	Mairie
	Total P 3.4.1			8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	40 000	30 000	-	7 500	2 500			
	TOTAL PROGRAMME III			604 000	624 000	574 000	574 000	574 000	2 950 000	1 810 500	532 500	329 000	253 000			
IV	PROGRAMME IV : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources															

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
OG4	Renforcer l'exercice de la démocratie à la base, le cadre de travail et la mobilisation des ressources															
OS4.1.	Assurer une gouvernance transparente et inclusive															
R4.1.	Une gouvernance transparente et inclusive est assurée															
P4.1.1	Renforcement de la participation démocratique et de la gouvernance inclusive															
A4.1.1.1	Organiser un atelier de formation pour les Autorités locales	01 atelier de formation pour les élus locaux	Rapport de formation	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	8 000	-	1 500	500	SE	Tutelle, ACAD	Mairie
A4.1.1.2	Elaborer le plan communal de reddition de compte	Un plan de reddition de compte est élaboré et rendu opérationnel.	Arrêté communal d'adoption du plan communal de reddition de comptes	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	24 000	-	4 500	1 500	MAIRIE (DDLDP)	Tutelle, ACAD, PTF	Toute la commune
A4.1.1.3	Mettre en œuvre le Plan communal quinquennal de reddition de compte	Au moins 02 redditions de compte organisées chaque année	Rapport d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	8 000	-	1 500	500	SE	Tutelle, ACAD, PTF	Toute la commune
A4.1.1.4	Faire l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale du Plan Communal quinquennal de reddition de compte	02 évaluations périodiques organisées d'ici 2028	Rapports d'évaluation	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	8 000	6 400	-	1 200	400	MAIRIE (DDLDP)	Tutelle, ACAD, PTF	Toute la commune
A4.1.1.5	Tenir régulièrement les sessions de Conseil de Villages	Nombre de sessions tenues par an et par village	Comptes rendus des sessions de village, Listes de présence	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	8 000	-	1 500	500	SE	Tutelle, ACAD, PTF	Toute la commune
A4.1.1.6	Tenir régulièrement les sessions de Conseil d'Arrondissement	Nombre de sessions d'arrondissement tenues par an et par arrondissement	Comptes rendus des sessions d'arrondisseme nt, Listes de présence	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	6 000	4 800	-	900	300	SE	Tutelle, ACAD, PTF	Toute la commune
A4.1.1.7	Organiser une séance d'identification des thèmes de RC et Organiser une session de RC dans un Arrondissement	Nombre de séances de reddition de compte organisées	Rapport d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	8 000	-	1 500	500	SE, Maire	Tutelle, ACAD, PTF	Toute la commune
A4.1.1.8	Organiser des séances de communication sociale et de changement de comportement sur la participation citoyenne et la participation des femmes	Au moins deux (02) séances d'IEC et de CCC sont organisées	Rapport d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	8 000	-	1 500	500	MAIRIE (DDLDP)	DDD, PTF	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
	aux instances de prise de décision (conseils de village/quartier de ville, conseils d'arrondissement, conseil communal)															
	Total P 4.1.1			18 800	18 800	18 800	18 800	18 800	94 000	75 200	-	14 100	4 700			
OS2.2.	Garantir l'efficacité de la gestion administrative au niveau de la commune															
R2.2.	L'efficacité de la gestion administrative au niveau de la commune est garantie															
P4.2	Amélioration du cadre de travail et de la performance de l'administration communale															
A4.2.1.1	Construire / réfectionner des infrastructures administratives de la Commune ;	Nombre d'infrastructures construites/réhabil- itées	PV de réception	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	350 000	17 500	-	297 500	35 000	MAIRIE (DST)	MDGL, Tutelle	Mairie
A4.2.1.2	Acquérir des équipements en mobilier ;	Nombre d'équipement en mobilier et fournitures de bureaux acquis	Bordereau de livraison	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000	10 000	-	170 000	20 000	MAIRIE (DST)	MDGL	Mairie
A4.2.1.3	Acquérir de moyens roulants à quatre roues	Nombre de moyens roulants à quatre et à deux roues acquis	Bordereau de livraison	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000	70 000	3 500	-	59 500	7 000	DAAF	MDGL, Tutelle, PTF	Mairie
A4.2.1.4	Acquérir des panneaux solaires et de batteries ;	Nombre de panneaux solaires et de batteries installés	PV de réception	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	-	42 500	5 000	MAIRIE (DST)	MDGL, Tutelle, PTF	Toute la commune
A4.2.1.5	Etude de faisabilité de la réhabilitation ;	Bâtiment abritant la trésorerie communale réhabilité	PV de réception	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	-	25 500	3 000	MAIRIE (DST)	MDGL, Tutelle, PTF	Toute la commune
A4.2.1.6	Élaborer le cadre organique de la Mairie	Cade organique élaboré	Cadre organique	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	6 500	325	-	5 525	650	SE	MDGL, Tutelle, PTF	Mairie
A4.2.1.7	Élaborer le plan de formation du personnel	Plan de formation du personnel élaboré	Plan	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	6 500	325	-	5 525	650	SE	MDGL, Tutelle, PTF	Mairie
A4.2.1.8	Elaborer le plan de formation ;	Capacités du personnel renforcées	Rapport de formation	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	40 000	2 000	-	34 000	4 000	SE	MDGL, Tutelle, PTF	Toute la commune
A4.2.1.9	Elaborer le manuel de procédure administrative, financière et technique de la Mairie	Manuel de procédures administratives, financières et	Manuel	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	7 000	350	-	5 950	700	SE	MDGL, Tutelle, PTF	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
		techniques disponible														
A4.2.1.10	Rendre fonctionnel le cadre de concertation entre les autorités communales et les Services Déconcentrés de l'Etat (SDE)	4 sessions du cadre de concertation sont tenues régulièrement chaque année à partir de 2024	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	-	4 250	500	SE	MDGL, Tutelle, PTF	Toute la commune
A4.2.1.11	Créer le cadre de concertation entre les autorités communales et les Partenaires Techniques et Financiers opérationnels	4 sessions du cadre de concertation sont régulièrement tenues chaque année à partir de 2024	Rapports d'activités	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	250	-	4 250	500	SE	MDGL, Tutelle, PTF	Toute la commune
	Total P 4.2.1			154 000	154 000	154 000	154 000	154 000	770 000	38 500	-	654 500	77 000			
P4.3.1	Renforcement des mécanismes de mobilisation des ressources pour le développement local															
A4.3.1.1	Mettre en place un système de paiement en ligne ;	Processus de recouvrement des recettes communales digitalisé	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	-	8 500	1 000	MAIRIE (DSI)	MDGL, MEF	Mairie
A4.3.1.2	Identifier les besoins et les exigences pour l'acquisition du logiciel ;	Logiciel pour l'émission des avis d'imposition disponible	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	-	8 500	1 000	MAIRIE (DSI)	MDGL, MEF	Mairie
A4.3.1.3	Identifier les besoins et les exigences pour l'acquisition du logiciel ;	Logiciel pour la gestion des matières disponible	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	-	8 500	1 000	MAIRIE (DDLDP)	MDGL, MEF	Mairie
A4.3.1.4	Elaborer le plan de Communication et de sensibilisation des populations sur le civisme fiscal	Le plan de communication et de sensibilisation Pourcentage des activités du plan de communication et de sensibilisation exécutées	Rapport d'exécution du plan de communication	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	1 250	-	21 250	2 500	MAIRIE (DDLDP)	MDGL, MEF	Mairie
A4.3.1.5	Actualiser le répertoire des taxes locales (domaine public, affiches publicitaires, etc..)	L'arrêté communal portant fixation des tarifs des taxes locales	L'arrêté communal	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	-	8 500	1 000	MAIRIE (DDLDP)	MDGL, MEF	Mairie
A4.3.1.6	Doter les services communaux de recouvrement de moyens humains et matériels conséquents	Nombre d'agents mis à la disposition du service de recouvrement Nombre de véhicules et/ou de	Arrêté/Décision de mise à disposition d'agents, Note de mise à	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	-	25 500	3 000	MAIRIE (DAAF)	MDGL, MEF	Mairie

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
		motos mis à la disposition du service de recouvrement	disposition du matériel													
A4.3.1.7	Actualiser le Registre Foncier Urbain (RFU)	Le répertoire de la matière imposable	La base de données	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	-	42 500	5 000	MAIRIE (DDLDP)	MDGL, MEF	Mairie
A4.3.1.8	Actualiser le Plan Stratégique de Mobilisation des Ressources.	Le plan de mobilisation des ressources	Rapport d'exécution du plan de mobilisation des ressources	10 000					10 000	500	-	8 500	1 000	MAIRIE (DDLDP)	MDGL, MEF	Mairie
	Total P 4.3.1			39 000	29 000	29 000	29 000	29 000	155 000	7 750	-	131 750	15 500			
P4.4.1	Renforcement de l'accessibilité au numérique															
A4.4.1.1	Assurer l'élaboration du Schéma directeur des SI	SDIC élaboré	SDIC	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	1 000	7 000	1 500	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP, SBIN	Toute la commune
A4.4.1.2	Élaborer et mettre en œuvre un plan de déploiement de l'infrastructure de connectivité haut débit	Connexion haut débit disponible	Rapports d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	2 000	14 000	3 000	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP, SBIN	Toute la commune
A4.4.1.3	Installation et configurations des équipements.	Câblage régularisé	Rapports d'activités	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000	750	1 500	10 500	2 250	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP, SBIN	Toute la commune
A4.4.1.4	Élaborer et mettre en œuvre un plan de déploiement de l'infrastructure de connectivité haut débit	Internet disponible dans bureaux arrondissements	Rapports d'activités	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	1 250	2 500	17 500	3 750	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP, SBIN	Toute la commune
A4.4.1.5	Installation et configurations des équipements.	Câble fait au niveau arrondissement	Rapports d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	2 000	14 000	3 000	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP, SBIN	Toute la commune
A4.4.1.6	Acquérir et installer le système de sauvegarde	Système de sauvegarde	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	1 000	7 000	1 500	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
		disponible et fonctionnel														
A4.4.1.7	Organiser une mission d'appropriation des conditions de desserte ;	Abonnement au data center national fait	Rapports d'activités	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	1 500	3 000	21 000	4 500	MAIRIE (DSI)	Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP, SBIN	Toute la commune
A4.4.1.8	Acquérir et installer les équipements et matériels informatiques	Au moins, 1 PC, 1 imprimante multifonction par arrondissement ;	Rapports d'activités	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	5 000	35 000	7 500	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP, SBIN	Toute la commune
A4.4.1.9	Concevoir et développer un portail en ligne et d'une base de données pour fournir des informations et des services aux citoyens et aux entreprises.	Informations utiles disponibles en ligne	Rapports d'activités et lien URL	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	2 000	14 000	3 000	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP, SBIN	Toute la commune
A4.4.1.10	Renforcer les capacités des agents techniques et des élus	Capacités des agents techniques et élus renforcées	Rapports d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	2 000	14 000	3 000	MAIRIE (DSI)	MDGL	Toute la commune
A4.4.1.11	Développer une IA pour l'assistance et l'orientation des citoyens dans les processus de participation démocratique	Logiciel pour la gestion des ressources humaines disponible	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	1 000	7 000	1 500	MAIRIE (DSI)	MDGL	Toute la commune
A4.4.1.12	Créer et Opérationnaliser le Système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie et des bureaux d'arrondissements	Système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie de Natitingou créé	Rapports d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	500	1 000	7 000	1 500	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP, SBIN	Toute la commune
A4.4.1.13	Réaliser une étude de faisabilité pour la modernisation du système d'archivage de la Mairie	Rapport d'étude de faisabilité	Rapports d'activités	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	6 500	325	650	4 550	975	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique et de la communicat ion, ABSU- SEP	Toute la commune
A4.4.1.14	Digitaliser le système d'archivage de la Mairie	Système d'archivage de la mairie modernisé	Rapports d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	1 000	2 000	14 000	3 000	MAIRIE (DSI)	MDGL, Ministère du Numérique	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)				Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	PTFs & Privé			
															et de la communica tion, ABSU- SEP	
	Total P4.4.1			53 300	53 300	53 300	53 300	53 300	266 500	13 325	26 650	186 550	39 975			
P4.5.1	Promotion de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée															
A4.5.1.1	Renforcer la participation de la commune aux activités des structures intercommunales au niveau régional et national	Le taux de paiement des cotisations Le nombre de participation aux rencontres des structures intercommunales	Les mandats de paiement Les rapports de mission	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000	2 500	-	40 000	7 500	Maire	Trésorerie Communale	Mairie
A4.5.1.2	Créer et rendre fonctionnel l'intercommunalité « Les pays de la montagne (Boukembé, Natitingou, Toucountouna)	Un EDP créé d'ici 2025	Rapport d'activité du SE		5 000				5 000	5 000	-	-	-	Maire	SE, ACAD	Boukembé, Natitingou, Toucountouna
A4.5.1.3	Créer et rendre fonctionnel le cadre d'échange avec la diaspora	01 cadre d'échange avec la diaspora créé	Rapport d'activités	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	7 000	-	2 000	1 000	Maire	DSI, DST, DADE, SE, DDCVDD	Mairie
A4.5.1.4	Rechercher/Explorer de nouvelles villes ou communes jumelles dans le cadre de la coopération décentralisée	De nouvelles villes ou communes jumelles identifiées	Rapport d'activités	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000	14 000	-	4 000	2 000	Maire	DSI, DST, DADE, SE, DDCVDD	Mairie
A4.5.1.5	Renforcer la coopération avec la ville de Huy en Belgique et Rillieux-la-Pape en France	Nombre de conventions triennales exécutées	Conventions triennales	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	3 500	-	1 000	500	Maire	DSI, DST, DADE, SE, DDCVDD	Mairie
A4.5.1.6	Prendre part au processus de mise en place de l'Agence Intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA) et à l'animation de ses organes (technique et de décision)	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Souscription statutaire annuelle de la commune	Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA Rapport annuel de l'ADEA PV de l'Assemblée constitutive Rapport annuel de performance du secrétariat exécutif	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000	1 000	7 000	-	2 000	Maire	SE, RDLP, RAAF	Péhunco (mairie : pour les décisions) Natitingou (pour l'assemblée constitutive)
A4.5.1.7	Mettre en œuvre une convention de partenariat avec l'ADEA pour l'appui technique à la mise en œuvre du PDC 4 (appui à la Mobilisation des	Convention signée (CS) Volume des financements mobilisés (VFM) Nombre et liste	Rapport annuel de l'ADEA Rapport annuel de performance du secrétariat exécutif	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000	750	4 500	5 250	4 500	Maire et SE	RDLP, RAAF, ADEA	Toute la commune

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
	financements et la mise en œuvre technique)	des projets et actions mis en œuvre														
	Total P 4.5.1			22 000	27 000	22 000	22 000	22 000	115 000	33 750	11 500	52 250	17 500			
P4.6.1	Dynamisation du système de suivi-évaluation local															
A4.6.1.1	Réaliser la vulgarisation du PDC 4 en français et dans les langues locales dominantes de la commune (Otamari, Waama, Dendi, Fon, Bariba...)	Vulgarisation du PDC réalisée	Rapport de vulgarisation du PDC 4	10 000					10 000	10 000	-	-	-	MAIRIE (DDLDP)	DDD, PTF	Mairie
A4.6.1.2	Réaliser l'évaluation à mi-parcours du PDC 4	Evaluation à mi-parcours du PDC 4 réalisée	Rapport d'évaluation à mi-parcours du PDC 4			10 000			10 000	1 000	-	7 000	2 000	MAIRIE (DDLDP)	DDD, PTF	Mairie
A4.6.1.3	Réaliser l'évaluation finale du PDC 4	Evaluation finale du PDC 4 réalisée	Rapport d'évaluation finale du PDC 4					12 000	12 000	1 200	-	8 400	2 400			
A4.6.1.4	Elaborer et Mettre en œuvre le plan intercommunal de développement des Pays de la Montagne (Boukombé-Natitingou-Toucountouna)	01 Plan Intercommunal de développement des Pays de la Montagne élaboré	Plan Intercommunal de Développement des Pays de la Montagne		25 000				25 000	2 500	-	17 500	5 000	MAIRIE (DDLDP)	DSI, DST, DADE, SE, DDCVDD	Boukombé-Natitingou-Toucountouna
A4.6.1.5	Elaborer le PDC 5 de la Commune	Le document du PDC 5	Document du PDC 5					20 000	20 000	2 000	-	14 000	4 000	MAIRIE (DDLDP)	DDD, PTF	Mairie
A4.6.1.6	Elaborer un Système de Gestion Intégré de l'administration locale	Le document du Système de Gestion Intégré de l'administration locale	Le document du Système de Gestion Intégré de l'administration locale	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	2 500	-	17 500	5 000	MAIRIE (DDLDP)	DDD, PTF	Mairie
A4.6.1.7	Elaborer le TBS, l'IGL et le SEPAC	TBS, IGL et SEPAC élaborés	TBS, IGL et SEPAC	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	500	-	3 500	1 000	MAIRIE (DDLDP)	DDD, PTF	Mairie
	Total P4.6.1			16 000	31 000	16 000	6 000	38 000	107 000	19 700	-	67 900	19 400			
P4.7.1	Amélioration de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences de l'administration locale															
A4.7.1.1	Faire l'état des lieux des emplois et compétences	Le rapport des emplois et compétence	Le rapport des emplois et compétence	2 500	2 500				5 000	4 000	-	-	1 000	SAAF	SE, RDLP	Mairie
A4.7.1.2	Elaborer le cadre organique	Un rapport de cadre organique	Un rapport de cadre organique	10 000	10 000				20 000	16 000	-	-	4 000	SAAF	SE, RDLP	Mairie
A4.7.1.3	Elaborer le plan de formation du personnel	Nombre de modules de formations	Nombre de modules de formations	7 500	7 500				15 000	12 000	-	-	3 000	SAAF	SE, RDLP	Mairie
A4.7.1.4	Elaborer le plan de recrutement	Nombre d'agents recrutés	Nombre d'agents recrutés	7 500	7 500				15 000	12 000	-	-	3 000	SAAF	SE, RDLP	Mairie

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé	Responsables	Acteurs impliqués	Localisation
				2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté				
A4.7.1.5	Elaborer/actualiser le manuel de procédures administratives et financières	01 manuel de procédures administratives et financières élaboré/actualisé	01 manuel de procédures administratives et financières élaboré/actuali sé	20 000					20 000	16 000	-	-	4 000	SAAF, SE	Tutelle, RI, DDI	Mairie
	Total P4.7.1			47 500	27 500	-	-	-	75 000	60 000	-	-	15 000		-	
	TOTAL PROGRAMME IV			350 600	340 600	293 100	283 100	315 100	1 582 500	248 225	38 150	1 107 050	189 075			
	TOTAL GENERAL PDC 4			2 871 000	2 883 500	2 783 000	2 773 000	2 805 000	14 115 500	2 567 025	5 787 525	2 972 425	2 788 525			

Le plan opérationnel du PDC 4 de Natitingou 2024-2028 est constitué de quatre (04) programmes et de 24 projets. Il peut être récapitulé ainsi qu'il suit :

Tableau 66 : Récapitulatif du plan quinquennal

PROGRAMMES	PROJETS	COÛTS	POIDS	OBSERVATIONS
PROGRAMME I : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	1. Accompagnement de la diversification et de l'innovation dans les secteurs économiques	1 033 500	36,57	Poids du projet par rapport au coût du programme
	2. Promotion de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi des jeunes et des femmes à travers les sous-secteurs économiques locaux	409 000	14,47	
	3. Développement des infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées	765 000	27,07	
	4. Amélioration de la couverture en infrastructures de transport	443 000	15,67	
	5. Assurance de l'autosuffisance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Commune	248 000		
	6. Appui à la création d'une Structure intercommunale de promotion économique et des investissements : l'Agence intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA)	4 000	0,14	
	7. Appui à la création de structures de soutien à l'activité agricole en collaboration avec les autres communes de l'Atacora	12 000	0,42	
TOTAL PROGRAMME I	07	2 914 500	20, 65	Poids du programme par rapport au coût global du PDC
PROGRAMME II : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	1. Promotion de l'alphabétisation, des sports, des loisirs, du tourisme et de la culture	1 680 000	24,86	Poids du projet par rapport au coût du programme
	2. Assurance de l'accès aux soins et services de santé de qualité pour tous	585 000	8,66	
	3. Assurance de l'accès à une éducation de qualité pour tous (maternel, primaire et secondaire)	3 595 000	53,21	
	4. Amélioration de l'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie	421 000	6,23	
	5. Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement	387 500	5,74	
	6. Promotion de l'inclusion sociale	16 000		
TOTAL PROGRAMME II	06	6 684 500	47,35	Poids du programme par rapport au coût global du PDC
PROGRAMME III : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques	1. Amélioration de la capacité de prévention et de gestion des risques et catastrophes	235 000	8,03	Poids du projet par rapport au coût du programme
	2. Promotion de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques	475 000	16,24	
	3. Amélioration de la gestion foncière et domaniale	2 200 000	74,58	

	4. Création d'un environnement de vie sécurisé et inclusif	40 000	1,37	
TOTAL PROGRAMME III	04	2 950 000	20,90	Poids du programme par rapport au coût global du PDC
PROGRAMME IV : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources	1. Renforcement de la participation démocratique et de la gouvernance inclusive	94 000	5,94	Poids du projet par rapport au coût du programme
	2. Amélioration du cadre de travail et de la performance de l'administration communale	770 000	48,66	
	3. Renforcement des mécanismes de mobilisation des ressources pour le développement local	155 000	9,79	
	4. Renforcement de l'accessibilité au numérique	266 500	16,84	
	5. Promotion de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée	115 000	7,27	
	6. Dynamisation du système de suivi-évaluation local	107 000	6,76	
	7. Amélioration de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences de l'administration locale	75 000	4,74	
TOTAL PROGRAMME IV	07	1 582 500	11,21	Poids du programme par rapport au coût global du PDC 4
Total PDC 4	24	14 115 500	100	

e. Plan de financement du PDC 4

Pour financer les différents projets structurés en programme du PDC, la commune aura recours à différentes sources de financement qui varieront d'un secteur à un autre ou d'un investissement à un autre. Les sources de financement du PDC 4 identifiées sont regroupées selon les catégories suivantes :

- les ressources propres de la commune ;
- le Fonds d'Investissement Communal (FIC) avec deux volets : FIC Fonctionnement et FIC Investissement
- l'Etat et les PTF ;
- les autres sources à savoir : la Coopération décentralisée et les partenaires locaux (contreparties des communautés) ;
- les financements innovants : Partenariat Public -Privé et autres instruments de financements privés.

Le tableau ci-dessous donne une indication de l'affectation potentielle des ressources mobilisables par secteur et la source de financement :

Tableau 67 : Affectation des ressources financières

Secteur Structures de financement	Education	Santé	Hydraulique	Pistes/Routes	Culture et loisirs	Equipements marchands	Promotion Economie locale
FIC	FIC Affecté	FIC Affecté	FIC Affecté	FIC Affecté	FIC Affecté	FIC Affecté	FIC Affecté
Commune	Recettes propres FIC non affecté	Recettes propres FIC non affecté	Recettes propres FIC non affecté	Recettes propres FIC non affecté	Recettes propres FIC non affecté	Recettes propres FIC non affecté	Recettes propres FIC non affecté
Communautaire	Contrepartie si nécessaire	Contrepartie si nécessaire	Contrepartie si nécessaire	Non	Contrepartie si nécessaire	Contrepartie si nécessaire	Non
Partenariat Public-Privé	Investisseurs privés, ONG	Investisseurs privés, ONG	Investisseurs privés, ONG	Investisseurs privés, ONG	Investisseurs privés, ONG	Investisseurs privés, ONG	Investisseurs privés, ONG

Source : Réalisation consultants cabinet CECI, 2023

Sur la base de ces hypothèses, le plan de financement du PDC 4 de la commune de Natitingou est présenté ainsi qu'il suit dans le tableau ci-dessous :

Tableau 68 : Plan de financement du PDC 4 de Natitingou

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé
		2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	
I	PROGRAMME I : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente										
OG1	Promouvoir une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente.										
P1.1	Accompagnement de la diversification et de l'innovation dans les secteurs économiques										
OS1.1	Accompagner la diversification et l'innovation dans les secteurs économiques.										
R1.1.1	La diversification et l'innovation dans les secteurs économiques sont accompagnées										
	Total P1.1.	208 500	208 500	205 500	205 500	205 500	1 033 500	51 675	930 150	-	51 675
P1.2	Assurance de l'autosuffisance alimentaire de la commune										
OS1.2	Assurer l'autosuffisance alimentaire de la commune										
R1.2.1	L'autosuffisance alimentaire de la commune est assurée										
	Total P1.2.	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	160 000	8 000	144 000	-	8 000
P1.3	Promotion de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi des jeunes et des femmes à travers les sous-secteurs économiques locaux										
OS1.3	Promouvoir l'entrepreneuriat et l'auto-emploi des jeunes et des femmes à travers les sous-secteurs économiques locaux										
R1.3.1	L'entrepreneuriat et l'auto-emploi des jeunes et des femmes à travers les sous-secteurs économiques locaux sont promus										
	Total P1.3.	81 800	81 800	81 800	81 800	81 800	409 000	20 450	368 100	-	20 450
P1.4	Développement des infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées										
OS1.4	Développer les infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées										
R1.4.1	Les infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées sont développées										
	Total P 1.4	153 000	153 000	153 000	153 000	153 000	765 000	38 250	-	191 250	535 500
P1.5	Amélioration de la couverture en infrastructures de transport										
OS1.5	Améliorer la couverture en infrastructures de transport										

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé
		2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	
R1.5.1	La couverture en infrastructures de transport est améliorée										
	Total P1.5	88 600	88 600	88 600	88 600	88 600	443 000	22 150	398 700	-	22 150
P1.6	Appui à la création d'une Structure intercommunale de promotion économique et des investissements : <i>l'Agence intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA)</i>										
OS1.6	Appuyer la création d'une Structure intercommunale de promotion économique et des investissements : <i>l'Agence intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA)</i>										
R1.6.1	L'appui à la création d'une Structure intercommunale de promotion économique et des investissements est fourni : <i>l'Agence intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA)</i>										
	Total P1.6	800	800	800	800	800	4 000	4 000	-	-	-
P1.7	Appui à la création de structures de soutien à l'activité agricole en collaboration avec les autres communes de l'Atacora										
OS1.7	Appuyer la création de structures de soutien à l'activité agricole en collaboration avec les autres communes de l'Atacora										
R1.7.1	L'accès aux services de soutien à l'activité agricole est amélioré (meilleur accès aux services techniques, aux services mécanisés, aux intrants, aux marchés des produits agricoles, aux financements agricoles)										
	Total P1.7	400	2 900	2 900	2 900	2 900	12 000	-	300	300	11 400
	TOTAL PROGRAMME I	565 100	567 600	564 600	564 600	564 600	2 826 500	144 525	1 841 250	191 550	649 175
II	PROGRAMME II : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité										
OG2	Améliorer l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité										
P2.1	Promotion de l'alphabétisation, des sports, des loisirs, du tourisme et de la culture										
OS2.1	Promouvoir l'alphabétisation, les sports, les loisirs, le tourisme et la culture										

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé
		2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	
R2.1.1	L'alphabétisation, les sports, les loisirs, le tourisme et la culture sont promus										
	Total P2.1.	336 000	336 000	336 000	336 000	336 000	1 680 000	84 000	-	504 000	1 092 000
P2.2	Assurance de l'accès aux soins et services de santé de qualité pour tous										
OS2.2	Assurer l'accès aux soins et services de santé de qualité pour tous										
R2.2.1	L'accès aux soins et services de santé de qualité pour tous est assuré										
	Total P2.2	117 000	117 000	117 000	117 000	117 000	585 000	29 250	292 500	146 250	117 000
P2.3	Assurance de l'accès à une éducation de qualité pour tous (maternel, primaire et secondaire)										
OS2.3	Assurer l'accès à une éducation de qualité pour tous (maternel, primaire et secondaire)										
R2.3.1	L'accès à une éducation de qualité pour tous (maternel, primaire et secondaire) est assuré										
	Total P2.3.	719 000	719 000	719 000	719 000	719 000	3 595 000	179 750	2 516 500	539 250	359 500
P2.4	Amélioration de l'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie										
OS2.4	Améliorer l'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie										
R2.4.1	L'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie est amélioré										
A2.4.1.1	Faire un plaidoyer auprès des structures compétentes pour la mise à disposition des ressources hydrauliques et énergétiques dans les arrondissements de la Commune	200	200	200	200	200	1 000	1 000	-	-	-
A2.4.1.2	Acquérir et installer les lampadaires solaires dans tous les arrondissements de la Commune	54 000	54 000	54 000	54 000	54 000	270 000	13 500	135 000	54 000	67 500
A2.4.1.3	Réaliser des ouvrages hydrauliques simples dans les arrondissements de la Commune	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	7 500	75 000	30 000	37 500
	Total P2.4	84 200	84 200	84 200	84 200	84 200	421 000	22 000	210 000	84 000	105 000
P2.5	Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement										
OS2.5	Améliorer l'hygiène et l'assainissement										
R2.5.1	L'hygiène et l'assainissement sont améliorés										
	Total P 2.5.	77 500	77 500	77 500	77 500	77 500	387 500	19 375	290 625	58 125	19 375
P2.6	Promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle										
OS2.6	Promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle										

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé
		2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	
R2.6.1	La sécurité alimentaire et nutritionnelle est promue										
	Total P2.6	17 600	17 600	17 600	17 600	17 600	88 000	4 400	66 000	13 200	4 400
	TOTAL PROGRAMME II	1 351 300	1 351 300	1 351 300	1 351 300	1 351 300	6 756 500	338 775	3 375 625	1 344 825	1 697 275
III	PROGRAMME III : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques										
OG3	Renforcer la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques										
P3.1	Amélioration de la capacité de prévention et de gestion des risques et catastrophes										
OS3.1	Améliorer la capacité de prévention et de gestion des risques et catastrophes										
R3.1.1	La capacité de prévention et de gestion des risques et catastrophes est améliorée										
	Total P3.1	47 000	47 000	47 000	47 000	47 000	235 000	11 750	176 250	35 250	11 750
P3.2	Promotion de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques										
OS3.2	Promouvoir l'adaptation et la résilience aux changements climatiques										
R3.2.1	L'adaptation et la résilience aux changements climatiques sont promues										
	Total P3.2.	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	475 000	23 750	356 250	71 250	23 750
P3.3	Amélioration de la gestion foncière et domaniale										
OS3.3	Améliorer la gestion foncière et domaniale										
R3.3.1	La gestion foncière et domaniale est améliorée										
A3.3.1.1	Elaborer et mettre en œuvre le SDAC	30 000					30 000	24 000	-	3 000	3 000
A3.3.1.2	Elaborer et mettre en œuvre le PDU		50 000				50 000	40 000	-	5 000	5 000
A3.3.1.3	Réaliser les travaux de lotissement et de remembrement dans la commune	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000	800 000	-	100 000	100 000
A3.3.1.4	Poursuivre les travaux de recasement dans les anciens quartiers lotis	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	4 000	-	500	500
A3.3.1.5	Sensibiliser les populations sur les travaux de lotissement et de recasement	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	4 000	-	500	500
A3.3.1.6	Reconstituer certains anciens lotissements / remembrements de la commune	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	120 000	-	15 000	15 000
A3.3.1.7	Réaliser l'adressage de la ville de Natitingou	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000	80 000	-	10 000	10 000
A3.3.1.8	Réaliser le cadastre de la ville de Natitingou	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000	120 000	-	15 000	15 000
A3.3.1.9	Actualiser le Registre Foncier Urbain (RFU)	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000	60 000	-	7 500	7 500

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé
		2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	
A3.3.1.10	Instaurer la délivrance des permis de construire et démolir	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000	4 000	-	500	500
A3.3.1.11	Construire des caniveaux et dalots dans la ville de Natitingou	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	200 000	160 000	-	20 000	20 000
A3.3.1.12	Réaliser des études pour l'aménagement des rues de Natitingou	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000	24 000	-	3 000	3 000
A3.3.1.13	Réaliser l'aménagement de certaines rues	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	350 000	280 000	-	35 000	35 000
A3.3.1.14	Sécuriser les réserves administratives/espaces publics de la Commune	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	25 000			
	Total P3.3.	449 000	469 000	419 000	419 000	419 000	2 175 000	1 745 000	-	215 000	215 000
P3.4	Création d'un environnement de vie sécurisé et inclusif										
OS3.4	Créer un environnement de vie sécurisé et inclusif										
R3.4.1	Un environnement de vie sécurisé et inclusif est créé										
	Total P 3.4.	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	40 000	30 000	-	7 500	2 500
	TOTAL PROGRAMME III	604 000	624 000	574 000	574 000	574 000	2 950 000	1 785 500	532 500	329 000	253 000
IV	PROGRAMME IV : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources										
OG4	Renforcer l'exercice de la démocratie à la base, le cadre de travail et la mobilisation des ressources										
P4.1	Renforcement de la participation démocratique et de la gouvernance inclusive										
OS4.1	Renforcer la participation démocratique et la gouvernance inclusive										
R4.1.1	La participation démocratique et la gouvernance inclusive sont renforcées										
	Total P 4.1.	18 800	18 800	18 800	18 800	18 800	94 000	75 200	-	14 100	4 700
P4.2	Amélioration du cadre de travail et de la performance de l'administration communale										
OS4.2	Améliorer le cadre de travail et la performance de l'administration communale										
R4.2.1	Le cadre de travail et la performance de l'administration communale sont améliorés										
	Total P 4.2.	154 000	154 000	154 000	154 000	154 000	770 000	38 500	-	654 500	77 000
P4.3	Renforcement des mécanismes de mobilisation des ressources pour le développement local										
OS4.3	Renforcer les mécanismes de mobilisation des ressources pour le développement local										

Code	Programmes/Projets/ Résultats/activités	Budgétisation par année					Coût (FCFA en milliers)	Source de Financement (FCFA en milliers)			PTFs & Privé
		2024	2025	2026	2027	2028		Commune	FADeC affecté	FADeC non affecté	
R4.3.1	Les mécanismes de mobilisation des ressources pour le développement local sont renforcés										
	Total P 4.3.	39 000	29 000	29 000	29 000	29 000	155 000	7 750	-	131 750	15 500
P4.4	Renforcement de l'accessibilité au numérique										
OS4.4	Renforcer l'accessibilité au numérique										
R4.4.1	L'accessibilité au numérique est renforcée										
	Total P4.4.	53 300	53 300	53 300	53 300	53 300	266 500	13 325	26 650	186 550	39 975
P4.5	Promotion de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée										
OS4.5	Promouvoir l'intercommunalité et la coopération décentralisée										
R4.5.1	L'intercommunalité et la coopération décentralisée sont promues										
R4.5.2	Les conditions institutionnelles et techniques de promotion du développement économique local sont renforcées										
R4.5.3	Le niveau de mise en œuvre du PDC 4 (volet économique) est amélioré grâce au partenariat technique stratégique avec l'ADEA										
	Total P 4.5.	22 000	27 000	22 000	22 000	22 000	115 000	33 750	11 500	52 250	17 500
P4.6	Dynamisation du système de suivi-évaluation local										
OS4.6	Dynamiser le système de suivi-évaluation local										
R4.6.1	Le système de suivi-évaluation local est dynamisé										
	Total P4.6	16 000	31 000	16 000	6 000	38 000	107 000	19 700	-	67 900	19 400
P4.7	Amélioration de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences de l'administration locale										
OS4.7	Améliorer la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences de l'administration locale										
R4.7.1	La Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences de l'administration locale est améliorée										
	Total P4.7	47 500	27 500	-	-	-	75 000	60 000	-	-	15 000
	TOTAL PROGRAMME IV	350 600	340 600	293 100	283 100	315 100	1 582 500	248 225	38 150	1 107 050	189 075
	TOTAL GENERAL PDC 4	2 871 000	2 883 500	2 783 000	2 773 000	2 805 000	14 115 500	2 567 025	5 787 525	2 972 425	2 788 525

4. DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE DU PDC 4

8.1. Mécanisme de financement du PDC 4

Le PDC constitue la principale référence pour l'appréciation des performances en matière d'administration et de gestion de la commune par les élus locaux dirigés par le maire. Les programmes, projets et activités qui y sont définies sont valables pour une période de 5 ans à partir de janvier 2024. La mise en œuvre du PDC repose sur de nombreux défis au nombre desquels on peut citer :

- la mobilisation des ressources financières nécessaires ;
- le niveau d'implication des acteurs de la société civile et du privé (plateforme de dialogue, collectif des artisans, etc.)
- la gestion et la coordination des programmes/projets contenus dans le PDC ;
- le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des plans annuels et du PDC en général.

Il s'agit de trouver des réponses aux interrogations ci-après :

- Quelles sont les structures qui auront la charge d'animer et de coordonner la mise en œuvre du PDC ?
- Quelles sont les structures qui assureront le suivi au quotidien et les évaluations périodiques de la mise en œuvre du PDC ? Quelle est la composition de ces structures ?
- Quelles sont les relations fonctionnelles entre les différentes structures ?
- Comment assurer une meilleure implication des acteurs de la société civile et du privé ?

Les réponses à ces questions vont nécessiter un rappel des instruments existants (cadre légal de la mise en œuvre du plan et dispositif légal de suivi et d'évaluation des activités de la municipalité) avant le choix du dispositif institutionnel de mise en œuvre et du système de suivi évaluation du plan.

8.2. Cadre légal de la mise en œuvre du PDC 4

L'article 30 de la loi n° 2021-14 du 20 décembre 2021 portant code de l'administration territoriale en République du Bénin stipule que la commune élabore et adopte son plan. Elle veille à l'exécution du plan en harmonie avec les orientations nationales en vue d'assurer de meilleures conditions de vie à l'ensemble de la population. Il en résulte que le conseil communal à travers le Maire est le premier responsable de l'exécution du plan. Il peut toutefois bénéficier des appuis et expertises (externalisation de certaines fonctions et diligences). Ainsi selon la loi, le conseil municipal est l'organe compétent pour assurer la coordination de toutes les actions de développement de la municipalité à savoir :

- l'élaboration, l'approbation et l'exécution du plan de développement ;
- l'élaboration, l'approbation et l'exécution du plan annuel ;
- l'approbation des conditions d'exécution des activités ;
- l'élaboration, l'approbation d'une politique de financement du plan ;
- la communication ou la restitution périodique à la population et aux intervenants.

8.3. Financement du PDC 4

Les sources de financement des différents projets composant les quatre domaines ou programmes retenus dans le PDC 4 sont déterminées en fonction du secteur et de la nature de l'infrastructure ou de l'activité à mener. Ces sources sont :

- le Fonds d'Appui au Développement Communal (FIC) affecté ;
- le Fonds d'Appui au Développement Communal FIC non affecté ;
- le Fonds d'Appui au Développement Communal FIC Agriculture ;
- le Fonds d'Appui au Développement Communal FIC santé ;
- le Fonds d'Appui au Développement Communal MEMP ;
- le Fonds d'Appui au Développement Communal Santé ;
- le Fonds d'Appui au Développement Communal Infrastructures (Pistes) ;
- les ressources propres de la commune ;
- les contreparties fournies par la communauté dans le cadre de la réalisation d'infrastructures communautaires ;
- le partenariat public-privé ;
- les Partenaires Techniques et Financiers (Banque Mondiale, GIZ, IFDC, SNV, COSO, Coopération Suisse, Enabel, etc.) ;
- la Coopération Décentralisée ;
- l'emprunt, don etc.

8.4. Mécanisme de suivi-évaluation du PDC 4

8.4.1. Cadre institutionnel de mise en œuvre

L'exécution du Plan de Développement Communal 4^{ème} génération de Natitingou nécessite la mise en place d'un dispositif institutionnel pour sa mise en œuvre. Ce cadre institutionnel est chargé de rendre opérationnel le plan à travers :

- l'élaboration des tranches annuelles du PDC ;
- l'élaboration des dossiers technique et financier ;
- l'élaboration des stratégies de mobilisation des ressources financières correspondantes.

Selon le code de l'administration territoriale en vigueur, l'exécution du plan relève de la compétence du maire. Toutefois, en raison de la spécificité du plan de développement communal, une assistance technique paraît requise. A cet égard, il est proposé la création de :

Cadre de concertation des intervenants et acteurs de la commune : Ce cadre est présidé par le maire et regroupe tous les acteurs et cadres locaux et internationaux concernés par le PDC 4 à s'avoir : les conseillers, les représentants des services déconcentrés de l'Etat, la société civile, les partenaires au développement intervenant dans la commune, etc.

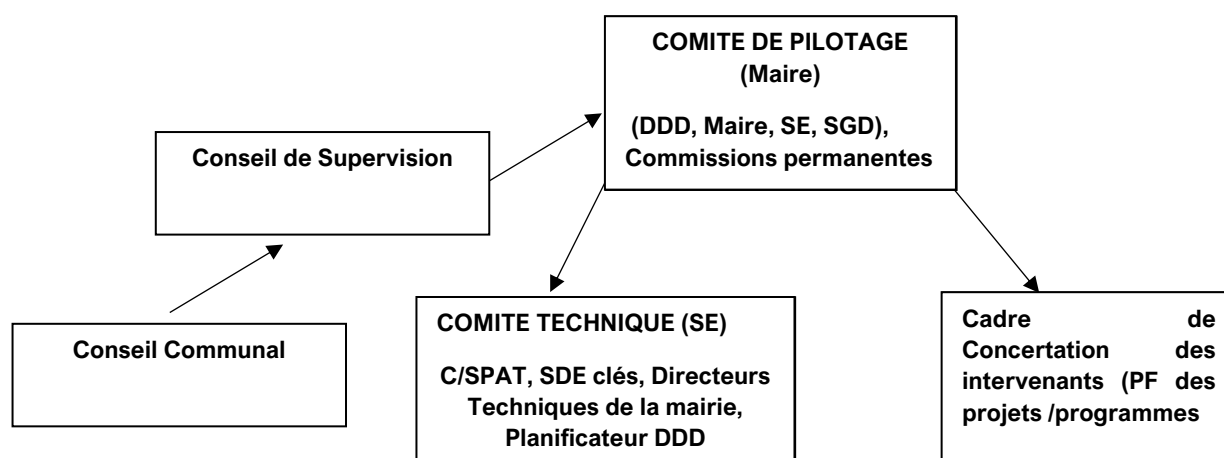
C'est un cadre de concertation et de proposition pour la mise en œuvre du PDC 4. C'est un forum de confirmation des engagements des différents acteurs par rapport aux tranches annuelles du PDC et d'information sur l'état de mise en œuvre du Plan.

Comité Technique de mise en œuvre du PDC 4 (CT / PDC 4) : Le CT du PDC constitue la structure opérationnelle de mise en œuvre du PDC 4. A ce titre, il aura pour attributions :

- l'élaboration de la tranche annuelle du plan de développement communal ;
- l'élaboration des plans annuels d'investissement ;
- l'élaboration des dossiers techniques et financiers ;
- la mise en œuvre de la tranche annuelle du plan de développement communal ;
- la définition des conditions de l'exécution des actions ;
- le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan de développement communal ;
- l'élaboration des stratégies de communication et de mobilisation des ressources.

Pour plus d'efficacité, le CT sera composé des cadres techniques de la mairie ayant à sa tête le Directeur du Développement Local et de la Planification. Le CT doit être créé par arrêté du maire.

Le dispositif proposé peut schématiquement être représenté ainsi qu'il suit :



8.4.2. Suivi-évaluation du PDC 4

Le suivi et l'évaluation visent à apprécier le niveau d'exécution et l'impact du PDC sur l'amélioration des conditions de vie des populations de la commune de Natitingou. Il constitue un accompagnement important dans la mise en œuvre du PDC. Les résultats de cet exercice sont déterminants dans les processus de prise de décision visant la réorientation ou non des actions du PDC, la planification de nouvelles actions et l'élaboration du budget. Le suivi et l'évaluation nécessitent une organisation efficace, des instruments et des stratégies appropriés.

8.4.2.1. Organisation du suivi-évaluation du PDC 4

Le suivi et l'évaluation du PDC se feront à deux niveaux : arrondissement et commune.

Au niveau arrondissement. L'organisation des activités de suivi et d'évaluation du PDC dans chaque arrondissement sera assurée par le Chef d'Arrondissement (CA).

Deux sessions du Conseil d'Arrondissement seront organisées dans l'année : une au cours du premier semestre et la seconde vers la fin du second semestre pour faire le point d'exécution du PDC dans chaque arrondissement et apprécier les effets et impacts des projets réalisés. Ces séances de bilan pourraient être élargies à des personnes ressources de l'arrondissement : directeurs d'écoles, majors des centres de santé, société civile. Le Conseil d'Arrondissement sera appuyé par le Chef Service Développement Local et Planification de la commune. Chaque session du Conseil d'Arrondissement sera précédée d'une session du Conseil de village ou de quartier. Les chefs de village et de quartier seront responsabilisés pour rendre compte aux membres de leur conseil.

Au niveau communal. A ce niveau, le suivi sera quotidien et permanent et assuré par le service du de la Planification et Développement Local de la commune en collaboration avec les autres services communaux et avec l'appui des services déconcentrés. Les partenaires de la commune pourraient jouer un rôle appréciable dans le suivi et l'évaluation du PDC 4. Les services appropriés de la commune notamment le service en charge de la planification et du suivi devraient exploiter cette opportunité de la présence de ces partenaires.

Un Comité Communal de suivi, composé des membres du Conseil Communal, des chefs des services déconcentrés de l'Etat, la plateforme de dialogue public-privé multi filières et multi acteurs, le collectif des artisans, des ONGs et organisations professionnelles, des représentants d'arrondissements, des partenaires au développement et personnes ressources sera mis en place et se réunira chaque trimestre pour faire le bilan de la mise en œuvre du PDC 4. Les Chefs d'arrondissement et les chefs services seront responsabilisés dans l'exercice de ce bilan. Le Comité de pilotage du PDC 4 pourrait constituer un noyau à partir duquel sera constitué le Comité communal de suivi de la mise en œuvre du PDC 4. Pour plus d'efficacité dans l'actualisation de la programmation des tranches du PDC 4 de l'année suivante, le bilan du quatrième trimestre de l'année devrait intervenir au début du mois de novembre.

8.4.2.2. *Evaluation du PDC 4*

Une évaluation du PDC 4 à mi-parcours est nécessaire pour permettre, vers la fin de la troisième année d'exécution du PDC 4, de procéder à des réajustements et à des réaménagements pour tenir compte du rythme de mobilisation des ressources et de mise en œuvre des actions prévues. Enfin, une évaluation finale sera nécessaire au terme du PDC 4. Cette évaluation sera faite par l'équipe communale (élus et administration communale) avec l'appui d'une personne ressource ou un bureau d'étude. Elle (i) portera sur l'identification et l'appréciation des effets et des impacts, (ii) appréciera la pertinence et l'opérationnalité des stratégies d'intervention mises en œuvre pour atteindre les objectifs fixés, (iii) s'attachera à mesurer dans la mesure du possible les écarts observés entre les cibles et les résultats obtenus.

8.4.2.3. Reddition de compte

La loi sur la décentralisation prévoit que l'autorité communale rende compte de sa gestion à la population qu'elle administre. A cet effet, le Maire de la commune a l'obligation de faire la reddition de compte suivant un programme qu'il communique à l'autorité de tutelle. Au cours de l'année, le Maire fait cet exercice deux fois à raison d'une première fois à la fin du premier semestre et la seconde fois à la fin du second semestre. Au cours de ces séances, le Maire fait le point de sa gestion, de ses réalisations et les moyens qu'il a utilisés à la population et à l'autorité de tutelle.

8.4.2.4. Outils du suivi et d'évaluation du PDC 4

La commune devrait se doter d'un Tableau de Bord Social (TBS) qui lui permettra d'assurer le pilotage du suivi et d'évaluation de son PDC 4. La commune pourra utiliser les outils ci-dessous et d'autres que ses services compétents pourraient élaborer avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers.

Suivi des activités : A partir du PDC 4, un Plan Annuel d'Investissement (PAI) est élaboré en début de chaque année lors de la réunion des différents acteurs. Cette planification annuelle est déclinée en un plan trimestriel en début de chaque trimestre. Il conviendra ensuite de faire la comparaison entre les activités prévues et le niveau de réalisation de ces activités à travers le tableau ci-après.

Tableau : Suivi des activités

Projet	Activités planifiées	Localités concernées	Activités réalisées	Ecart	Explication de l'écart
PROGRAMME I					
PROGRAMME II					
PROGRAMME III					
PROGRAMME IV					

Suivi des indicateurs : Un plan de collecte des données est nécessaire pour faire un suivi cohérent des indicateurs. Pour faciliter une collecte judicieuse des informations utiles pour apprécier le niveau d'atteinte desdits indicateurs, les services techniques de la commune pourraient utiliser le tableau ci-après, à adapter au besoin après concertation avec les partenaires de la commune.

Tableau : Grille de collecte des données pour le suivi des indicateurs

Libellé de l'indicateur	Niveau d'atteinte de l'indicateur	Source d'information	Méthodes et outils de collecte	Période de collecte	Responsable de la collecte

Suivi budgétaire : Le suivi budgétaire doit permettre de vérifier si les ressources financières mobilisées pour la mise en œuvre du PDC sont utilisées de façon appropriée et efficiente. Il doit permettre également de mettre à la disposition des différents acteurs les moyens financiers nécessaires dans les délais convenus. Le tableau de suivi budgétaire permet de voir les tendances et de procéder aux réajustements nécessaires. Le tableau ci-dessous peut être utilisé :

Tableau : Tableau de suivi budgétaire

Rubrique	Année.....Trimestre.....				Depuis le début de l'année à ce jour				Observations
	Prévision	Réalisation	Ecart	%	Prévision	Réalisation	Ecart	%	
A									
B									
C									

8.5. Gestion des risques et conditions de succès du PDC 4

La mise en œuvre du PDC 4 sans entrave suppose la mitigation des risques et hypothèses. Il est donc impérieux de réunir certaines conditions de succès sur lesquels il faut s'appuyer pour une performance optimale de sa mise en œuvre.

8.5.1. Matrice des risques du PDC 4

Tableau 69 : Matrice des risques

N°	Facteurs de risques	Probabilité d'avènement	Solutions possibles
01	Insécurité généralisée liée aux à l'extrémisme violent	Probabilité moyenne élevée ; Natitingou est frontalière au Togo dont les localités environnantes subissent les attaques des groupes terroristes	Mise en place d'un Plan Local de Sécurité Sécuriser la commune et empêcher tout déploiement des groupes armés sur son territoire
02	Catastrophe naturelle liée aux changements climatiques	Moyenne en raison des changements réels enregistrés de plus en plus dans le rythme des pluies et des saisons	Disposer d'un PCC Adoption des mesures d'adaptations aux changements climatiques dans tous les secteurs de production de la commune
03	Crise politique locale ou nationale empêchant le fonctionnement des institutions nationales et locales	Peu probable	Les autorités politiques à tous les niveaux sont priées de cultiver la paix sociale et politique
04	Conflits communautaires	Peu probable	Mise en place d'un Plan Local de Sécurité Sécuriser la commune et empêcher tout déploiement des groupes armés sur son territoire Instaurer des creusets de dialogue communautaire Renforcer la capacité des populations sur la communication sociale non violente, la prévention et la gestion des conflits
05	Crise économique internationale sévère avec répercussion grave sur le fonctionnement du dispositif de ravitaillement mondial des denrées précieuses	Moyenne en raison de la persistance du conflit européen dont les conséquences engendrent un accès de plus en plus difficile aux vivriers de haute consommation et aux produits pétroliers	L'accent devra être mis sur les productions et la transformation de produits locaux et un ravitaillement en produits pétroliers auprès des pays accessibles

8.5.2. Conditions de succès du PDC 4

Les principaux facteurs de succès pouvant garantir une mise en œuvre efficace et efficiente du PDC 4 sont basés sur la réalisation de quelques conditions nécessaires. Il s'agit notamment de :

- l'amélioration sensible du taux de mobilisation des ressources propres de la commune ;
- Bonne coordination des interventions de toutes les actions de développement dans la commune menées par les PTF et les ONG afin d'optimiser toutes opportunités qui s'offrent à la commune ;
- Efficacité et efficience dans l'exécution des projets/programmes du PDC ; les acteurs devront adopter des outils de mise en œuvre qui rassurent de l'atteinte des résultats mais en même permettent d'être efficaces ;
- renforcer les capacités des élus locaux et communaux sur leurs rôles et responsabilités ;
- organiser un atelier d'appropriation du contenu du PDC 4 pour le Conseil Communal ;
- vulgariser le PDC 4 ;
- Développement de nouveaux partenariats surtout le PPP.

CONCLUSION

Au terme du processus participatif qui a mobilisé les acteurs communaux de Natitingou, la commune s'est dotée de son quatrième Plan de Développement pour la période 2024 - 2028.

Un diagnostic des problèmes que rencontrent les populations dans tous les domaines et leurs aspirations a été fait à partir du niveau village et quartier de cille avec la tenue des concertations villageoises et de quartier. De même, les ateliers d'arrondissement ont permis de faire une première synthèse par secteur de développement, d'hierarchiser les problèmes, de les prioriser et de recueillir les propositions d'actions à mener. Conformément au Guide d'élaboration et à la méthodologie conçue, les ateliers communaux de validation du diagnostic communal, de définition de la vision, des orientations stratégiques et objectifs de développement, de programmation et de validation du PDC 4 ont connu la participation active, aux côtés des élus, des représentants de tous les arrondissements et de toutes les catégories d'acteurs impliqués dans le développement de la commune (Services Déconcentrés de l'Etat, Organisation de la Société Civile, Groupes organisés de femmes, de jeunes, des handicapés et des personnes âgées, les PTF des programmes et projets intervenant dans la commune).

Elaboré suivant cette démarche, le PDC 4 de Natitingou traduit la volonté des populations et des acteurs institutionnels de la commune d'assurer le développement harmonieux et intégral de leur territoire. Cette volonté collective de construire ensemble la Commune est sous-tendue par une vision intitulée : ***"D'ici 2028, dans l'unité, la Commune de Natitingou, caractérisée par une gouvernance inclusive, assure le bien-être socio-économique de tous dans un environnement sain, compétitif, résilient et sécurisé ».***

Pour opérationnaliser cette vision de développement, le plan quinquennal proposé et adopté par le Conseil Communal en exercice à un coût global de : **Quatorze milliards sept cent-quatre-vingt-neuf millions cinq cents mille (14 789 500 000) FCFA TTC** répartis sur l'ensemble des quatre (04) programmes et 24 projets de développement. Le coût des différents projets retenus varie d'un programme à un autre.

La mise en œuvre des actions de ce plan nécessite des moyens technique, humain, partenarial et surtout financier à mobiliser en interne et à l'extérieur. La contribution de tous au développement de la commune est donc impérative. Il est important que tous les acteurs communaux, en commençant par les élus et les agents communaux affichent un engagement franc pour la mobilisation des ressources et la mise en œuvre des actions de développement projetées sur les cinq (05) prochaines années. Les seuls engagements des élus et techniciens communaux ne sauraient suffire. La mobilisation et le civisme des populations, des acteurs culturels et sportifs, l'investissement des opérateurs économiques de tous ordres sont attendus. C'est le défi commun à réaliser par l'ensemble des acteurs de la Commune.

Il est donc important de travailler à renforcer la cohésion sociale tant au niveau local qu'à l'extérieur et saisir toutes les opportunités offertes par le PAG 2, le PND et les

PTF pour la réalisation des objectifs de développement de la commune afin qu'elle réponde davantage à son statut de Chef-lieu du Département de l'Atacora.

BIBLIOGRAPHIE

1. RGPH4, 2013
2. Budgets communaux et comptes administratifs 2019, 2020, 2021
3. Convention de gestion du projet route des tatas, 2016
4. Plan de Développement Communal 3^{ème} génération (PDC 3) de Natitingou (2018-2022), 2017
5. Rapport d'évaluation du Plan de Développement Communal 3^{ème} génération (PDC3) de Natitingou (2018-2022)
6. Plan de restauration des écosystèmes de la chaîne de montagne de l'Atacora, 2022
7. Plan Communal de Développement Agricole (PCDA) de Natitingou (2020-2024), 2020
8. Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune (SDAC) de Natitingou (2005-2020), 2005
9. Annuaire des statistiques sanitaires 2021 de la Zone Sanitaire Natitingou-Boukombé-Toucountouna
10. Tableau de bord des enseignements secondaire, technique et professionnel 2021-2022, Commune de Natitingou
11. Annuaire des statistiques scolaires enseignements maternel et primaire 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021
12. POLITIQUE COMMUNALE DE L'EMPLOI DE Natitingou, 2020
13. Loi N°2018 - 20 Du 23 AVRIL 2019 portant code pastoral en République du Bénin
14. DECRET N°2002-484 DU 15 NOVEMBRE 2002 Portant gestion rationnelle des déchets biomédicaux en République du Bénin.
15. Programme d'Action du Gouvernement 2021 - 2026
16. Plan National de développement 2018 - 2025
17. Programme de Croissance pour le Développement Durable (2018 - 2021)
18. Guide d'élaboration du plan de développement communal version actualisée, 2016
19. Démarche d'élaboration, de structuration et du contenu des plans de développement communaux, 2022
20. Loi n° 2013-005 Portant création, organisation, attributions et fonctionnement des unités administratives locales en République du Bénin
21. Loi N°2021 - 14 du 20 DECEMBRE 2021 portant code de l'Administration Territoriale en République du Bénin
22. Rapport national de spatialisation des cibles prioritaires des Objectifs de Développement Durable au Bénin, 2019
23. Répertoire des réceptifs hôteliers de l'Atacora, 2018
24. Statistiques agricoles campagnes 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021

ANNEXES

ANNEXE 1 : Délibération du Conseil Communal de prise de décision de l'élaboration du PDC 4

REPUBLIQUE DU BENIN

DEPARTEMENT DE L'ATACORA

COMMUNE DE NATITINGOU

REPUBLIQUE DU BENIN
Fraternité-Justice-Travail



DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAL N° 02 /MCN-SE-DDLP-SA, PORTANT AUTORISATION D'ELABORATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL QUATRIEME GENERATION (PDC4)

Le conseil communal de Natitingou, régulièrement convoqué et réuni en séance publique le jeudi 03 novembre 2022 ;

Le quorum étant atteint ainsi que l'atteste la liste de présence jointe en annexe au compte rendu ;

-vu la loi N° 90-32 du 11 décembre 1990, portant constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi N°2019-40 du 07 novembre 2019 ;

- vu la loi N° 2021-14 du 20 décembre 2021 portant code de l'Administration Territoriale en République du Bénin;

-vu le décret N° 2021-282 du 02 juin 2021 portant nomination de Madame **Déré L.M. CHABI NAH**, en qualité de Préfet du Département de l'Atacora;

-vu l'arrêté préfectoral N° 2/97/P-SGD-CM-CTCCD-DCLC du 10 juin 2020 portant constatation de désignation du Maire, des Adjoints au Maires et des Chefs d'Arrondissement de Natitingou ;

-vu le procès-verbal de passation de service entre le Maire de Natitingou et la Secrétaire Exécutive de la Mairie ;

- vu le compte rendu de la cinquième session extraordinaire du conseil communal en sa séance du 03 novembre 2022 ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Communal

Par vingt-deux (22) voix pour, zéro (00) contre et trois (03) abstentions

Décide

Article 1^{er} : Est autorisée, l'élaboration du Plan de Développement Communal, quatrième génération (PDC4).

Article 2 : Le Maire est chargé de l'application de cette délibération

Fait à Natitingou, le 03 novembre 2022



Taté OUINDEYAMA

ANNEXE 2 : Arrêté communal de mise en place du Comité de Pilotage de l'élaboration du PDC 4



MINISTÈRE
DE LA DÉCENTRALISATION
ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



Hôtel de Ville
BP : 07 Natitingou
Tel : 23820089 / 9707/2787
Email : mairie_natitingou@yahoo.fr
Site web : www.mairiedenatitingou.org

Département de l'Atacora Commune de Natitingou

Considérant les dispositions de la circulaire N°032/MDGL/DC/SGM/SP-CONAFIL/SA du 09 septembre 2022 du Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale ainsi que les orientations contenues dans la lettre N°0014/SGPR/CSCGC du 12 septembre 2022 portant mesures transitoires relatives à l'organisation et à la structuration des services administratifs et techniques des mairies ;

Considérant la décision N°61-3/055/MCN-SE-SAG-SA du 21 septembre 2022 portant réorganisation des services administratifs et techniques de la mairie ;

Considérant la décision N°61-3/54/MCN-SE-SAG-SA du 20 septembre 2022 portant réorganisation des services administratifs et techniques de la mairie ;

Considérant la décision N°61-3/53/MCN-SE-SAG-SA du 20 septembre 2022 portant réorganisation des services administratifs et techniques de la mairie ;

Considérant les nécessités de service ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Il est créé dans la Commune de Natitingou, un Cadre Institutionnel chargé de l'élaboration du Plan de Développement Communal quatrième génération (PDC4) ;

Article 2 : le Cadre Institutionnel chargé de l'élaboration du Plan de Développement Communal quatrième génération (PDC4) ainsi créé, est composé de deux organes à savoir :

- ✓ Le Comité de Pilotage (CP) et ;
- ✓ Le Comité Technique (CT).

Article 3 : le Comité de Pilotage est l'Instance chargée de la conduite du processus d'élaboration du Plan de Développement Communal quatrième génération (PDC4) et a pour mission le pilotage politique et technique du processus d'élaboration du PDC.

A ce titre, il est chargé de :

- ❖ Assurer la supervision des organes de l'Instance d'élaboration du PDC 4 ;
- ❖ Assurer le portage politique du processus : mobilisation des élus communaux et locaux et leaders d'opinion, autorités morales, politiques et administratives ;
- ❖ Adopter le planning de mise en œuvre du processus ;



**Département de l'Atacora
Commune de Natitingou**

- ❖ Valider et faire adopter le budget de mise en œuvre du processus ;
- ❖ Adopter le plan de communication et de mobilisation sociale pour le processus ;
- ❖ Valider les dimensions et thématiques centrales ou transversales à prendre en compte pour l'élaboration du PDC ;
- ❖ Valider les livrables et autres produits du processus : outils de diagnostic et d'élaboration du PDC, rapport diagnostic, document de plan de développement communal ;
- ❖ assurer le suivi politique et la coordination du processus : relations avec les élus communaux et locaux, leaders d'opinions, autorités morales, politiques et administratives, interface entre l'instance et le Conseil communal, le Conseil de supervision et les Conseils de village et de quartiers de villes.

Article 4 : le Comité de Pilotage (CP) ainsi créé, est composé comme suit :

Président : Maire de la Commune ou son représentant ;

Secrétaire : Secrétaire Exécutive de la mairie ;

Rapporteur : Directeur du Développement Local et de la Planification (DDLDP) de la mairie ;

Membres :

- Président de la Commission des Affaires Economiques et Financières ;
- Président de la Commission des Affaires Domaniales et Environnementales ;
- Présidente de la Commission des Affaires Sociales, Sportives et Culturelles ;
- Président de la Commission de la Coopération et des Relations avec les Institutions ;
- Un représentant de la Direction Départementale du Développement (DDD) ;
- Un représentant de la préfecture ;
- Un représentant de la Direction Départementale des Sports et Loisirs ;
- Un représentant de la Direction Départementale de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme ;
- La Cheffe Cellule Communale de l'ATDA pôle 3 (C/CeC-ATDA3) ;
- Le Receveur Divisionnaire des Impôts de la Commune ;
- Un représentant de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE) du bureau de Natitingou ;



**Département de l'Atacora
Commune de Natitingou**

- Un représentant de l'Association des Communes de l'Atacora et de la Donga ;
- Le Médecin-Chef de la Commune ;
- Le Trésorier Communal (TC) ;
- La Cheffe du Centre de Promotion Sociale de la Commune (C/CPS) ;
- Le Commissaire central de la Police Républicaine de la Commune ;
- Le Responsable du Groupement Communal des Sapeurs-Pompiers ;
- Un représentant de la Direction Départementale des Enseignements Secondaires et de la Formation Technique et Professionnelle ;
- Un représentant du Cantonnement forestier de la Commune ;
- Un représentant des Organisations de la Société Civile (OSC) ;
- Un représentant du Secteur Privé ;
- Deux représentants des Organisations Professionnelles (un Agriculteur et un artisan) ;
- Un représentant de l'organisation des Jeunes de la Commune ;
- Un représentant de l'organisation des femmes de la Commune ;
- Un représentant de l'organisation des personnes vivant avec un handicap ;

Article 5 : le Comité Technique (CT) du Cadre Institutionnel ainsi créé est l'organe de pilotage technique et de réflexion stratégique du processus d'élaboration du Plan de Développement Communal quatrième génération (PDC4). A ce titre, il est chargé de :

- ❖ préparer le démarrage du processus d'élaboration du PDC : élaboration des termes de référence du processus et de recrutement de l'équipe d'appui technique (consultants), élaborer le planning et le budget de mise en œuvre du processus, élaborer le plan de communication et de mobilisation sociale pour le processus ;
- ❖ valider la méthodologie d'élaboration du PDC : démarche, outils de diagnostic et d'élaboration du PDC, organisation technique et institutionnelle, plan de rédaction du rapport de diagnostic du PDC et du document de PDC ;
- ❖ assurer le portage technique du processus : mobilisation des acteurs techniques et des populations dans les phases de préparation, de diagnostic et d'élaboration du PDC, interface entre l'Equipe d'appui technique et les acteurs techniques du processus (services déconcentrés de l'Etat, Organisations professionnelles du secteur privé, ONG, partenaires techniques et financiers, jeunes, femmes, populations vulnérables et marginalisées) ;



**Département de l'Atacora
Commune de Natitingou**

- ❖ identifier les dimensions et thématiques centrales ou transversales à prendre en compte dans l'élaboration du PDC ;
- ❖ Assurer la supervision technique du processus d'élaboration du PDC : supervision des opérations de communication, de collecte des données, de rédaction du rapport de diagnostic, veiller à la prise en compte de toutes les dimensions et thématiques centrales ou transversales retenues pour le PDC, supervision de l'Equipe d'appui technique (consultants) ;
- ❖ veiller au respect du cahier des charges de l'Equipe d'appui technique ;
- ❖ organiser les activités du processus : information et communication des acteurs et des populations, réunion ou atelier de lancement du processus, réunions ou ateliers de travail des groupes thématiques d'élaboration du PDC, atelier de validation du rapport de diagnostic du PDC, atelier de planification du PDC, atelier de validation du PDC, appui à l'organisation de la session d'adoption du PDC par le Conseil de Supervision et de la session de validation du PDC par le Conseil communal ;
- ❖ assurer le suivi technique du processus : suivi des activités du processus, assurance-qualité des livrables et autres produits (outils de collecte et d'analyse des données, rapport de diagnostic du PDC et rapports d'analyses thématiques, document de PDC) ;
- ❖ participer à la production technique liée au processus: conduite des activités de collecte des données pour le diagnostic du PDC, rédaction du rapport de la collecte des données, des rapports d'ateliers sur le processus, du rapport de diagnostic du PDC et document de PDC.

Article 6 : Le Comité Technique ainsi créé est composé de :

Présidente : Secrétaire Exécutive de la mairie ;

Rapporteur : le Directeur du Développement Local et de la Planification (DDL) ;

Membres :

- le Directeur des Affaires Administratives et Financières (DAAF) ;
- le Directeur des Affaires Domaniales et Environnementales (DADE) ;
- le Directeur des Services Techniques (DST) ;
- le Directeur des Systèmes d'Information (DSI) ;
- Le Chef du Service du Développement Local et de la Planification (C/SDL) ;
- Le Chef du Service de la Coopération Décentralisée et de l'Intercommunalité (C/SCDI) ;



**Département de l'Atacora
Commune de Natitingou**

- La Chef du Service des Affaires Sociales, de la Jeunesse et de l'Education (C/SASJE) ;
- La Cheffe Cellule Communale de l'Agence Territoriale de Développement Agricole pôle 3 (C/CeC-ATDA 3) ;
- Le Chef Région Pédagogique de la Commune (CRP) ;
- Un représentant de la Direction Départementale du Développement de l'Atacora ;
- Deux représentants des Partenaires Techniques et Financiers ;
- Une personne ressource.

Article 7 : lesdits comités du Cadre Institutionnel ainsi créé se réunit sur convocation de leur président(e) toutes les fois qu'il/qu'elle juge nécessaire afin d'évaluer le niveau d'évolution des activités et d'en assurer une bonne planification.

Article 8 : Les charges de fonctionnement des deux comités du Cadre Institutionnel chargé de l'élaboration du Plan de Développement Communal quatrième génération sont imputables au budget de la Commune élaboré à cet effet.

Article 9 : Lesdits comités ainsi créés peuvent faire appel à toutes personnes ressources nécessaires pour la réussite de sa mission.

Article 10 : Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Natitingou, le 04 Novembre 2022



Taté QUINDEYAMA

» Maire de la Commune de Natitingou

Ampliations :

PDA.....	01
Adjointes au Maire.....	02
Autres Conseillers Communaux	22
Secrétariat Exécutif	08
Chefs de Service.....	14
Membres CI	44
Chrono	01

ANNEXE 3 : Délibération du Conseil Communal de validation du PDC 4

ANNEXE 4 : Cibles spatialisées des ODD de la commune de Natitingou

Cibles prioritaires	Actions prioritaires
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays	Montage d'un catalogue ou d'un guide d'orientation des jeunes à l'auto emploi dans la commune
2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	Réalisation des infrastructures de conditionnement de stockage des produits vivriers
3.3. D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de SIDA, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	Organisation des campagnes de sensibilisation à l'endroit des populations sur les mesures de prévention contre le paludisme, le VIH et la tuberculose à travers toute la commune
3.4. D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être	Construction, équipement et fonctionnement des unités sanitaires spécialisées dans la prise en charge des maladies endémiques
4.4. D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre des jeunes disposant de compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat	Promotion des centres de formation techniques et professionnels au profit des jeunes de tous sexes
8.5. D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale	Institutionnalisation des mesures de discrimination positives et de protection afin de s'assurer du traitement équitable entre les sexes, les âges et les personnes vulnérables
8.9. D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux	Mise en place des stratégies de mobilisation des ressources à travers l'identification des PTF intervenant dans le secteur du tourisme
10.1 D'ici à 2030, assurer progressivement et durablement une croissance des revenus des 40% de la population les plus pauvres à un rythme plus rapide que le revenu moyen national	Création d'une base de données relative aux populations les plus pauvres en vue de l'instauration des mesures d'accompagnement pour les inciter à exercer des AGR à travers la création d'une ligne budgétaire
12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles	Faire des campagnes de sensibilisation pour la protection du couvert végétal et l'utilisation des foyers améliorés
16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants	Installation des brigades des mineurs de proximité et Renforcement des CPS en matériel de travail

Source : Rapport national de spatialisation des cibles prioritaires des Objectifs de Développement Durable au Bénin

ANNEXE 5 : Fiches de projets inscrits au PDC4

N°. Projet : 1.1	Titre : Accompagnement de la diversification et de l'innovation dans les secteurs économiques	Programme / Secteur concerné : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	
Justification : Les activités économiques regroupent essentiellement l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'artisanat, le tourisme, la transformation agroalimentaire et le transport. L'agriculture occupe près de 42% de la population communale et est peu modernisée. Les changements climatiques, la pauvreté des terres et l'insuffisance des intrants agricoles affectent les rendements. L'élevage est encore dominé par l'élevage domestique. La transformation des produits n'est pas développée. Le secteur artisanal est porteur de richesse, il occupe une grande partie de la population, principalement les jeunes, cependant, il est encore embryonnaire. Le tourisme a été affecté par l'insécurité dans les pays du Sahel. Le secteur du transport n'est pas organisé et les routes dans l'ensemble sont impraticables surtout en saison de pluie.			
Objectif spécifique : -Identifier les opportunités de diversification Faciliter la formation et le développement de compétences Soutenir les initiatives d'innovation Promouvoir la collaboration intersectorielle Mettre en place des structures qui aident les jeunes entreprises en leur offrant des formations des conseils et des financements Accompagner les PME dans la mise en place d'innovations		Indicateurs : Nombre de producteurs formés Nombre bas-fonds aménagés Nombre de magasins construits/réhabilités Nombre de machines agricoles Nombre de machines agricoles Nombre de groupements appuyés en équipements Nombre de foires agricoles organisées Nombre d'apiculteurs accompagnés Effectif d'acteurs agricoles ayant accès aux crédits agricoles Nombre d'éleveurs formés Nombre d'aires de pâturage aménagées Nombre de couloirs de passage tracés	
Risques : rareté des pluies, insuffisance des intrants, infertilité des terres, manque de couloir de passage, manque d'aires de pâturage Facteurs de succès : appui des PTFs, appui de l'Etat, existence de l'ATDA et DDAEP, existence de lycée technique agricole, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : les différents secteurs de développement économique sont diversifiés R2 : les initiatives d'innovations sont soutenues			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opératoire du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) Information supplémentaire :			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
1 033 500 000	981 825 000	51 675 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
208 500	208 500	205 500	205 500	205 500

Sources de Financement prévues	Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)	51 675 000
Bénéficiaires/Communauté	
FADeC	930 150 000
Projet de l'Etat	
Coopération décentralisée	
DIASPORA	
Autre	51 675 000

N°. Projet : 1.2	Titre : Promotion de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi des jeunes et des femmes à travers les sous-secteurs économiques locaux	Programme / Secteur concerné : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	
Justification : L'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans la commune est faible. Beaucoup de jeunes et de femmes sont dans l'informel. Cependant certains PTFs accompagnent la commune à travers le renforcement des capacités et des appuis pour encourager l'auto-emploi des jeunes			
Objectifs spécifiques : -Créer des programmes de Formation Entrepreneuriale -Soutenir financièrement les jeunes entrepreneurs -Mettre en place des centres d'incubateur des jeunes -Promouvoir les secteurs économiques porteurs -Encourager la création d'entreprises par les femmes -Organiser des séances de sensibilisation -Développer les réseaux de mentorat -Créer les opportunités dans l'économie numérique - Etablir des partenariats avec des entreprises locales		Indicateurs : Nombre de jeunes sensibilisés et formés Nombre PME et PMI de transformation agro- alimentaire renforcées Nombre PME et PMI de l'artisanat équipées Nombre artisans formés Nombre artisans ayant obtenus les crédits adaptés Nombre apprentis démunis installés Nombre Centres de formation construits	
Risques : manque financement, manque d'accompagnement, désintérêt des jeunes Facteurs de succès : existence de cadres techniques, volonté politique, environnement favorable			
Résultats attendus : R1 : l'entrepreneuriat et l'auto-emploi des jeunes et des femmes est promu à travers les secteurs économiques locaux			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) Information supplémentaire :			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
409 000 000	388 550 000	20 250 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
81 800 000	81 800 000	81 800 000	81 800 000	81 800 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				20 450 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				368 100 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				20 450 000

N°. Projet : 1.3	Titre : Développement des infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées	Programme / Secteur concerné : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	
Justification : La commune dispose d'importantes potentialités économiques. un développement des infrastructures socioéconomiques modernes adaptées mettrait en valeur ce potentiel et permettrait également la mobilisation de ressources subséquentes pour des investissements et le développement.			
Objectifs spécifiques : - Entretenir les infrastructures - Construire de nouvelles infrastructures - Moderniser les services de santé - Améliorer de l'approvisionnement en eau - Développer des infrastructures routières - Créer des zones d'activités économiques - Intégrer les technologies intelligentes dans les infrastructures réalisées - Etendre les réseaux d'énergie - Construire des écoles modernes - Aménager les espaces publics - Promouvoir les logements abordables		Indicateurs : Nombre de centre commercial moderne construit Nombre de centre d'Affaire développé Nombre de marché construit Nombre de centre de santé modernisé Nombre d'infrastructures routières réalisé Nombre d'AEV réalisé	
Risques : manque financement Facteurs de succès : existence de potentialités économiques, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : Les infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées sont développées			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) Information supplémentaire :			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
765 000 000	726 750 000	38 250 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
153 000 000	153 000 000	153 000 000	153 000 000	153 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				38 250 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				191 250 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				535 500 000

N°. Projet : 1.4	Titre : Amélioration de la couverture en infrastructures de transport	Programme / Secteur concerné : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	
Justification : Le réseau routier de la commune de Natitingou est défectueux. Beaucoup de piste sont impraticable empêchant du coup la libre circulation des personnes et des biens et surtout le développement de certaines activités économiques. Seules les RNIE3 et la RN7 sont bitumées. Les autres routes desservant les arrondissements ou les villages et hameaux de la commune sont faiblement ou pas d'entretien courant.			
Objectifs spécifiques : - Réhabiliter les routes principales - Construire de nouvelles voies de transport - Construire les parcs de stationnement et les aires de repos - Plaider pour l'amélioration de la signalisation routière - Plaider pour former les usagers sur la sécurité routière - Aménager et entretenir les pistes de desserte rurale - Construire et aménager un parking moderne de bus et des gros porteurs - Construire et aménager des parkings modernes pour les petits véhicules		Indicateurs : Nombre de mètres linéaires de pistes aménagées et entretenues Nombre de parking à bus et gros porteur aménagé Nombre de parking pour petits véhicules construit	
Risques : manque financement Facteurs de succès : existence de potentialités économiques, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : Les infrastructures socioéconomiques modernes et adaptées sont développées			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☒ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☒ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☒ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) Information supplémentaire :			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☒ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
443 000 000	420 850 000	22 150 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
88 600 000	88 600 000	88 600 000	88 600 000	88 600 000
Sources de Financement prévues			Montant en F CFA	
Communes (Ressources propres)			22 150 000	
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC			398 700 000	
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre			22 150 000	

N°. Projet : 1.5	Titre : Assurance de l'autosuffisance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la commune	Programme / Secteur concerné : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente
Justification : L'agriculture constitue l'un des poumons de l'économie communale et occupe une grande frange de la jeunesse. Cette activité n'est pas encore moderne. Les rendements sont encore faibles. Les aménagements hydro-agricoles sont encore insuffisants. A cela, il faut noter les changements climatiques et l'utilisation des engrais chimiques qui appauvrissent de plus en plus les terres cultivables		
Objectifs spécifiques : - Augmenter la production agricole locale -Diversifier les cultures -Promotion de l'agriculture rurale et urbaine -Développer les marchés locaux -Mettre en place des programmes d'éducation alimentaire -Sécuriser les moyens d'existence des agriculteurs -Mettre en place des stocks stratégiques -Améliorer les infrastructures agricoles -Promouvoir l'agriculture biologique -Evaluer régulièrement la sécurité alimentaire		Indicateurs : Nombre de coopératives d'agriculteurs renforcées en équipements Nombre de coopératives de maraîchers renforcées en équipements Nombre de personnes renforcées appuyées Nombre de formations réalisées Nombre de séances de renforcement de capacités Nombre de séances de sensibilisation Nombre d'infrastructures agricoles amélioré
Risques : changements climatiques, conflits domaniaux Facteurs de succès : existence de terres, des bas-fonds, du lycée agricole, de l'ATDA et de la DDAEP, des PTFs qui accompagnent des jeunes désireux à s'investir dans le secteur agricole, existence de cadres techniques, volonté politique.		
Résultats attendus : L'autosuffisance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la commune sont assurées		
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :		
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :		
Mode Opérateur du projet prévu : ☒ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☒ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☒ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) Information supplémentaire :		
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune
		☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement
160 000 000	152 000 000	8 000 000

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
32 000 000	32 000 000	32 000 000	32 000 000	32 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				8 000 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				144 000 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				8 000 000

N°. Projet : 1.6	Titre : Appui à la création d'une Structure intercommunale de promotion économique et des investissements : l'Agence intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA)	Programme / Secteur concerné : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	
Justification : Le développement des communes de l'Atacora passe par la création des structures ou agences d'appui aux secteurs clés de promotion des investissements et de création de richesse. La création d'une Agence intercommunale pour le développement économique de l'Atacora contribuera à attirer les investissements et à la promotion économique, la mobilisation des acteurs locaux des communes de l'Atacora.			
Objectifs spécifiques : - Contribuer à la création juridique de l'ADEA en tant qu'entité légale opérationnelle, avec une structure organisationnelle claire, des statuts et des procédures internes définis. - Participer à l'identification des secteurs prioritaires pour le développement - Contribuer à l'élaboration de la stratégie de promotion économique visant à attirer les investissements, à stimuler l'entrepreneuriat local et à favoriser le développement durable des entreprises du département de l'Atacora - Mobiliser les acteurs économiques locaux - Plaider pour la création d'un Fonds d'Investissement Local (FIL) - Participer à l'organisation des événements promotionnels de l'ADEA - Participer à la mise en place des programmes de soutien aux entrepreneurs		Indicateurs : Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA. Souscription statutaire 2023 de la commune Convention signée (CS). Volume des financements mobilisés (VFM) Nombre et liste des projets et actions mis en œuvre (NLP) Taux de contribution de l'ADEA à la mobilisation des financements pour la mise en œuvre du PDC (TMF-PDC)	
Risques : changements climatiques, conflits domaniaux Facteurs de succès : existence de terres, des bas-fonds, du lycée agricole, de l'ATDA et de la DDAEP, des PTFs qui accompagnent des jeunes désireux à s'investir dans le secteur agricole, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : L'Agence intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA) est créée			
Intercommunalité : ☒ Projet à un caractère intercommunal, ☐ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☒ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☒ Agence MOD, ☒ Structure intercommunale, ☒ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) Information supplémentaire :			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
4 000 000	3 800 000	200 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
800 000	800 000	800 000	800 000	800 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				4 000 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				ND
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				ND

N°. Projet : 1.7	Titre : Appui à la création de structures de soutien à l'activité agricole en collaboration avec les autres communes de l'Atacora	Programme / Secteur concerné : Promotion d'une économie locale diversifiée, compétitive et résiliente	
Justification : Le secteur agricole est la principale activité des communes de l'Atacora. La taxe de développement communale issue de la vente de certains produits contribue à plus de 10% des ressources propres des communes du département. La création et la mise en service des structures de soutien à l'activité agricole va soutenir les producteurs et augmentera les rendements et de façon substantielle les ressources de nos communes			
Objectifs spécifiques : -Accompagner la mise en place du Centre de Développement Agricole (CDA) -Contribuer à la mise en place d'une plateforme de coopération agricole intercommunale (PFCAL) -Participer à l'identification des besoins et opportunités agricoles locales -Contribuer à la mise en place de centres de formation agricole collaboratifs (CFAC) : -Participer à la création d'une banque de terres agricoles partagée (BTAP) afin de mettre en place une banque de terres agricoles partagée entre les communes pour faciliter l'accès à la terre pour les agriculteurs locaux et promouvoir une utilisation efficace des ressources foncières. -Participer à la promotion de la diversification des cultures (encourager la diversification des cultures en mettant en place des programmes de sensibilisation et de soutien financier pour l'adoption de nouvelles cultures adaptées à chaque commune). -Développer des marchés agricoles intercommunaux: -Participer à la création d'une Coopérative Intercommunale d'Achats de Matériel Agricole (CIAMA) pour l'achat groupé de matériel agricole, permettant aux agriculteurs de bénéficier de prix avantageux et de partager des équipements. -Promouvoir l'agriculture biologique et durable -Faciliter l'accès aux microcrédits Agricoles : -Organiser des événements agricoles intercommunaux		Indicateurs : Le Centre intégré de Développement Agricole (CDA) est créé et fonctionnel Le Centre de Mécanisation agricole (CMA) est créé et fonctionnel Le Centre de Finance Rurale (CFR) est créé et fonctionnel Le Service d'Intrants Agricoles (SIA) est créé et fonctionnel La Centrale des Marchés Agricoles (CeMA) est créée et fonctionnel La Société Coopérative de Valorisation des Produits Agricoles (CVPA) est créée et fonctionnel	
Risques : manque de financement Facteurs de succès : existence de potentialités économiques, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : Les structures de soutien à l'activité agricole en collaboration avec les autres communes de l'Atacora sont créées et fonctionnelles			
Intercommunalité : ☒ Projet à un caractère intercommunal, ☐ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☒ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☒ Agence MOD, ☒ Structure intercommunale, ☒ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) Information supplémentaire :			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☒ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
12 000 000	11 400 000	600 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
400 000	2 900 000	2 900 000	2 900 000	2 900 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				0
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				600 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				11 400 000

N°. Projet : 2.1	Titre : Promotion de l’alphabétisation, des sports, des loisirs, du tourisme et de la culture	Programme / Secteur concerné : Amélioration de l’accès aux services sociocommunautaires de base de qualité
Justification : - Déscolarisation des jeunes et l’exode rural - Le faible taux de fréquentation dans certains arrondissements - Taux élevé d’analphabètes - Insuffisance des infrastructures sportives et de loisirs - faible pratique des activités sportives - pas de compétitions sportives - sites touristiques non aménagés - Nécessité de réhabiliter/construire des infrastructures de loisirs et sportives - Nécessité d’organiser des compétitions - Nécessité de créer et d’animer des centres d’alphabétisation - Nécessité d’aménager des sites touristiques		
Objectifs spécifiques : -Réduire le taux d'analphabétisme en mettant en place des programmes d'alphabétisation adaptés aux besoins des différents groupes d'âge -Organiser des cours d'alphabétisation pour Adultes afin de renforcer leurs compétences en lecture, écriture et calcul -Développer des programmes culturels pour les écoles pour sensibiliser les élèves à la richesse de leur patrimoine culturel et encourager leur participation active. -Promouvoir la pratique régulière du sport en mettant en place des programmes d'activités physiques, des compétitions intercommunales et des partenariats avec des clubs sportifs locaux -Organiser des événements culturels et sportifs réguliers, tels que des festivals, des tournois sportifs et des manifestations artistiques, pour renforcer le tissu social et promouvoir la diversité culturelle -Aménager des espaces de loisirs accessibles à tous, comprenant des parcs, des aires de jeux et des espaces de détente, pour favoriser le bien-être des populations -Promouvoir le tourisme local en mettant en valeur les sites culturels, être communautaire historiques et naturels de la région, et en développant des circuits touristiques attractifs -Développer des programmes de formation artistique pour encourager la créativité locale, notamment dans les domaines de la musique, de la danse, et des arts visuels -Former des animateurs culturels et sportifs locaux afin de dynamiser les activités communautaires et d'encadrer les programmes culturels et sportifs.		Indicateurs : - Nombre de centres d'alphabétisation sont construits et équipés - Nombre de maître alphabétiseur est recruté et formé par centre - Nombre de e campagne d'alphabétisation des jeunes déscolarisés et des femmes est organisée chaque année - Nombre d'aire de jeux et de loisirs est aménagée - Nombre d'infrastructures réfectionnées/construites - Nombre de domaines des complexes sportifs et culturels délimités et sécurisés dans la commune - Nombre de sites touristiques et de voies d'accès aménagés - Une maison communale du tourisme est créée
Risques : insuffisance des ressources financières, persistance de l’exode rural Facteurs de succès : appui de l’Etat (PAGEDA), existence de quelques centres d’alphabétisation, existence de cadres techniques, volonté politique.		
Résultats attendus : R1 : les centres d’alphabétisation sont construit et fonctionnels R2 : les sites touristiques sont aménagés R3 : les centres de loisirs sont réfectionnés/construits et animés R4 : les activités sportives sont développées		
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :		
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :		
Mode Opératoire du projet prévu : ☐ Maîtrise d’ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d’ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : PAGEDA Information supplémentaire		

Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
1 680 000 000	1 596 000 000	84 000 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
336 000 000	336 000 000	336 000 000	336 000 000	336 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				84 000 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				504 000 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				1 092 000 000

N°. Projet : 2.2	Titre : Assurance de l'accès aux soins et services de santé de qualité pour tous	Programme / Secteur concerné : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	
Justification : - Insuffisance des centres de santé - Insuffisance du personnel soignant - Manque de spécialistes - Manque de renforcement de capacités du personnel soignant - Faible plateau technique dans les centres de santé - Difficulté d'accès aux centres de santé - Indisponibilité des médicaments même de première nécessité - Nécessité de réhabiliter/construire des infrastructures de santé - Nécessité d'augmenter les salles d'hospitalisation - Nécessité de sensibiliser la population sur la prévention de certaines maladies et la fréquentation des centres de santé			
Objectifs spécifiques : - Augmenter le taux de couverture sanitaire - Construire des centres de santé de proximité pour assurer une accessibilité géographique à des services de santé de qualité au profit des populations - Promouvoir la santé préventive en mettant en place des programmes de sensibilisation et des consultations régulières pour la détection précoce de maladies - Faire des plaidoyers pour la formation du personnel de santé local pour améliorer la qualité des soins fournis et renforcer les compétences dans la prise en charge des différentes pathologies - Elargir les services de santé maternelle et infantile en garantissant un suivi prénatal, des accouchements sûrs, et des soins postnataux de qualité - Mettre en place des cliniques mobiles pour atteindre les zones éloignées et assurer que même les populations difficiles d'accès bénéficient de soins de santé de base - Améliorer les infrastructures de santé au niveau local en investissant dans l'équipement médical, les installations d'urgence, et les services spécialisés. - Améliorer l'accessibilité financière aux soins de santé en mettant en place des mécanismes tels que des assurances santé communautaires, des subventions, ou des tarifs sociaux - Etablir des partenariats avec des organisations de la société civile pour renforcer les activités de sensibilisation, d'éducation et de plaidoyer en faveur de l'accès aux soins de santé - Mettre en place des mécanismes d'évaluation de la satisfaction des usagers pour améliorer continuellement la qualité des services de santé fournis.		Indicateurs : - Nombre de salles d'hospitalisations réalisées - Le Centre de Santé Communal construit - Nombre de centres de santé de la commune réfectionnés - Nombre de sensibilisations organisées - Taux de fréquentation des centres de santé	
Risques : faible fréquentation des centres de santé, coût encore élevé des frais, dominance de la médecine traditionnelle Facteurs de succès : existence de quelques centres de santé, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : les centres sont réhabilités/construits et équipés R2 : augmentation du taux de fréquentation de centres de santé R3 : baisse de maladies de tout genre			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal,			
Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☒ Structure intercommunale,			
☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) :			
Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
585 000 000	555 750 000	29 250 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
336 000 000	336 000 000	336 000 000	336 000 000	336 000 000
Sources de Financement prévues			Montant en F CFA	
Communes (Ressources propres)			29 250 000	
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC			438 750 000	
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre			117 000 000	

N°. Projet : 2.3	Titre : Assurance de l'accès à une éducation de qualité pour tous (maternel, primaire et secondaire)	Programme / Secteur concerné : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	
Justification : - Insuffisance de salle de classes - Etat délabré de certaines classes - Insuffisance d'équipement - Difficulté d'accès aux établissements scolaires - Manque d'éclairage - Pas de maternel dans plusieurs écoles - insuffisance de point d'eau - Insuffisance de cantines - Insuffisance du personnel enseignant - Taux d'abandon élevé - Nécessité de réhabilité/construire des salles de classes - Nécessité de sensibilisation des parents d'élèves - Nécessité d'augmenter les salles de classes - Nécessité d'offrir des forages - Nécessité de recruter les enseignants			
Objectifs spécifiques : - Augmenter le taux de scolarisation - Construire/réfection et équiper les écoles les de salles de classe les de bibliothèques pour offrir un environnement d'apprentissage propice. - Promouvoir l'éducation inclusive en garantissant que les écoles accueillent les enfants ayant des besoins spéciaux, en fournissant un soutien personnalisé et des adaptations nécessaires. - Réduire le taux d'abandon scolaire en mettant en œuvre des programmes de suivi, d'orientation scolaire, et en identifiant les causes principales de l'abandon - Doter les écoles de cantines scolaires Renforcer la participation des élèves et des parents à travers des conseils d'élèves actifs, des associations de parents d'élèves engagées et des initiatives de gouvernance scolaire participative.		Indicateurs : - Nombre de modules de salles de classes plus bureau et magasin construites et magasin construites - Nombre d'infrastructures scolaires existantes dans les écoles maternelles et primaires publiques sont réfectionnées et entretenues - Nombre de blocs de latrines construites - Nombre de points d'eau construits - Nombre d'école et collège éclairé	
Risques : faible fréquentation, Taux élevé d'abandon, exode rural Facteurs de succès : appui de l'état, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : les salles de classes sont réhabilités/construits et équipés R2 : faible taux d'abandon R3 : enseignants formés et disponibles R4 : Points d'eau réalisée			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal,			
Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opératoire du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☒ Structure intercommunale,			
☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) :			
Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
3 595 000 000	3 415 250 000	179 750 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
719 000 000	719 000 000	719 000 000	719 000 000	719 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				179 750 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				3 055 750 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				359 500 000

N°. Projet : 2.4	Titre : Amélioration de l'accès de tous à l'eau potable et à l'énergie	Programme / Secteur concerné : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	
Justification : - Faible taux de couverture en eau potable - Faible taux de couverture en énergie - Inexistence d'infrastructures de produisant d'énergie solaire - Nécessité de réaliser et de réhabiliter des forages et les AEV - Nécessité de construire des infrastructures de production de l'énergie -			
Objectifs spécifiques : - Augmenter le taux d'accès à l'eau potable et à l'énergie en mettant l'accent sur les régions défavorisées et les communautés marginalisées. -Développer les sources d'énergie renouvelable en mettant en place des infrastructures permettant d'augmenter la part des sources d'énergie renouvelable dans la production énergétique totale de la commune -Réduire les disparités en matière d'accès à l'eau potable et à l'énergie en concentrant les efforts sur les quartiers et villages les plus défavorisées, avec pour objectif de réduire l'écart -Etablir des partenariats avec des ONG, des entreprises et des institutions académiques pour créer une approche holistique favorisant l'accès à l'eau potable et à l'énergie, en exploitant les compétences et les ressources de chaque partenaire.		Indicateurs : - Nombre de plaidoyers réalisés - Nombre de lampadaires installés d'ici 2028 - Nombre de FPM réalisés d'ici 2028	
Risques : lenteur administrative au niveau de l'ANE, manque de financement Facteurs de succès : appui de l'état, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : les points d'eau sont réalisés et d'autres réhabilités R2 : le taux de couverture en énergie électrique a augmenté R3 : les plaidoyers sont faits			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☒ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
421 000 000	399 950 000	21 050 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
84 200 000	84 200 000	84 200 000	84 200 000	84 200 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				22 000 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				294 000 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				105 000 000

N°. Projet : 2.5	Titre : Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement	Programme / Secteur concerné : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité	
Justification : - Insuffisance des ouvrages d'assainissement - Faible utilisation des latrines et puisards ; - Persistance de la DAL ; - Faible couverture des structures de pré collecte des DSM - Existence des dépotoirs sauvages - Inexistence d'une structure de gestion des boues de vidange et des eaux vannes - Nécessité d'actualiser le PHAC et de le mettre en œuvre - Nécessité de réaliser des latrines publiques - Nécessité de réaliser des points d'eau - Nécessité de construire des ouvrages d'assainissement			
Objectifs spécifiques : - Elaborer et mettre en œuvre le Plan d'Hygiène et d'Assainissement de la commune -Dynamiser le système de gestion des déchets de toutes sortes -Construire et entretenir les ouvrages d'assainissement - Promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène au sein des communautés ciblées, en se concentrant sur le lavage des mains, la gestion des déchets et d'autres comportements hygiéniques -Réduire de manière significative le nombre de cas de maladies liées à l'eau et à l'assainissement, en particulier les maladies diarrhéiques, en mettant en œuvre des initiatives spécifiques telles que la fourniture d'eau potable propre et l'amélioration des installations d'assainissement. Investir dans le développement et la rénovation des infrastructures d'assainissement, en mettant l'accent sur l'installation et l'amélioration de systèmes d'évacuation des eaux usées connexes pour garantir un environnement sain. - Organiser des campagnes de sensibilisation à l'endroit des populations sur les risques sanitaires liés aux pratiques inadéquates d'hygiène et d'assainissement, avec l'objectif de créer une compréhension accrue et un changement de comportement durable. -Mettre en œuvre des programmes de participation communautaire pour encourager la prise de responsabilité locale en matière d'hygiène et d'assainissement		Indicateurs : - Le PHAC est actualisé et mise en œuvre - Nombre de séances de sensibilisation réalisées - Nombre de mètres linéaires de caniveaux entretenus - Nombre d'institutions et lieux publics dotés d'infrastructures - Nombre de ménages ayant réalisé l'ATPC - Nombre de contrats signés avec les structures de pré collecte - Nombre de sites de décharge de pré collecte aménagés - la décharge finale réglementaire des déchets solides réalisée à Tagayè	
Risques : manque de financement Facteurs de succès : appui de l'état, existence de cadres techniques, existence d'une politique nationale en matière d'hygiène et d'assainissement, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : le PHAC est élaboré R2 : les lieux publics disposent de latrine R3 : les ouvrages d'assainissement sont réalisés et entretenus R4 : les décharges intermédiaires sont réalisées R5 : la décharge de Tagayè est aménagée et fonctionnelle			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☒ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) :			
Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
387 500 000	368 125 000	19 375 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
77 500 000	77 500 000	77 500 000	77 500 000	77 500 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				19 375 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				348 750 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				19 375 000

N°. Projet : 2.6	Titre : Promotion l'inclusion sociale		Programme / Secteur concerné : Amélioration de l'accès aux services sociocommunautaires de base de qualité
Justification : - Faible pouvoir d'achat des ménages - Taux de déscolarisation élevé - Insuffisance de structures d'appui aux personnes vulnérables - Coût élevé des frais d'apprentissage - Insuffisance des infrastructures de cohésion sociale - Absence d'un mécanisme inter génération - Nécessité d'élaborer des projets phares à caractère social			
Objectifs spécifiques : - Accompagner la prévention et réponse des enfants en situation de détresse - Appuyer la tenue de la session communale de protection de l'enfant et du comité SOP VBG - Accompagner la mise en œuvre des actions du CPS dans ses interventions (Vulgarisation des textes et lois protégeant la femme, la prise en charge des victimes de VBG, la prise en charge des personnes âgées et handicapées en situation de vulnérabilité). - Accompagner la mise en œuvre des projets phares à caractère social dans la commune (Sensibiliser les populations sur l'assurance maladie, les micro-crédits aux plus pauvres) - Promouvoir la mise en œuvre des familles d'accueil et famille Hôte pour accueillir les enfants errants - Accompagner la scolarisation des indigents et des OEV surtout les filles - Mettre en place un mécanisme de dialogue entre les jeunes et les autorités locales		Indicateurs : - Nombre de sessions tenues communale de protection de l'enfant, des femmes - Nombre d'appuis réalisés en faveur de la scolarisation des indigents - Nombre d'enfants accueillis dans les familles - Le mécanisme entre les jeunes et les autorités locales mis en place	
Risques : manque de financement Facteurs de succès : appui des structures déconcentrées de l'état, existence de cadres techniques, existence d'une législation en matière de protection des personnes vulnérables, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : des sessions communales de protection de l'enfant, des femmes sont tenues R2 Le mécanisme entre les jeunes et les autorités locales mis en place R3 : des séances de sensibilisation et de vulgarisation des textes sont tenues			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) :			
Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA		Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement
5 000 000		4 750 000	250 000

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				3 000 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				1 500 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				500 000

N°. Projet : 3.1	Titre : Amélioration de la capacité de prévention et de gestion des risques et catastrophes		Programme / Secteur concerné : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques
Justification : - Diversité des aléas climatiques - Faible capacité des populations et des élus à faire face aux risques de catastrophes - Absence de système d'alerte précoce - PCC non mise en œuvre - Nécessité d'organiser des sensibilisations - Nécessité de mise en œuvre du PCC - Nécessité de renforcement de capacités des acteurs locaux			
Objectifs spécifiques : - Renforcer les capacités des populations, les autorités locales et les organisations de la société civile aux techniques de prévention des risques et catastrophes. -Améliorer la planification d'urgence en élaborant les plans d'urgence solides au niveau communautaire, pour répondre efficacement aux différentes catastrophes potentielles. -Mise en place de systèmes d'alerte précoce -Promotion des infrastructures plus résilientes aux catastrophes, notamment les bâtiments, les ponts et les réseaux de communication. -Sensibilisation et Éducation à grande échelle pour éduquer les populations sur les risques, les mesures préventives et les procédures d'urgence. -Renforcer les compétences des acteurs locaux pour qu'ils soient capables de prendre des mesures immédiates lors d'une catastrophe et de participer activement à la gestion des risques.		Indicateurs : - Nombre de séances de sensibilisation par arrondissement - Nombre de séances de formation - Nombre de réponses apportées - PCC disponible	
Risques : changements climatiques, insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : existence du PCC, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : le PCC est élaboré et mise en œuvre R2 : les populations sont sensibilisées sur les techniques de prévention des risques et catastrophes. R3 : les populations sont formées sur les risques, les mesures préventives et les procédures d'urgence			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opératoire du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
235 000 000	223 250 000	11 750 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
47 000 000	47 000 000	47 000 000	47 000 000	47 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				11 750 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				211 500 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				11 750 000

N°. Projet : 3.2	Titre : Promotion de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques	Programme / Secteur concerné : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques	
Justification : - Vulnérabilité des populations face aux changements climatiques - Forte pression des populations sur les ressources naturelles - Utilisation des intrants agricoles non certifiés - Pratiques culturales extensive sur brûlée ; - Mauvaise utilisation des pesticides ; - Persistance de la déforestation par les exploitants agricoles ; - Aggravation des effets liés au changement climatique ; - Nécessité de mise en œuvre du PLACC - Nécessité de former les populations sur la gestion des ressources naturelles			
Objectifs spécifiques : -Elaborer et mettre en œuvre le PLACC -Organiser des campagnes soutenues de reboisement -Restaurer les berges des cours d'eau -Organiser des séances de sensibilisation -Soutenir le développement de pratiques agricoles résilientes et durables -Mise en œuvre des initiatives de gestion durable des ressources naturelles (eau, sol, biodiversité) pour renforcer la résilience.		Indicateurs : - Nombre d'hectares de terres reboisées et entretenues par arrondissement - Nombre de plants mis en terre et entretenus - Linéaires de berges restaurées - Nombre de séances de sensibilisation sur les changements climatiques - Pourcentage des agriculteurs pratiquant les techniques ACC - PLACC disponible - Nombre de séances de formation sur la gestion des ressources naturelles - Quantité d'intrants adéquats pour l'application des mesures GDT/ACC (semences)	
Risques : changements climatiques, insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : disponibilité des réserves administratives, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : le PLACC est élaboré et mise en œuvre R2 : les populations sont formées sur la gestion des ressources naturelles R3 : les hectares de terres sont reboisés R4 : les berges des cours d'eau sont restaurées			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
475 000 000	451 250 000	23 750 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				23 750 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				427 500 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				23 750 000

N°. Projet : 3.3	Titre : Amélioration de la gestion foncière et domaniale	Programme / Secteur concerné : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques	
Justification : - Documents de planification spatiale non actualisés - Occupation anarchique des espaces publics - Anciens lotissements/remembrements non reconstitués - Nécessité de sensibiliser les populations sur le code foncier et domaniale - Nécessité d'élaborer les documents de planification spatiale - Nécessité de sécuriser les réserves administratives			
Objectifs spécifiques : -Elaborer et mettre en œuvre les documents de planification spatiale (SDAC, PDU etc ...) -Reconstituer les anciens lotissements -Sécuriser les réserves administratives -Aménager certaines rues -Panneauter certaines rues		Indicateurs : - Le SDAC disponible - Le PDU disponible - Le RFU actualisé - Nombre d'anciens lotissements / remembrements reconstitués - Nombre de parcelles recasées - Linéaires de mètres linéaires de rues aménagés - Nombre de réserves administratives sécurisées - Nombre de permis de construire délivré	
Risques : insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : existence du CFD, appui des PTFs, appui de l'ACAD, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : les documents de planification spatiale sont élaborés R2 : les populations sont sensibilisées sur l'occupation des espaces publics R3 : Reconstituer les anciens lotissements / remembrements R4 : Remembrer les anciens quartiers			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☒ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : ACAD Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
2 200 000 000	2 090 000 000	110 000 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
454 000 000	474 000 000	424 000 000	424 000 000	424 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				1 770 000 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				215 000 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				215 000 000

N°. Projet : 3.4	Titre : Création d'un environnement de vie sécurisé et inclusif	Programme / Secteur concerné : Renforcement de la résilience des populations face aux risques sanitaires, sécuritaires, fonciers et climatiques	
Justification : - Crise sécuritaire - Consommation des stupéfiants - Marginalisation/stigmatisation de certains groupes ethniques ou minorités - Absence de projets à caractère social et inclusif - Insuffisance d'infrastructures de promotion de cohésion sociale - Insuffisance des commissariats de police - Nécessité de sensibiliser les populations sur la cohésion sociale - Nécessité de construire et équiper les commissariats - Nécessité de créer des centres d'accueil			
Objectifs spécifiques : -Réduire le taux de criminalité et améliorer la sécurité générale en mettant en place des programmes de prévention de la criminalité et en renforçant la collaboration entre la police et la communauté. -Organiser des séances de sensibilisation et de prévention des violences domestiques, du harcèlement et d'autres formes de violences au sein de la communauté, l'extrémisme violent etc . . . -Faire des plaidoyers pour la construction et l'équipement des commissariats d'arrondissement -Améliorer l'éclairage public dans les zones résidentielles et commerciales pour accroître la sécurité et dissuader les comportements criminels -Promouvoir la diversité et l'inclusion sociale -Sensibiliser les populations sur la protection des enfants et mineurs, sur la prévention des enlèvements et des abus.		Indicateurs : - Nombre de plaidoyer fait - Nombre de séances de sensibilisation	
Risques : crise sécuritaire, insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : ABEGIEF, COSO, existence de cadres techniques, appui des leaders d'opinion, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : Des commissariats sont construits R2 : les populations sont sensibilisées sur prévention de la criminalité, les violences domestiques l'extrémisme violent, la cohésion sociale R3 : les quartiers/villages sont dotés d'éclairages publics			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☒ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
40 000 000	38 000 000	2 000 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				30 000 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				7 500 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				2 500 000

N°. Projet : 4.1	Titre : Renforcement de la participation démocratique et de la gouvernance inclusive		Programme / Secteur concerné : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources
Justification : - Faible implication des populations dans les activités communautaires - Inexistence des cadres de dialogue populations et autorités locales - Absence d'un plan de formation ou de renforcement de capacités des autorités locales - Nécessité de mettre en œuvre des mécanismes visant à accroître la participation des populations, la transparence dans la gestion - Nécessité de promouvoir l'inclusion en tenant compte des divers groupes de la société - Nécessité d'organiser les sessions de village, d'arrondissement et les redditions de compte			
Objectifs spécifiques : - Accroître la participation citoyenne en encourageant et facilitant la participation active des citoyens -Promouvoir de l'inclusion en assurant une représentation équitable et une participation significative de divers groupes de la société, y compris les femmes, les minorités ethniques, les personnes handicapées -Mettre en œuvre des mécanismes et des politiques visant à accroître la transparence dans les processus gouvernementaux, les prises de décision et l'utilisation des ressources publiques (reddition de compte) -Développer les compétences civiques en sensibilisant et en formant afin de renforcer les compétences civiques des citoyens, les aidant ainsi à comprendre le fonctionnement de la gouvernance locale -Améliorer la gouvernance locale en renforçant les capacités des autorités locales à prendre des décisions de manière inclusive, transparente et responsable,		Indicateurs : - Le rapport de formation des autorités locales disponible - Le plan de reddition de compte est disponible - Nombre de sessions tenues par an et par village - Nombre de séances de reddition de compte organisées - Nombre de séances d'IEC et de CCC sont organisées - Nombre de sessions d'arrondissement tenues par an et par arrondissement	
Risques : indifférence des populations, insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : existence de certains cadres de concertation, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : les autorités locales sont formées R2 : les sessions de village et d'arrondissement sont tenues R3 : les redditions de compte sont tenues			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
94 000 000	89 300 000	4 700 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
18 800 000	18 800 000	18 800 000	18 800 000	18 800 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				75 200 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				14 100 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				4 700 000

N°. Projet : 4.2	Titre : Amélioration du cadre de travail et de la performance de l'administration communale	Programme / Secteur concerné : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources	
Justification : - Insuffisance de bureaux et équipement - Plan de formation non mis en œuvre - Insuffisance de ressources humaines et fournitures de bureaux - Manque de canaux pour évaluer la satisfaction des citoyens et apporter des améliorations continues - Insuffisance des moyens roulants - Gestion électronique des tâches récurrentes et de l'information encore faible - Nécessité de construire et réfectionner les bureaux - Nécessité de recruter et former le personnel - Nécessité d'équiper les bureaux, d'acquérir les moyens roulants			
Objectifs spécifiques : - Former et développer les ressources humaines : élaborer et mettre en œuvre le plan de formation du personnel -Améliorer le cadre de travail : construire et réfectionner des infrastructures et les équiper -Intégrer des solutions technologiques pour automatiser les tâches récurrentes et améliorer la gestion de l'information : gestion électronique des courriers, internet -Améliorer la communication interne au sein de l'administration communale pour faciliter la collaboration et le partage d'informations -Promouvoir une culture organisationnelle qui encourage la transparence et l'échange d'idées - Organiser des rencontres périodiques SE et personnel, autorités locales et SDE -Renforcer de la gestion des ressources financières -Mettre en œuvre des initiatives visant à améliorer la prestation des services aux citoyens -Etablir des canaux de rétroaction pour évaluer la satisfaction des citoyens et apporter des améliorations continues. -Créer des mécanismes permettant aux citoyens de contribuer activement aux processus décisionnels locaux -Renforcer les pratiques éthiques au sein de l'administration communale		Indicateurs : - Nombre d'infrastructures construites/réhabilitées - Nombre d'équipement en mobiliers et fournitures de bureaux acquis - Nombre de sessions du cadre de concertation tenues chaque année - Plan de formation du personnel disponible - Nombre de panneaux solaires et de batteries installés - Nombre de moyens roulants à quatre et à deux roues acquis	
Risques : instabilité du personnel, insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : - R1 : les bureaux sont construits/réfectionnés et équipés - R2 : le plan de formation est élaboré et mis en œuvre - R3 : les fournitures de bureaux et moyens sont acquis - R4 : les sessions du cadre de concertation sont tenues - R5 : un canal de rétroaction pour évaluer la satisfaction des citoyens est fonctionnelle			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opératoire du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
770 000 000	731 500 000	38 500 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
154 000 000	154 000 000	154 000 000	154 000 000	154 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				38 500 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				654 500 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				77 000 000

N°. Projet : 4.3	Titre : Renforcement des mécanismes de mobilisation des ressources pour le développement local	Programme / Secteur concerné : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources	
Justification : - Insuffisance de bureaux et équipement - Plan de formation non mis en œuvre - Insuffisance de ressources humaines et fournitures de bureaux - Manque de canaux pour évaluer la satisfaction des citoyens et apporter des améliorations continues - Insuffisance des moyens roulants - Gestion électronique des tâches récurrentes et de l'information encore faible - Nécessité de construire et réfectionner les bureaux - Nécessité de recruter et former le personnel - Nécessité d'équiper les bureaux, d'acquérir les moyens roulants			
Objectifs spécifiques : -Recenser les ressources potentielles -Renforcer les capacités des acteurs -Elaborer des stratégies de mobilisation des ressources : -Développer des stratégies spécifiques pour mobiliser des ressources financières, y compris la diversification des revenus. -Actualiser le RFU -Faciliter la coopération entre le secteur public, le secteur privé et la société civile pour des initiatives de développement local -Promouvoir l'investissement local -Créer un climat favorable aux entreprises et encourager le développement d'activités économiques génératrices de revenus		Indicateurs : -Le plan de mobilisation des ressources disponible -Recouvrement des recettes communales digitalisé -Logiciel pour l'émission des avis d'imposition disponible -Logiciel pour la gestion des matières disponible -Le plan de communication et de sensibilisation disponible -Nombre d'agents mis à la disposition du service de recouvrement -Nombre de véhicules et/ou de motos mis à la disposition du service de recouvrement	
Risques : incivisme fiscal, insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : les bureaux sont construits/réfectionnés et équipés R2 : le plan de formation est élaboré et mis en œuvre R3 : les fournitures de bureaux et moyens sont acquis R4 : les sessions du cadre de concertation sont tenues R5 : un canal de rétroaction pour évaluer la satisfaction des citoyens est fonctionnelle			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opératoire du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
155 000 000	147 250 000	7 750 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
39 000 000	29 000 000	29 000 000	29 000 000	29 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				7 750 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				131 750 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				15 500 000

N°. Projet : 4.4	Titre : Renforcement de l'accessibilité au numérique	Programme / Secteur concerné : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources	
Justification : - Faible connexion en internet à la Mairie - Pas de connexion internet au niveau des bureaux d'arrondissement - Manque de canaux pour évaluer la satisfaction des citoyens et apporter des améliorations continues - Gestion électronique des tâches récurrentes et de l'information encore faible - Connaissance limitée de certains agents - Nécessité d'améliorer les équipements et d'élaborer un SDIC - Nécessité de moderniser le système d'archivage - Nécessité de mettre en ligne des informations liées aux activités de la commune			
Objectifs spécifiques : -Elaborer le schéma directeur des systèmes informatiques -Elaborer et mettre en œuvre un plan de déploiement de l'infrastructure de connectivité haut débit -Acquérir et installer les équipements et matériels informatiques -Concevoir et développer un portail en ligne et d'une base de données pour fournir des informations et des services aux citoyens et aux entreprises. -Créer et Opérationnaliser le système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie et des bureaux d'arrondissements -Digitaliser le système d'archivage de la Mairie		Indicateurs : -SDIC disponible -Connexion haut débit disponible -Internet disponible dans bureaux arrondissements -Système de sauvegarde disponible -Abonnement au data center national disponible -un PC, 1 imprimante multifonction par arrondissement - Informations utiles disponibles en ligne - Capacités des agents techniques et élus renforcées - Logiciel pour la gestion des ressources humaines disponible - Système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie de Natitingou disponible - Système d'archivage de la mairie électronique disponible	
Risques : insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : le SDIC élaboré R2 : Internet fonctionnel dans les arrondissements R3 : Abonnement au data center national disponible R4 : le Système de gestion électronique des documents (GED) pour les directions de la mairie de Natitingou créé R5 : Capacités des agents techniques et élus renforcées			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet à un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
266 500 000	253 175 000	13 325 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
53 300 000	53 300 000	53 300 000	53 300 000	53 300 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				13 325 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				213 200 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				39 975 000

N°. Projet : 4.5	Titre : Promotion de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée	Programme / Secteur concerné : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources	
Justification : - Faible mobilisation des ressources pour financer des projets - Inexistence des projets financés en PPP - Insuffisance des ressources FADeC - Nécessité d'élaborer des conventions de coopération pour capter d'autres financements - Nécessité de créer un cadre d'échange avec la diaspora - Nécessité de se mettre en intercommunalité pour financer des projets communs			
Objectifs spécifiques : -Renforcer la participation de la commune aux activités des structures intercommunales au niveau régional et national -Créer et rendre fonctionnel l'intercommunalité « Les pays de la montagne (Boukombé, Natitingou, Toucountouna) -Créer et rendre fonctionnel le cadre d'échange avec la diaspora -Rechercher/Explorer de nouvelles villes ou communes jumelles dans le cadre de la coopération décentralisée -Renforcer la coopération avec la ville de Huy en Belgique et Rillieux-la-Pape en France -Prendre part au processus de mise en place de l'Agence Intercommunale pour le Développement Economique de l'Atacora (ADEA) et à l'animation de ses organes (technique et de décision) -Encourager la collaboration et l'échange d'expériences entre les différentes collectivités (les échanges expériences et partage de bonnes pratiques) -Mettre en place des structures et des mécanismes efficaces pour coordonner les actions et les projets entre les communes -Elaborer des conventions de coopération définissant les responsabilités et les engagements de chaque entité -Promouvoir la planification territoriale intégrée -Encourager l'adoption de plans de développement intercommunal intégré entre les communes -Organiser des sessions de partage de bonnes pratiques pour inspirer des initiatives similaires. -Organiser des ateliers de formation aux acteurs sur la gestion de l'intercommunalité, la coopération décentralisée -Mettre en place des programmes de renforcement des compétences pour les fonctionnaires et les élus locaux. -Identifier des projets communs bénéfiques pour les communes et les mettre en œuvre conjointement -Encourager la mobilisation de ressources partagées pour maximiser l'impact des projets communs		Indicateurs : - Nombre de participation aux rencontres des structures intercommunales - l'intercommunalité « Les pays de la montagne créé - Cadre d'échange avec la diaspora créé - Nouvelles villes ou communes jumelles identifiées - Nombre de conventions triennales exécutées - Délibération du CC pour l'adhésion de la commune à l'ADEA disponible	
Risques : crise économique, crise sécuritaire, insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : existence de quelques coopérations décentralisées, existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : Nouvelles villes ou communes jumelles identifiées R2 : l'intercommunalité « Les pays de la montagne créé et fonctionnel R3 : Cadre d'échange avec la diaspora créé et fonctionnel R4 : des projets sont financés			
Intercommunalité : ☒ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opératoire du projet prévu : ☒ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☒ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : ACAD Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
115 000 000	109 250 000	5 750 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
22 000 000	27 000 000	22 000 000	22 000 000	22 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				33 750 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				63 750 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				17 500 000

N°. Projet : 4.6	Titre : Dynamisation du système de suivi-évaluation local	Programme / Secteur concerné : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources	
Justification : - Faible suivi des projets mis en œuvre - Outils de suivi parfois inadéquats - Manque parfois de coordination des actions - Méconnaissance des populations de l'importance du suivi des projets - Indisponibilité des rapports de suivi évaluation des documents de planification communale - Nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre les outils de suivi-évaluation - Nécessité de promouvoir la participation communautaire			
Objectifs spécifiques : - Renforcer des capacités des acteurs - Mettre en place des outils de collecte de données - Elaborer et mettre en œuvre un système ou mécanisme de coordination - Promouvoir la participation communautaire - Mener les campagnes de sensibilisation sur l'importance du suivi-évaluation local - Evaluer périodique du système		Indicateurs : - Nombre de séance de vulgarisation du PDC 4 - Rapport d'évaluation à mi-parcours du PDC 4 disponible - le rapport d'évaluation finale du PDC 4 disponible - Plan Intercommunal de développement des Pays de la Montagne disponible	
Risques : Insuffisance de ressources humaines, insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : Le PDC 4 est vulgarisé R2 : Les PDC est évalué à mi-parcours et après les cinq (05) ans de mise en œuvre R3 : l'intercommunal de développement des Pays de la Montagne est créé et fonctionnel			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opérateur du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : ACAD			
Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA		Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement
107 000 000		101 650 000	5 350 000

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
16 000 000	31 000 000	16 000 000	6 000 000	38 000 000
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				19 700 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				67 900 000
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				19 400 000

N°. Projet : 4.7	Titre : Amélioration de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences de l'administration locale		Programme / Secteur concerné : Renforcement de l'exercice de la démocratie à la base, du cadre de travail et de la mobilisation des ressources
Justification : - Insuffisance des ressources humaines - Plan de formation élaboré, mais non mise en œuvre - Suspension des recrutements par le gouvernement - Nécessité de recruter - Nécessité de former le personnel - Nécessité de disposer d'un manuel de procédures administratives et financière			
Objectifs spécifiques : - Faire l'état des lieux des emplois et compétences/profils -Elaborer et mettre en œuvre les plans de formation -Elaborer des stratégies de recrutement adaptées pour attirer des profils correspondant aux besoins identifiés -Faciliter la mobilité interne en mettant en place des dispositifs favorisant le transfert des compétences et des collaborateurs au sein de l'administration -Intégrer les nouvelles technologies dans les processus de gestion des emplois et compétences pour améliorer l'efficacité -Encourager une approche proactive de la gestion des carrières, impliquant la définition d'objectifs professionnels et le développement continu des compétences -Renforcer la communication interne pour informer les employés sur les évolutions en matière de gestion du personnel, évaluation et les opportunités de formation, et les perspectives de carrière		Indicateurs : - Rapport des emplois et compétence disponible - Rapport de cadre organique disponible - Nombre de modules de formations - Nombre d'agents recrutés - Manuel de procédures administratives et financières disponible	
Risques : , instabilité du personnel, insuffisance des ressources financières Facteurs de succès : existence de cadres techniques, volonté politique.			
Résultats attendus : R1 : L'état des lieux des emplois est élaboré R2 : Les agents recrutés pour renforcer le personnel R3 : Le personnel est formé R4 : le manuel de procédures administratives et financières est actualisé			
Intercommunalité : ☐ Projet à un caractère intercommunal, ☒ Projet a un caractère communal, Autres informations :			
Impacts environnementaux appréhendés et mesures correctives :			
Mode Opératoire du projet prévu : ☐ Maîtrise d'ouvrage délégué à ☒ Service déconcentré, ☐ Agence MOD, ☐ Structure intercommunale, ☐ Assistance par ☒ Prestataire privé ; ☐ Service déconcentré, ☐ autre (à spécifier) ☐ Maîtrise d'ouvrage déléguée à une organisation de base (Communauté), ☐ Régie ☐ autre (à spécifier) : ACAD Information supplémentaire			
Localisation du projet	Durée en Années	Bénéficiaires du projet	Type de compétence relative au projet
Toute la commune	5 ans	Toute la commune	☒ Propre ☒ Partagée ☐ Déléguée
Coût estimatif total en F CFA	Coût d'Investissement	Coût de fonctionnement	
75 000 000	71 250 000	3 750 000	

Période d'exécution et dépenses annuelles prévues en FCFA

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
47 500 000	27 500 000	-	-	-
Sources de Financement prévues				Montant en F CFA
Communes (Ressources propres)				60 000 000
Bénéficiaires/Communauté				
FADeC				
Projet de l'Etat				
Coopération décentralisée				
DIASPORA				
Autre				15 000 000

ANNEXE 6 : Arrêté préfectoral portant approbation du PDC 4 de Natitingou